

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

« LE MONDE LOISIRS »

Fête de la Vierge en Andalousie

et les programmes de la radio
et de la télévision pour la semaine

Fuite en avant au Nigéria

La découverte, le 5 juillet, à Londres, d'une malle contenant l'ancien « homme fort » du régime civil nigérien, M. Umaru Dikko, cadavre devant son domicile et drogué, ne va pas contribuer à améliorer des relations diplomatiques déjà très tendues. Le Foreign Office a demandé à l'ambassade nigérienne de « préciser » ce que faisait l'un de ses ressortissants dans une maison estamillée « bagage diplomatique ». A Lagos, les autorités ont catégoriquement démenti toute implication dans cette tentative d'enlèvement. Comment les croire ?

Coincidence ? Le numéro deux de la hiérarchie militaire nigérienne, le général Tunde Idiagbon, a dressé ce même jour un violent réquisitoire contre la Grande-Bretagne, l'accusant d'avoir colonisé le pays à son profit et de servir de « refuge » aux « fugitifs », responsables, selon Lagos, de la crise économique.

Depuis le coup d'Etat du 31 décembre dernier qui a mis fin à l'expérience « démocratique » du régime civil de M. Shagari, les autorités de Lagos ne cessent d'affirmer que la corruption générale qui sévit sous l'ancienne administration est la cause essentielle de la crise actuelle.

M. Dikko avait été désigné comme le symbole de cette corruption, et les militaires nigériens avaient juré d'obtenir son extradition. Militairement, l'ancien ministre des transports avait certes, grâce aux responsabilités qu'il détenait, de nombreux moyens de s'enrichir frauduleusement. Comme plusieurs centaines de personnalités de l'ancien régime aujourd'hui incarcérées dans les prisons nigériennes en attendant d'être jugées pour détournement de fonds, il avait profité d'un système qui permettait tous les abus.

Il n'avait jamais caché, d'autre part, son intention d'utiliser « toutes les méthodes et toutes les armes » pour abattre le gouvernement du général Buhari. Apparemment, on a tenté, avec des « méthodes » similaires, de le prendre de vitesse.

En-dehors de la personnalité de M. Dikko, cette affaire illustre la politique de fuite en avant qui semble dominer au Nigéria. Les procès qui se déroulent à Lagos n'ont-ils pas pour but de détourner l'opinion des difficultés que rencontre le gouvernement ? Les négociations avec le Fonds monétaire international pour l'obtention d'un prêt de 3 milliards de dollars sont dans l'impasse, Lagos continuant de juger inacceptables les conditions posées : dévaluation de la monnaie nationale, libéralisation du commerce, arrêt des subventions pétrolières et hausse de certains produits de consommation courante.

La vaste opération de dénationalisation qui a été effectuée il y a quelques mois, certes, ruine quelques gros spéculateurs, mais elle a aussi mis sur la palette les « petits ». Or, au Nigéria, la corruption « ordinaire » fait partie de la redistribution des richesses. Bref, aller dans le sens du FMI, ce serait risquer de provoquer un tollé dans la population, déjà passablement désenchantée devant l'apparente incapacité des militaires à améliorer la situation. La politique d'austérité suivie actuellement, outre qu'elle pénalise les investisseurs étrangers, ne donne pas beaucoup de résultats.

Pour réagir, les autorités militaires ont naturellement tendance à museler la presse, comme en témoigne la condamnation récente de deux journaux à un an de prison ferme. Ce n'est pas cette lamentable affaire d'enlèvement qui va redorer leur blason.

(Lire nos informations page 3.)

M. Mitterrand annonce à Clermont-Ferrand que les charges des entreprises et des ménages seront réduites « patiemment »

Après une première journée en Auvergne essentiellement marquée par sa riposte à l'opposition, M. François Mitterrand a poursuivi vendredi 6 juillet son voyage dans la région.

Devant les assemblées régionales réunies à Clermont-Ferrand, M. Mitterrand a notamment confirmé que le projet de budget pour 1985 inclura la perspective d'une baisse de un point des prélèvements obligatoires en 1985, ce qui se traduira par une réduction des charges des entreprises et des charges des ménages « de façon à peu près équivalente ».

Le président de la République a souligné à ce sujet : « Il faut réduire patiemment les prélèvements obligatoires. On ne peut pas d'un coup ramener la vapeur sans nuire à des intérêts légitimes. (...) On y arrivera. Le doute s'est répandu, mais ce sera fait dès cet automne ».

M. Mitterrand s'est ensuite entretenu à Chambray pendant une demi-heure avec M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République a

fait savoir qu'il avait notamment dit à son successeur : « Les Français sont plus désemparés et plus troublés qu'ils ne l'ont jamais été depuis quinze ans. » M. Giscard d'Estaing a demandé à M. Mitterrand de prendre une initiative pour débloquer cette situation, mais il n'a pas précisé à quelle initiative il songe.

Cette rencontre entre le chef de l'Etat et son prédécesseur répondait, d'une manière spectaculaire, à la mise en cause par l'opposition de la légitimité du pouvoir.

M. Mitterrand devait ensuite visiter l'usine Michelin puis déjeûner avec des artisans de la région. Son voyage devait s'achever par un arrêt à Montluçon, où le président de la République devait présider une réunion de syndicalistes et de chefs d'entreprise, et une halte à Moulins, où il devait être reçu à l'hôtel de ville par M. Hector Rolland, ancien député, maire RPR. Le chef de l'Etat devait repartir Paris en fin d'après-midi.

Continuité obligée

Clermont-Ferrand. — M. François Mitterrand semble s'efforcer dans la difficulté, pour reprendre la formule dont il s'est servi, de « faire passer la France ». Du moins donne-t-il l'impression, trois semaines après l'échec profond de la gauche aux élections européennes, d'avoir pué dans ce revers, plus net que prévu, un surcroît de combativité. La tonalité des propos tenus jeudi par le chef de l'Etat, tout au long de la première journée de sa visite en Auvergne, en témoigne.

Sur le fond, M. Mitterrand reste fidèle à lui-même, à la gauche et à sa

De notre envoyé spécial

fonction. L'acte d'adhésion ambivalente qui le conduit — « président de tous, dit par la moitié » — à vouloir se présenter sans exclusion quiconque. Fidèle, si l'on peut dire, à cette ambiguïté de fonction qui oblige à rassurer ses partisans sans effrayer les autres plus qu'ils ne le sont déjà. Il parle aux uns et aux autres.

Qui y trouvera son compte ? Il est entendu que M. Mitterrand reste sur la route de l'austérité choisie depuis deux ans ; qu'il n'a pas l'intention d'un changement radical, selon lui, est à ce prix, qu'il maintient que le projet de loi sur l'école est juste et n'entraîne pas une libération qu'il considère que le gouvernement, par la grâce de cette pédagogie et parce que les Français ouvriront un jour les yeux, bénéficiera d'un « retour de confiance » ; qu'il s'engage totalement sur la pratique d'un gouvernement dont il a inspiré l'action et demande — ce que les Français font, si l'on en croit les sondages — que l'on ne discorde pas les plus hautes responsabilités de l'Etat.

A droite, M. Mitterrand cherche châtiment — il s'y est déjà efforcé sans succès — à séparer les signataires de la grande messe de ceux qui le suivent. Il ne cédera pas aux « invectives » ni aux « obstructions », dit-il à ceux qui mettent en cause la légitimité du pouvoir, réclamant son départ, la dissolution de l'Assemblée nationale ou l'organisation d'un référendum sur l'école. Mais qui attendait vraiment qu'il y cède ?

Il établit encore la distinction entre les « petits, médians politiques » qui manipulent à ses yeux le débat sur l'école et ceux qui se laissent entraîner en refusant d'entendre les représentants du pouvoir sur cette affaire « mal comprise » parce que,

reconnait-il, mal expliquée. Cette quête un peu désespérée ne manque pas de grandeur, dira-t-on. Pourtant, que dire et que faire d'autre alors même que le pouvoir, n'ayant pas voulu entendre l'avis des intellectuels de Versailles au mois de mars, est aujourd'hui contraint, en dépit de la mobilisation massive du 24 juin, d'aller jusqu'au bout de sa logique, sauf à se déconsolider ? Continuité obligée.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 7.)

LE DOLLAR A 8,70 FRANCS

Un camouflet pour les partenaires des Etats-Unis

Poursuivant sa hausse, le dollar a, vendredi 6 juillet, battu son record historique, à Paris, franchissant le 12 janvier 1984 à 8,6930 F, atteignant 8,70 F pour redevenir tout à fait à 8,6870 F en séance officielle.

Il a également battu son record historique à Londres et à Milan, et retrouvé ses plus hauts cours depuis dix ans à Francfort et à Amsterdam. Le phénomène est le plus remarquable est, sans doute, sa remontée très vigoureuse après son ascension de la part des milieux financiers internationaux, qu'inquiétait la dégradation des grands équilibres aux Etats-Unis, avec le creusement considérable du déficit budgétaire, de la balance commerciale et de la balance des paiements. M. Paul Volcker, le redoutable président de la Réserve fédérale, banque centrale

du pays, agitant l'épouvantail des déficits, parlant de « pistolets braqués sur le cœur des Etats-Unis ». Déposant devant le Congrès, il évoqua même la « roulette russe ».

Les experts de l'OCDE tirent la sonnette d'alarme, redoutant une chute de 20 % de la monnaie américaine qui causerait plus de dégâts que n'en avait provoqué son ascension. A Paris, le dollar retombe, en quelques semaines, de 8,69 F à 7,80 F et, à Francfort, de 2,84 DM à 2,52 DM, une baisse de plus de 10 %.

Puis la crise de confiance s'atténue. Le président Reagan, sous le poids de l'opinion, finit par s'accorder avec le Congrès pour mettre au point une réduction du déficit budgétaire, timide certes, mais qui n'en représente pas moins une concession notable en année électorale.

L'aggravation de la situation dans le golfe Persique vient à point rappe-

ler le rôle de valeur refuge joué par le dollar depuis quatre ans.

Dans ces conditions plus favorables au billet vert, les facteurs qui le poussaient à la hausse les mois précédents, à savoir la montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, paraissent agir librement, et avec quelle vigueur !

Dès le mois d'avril, la reprise des cours du dollar s'amorçait, pour s'accroître ces dernières semaines. Le motif ? Tout simplement la poursuite de l'expansion de l'économie aux Etats-Unis, en dépit de tous les pronostics des experts, qui attendaient un ralentissement après le boom de l'année dernière. Cette expansion entraîne un vif accroissement des investissements et, par conséquent, un gonflement des crédits accordés aux entreprises par les banques.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 17.)

JAZZ A VIENNE (QUATRIÈME ÉDITION)

Époque d'All Stars

L'époque est aux All Stars. Sous le vocable du ciel balayé par le mistral, le théâtre antique de Vienne aligne les étoiles : All Stars de Jay Jay Johnson, All Stars de Don Cherry, de Dizzy Gillespie ou de Freddie Hubbard, sans compter, un autre soir, les Ténors associés en raison de leur tradition commune (le souffle du Texas)...

Quand on craint que les étoiles ne fassent plus recette, la recette est connue, on les regroupe. Quelques noms prestigieux, un répertoire équilibré, un programme de problèmes de droits d'auteurs et on se débrouille pour inventer un lien de circonstance : dates, styles, affinités, souvenirs ou curiosités.

Comme devant les « menus dégustation », le public est sommé d'admettre qu'il en aura pour son argent. Cinq concerts ou plus en un ! C'est un trait des époques frileuses, ou de celles de transition, dont Norman Granz avait, avec son JATP (Jazz at the Philharmonic) fait un principe habile. De plus en plus proches dans leur inspiration, les grands festivals de l'année se soumettent de nouveau à cette règle. Vienne, après trois ans de succès, ouvre le feu.

Ayant comme involontairement provoqué par sa seule présence ces

similitudes de programmes, et souverainement détaché de toutes ces contingences, Miles Davis continue de traverser les scènes en véritable star. Génialement cabot — mais sans trop — spectaculairement inventif, d'une note étranglée, d'une plainte, d'un éclat de trompette adressé aux étoiles, d'un geste amical, il raconte en se jouant son histoire, celle de ses musiciens, des histoires d'amour ou de musique, et de part en part, l'histoire de la plus belle trouvaille du siècle, le jazz.

Dans trente ans, c'est sûr, il sera encore là — il est né en 1926 — habillé par les meilleurs facteurs du moment, entouré de petits jeunes qui auront alors soixante ans de moins que lui. Il ira encore paraphraser avec une pointe d'ironie l'air du temps comme il le fait aujourd'hui du rock et de l'électronique. Il semblera encore répondre avec la même souplesse à cette phrase que Tite-Live a probablement notée à son intention : « Il avait l'esprit si enclin à se plier également à tout que, quoi que ce fût qu'il entreprit, on eût dit qu'il était uniquement né pour cela. »

FRANÇOIS MARMANDE.

(Lire la suite page 11.)

SAS
le n°1
du roman d'espionnage
Vient de paraître
LES ENRAGES D'AMSTERDAM
GERARD DE VILLIERS/PLON

LA DÉCOUVERTE
D'UNE PARTICULE
ÉLÉMENTAIRE
Un pas de plus
pour comprendre
la matière
LIRE PAGE 9 L'ARTICLE
DE J.-F. AUGEREAU
Histoire
d'amour
par KONK
PAGE 14

Après l'échec de l'ERE

par ÉRIC HINTERMANN (*)

Guerres de chefs

A cette nuance près qu'un cinquième larron vient de s'ajouter, avec Jean-Marie Le Pen, à la célèbre « bande des quatre », la guerre des chefs continue de dominer la vie politique. Eric Hintermann le constate pour le PS en appelant de ses vœux, après l'échec de la liste ERE aux européennes, soit un élargissement du PS, soit la constitution d'un véritable centre-gauche. Daniel Amson juge sévèrement l'exclusive lancée par certains, dans l'opposition, contre Valéry Giscard d'Estaing. Albert Levy demande qu'on établisse un « cordon sanitaire » autour de l'idéologie qu'incarne le Front national. Edwy Plenel rend compte d'un livre dans lequel François Gaspard et Claude Servan-Schreiber préconisent la solution du problème des immigrés par leur insertion totale dans la communauté nationale.

L'ÉCHEC de la liste ERE était tout à fait prévisible pour trois raisons :

I. - Les hommes. Le centre-gauche n'a aucune chance d'attirer les électeurs s'il est caractérisé essentiellement par l'opportunisme de quelques politiciens en mal de poste. Confronté à Lionel Jospin, dont la qualité personnelle et la droiture morale passaient à la télévision, et à Simone Veil, grande figure même si elle a fait une mauvaise campagne, les animateurs les plus visibles de la liste ERE n'avaient aucune chance de s'en tirer.

Un ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing était mal placé pour solliciter des voix d'électeurs ayant voté en 1981 pour François Mitterrand. Un ancien candidat écologiste à la présidence de la République, soutenu alors par M. Giscard d'Estaing pour enlever des voix à la gauche, qui se présentait à la tête de la liste ERE, avec le soutien de la gauche, pour enlever des voix à la droite ne donnait pas toute la crédibilité nécessaire à cette liste qui était faite par des politiciens, pour des politiciens. Les Français ne s'y sont pas trompés.

II. - Le flou politique. A une époque dominée par la télévision, un message politique doit être clair. Il doit pouvoir être compris en une minute et demie, temps au-delà duquel l'attention des téléspectateurs se relâche. Or le message de l'ERE était flou. Les Français sont, les uns favorables à François Mitterrand, les autres, opposés. Ils aiment connaître la marchandise qu'on leur propose. Des citoyens de sensibilité réformatrice ont voté comme nous pour François Mitterrand dès le premier tour dans un esprit social-démocrate n'avaient aucune raison de se prononcer en faveur de cette liste. Des électeurs se situant dans l'opposition non plus. Quant aux écologistes, ils avaient à leur disposition une liste écologiste : elle a fait mieux que la liste ERE sans avoir reçu d'aide officielle ni de possibilité d'apparaître dans les médias.

III. - Une dimension insuffisante. Le centre-gauche, pour être crédible, ne peut être formé, étant donnée l'étroitesse du créneau au départ, par quelques-uns seulement

de ses animateurs, encore moins quand il s'agit des plus contestés d'entre eux. Pour donner une impression de force, ce qui est au départ difficile face aux quatre grands partis, il doit procéder à un vaste regroupement. Ce n'était pas le cas. Ce fait a d'ailleurs été mis en valeur par l'échec de la tentative des deux Faure, qui avait précédé le lancement de la liste ERE.

ERE apparaissait comme essentiellement radicale avec une aile écologiste. La sensibilité chrétienne de gauche, descendant du Sillon, était absente. Notre sensibilité social-démocrate et réformatrice était également absente. Aucune de ces sensibilités ne peut à elle seule incarner le centre-gauche. La force ne peut venir que de leur union.

Le résultat a été d'affaiblir l'idée d'un centre-gauche, de porter encore un peu plus atteinte à la qualité morale de la vie politique aux yeux des citoyens, d'enlever 1 % de voix à la liste socialiste et de nuire au pouvoir, qui passe pour avoir échoué dans la création d'un centre. Cette liste n'a en rien affaibli la droite. C'est un désastre sur toute la ligne.

Que faire ? Deux solutions sont possibles. Elles sont éventuellement complémentaires.

1) Le P.S. s'ouvre aux sociaux-démocrates et aux réformistes. L'idée serait celle d'un grand parti socialiste couvrant un maximum d'espace sur l'échiquier politique entre les communistes et la droite. Cette solution a l'avantage de contribuer à un bon rapport de forces avec le Parti communiste. Elle permet de tenir, dans le cadre d'un grand parti discipliné, des gens qui, sinon, sont parfois tentés de passer d'un camp à l'autre au moment opportun. Elle enrichirait le débat au lieu de le diviser en camps repliés sur eux-mêmes.

Le Parti socialiste n'a pas saisi l'occasion historique qui lui était offerte, après la victoire de 1981, à laquelle avaient participé toutes les tendances socialistes, des plus révolutionnaires jusqu'aux plus réformatrices.

(*) Membre du PS, président de l'Amicale social-démocrate.

Un problème de morale politique

par DANIEL AMSON (*)

A « guerre des chefs » pose de plus en plus un problème de morale politique. Les institutions de la V^e République se sont toujours fondées, en effet, sur la supériorité du chef de l'Etat sur le premier ministre. Cela veut dire qu'en acceptant leurs fonctions, tous les premiers ministres ont reconnu que la politique de la nation devait être déterminée par le président. Ils se sont engagés à soutenir cette politique, pour autant certes qu'elle ne méconnaît pas les principes fondamentaux pour lesquels le président avait été élu.

Le premier ministre pouvait avoir des « états d'âme » ; il était même naturel qu'il ne fût pas d'accord avec le président sur tous les points. Mais, ayant accepté de diriger le gouvernement, il devait s'acquiescer de cette tâche, jusqu'à ce qu'il en eût été remercié ou que, conformément à la tradition républicaine, une élection générale lui eût donné l'occasion de se retirer.

Ce sont des principes généraux que tous les premiers ministres de la V^e République ont respectés jusqu'en 1974, notamment M. Debré, qui était pourtant loin d'être en accord avec le général de Gaulle sur la politique algérienne. De même, Georges Pompidou, qui semble avoir souhaité

démisionner dès la fin du mois de mai 1968, resta en fonctions jusqu'à la réunion de la nouvelle Assemblée, au début du mois de juillet suivant.

Cette tradition a été remise en cause, en 1976, par M. Chirac. Celui-ci a, en effet, démissionné alors qu'il n'était en désaccord avec le chef de l'Etat sur aucun principe essentiel, mais seulement sur une question de stratégie électorale. Cette démission était contraire à l'esprit des institutions de la V^e République, qui suppose que le premier ministre se rallie à la stratégie du président. M. Giscard d'Estaing nomma alors M. Barre premier ministre, qui mit en œuvre, pendant près de cinq ans, avec compétence, rigueur et dignité, la politique définie par le chef de l'Etat.

Une critique surprenante

A l'élection présidentielle de 1981, M. Chirac, méconnaissant l'engagement tacite qu'il avait pris sept ans plus tôt, se porta candidat contre M. Giscard d'Estaing, mais fut très largement devancé par son premier tour, obtenant même l'un

(*) Avocat à la cour.

des plus mauvais scores du parti gaulliste à une consultation nationale depuis 1958. Pendant la campagne du deuxième tour, l'ancien premier ministre déclara néanmoins apporter son appui au président sortant. De son côté, M. Barre soutint celui-ci sans défaillance, estimant que l'intérêt du pays commandait sa réélection.

Or, aujourd'hui, certains n'hésitent pas à reprocher à M. Giscard d'Estaing de ne pas avoir, dès à présent, qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle, lui faisant ainsi grief de compliquer la tâche de M. Barre et de M. Chirac. Pareille critique est surprenante.

Elle l'est, d'abord, parce que M. Giscard d'Estaing a réalisé, le 10 mai 1981, un score élevé, si l'on veut bien tenir compte de l'usage du pouvoir, des effets de la crise et du vote des jeunes de dix-huit ans. Si l'on se réfère, par exemple, aux résultats des européennes du 17 juin, rien ne permet de penser qu'un autre candidat de l'opposition soit, d'ores et déjà, assuré de faire mieux.

La critique adressée à l'ancien président est également surprenante dans la mesure où rien ne peut lui être reproché de ne pas avoir, dès à présent, qu'il ne sera pas candidat à l'un ou l'autre des anciens premiers ministres. M. Chirac a assuré la responsabilité du gouvernement jusqu'en août 1976, et encore une fois — il n'a jamais justifié son départ par un désaccord portant sur un aspect essentiel de la politique, mais par une divergence de stratégie électorale. De même, M. Barre a assuré la conduite de l'action du gouvernement d'août 1976 à mai 1981, et il n'a jamais été prétendu qu'il ait été contraint de mener une politique qu'il désapprouvait.

Sans doute était-il conforme aux règles démocratiques de donner la parole à M. Le Pen. Encore devait-on, pour une information complète, faire en sorte que soient corrigées les contrevérités flagrantes qu'il proféra. Ainsi, pour attiser le sentiment d'invasion, M. Le Pen va répétant qu'il y a en France plus de six millions d'étrangers et mobilise en renfort les cent millions de Maghrébines de l'an 2000. Or on sait, depuis le dernier recensement, que le nombre des étrangers en 1982 (après les régularisations) est de 3 680 100, soit un pourcentage, par rapport à la population, à peu près identique à celui de 1976 et de 1971.

Il prétend que les immigrés « coûtent cher » aux Français, dont les impôts seraient engloutis dans la construction d'hôpitaux, de crèches ou d'écoles à leur seule intention. Or il est facile de montrer que les étrangers paient également des impôts, des taxes et des charges, et de prouver, chiffres à l'appui, qu'ils dépendent moins qu'ils ne donnent en matière de sécurité sociale et d'allocation familiales.

De la même façon, on avait à expliquer ce qu'il en est vraiment du rapport entre immigration et chômage ou délinquance, et à souligner que, là où il y a fermeture d'entre-

mises, pour les foudre toutes dans un seul grand parti ouvert à la totalité de son électorat. Il s'est enfoncé sur lui-même et ses tendances, qui forment autant de partis dans le parti.

Officiellement ces tendances n'existent plus, mais en réalité tout passe par elles. C'est ainsi, par exemple, que pour les élections européennes, les militants du parti n'ont eu le droit de se prononcer ni sur la composition de la liste ni sur le programme. Quelques chefs de file de tendance ont tout simplement confisqué le parti à leur profit. Les chefs des tendances désignent les candidats à toutes les fonctions importantes du parti. Chacun a sa clientèle. On ne voit pas toujours bien ce qui distingue idéologiquement ces prétendus courants de pensée. Il s'agit plutôt d'une guerre des chefs qui tient lieu de vie du Parti socialiste.

A poursuivre sur cette lancée, le PS va ressembler à la Démocratie chrétienne italienne, avec ses chefs, ses clans, ses sous-fractions. Il est temps de prendre conscience de cette mauvaise évolution. Le parti doit enfin s'ouvrir à l'ensemble de son électorat. Adapter sa pensée à la société actuelle, par exemple en renonçant à la lutte des classes. Il doit soutenir davantage le président de la République au lieu de se complaire dans ses querelles internes. François Mitterrand a ouvert la grande perspective d'une troisième voie humaniste. Il serait temps que le PS l'accompagne dans ce grand dessein.

2) On crée un centre-gauche. Il faudrait l'assurer qu'il répond à un ensemble de conditions qui évitent les erreurs de la liste ERE.

a) Ne pas être, avant tout, un moyen de faire carrière pour des politiciens qui changent de camp ;

b) Avoir un projet de société qui permette de l'identifier idéologiquement ;

c) Soutenir clairement et loyalement, à partir de ce projet de société réformatrice, François Mitterrand dans la perspective d'une troisième voie humaniste ;

d) Il regroupe l'ensemble de tous ceux qui veulent se situer au centre-gauche.

Cette note est celle d'un social-démocrate, d'un humaniste, d'un réformiste qui s'est engagé dès avant le premier tour 1981 pour l'élection de François Mitterrand à la présidence. Il souhaite que, sur le plan politique, les citoyens qui le veulent puissent pleinement participer à la réussite du septennat, première et seule chance pour longtemps d'une troisième voie humaniste entre le capitalisme et le communisme. Dans deux ans, il sera trop tard.

Une composante du civisme

par ALBERT LEVY (*)

Le discours qui proclame le chef du Front national comporte deux traits essentiels. D'une part, il se réfère à des réalités ressenties péniblement par la masse des Français : le chômage, l'insécurité, le désarroi devant un monde en mutation rapide, la fiscalité, l'insécurité de l'emploi. D'autre part, il crée une obsession : celle de l'immigration. La mystification consiste à faire croire que tous les maux proviennent des immigrés, qu'ils bénéficient de privilèges exorbitants et que leur « renvoi » massif serait la solution.

Il importe donc prioritairement de rétablir la vérité pour détromper ceux qui se sont laissés prendre au piège. Pas seulement ceux qui ont voté Le Pen, mais aussi beaucoup d'autres, puisque, selon un récent sondage, 55 % des personnes interrogées estiment que le départ des immigrés résoudrait le problème de l'emploi.

Le thème selon lequel un ancien chef de l'Etat, dévoué de jeunesse par les Français, devrait céder le pas à ses anciens premiers ministres est donc non seulement mal fondé — transposée au Canada ou en Suède, elle serait même absurde, puisque M. Trudeau et M. Palme ont été réélus après avoir été écartés du pouvoir pendant quelques années, — mais elle est également moralement critiquable. Elle consiste à faire du premier ministre un exécutant — ce qu'il est sans doute pour l'essentiel, — mais un exécutant irresponsable — ce qu'il n'est pas. Chacun a, bien évidemment, le droit d'estimer que M. Giscard d'Estaing ne serait pas, dans l'avenir, le meilleur président pour la France. Mais affirmer que l'un ou l'autre de ses anciens premiers ministres serait meilleur que lui ne peut relever que de la polémique, et non d'une analyse logique du fonctionnement des institutions.

Il faudrait parallèlement rappeler sans relâche aux Français la signification politique du phénomène Le Pen. On a évoqué les sympathies du personnage pour Franco ou Pinochet, son comportement pendant la guerre d'Algérie, son passé poujadiste, les positions antisémites, moins prouvent que les siennes, de certains de ses « lieutenants ». On pourrait également signaler que, dans l'Allemagne de 1930, était diffusé un slogan comparable mot pour mot à l'un de ceux qu'il affectionne : « 700 000 Juifs, 700 000 chômeurs, la solution est simple », proclamait alors ceux qui allaient bientôt imposer leur domination.

Les immigrés font partie de notre société, ils sont des êtres humains à part entière. Prétendre les « chasser », c'est faire fi de leurs droits élémentaires. Leur exode n'aurait rien à voir avec la crise de l'Allemagne nazie : il serait non seulement le signe d'une catastrophe économique, mais traduirait l'effondrement de la démocratie.

Ce n'est pas en argumentant, dire-t-on, que l'on convaincra les supporters de M. Le Pen, lesquels rêgissent « avec leurs trépassés ». On essaye avec assez de conviction ? La vérité a-t-elle été proclamée avec la force et l'opiniâtreté nécessaires pour contraindre des mensonges répandus avec tant d'insolence ? La somme de la raison engendre les monstres.

(*) Secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'antisémitisme entre les peuples (MRAP).

« LA FIN DES IMMIGRÉS »

par F. Gaspard et C. Servan-Schreiber

L'anti-Le Pen

Il est, parfois, des mots nécessaires, qui disent l'essentiel au moment adéquat. Ceux qui tissent l'ouvrage de François Gaspard et Claude Servan-Schreiber le sont, alors que se confirme « l'effet Le Pen ». La fin des immigrés est un amiénois réaliste et argumenté de la haine et de la démagogie. Sa thèse est simple : l'utilisation des immigrés comme boucs émissaires de tous nos maux est non seulement moralement condamnable mais elle est, de plus, dangereusement illusoire. Autrement dit, M. Le Pen, c'est l'appel au vide, la fascination des fausses évidences, une spirale chimérique.

Un vide qui est aussi le silence de la gauche politique, son embarras et sa « frilosité » sur l'immigration. Député socialiste d'Eure-et-Loir, maire de Dreux de 1977 à 1983, François Gaspard dément la réputation que lui faisaient certains de ses amis politiques de s'en tenir aux bons sentiments, d'être incapable d'appréhender les conflits réels suscités par la colonisation des communautés. Aidé de la journaliste Claude Servan-Schreiber, elle prouve ici qu'il est possible d'affronter le racisme sans faire des immigrés les responsables des affrontements dont ils sont sujets et objets. Face à M. Le Pen, elle propose de faire un programme contre le racisme, solutions contre illusions, et de ne surtout pas fuir honteusement le débat.

Autre chose

« La gauche, constatant les auteurs, a laissé le droit entourer le refrain du lénisme sans répliquer (...) Elle a laissé ses élus, ses amis, faire face, seuls, sur le terrain, à la vague montante de la violence et de la haine. Contre cette vague, le discours humaniste sur le respect des droits de l'homme ne prend plus. Il faut trouver autre chose. »

« Autre chose » ? D'abord démontrer que la xénophobie s'appuie sur des mensonges. La grande masse des étrangers ne perdra pas, à moins de procéder à leur « déportation massive (...), ce qui serait une folle politique et

économique ». La démonstration s'appuie sur une radiographie historique de l'immigration, insistante sur la spécificité de sa dernière vague, mais aussi sur un scénario de politique-fiction « Et s'ils partaient ? ». Ils, c'est-à-dire 80 % des OS, 77 % des travailleurs manquant à l'appel à Aulnay, 56 % à Billancourt, 53 % à Fina... Ce serait alors un désastre économique ; des officiers d'HLM s'enfonçant dans le déficit, des taxes d'habitation qui ne rentreraient plus, des transports en commun en difficulté, un nouveau trou pour la Sécurité sociale, enfin toujours autant de chômeurs, une étude projective demandée en 1975 par le gouvernement de M. Chirac ayant établi qu'une réduction de la population immigrée n'entraînerait que peu de créations d'emplois pour les nationaux.

« Autre chose », cela consiste ensuite à résoudre concrètement les conflits entre communautés. S'appuyant sur les travaux de la Commission de développement social des quartiers, l'ouvrage détaille l'effort nécessaire en direction des grands ensembles, cette « remise à niveau physique, sociale et psychologique », qui suppose volonté politique et choix financiers prioritaires. De même pour l'école où la question des enfants étrangers révèle en fait la crise du système éducatif.

« La question immigrée » relève donc d'un véritable projet de société. Elle réclame une nouvelle dynamique nationale capable de « absorber, par intégration ou insertion, l'immigration déjà présente » ; de valoriser la naturalisation, le peu d'attrait qu'elle exerce sur les jeunes immigrés dévoyant la « faute de la France » ; de ne pas hésiter à poser progressivement la question du droit de vote des immigrés aux élections locales, « dernier fortin qu'il les sépare de la citoyenneté ».

La réalité étant en somme d'admettre qu'« ils » deviennent français, qu'« ils » le sont déjà, même à leur corps défendant, qu'« ils » appellent la définition d'une nouvelle identité nationale.

EDWY PLENEL

* Le Seuil, 214 pages, 69 francs.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,30 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 88 p. ; Grèce, 88 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 6 350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Thaïlande, 110 mt.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérants : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Boue-Méry (1944-1968) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimeur : de « Monde » 100 rue de la Harpe, PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 839 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Chaque semaine d'abonnement définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler les virements et chèques par espèces.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

En Grande-Bretagne

La police a fait échouer la tentative d'enlèvement d'un des principaux opposants au régime de Lagos

De notre correspondant

Londres. — Le haut commissaire du Nigeria en Grande-Bretagne a été convoqué, vendredi matin 6 juillet, au Foreign Office, après la tentative d'enlèvement d'un des principaux opposants au régime de Lagos.

Trois mois après la fusillade meurtrière déclenchée par les occupants du Bureau du peuple libyen, la capitale britannique vient de connaître le théâtre d'un « incident diplomatique » d'un genre très particulier. Celui-ci est moins tragique que le précédent et certainement plus romanesque. Il s'est produit le 30, jeudi, quand, dans un quartier résidentiel proche de Hyde Park, M. Umaru Dikko, ancien ministre nigérian des transports, a été conduit par plusieurs inconnus de monter à bord d'une camionnette qui a disparu aussitôt dans la circulation. La scène s'est produite à proximité de l'immeuble où M. Dikko résidait depuis le mois de janvier après avoir fui le Nigeria à la suite du coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement du président Shagari.

Dans la soirée, M. Dikko a été retrouvé sain et sauf par la police à l'aéroport de Stansted, au nord-est de Londres. Drogé, il était enfermé — ainsi que deux autres hommes dont l'identité n'a pas été révélée — dans une cellule marquée « bagage diplomatique » qui allait être chargée dans un avion-cargo nigérian en partance pour Lagos.

A plusieurs reprises, cependant, M. Dikko, personnage influent de l'ancien gouvernement et beau-frère du président Shagari, n'avait pas caché son intention de s'opposer au nouveau régime militaire. Récemment, il s'était rendu à New-York pour y réunir plusieurs centaines de personnes, comme lui, en exil. Les autorités de Lagos avaient alors fait savoir qu'elles s'apprêtaient à le traduire en justice et allaient demander à la Grande-Bretagne son extradition, requête qui n'avait guère de chances d'aboutir, reconnaissent-on au Foreign Office.

Dans un communiqué diffusé jeudi soir, le gouvernement nigérian a nié avoir une quelconque responsabilité dans cet enlèvement. Mais il est évident que les enquêteurs britanniques ne sont pas convaincus par ce démenti et conservent les soupçons qu'ils expriment déjà quelques heures avant. Un porte-parole de Scotland Yard avait déclaré : « Nous connaissons le contexte du Nigeria, et il est possible que le régime militaire puisse être impliqué (dans cette affaire). La découverte que les policiers allaient faire ensuite à l'aéroport de Stansted ne pouvait que renforcer cette hypothèse. Et c'est à ce sujet que le Foreign Office allait vraisemblablement demander des explications au haut commissaire du Nigeria ».

D'autre part, le gouvernement britannique devra lui aussi expliquer pourquoi les policiers ont été autorisés à ouvrir la cage où se trouvait M. Dikko. Si elle devait véritablement être considérée comme bagage diplomatique, l'intervention serait une infraction au droit international. Depuis le départ des occupants de l'ambassade libyenne, avec armes et bagages, plusieurs députés, appuyés par une campagne de presse, ont demandé que l'on fixe des limites au respect de l'immunité diplomatique prévue par la Convention de Vienne.

Une grande partie de l'opinion publique britannique manifeste de plus en plus d'irritation devant la recrudescence des exactions commises par des représentants étrangers en Grande-Bretagne.

FRANCIS CORNU.

● Un avion britannique retenu à Lagos. — Un avion de la British Caledonian a été retenu ce vendredi matin 6 juillet sur l'aéroport de Lagos, à l'annonce de la campagne antibrannique à Lagos. Les autorités britanniques à Lagos ont alors fait savoir qu'elles s'apprêtaient à le traduire en justice et allaient demander à la Grande-Bretagne son extradition, requête qui n'avait guère de chances d'aboutir, reconnaissent-on au Foreign Office.

PORTRAIT

Milliardaire et « homme fort » de l'ancien président Shagari

Cet homme « pèse » à lui tout seul 1,4 milliard de dollars, dit-on à Lagos. Alhaji Umaru Dikko, l'homme le plus riche par les autorités nigérianes, a été délogé, dès le lendemain du coup d'Etat du 31 décembre 1983, par le régime militaire.

M. Shagari, comme beaucoup d'autres, symbole de la corruption qui a gangrené l'administration nigérienne. Il y avait quelques retours à cela.

Beau-frère du président Shagari, M. Dikko, qui était ministre des transports et de l'aviation dans le dernier gouvernement civil, était en réalité le « numéro 2 », voire, selon certains, le véritable « homme fort » du Nigeria.

Organisateur de la campagne électorale du chef de l'Etat lors de l'élection présidentielle du 8 août 1983, il s'occupait également des campagnes électorales du parti présidentiel, le NPN (National Party of Nigeria).

M. Dikko était en outre chargé de la coordination de toutes les importations de produits alimentaires du Nigeria. Aucun contrat important ne pouvait être signé sans son aval, c'est-à-dire sans que de juteuses commissions soient prélevées au passage.

La fortune de M. Dikko, dit-on à Lagos, a été essentiellement constituée par des détournements de fonds et des pots-de-vin, notamment par le biais des contrats d'importation de riz.

Au moment du coup d'Etat, M. Dikko avait franchi — à pied, raconte-t-on — la frontière du Bénin, avant de prendre un taxi pour Lomé, au Togo. De là, il avait pris un avion pour Amsterdam, puis pour Londres, où il s'était réfugié.

Les autorités militaires nigérianes avaient annoncé, il y a quelques mois, la découverte d'un complot financé par M. Dikko et visant à renverser le régime. Quelque temps avant, il avait été accusé de tenter de recruter des mercenaires pour faire sauter les principales raffineries de pétrole du Nigeria.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS

517 millions de dollars sont nécessaires pour aider à l'intégration de 4 millions de personnes

De notre correspondante

Genève. — La deuxième conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II), qui se tient à Genève du 9 au 11 juillet, s'est fixée pour objectif de réunir 362 millions de dollars qui seraient affectés à 4,5 millions de réfugiés (HCR) à prévoir pour son programme pour l'Afrique en 1984. Celui-ci est destiné à aider 14 pays africains à intégrer 4 millions de réfugiés (dont la moitié est composée de femmes, d'enfants et de vieillards), ballottés à travers le continent noir, ou à faciliter leur rapatriement volontaire.

La première conférence, qui s'est tenue à Genève du 9 au 11 avril 1981, avait réuni 560 millions de dollars. Cela a certes permis de sauver des dizaines de milliers de vies humaines et de sensibiliser l'opinion sur le drame que vit l'Afrique, mais n'a pas apporté de solution durable au problème. Comme l'a fait remarquer le porte-parole du HCR, M. Léon Davignon, les secours sont indispensables, mais sans lendemain, et il est temps de penser à fermer les camps et à donner à chacun des réfugiés la possibilité de devenir un être libre.

La CIARA II, convoquée à la demande de l'Assemblée générale des Nations unies, a été préparée en étroite collaboration entre le HCR et d'autres organes de l'ONU, tel le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Elle se présente sous le titre de « leurs des solutions ». Ces solutions ont pris la forme de cent vingt-huit projets destinés à renforcer l'infrastructure sociale et économique des pays d'accueil, dont certains font partie des États les plus pauvres du monde.

Plus que les pays industrialisés, ils subissent les conséquences de la crise mondiale et de la hausse des prix du pétrole. Les réfugiés, en dépit de l'aide du HCR et des diverses assistances octroyées tant par les États que par les Nations unies ou par des organisations bénévoles, constituent

un fardeau trop lourd pour leurs économies déclinantes. Or, d'après toutes les estimations et l'expérience déjà acquise, ces réfugiés pourraient et devraient contribuer au développement des pays d'asile et vivre en qualité de citoyens à part entière.

Les projets élaborés par des experts avec les responsables des pays intéressés risquent naturellement de rester à l'état de vœux pieux si leur financement n'est pas assuré. Le document final de la conférence évoque à ce propos la « responsabilité mondiale de la communauté internationale ». « Mondiale » est un bien grand mot si l'on songe que les pays du bloc de l'Est refusent de participer à la réunion, tout comme ils refusent d'adhérer au HCR, préférant l'aide bilatérale plus payante sur le plan politique.

Le projet porte sur une période de trois à cinq ans, ce qui laisse le temps aux pays donateurs d'en organiser le financement. Il est par ailleurs prévu que leurs experts pourront y participer et, par la suite, avoir un droit de regard.

Selon un rapport établi par M. Perez de Cuellar, les principaux projets sont les suivants : 1) routes, ponts, installations portuaires et éoliennes (28 %); 2) agriculture, forêts et pêche (24 %); 3) éducation et formation (20 %); 4) santé (16 %); 5) approvisionnement en eau (10 %); 6) développement social (2 %).

Des divergences

Ces projets, dans l'esprit des responsables de la conférence, seront exécutés non seulement pour les réfugiés, mais aussi avec leur concours, afin d'aboutir à des solutions durables, bénéfiques à long terme pour les pays d'accueil.

Certains États ont déjà fait montre d'une grande compréhension vis-à-vis des réfugiés. Ainsi la Tanzanie a-t-elle accordé le citoyenneté tanza-

nienne à 36 000 personnes, dont la plupart venaient du Rwanda. La Zambie, bien qu'elle soit à la sécheresse et aux épidémies, a établi, avec le concours du HCR, des cartes d'identité pour 90 700 réfugiés, dont de nombreux Angolais, qui se voient de ce fait accorder la garantie du respect du principe du non-refoulement. Principe, il convient de le souligner, auquel les pays occidentaux participant à CIARA II, attachent le plus grand prix.

L'intégration n'est pas pour autant la seule solution préconisée par la conférence, pour qui le rapatriement librement consenti présente d'immenses avantages, mais à condition que non seulement le principe du non-refoulement ne soit jamais violé, mais que des lois d'amnistie soient promulguées afin que soit assurée la sécurité des rapatriés.

En outre, les pays qui verront revenir ceux de leurs citoyens qui ont émigré devront être assistés dans leurs activités d'accueil et de réintégration.

Le document final, qui doit être adopté le mercredi 11 juillet, n'a pas été aisé à élaborer. On ne saurait

s'étonner des divergences de vues entre États donateurs et États demandeurs. Les plus « radicaux » d'entre ces derniers, demandant que ce document prenne la forme d'un « programme d'action », tant que les pays occidentaux semblent souhaiter plutôt une « déclaration ». Grâce aux efforts de l'ambassadeur du Burundi à Genève, M. Torero Sanze, président du comité préparatoire de la conférence, un compromis a pu être trouvé, de sorte que les deux textes figurent dans le document.

La conférence sera présidée par le premier ministre de Belgique, M. Tindemans. Nombre de pays sont représentés au niveau ministériel, ce qui montre l'importance qu'ils attachent à CIARA II. La France, pour sa part, sera représentée par M. Georges Dufour, sous-secrétaire d'Etat chargé de la famille, la population et des travailleurs migrants, et par un ambassadeur, M. Paul-Marc Henry. Certains Africains murmurent que, à cet égard, Paris a choisi d'avoir une participation qui ne soit pas trop spectaculaire, afin de ne pas trop s'engager sur le plan financier.

ISABELLE VICHNIAC.

LES QUATORZE PAYS DEMANDEURS

Pays	Population	Population réfugiée	PNB par habitant en dollars
ANGOLA	7 452 000	99 000	440
BOTSWANA	859 000	4 200	1 010
BURUNDI	4 460 000	256 000	230
ETHIOPIE	33 775 000	46 800	140
KENYA	17 864 000	7 300	420
LESOTHO	1 409 000	11 500	540
UGANDA	14 857 000	17 300	220
RWANDA	5 276 000	49 800	290
SOMALIE	5 116 000	708 000	200
SOUDAN	19 451 000	690 700	200
SWAZILAND	385 000	7 000	760
TANZANIE	19 111 000	180 000	260
ZAIRE	29 948 000	293 500	210
ZAMBIE	6 163 000	183 000	690

Tchad

● La conférence de réconciliation aura lieu à Brazzaville. — Un communiqué officiel des autorités tchadiennes a confirmé, jeudi 5 juillet, que la rencontre de « réconciliation nationale » tchadienne aura bien lieu, dans les meilleurs délais, à Brazzaville (Congo). M. Gouara Lamou, ministre tchadien de l'enseignement supérieur, a déclaré à ce sujet : « Si notre chef de l'Etat doit se déplacer à Brazzaville pour ren-

contrer les responsables de l'opposition, nous devons réunir toutes les conditions afin que le scénario d'Addis-Abeba ne se répète pas. (La précédente tentative de réconciliation, qui s'était tenue dans la capitale éthiopienne, s'était soldée par un échec.) Le président tchadien M. Hissène Habré, se rendra d'autre part au Caire, le 15 juillet, pour une visite officielle de l'Etat dont se déplacer à Brazzaville pour ren-

ASIE

Japon

La visite de M. Fabius souligne l'intérêt porté par Paris à l'industrie nipponne

De notre correspondant

Tokyo. — M. Laurent Fabius poursuit au Japon, où il est arrivé le 5 juillet, une visite officielle de quatre jours. Ce déplacement (initialement prévu en avril mais que la marche des grévistes japonais avait fait reporter) est jugé important à plusieurs égards. D'abord, il est le premier effectué à un haut niveau et à titre officiel par un ministre français depuis le voyage du président Mitterrand en avril 1982. Il était grand temps qu'un tel geste fût fait, plus de deux ans après. Ensuite, les dirigeants japonais « misent » sur le ministre de l'Industrie et de la Recherche, considéré comme l'un des représentants les plus prometteurs d'une nouvelle génération d'hommes politiques français.

Enfin, d'un point de vue plus technique, la visite intervient à un moment où les Français sont particulièrement demandeurs d'investissements industriels et de transferts de technologies japonais. Depuis deux ans, d'ailleurs, de notables progrès ont été enregistrés des deux côtés dans ce domaine par le secteur privé.

Comme l'indiquent et le programme et l'entourage de la ministre, la visite a deux facettes : côté officiel, d'une part, et, de l'autre, côté industrie privée. Elle est très chargée, révélatrice du degré d'intérêt élevé que porte, désormais, le gouvernement français à l'industrie japonaise.

En quatre jours, de Tokyo à la cité scientifique de Tsukuba en passant par Kyoto et Osaka, le ministre français verra des réalisations technologiques et scientifiques parmi les plus avancées, de même que les dirigeants politiques et d'affaires les plus importants, à commencer par le premier ministre, M. Nakasone (1). M. Fabius sera également reçu par les ministres des affaires étrangères, de la recherche scientifique, des sciences et technologies, des PTT. A Tsukuba il visitera les laboratoires d'électro-technologie et d'électromécanique, à l'université d'Osaka le centre de fusion nucléaire par laser.

Côté privé, c'est la fine fleur de l'industrie et du grand patronat de Tokyo et d'Osaka (Keidanren et Kankiren) que le ministre rencontrera et qu'il tiendra, selon toute pro-

habilité, d'intéresser à la politique française de restructuration industrielle.

Pour renforcer l'impact des deux côtés de la coopération, le ministre est accompagné d'une douzaine d'industriels français parmi lesquels figurent les dirigeants d'Airbus Espace, du CEA et de la Cogema pour le nucléaire, de Pechiney, Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf, ces derniers étant les Français les plus directement présents par leurs investissements sur le marché japonais.

En matière de coopération technique et industrielle — indispensable au réajustement des déficits commerciaux — la présence française au Japon et la présence japonaise en France se sont renforcées, et, surtout, la porte de la France est aujourd'hui largement ouverte aux investissements japonais (2). Avant-dernier pays d'accueil de la CEE en 1981 avec cinq investissements industriels japonais, la France en comptait vingt fin juin. Elle en aura bientôt vingt-cinq, ce qui la placera au troisième rang, après la Grande-Bretagne et la RFA.

Il n'est d'ailleurs pas impossible que la visite de M. Fabius soit mise à profit pour annoncer l'acceptation de nouveaux investissements japonais.

Pas de risques

A côté de la présence de « géants » tels Sony et surtout Sumitomo, après le rachat de Dunlop-France par Sumitomo Rubber, une nouvelle tendance s'affirme : celle de l'implantation en France de PMI japonaises à fort degré de technologie. La conjonction des deux phénomènes va dans le sens voulu par Paris en matière d'emploi et de transferts de technologie.

Côté français, de notables efforts ont été faits par le secteur privé (notamment par rapport à ses principaux partenaires) sur le marché japonais. Plusieurs investissements : Rhône-Poulenc, Pechiney, Eri (pompes à créer le vide), notam-

ment, sont à signaler. Mais, d'une façon générale, les Français ne prennent pas de risques et préfèrent la cession de licence à l'investissement de production sur place. Ils comptent au Japon une vingtaine d'investissements industriels, mais le capital engagé est très inférieur à celui des Japonais en France. Cela dit, une vingtaine d'accords de coopération ont été signés dans plusieurs secteurs : mécanique, chimie, électronique, transports et ingénierie, depuis deux ans, témoignent de l'intérêt croissant des Français pour le marché japonais.

Côté grands contrats (nickel de Nouvelle-Calédonie, Airbus, Ariane, armements), on ne voit pas grand-chose de nature à accrocher les Japonais dans l'immédiat et à jouer dans le plateau français de la balance. Reste la perspective d'un développement favorable dans le secteur qui est déjà le plus positif et le plus rentable de la coopération industrielle et commerciale avec le Japon, celui du nucléaire. Il est question d'une participation française à la construction envisagée prochainement d'une usine de retraitement.

Enfin, dans le domaine scientifique, M. Fabius arrive à point nommé pour honorer de sa présence la première grande opération conjointe franco-japonaise, celle du projet Kaiko (Le Monde du 3 juillet), une campagne d'exploration des fossés et des failles sous-marines proches du littoral japonais. Français et Japonais coopèrent également, et plus ou moins activement, dans les domaines des sciences de la vie (médecine, biologie et technobiologie), de l'environnement et des matériaux, de la recherche spatiale et de la robotique avancée.

R.-P. PARINGAUX.

PARIS/GENEVE/NEW YORK

Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie et de la restauration de haut niveau à l'échelon international

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

formation supérieure aux techniques de management, dans l'hôtellerie, le tourisme et la restauration de prestige

Stages à l'étranger dès la première année et séminaires spécialisés selon option. Pratique intensive des langues.

MAXIM'S

célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

nom _____
votre adresse _____
code postal _____ téléphone _____
niveau d'étude _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

Institut privé supérieur du groupe IPSA

71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

MOUJAX 12

PROCHE-ORIENT

Jordanie : le rêve contrarié

II. - Un vent de récession

Correspondance

Le problème palestinien continue de peser lourdement sur la destinée de la Jordanie que préoccupent, par ailleurs, l'hostilité de la Syrie et la persistance du conflit irano-irakien (le Monde du 6 juillet).

Amman. - Les Jordaniens font beaucoup remarquer, non sans quelque complaisance, que « Amman, comme Rome, est bâtie sur sept collines ». En fait, il y a belle lurette que ce n'est plus vrai, tant les limites de la capitale ont éclaté au cours de dernière décennie, sous la pression d'une prospérité économique sans précédent.

Mais, au-delà de cette façade, la réalité est aujourd'hui beaucoup moins rose qu'il n'y paraît. Depuis six ans, la Jordanie est touchée de plein fouet par la récession économique. En 1983, le taux de croissance de l'économie jordanienne est tombé à -3,5 %, le plus bas depuis 1973. Ce qui est une bonne performance, compte tenu de ce que se observe ailleurs. Mais cela n'est qu'un pas de plus vers une situation économique préoccupante quand on sait que le Royaume a connu des années de croissance de 8 % à 10 % en termes réels jusqu'au début des années 80.

M. Radwan Hajjar, PDG d'une des plus grosses entreprises jordanien de travaux publics, la Trans-Jordan Construction Company, explique : « En 1982, la valeur totale des commandes atteignait 100 millions de dollars. Cette année, nous comptons au mieux 15 millions de dollars ».

Le cas de la Trans-Orient est exemplaire. A la fin des années 70, il avait commencé à étendre ses activités à l'étranger, où elle se vit attribuer une partie des travaux de construction de l'université de Bagdad. Le boom dans les relations économiques jordanien-irakiennes, qui avait déclenché la guerre du Golfe, l'incitait à poursuivre dans cette voie, comme ce fut le cas pour un certain nombre de sociétés jordanien qui voyaient alors en Irak un marché d'avenir.

« Jusqu'en 1982, tout alla bien », raconte M. Hajjar, puis nous avons vu, comme tout le monde, les conséquences de la pénurie de dollars en Irak. Au début de cette année, les retards de paiement en dollars atteignaient 15 millions de dollars et nous avions réduit de 0 % notre personnel sur le terrain. Inalement, il y a un mois, nous sommes parvenus à un accord avec les Irakiens, qui vont nous payer en dollars ».

L'ensemble de l'économie jordanienne souffre ainsi des effets de la guerre irano-irakienne. Le premier secteur gravement touché a été celui des transports. L'augmentation rapide du transit de marchandises et les exportations du Royaume à destination de l'Irak, en 1980-1981, ont amené les transporteurs jordanien à acheter des centaines de camions. Puis, Bagdad ayant trouvé une économie de faire passer ses importations par la Turquie ou le Koweït et ses ressources financières

se tarissant, le trafic s'effondra aussi soudainement qu'il avait augmenté. Les exportations d'Amman vers Bagdad sont en effet tombées de 66,5 millions de dinars jordaniens (1 dinar = 22,6 F), en 1982 à 26 millions en 1983, tandis que le volume des marchandises transitant par le port d'Alqaba passait de plus de 4 millions de tonnes à moins de 3 millions au cours de la même période.

Diminution de l'aide arabe

Mais la conséquence la plus grave du conflit irano-irakien est incontestablement la diminution de l'aide financière octroyée par les pays arabes (qui paissent aussi de la situation sur le marché pétrolier), en vertu des résolutions du sommet de Bagdad de 1978. Depuis deux ans, seuls l'Arabie Saoudite et le Koweït continuent à verser leur quote-part. En 1983, Amman a reçu à peine 600 millions de dollars au lieu de 1,2 milliard, initialement prévu. Les responsables jordanien estiment qu'ils obtiendront au mieux 500 millions de dollars en 1984, et le Koweït a déjà annoncé son intention de réduire en 1985 son aide à la Jordanie, à la Syrie et à l'Organisation de la libération de la Palestine de 100 millions de dinars koweïtiens.

En 1983, le Royaume hashémite a dû emprunter 225 millions de dollars sur le marché international et il est en passe de renouveler l'opération pour 200 millions de dollars, afin de surmonter ses difficultés financières. Celles-ci ont, d'ores et déjà, eu pour effet de ralentir très sensiblement le plan de développement national. Des projets ont été abandonnés ou « gelés ». Ce qui ne fait évidemment pas l'affaire des entreprises jordanien qui doivent, en outre, faire face à la concurrence effrénée des sociétés étrangères opérant dans le pays.

« Pour les sociétés étrangères, la Jordanie est la première étape à la sortie de l'Irak - où elles ne trouvent plus assez de travail. Lorsqu'elles débarquent ici, c'est avec l'intention de rester tout ce qu'elles peuvent », se plaint le PDG de la Trans-Orient Construction Company, qui évalue à au moins 75 % la part des travaux actuellement confiés à des compagnies non-jordanien dans le Royaume.

Les plus « agressives » sont les sociétés turques et chinoises qui ont succédé aux coréennes. Massivement soutenues par leurs gouvernements respectifs, elles pratiquent des prix dérisoires. Une concurrence jugée d'autant plus déloyale qu'elles font généralement venir en grand nombre leurs propres compatriotes plutôt que d'embaucher des Jordaniens.

Or, depuis l'année dernière, des problèmes d'emploi ont justement commencé à faire leur apparition en Jordanie, alors qu'Amman était jusque-là obligée de faire appel à une nombreuse main-d'œuvre émi-

grée (1). « Actuellement nous avons un millier de demandeurs d'emploi par mois, la plupart dans le secteur de la construction. Nous avons pu jusqu'à présent en recenser environ 40 % », nous a déclaré M. Taisir Abdulljaber, ministre du travail.

Plus inquiétante encore est la situation des « cols blancs ». Les autorités jordanien s'attendent à l'arrivée sur le marché du travail de quelque deux mille sept cents ingénieurs par an d'ici à 1990. Or, au plus fort de la prospérité économique du pays, ce marché n'en absorbait qu'un peu plus de huit cents chaque année. Déjà, en 1983, mille deux cents cinquante ingénieurs se sont trouvés sans emploi. En 1982, ils étaient cinq mille quatre cents à travailler hors du pays, c'est-à-dire essentiellement dans les pays du Golfe. Mais ces derniers connaissent eux aussi une crise économique (2)...

On pourrait dresser un tableau en tout point identique pour les médecins. « Les Jordaniens investissent dans l'éducation sans tenir compte des possibilités d'emploi », déplore M. Abdulljaber. Il évalue à seize mille le nombre de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui entreront dans la vie active d'ici la fin de l'été. En somme, la Jordanie est aujourd'hui victime de la jeunesse de sa population (53 % de ses 2,5 millions d'habitants ont moins de quinze ans) et d'un niveau d'éducation qui compte parmi les plus élevés du Proche-Orient.

Cela étant, le gouvernement jordanien a commencé à prendre des mesures protectionnistes. En 1983, il avait déjà décidé de réserver les contrats de moins de 2 millions de dinars (45 millions de francs) aux entreprises jordanien. Depuis le début de l'année, il a renforcé la réglementation qui oblige les sociétés étrangères opérant en Jordanie à employer au moins 50 % de Jordaniens, et applique désormais avec une sévérité accrue les modalités de délivrance des permis de travail aux émigrés.

Les limites de la libéralisation

En 1983, la montée des difficultés économiques s'était accompagnée d'appels pressants à une démocratisation du régime dans les milieux intellectuels. Un processus entamé au début de l'année avec le rétablissement du Parlement jordanien, qui était suspendu depuis 1974. Toutefois, dans le climat d'incertitude et de trouble qui règne aujourd'hui au Proche-Orient, les dirigeants jordanien entendent, de prudente évidence, ne pas dépasser de prudentes limites dans cette libéralisation. La démonstration en fut faite notamment le 15 mai dernier lors d'un débat pour le moins animé qui mettait fin à la session parlementaire.

Six heures durant, dix-sept députés se succédèrent à la tribune en présence d'un public averti de la tenue du débat, mais non moins éberlé par sa franchise, inimaginable quelques mois seulement auparavant. La plupart des orateurs s'élèverent, en effet, contre les activités des renseignements généraux et des services de sécurité jordanien, citant pile-mêle les confiscations de passeports, les détentions sans jugement, les restrictions et les interdictions imposées aux étudiants de retour de l'étranger, les perquisitions, l'intervention de critères idéo-

logiques pour l'attribution d'emplois dans le secteur public, etc. Des députés critiquèrent également le maintien de la loi martiale et des tribunaux d'exception, tandis que d'autres réclamaient une plus grande liberté de la presse et la légalisation des partis politiques.

La réponse du premier ministre, M. Obaidat, lui-même ancien directeur des services de renseignements, fut d'une égale franchise : « Dans les circonstances actuelles, le gouvernement ne peut pas se permettre de ne pas appliquer de strictes mesures de sécurité », dit-il, avant d'ajouter qu'« il ne se passait pas de semaine sans que des armes et des explosifs introduits clandestinement en Jordanie fussent découverts ».

M. Obaidat mentionna également, à l'appui de sa thèse, le démantèlement de plusieurs « cellules clandestines, dont l'objectif était de mener des activités subversives et terroristes en Jordanie ». Certes, précise-t-il, avaient des relations avec l'Irak, la Libye et l'Organisation libanaise islamique. « Nous avons entre six mille et quatre-vingt mille étudiants à l'étranger (...) qui sont des proies faciles pour les organisations qui les soumettent à une propagande idéologique intensive et tentent de les entraîner dans des activités hostiles à la Jordanie ».

Pour le premier ministre, M. Obaidat, la fermeture de la déclaration en proposant la création d'une commission parlementaire qui assurerait la liaison entre l'Assemblée et le gouvernement pour les affaires de sécurité et de défense ; mais, globalement, il opposait une fin de non-recevoir aux critiques des députés.

Les dirigeants jordanien ont, par ailleurs, clairement indiqué qu'ils n'envisageaient pas dans un proche avenir d'autoriser la formation de partis politiques (interdits depuis 1957). Aucun calendrier n'a non plus été fixé pour la tenue d'élections générales, bien que leur organisation ait été de nouveau rendue possible par les amendements apportés à la Constitution en janvier dernier.

En fait, beaucoup de Jordaniens estiment que de telles élections n'auraient pas lieu avant la fin du mandat du présent Parlement (quatre ans). Dans les milieux intellectuels d'Amman, on se montre en outre sceptique quant au pouvoir réel de ce Parlement, dont la majorité des députés ont été élus en 1967 (3).

Le fait qu'un débat comme celui du 15 mai ait pu avoir lieu n'en reflète pas moins une dégradation certaine. Celle-ci s'était déjà manifestée lors des élections législatives partielles de mars, qui ont donné lieu à une inflation de candidatures - cent un candidats appartenant à toutes les tendances de l'éventail politique du pays pour huit sièges à pourvoir. Cette « désorption » est certes loin d'atteindre le niveau souhaité par la majorité des Jordaniens. Ces derniers admettent cependant volontiers que la comparaison avec les pays arabes voisins est très largement favorable au régime hashémite.

EMMANUEL JARRY.

FIN

(1) Il y a actuellement environ cent vingt mille travailleurs émigrés en Jordanie, dont une majorité d'Égyptiens.
(2) Les autorités jordanien prévoient le retour de 65 000 à 70 000 Jordanien rapatriés dans le Golfe, dont un tiers en quête de travail.
(3) Le Parlement jordanien comprend une Chambre basse de soixante députés, dont trente représentants palestiniens de Cisjordanie. Ils avaient été suspendus en 1974, après le sommet arabe de Rabat.

LES DISCUSSIONS AU SEIN DE L'OLP

Les secrétaires généraux des diverses organisations se réuniront le 15 juillet à Alger

Correspondance

Amman. - L'accord conclu à Aden le 27 juin dernier entre les principales composantes de l'OLP - Fatah, FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), FLP (Front de libération de la Palestine) - auxquelles s'ajoutent le Parti communiste palestinien (le Monde du 30 juin), pourrait être ratifié par les secrétaires généraux de ces organisations dans les prochains jours. Selon M. Khalil El Wazir (Abou Jihad), membre du bureau du Fatah, ces derniers se réuniront, en effet, à Alger le 15 juillet ainsi que le comité exécutif de l'OLP, et le bureau du Conseil national palestinien (Parlement), pour mettre la dernière main à ce texte.

La date de la prochaine réunion du CNP devrait être annoncée à cette occasion, indique encore M. Khalil El Wazir, qui confirme que cette question a été, à Aden, l'une des plus épineuses. Le Fatah souhaitait, en effet, fixer la réunion du CNP au 15 août, alors que les autres organisations entendaient seulement annoncer sa convocation « d'ici six mois » sans donner la date précise. Le médiateur sud-yéménite et le médiateur algérien ont finalement mis tout le monde d'accord en proposant le 15 septembre comme dernière limite pour la tenue de cette assemblée.

Parallèlement, des contacts sont en cours pour tenter de réconcilier les dirigeants du Fatah avec la Syrie. M. Farouk Kaddoumi, le chef du département politique de l'OLP, est actuellement à Damas, où il doit s'entretenir avec le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam. Selon M. Wazir, il pourrait également rencontrer le président Hafez El Assad et être éventuellement rejoint par deux autres responsables palestiniens, MM. Abou Maher et M. Hani El Hassan. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite, les dirigeants du Sud-Yémen et d'Algérie et les Soviétiques ont également entrepris des efforts de médiation.

Reste à savoir dans quelles conditions M. Arafat pourra désormais poursuivre le dialogue avec les dirigeants jordanien. Selon M. Wazir, l'accord d'Aden stipule que ce dialogue doit se tenir dans le cadre des résolutions du CNP d'Alger (février 1983), qui rejettent notamment le plan Reagan. Cela dit, M. Yasser Arafat, qui sera désormais entouré d'un « secrétariat général » permanent de cinq ou sept personnes, sera, de toute évidence, les mains beaucoup moins liées qu'auparavant.

Dans les milieux gouvernementaux d'Amman, on observe à ce propos une extrême prudence. Ainsi, M. Leila Sharaf, ministre jordanien de l'Information, nous a-t-elle déclaré : « Pour le moment, nous ne savons pas exactement ce que les décisions d'Aden recouvrent. Nous allons attendre les explications de M. Arafat. » Celle-ci devait préciser, selon M. Sharaf, de clarifier certains points : comment les Palestiniens entendent-ils appliquer ce qui a été décidé à Aden, dans quel cadre ils vont travailler, etc.

Depuis le début de l'année, M. Arafat est venu quatre fois à Amman. Mais, souligne M. Sharaf, seule la première visite, en février, a donné lieu à des discussions « sérieuses ». Les visites suivantes n'avaient pas pour but de continuer les discussions. M. Arafat était venu pour d'autres raisons. Une fois, pour voir le président chéouane (en visite à Amman) par exemple ; une autre fois, quand il était en route pour Pékin, etc. Il a alors eu à Amman des entretiens très courts et très généraux. Après sa première visite, l'idée était de donner du temps à M. Arafat pour mettre de l'ordre dans la maison palestinienne avant de venir parler avec nous des détails de notre démarche commune. Nous ne voulons pas faire peser sur M. Arafat une pression qu'il ne peut pas supporter en ce moment ».

E. J.

Liban

Aucune date n'est encore fixée pour la réouverture de l'aéroport de Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. - C'était trop beau pour se dérouler sans accroc. Le plan de pacification du Grand Beyrouth a pris du retard, et la réouverture de trois voies de passage supplémentaires entre les deux secteurs de la capitale, où trente observateurs français doivent prendre place, prévue jeudi 5 juillet, a dû être reportée à ce vendredi. Et surtout celle du port et de l'aéroport, programmée pour ce vendredi, aura finalement lieu lundi prochain pour le port et à une date encore indéterminée pour l'aéroport.

Pour autant qu'un pronostic soit possible dans la crise à rebondissement que vit le Liban, il est probable que l'aéroport, dont le problème est bien plus délicat que celui du port, sera quand même finalement réouvert, bien que les passagers venant du secteur chrétien soient encore nombreux à se sentir en insécurité pour la traversée de Beyrouth-Ouest, indubitablement pour attendre l'apaisement par les routes côtières. En conséquence, les Forces libanaises (milices chrétiennes) continuent d'affirmer - elles l'ont à vrai dire

souligné dès le premier jour - que la « décision politique » n'a toujours pas été prise concernant la réouverture de l'aéroport bien que les communications officielles aient annoncé le contraire.

La déclaration sibylline du chef de gouvernement, M. Rachid Karamé, est venue ajouter à l'incertitude, celui-ci ayant lié la réouverture de l'aéroport à celle de toutes les voies de passage, sans préciser s'il entendait par là les trois voies sur le point d'être rendues à la circulation ou vraiment toutes les jonctions entre les deux Beyrouth, ce qui renverrait aux calendes grecques.

Néanmoins, malgré ces réticences et ces difficultés réelles, il est peu probable qu'une partie assume vis-à-vis de la population la responsabilité du blocage de la réouverture de l'aéroport, devenue le symbole d'une reprise économique que tout le monde appelle de ses vœux : chefs d'entreprise et artisans dont les affaires sont paralysées, mais aussi salariés souvent réduits au régime de la demi-paie. L'opinion publique ne comprendrait pas, même en secteur chrétien, que l'aéroport reste fermé alors que la pacification du Grand Beyrouth se déroule, somme toute, dans les meilleures conditions possibles.

Cela étant, et selon un schéma devenu classique au Liban, les troubles en même temps qu'ils cessent à Beyrouth ne sont transférés à Tripoli, deuxième ville du pays, où les combats entre le MUI (Mouvement de l'Unité islamique, extrémistes sunnites liés à l'OLP de M. Arafat) et le PAD (Parti arabe démocratique, salafites pro-syrien) continuent de faire quatre jours, malgré de nombreux cessez-le-feu continuellement violés. Ils ont déjà fait trente-cinq morts.

LUCIEN GEORGE.

« Un pétrolier attaqué dans le Golfe. - Le pétrolier de 286 000 tonnes *Primrose*, affrété par la compagnie Japan Lines et battant pavillon libanais, a été attaqué, jeudi 5 juillet, par deux avions iraniens à 100 kilomètres au nord-est de Doha, apprenant de source maritime à Bahrein. Le bâtiment a été touché par deux missiles alors qu'il faisait route vers le détroit d'Ormuz, en Ras-Tanoura. Aucun des vingt-six membres d'équipage n'a été blessé.

(Publicité)
Le 15 juin 1970, à Leningrad, 12 citoyens soviétiques ont été condamnés à des peines de 8 à 15 ans de camp pour avoir rêvé de s'emparer d'un avion afin de quitter l'URSS. Dix d'entre eux ont été relâchés avant la fin de leur peine et sont aujourd'hui des hommes libres dans les pays de leur choix. Mourjenko vient de quitter le camp de Perm, après avoir « fait son temps », pas un jour de moins, 14 ans.

FIODOROV le dernier des douze

Fiodorov, qui sait pourquoi ? « encore un an de camp devant lui. Et comme nous l'avions fait pour ses compagnons, nous appelons à l'action pour Fiodorov, pour sa libération, pour une mémoire continue et active de nous tous à ses côtés.

Le jour de la libération de Mourjenko, vingt députés et sénateurs dont les noms suivent* ont contre-signé le télégramme de Simone de Beauvoir, Samuel Beckett, Heinrich Böll, Graham Greene, William Styron : « Sommes bouleversés par accumulation des années de camp sur FIODOROV et MOURJENKO. Vous demandons d'user de votre pouvoir pour leur rendre la liberté » qui a été envoyé à Constantin Tchernenko.

Une fois de plus, face aux appels internationaux, à la justice, au droit et aux plus élémentaires sentiments humains, le système soviétique continuera-t-il à s'enfermer dans son bunker de mutisme ?

Nous attendons plus que jamais le soutien inventif et financier de tous.

Que l'action s'intensifie pour le dernier des douze. Aidez-nous.

* Pierre Bea (RPR), Raul Carraud (PS), Gérard Colomb (PS), Jean-Hugues Colonna (PS), Jean-Paul Durieux (PS), Roger Durand (PS), Michel Dreyfus-Schmidt (PS), Marcel Gerroux (PS), Claude Harlet (UCDP), Jean-Pierre Kuchel (PS), André Merle (PS), Georges Moussin (UDF), Pierre Micaud (UDF), Claude Mout (UCDP), Jean Poyet (PS), Christian Pignat (PS), Elvire Pinte (RPR), Franck Seroussi (PS), Bruno Verin (PS), Adrien Zeller (UD).

COMITÉ INTERNATIONAL D'ECRIVAINS ET D'ARTISTES POUR LA LIBÉRATION DE YOURI FIODOROV

Secrétaire : Madame Wolcott-Keller, 44, rue des Battois-François, 75018 PARIS
Compte chèque bancaire : n° 7842 C Crédits Lyonnais
4, place André-Malraux, 75001 PARIS.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• REMANIEMENT A LA TÊTE DES FORCES ARMÉES. - Le chef d'état-major des forces armées argentines, le général Jorge Argüelles, a démissionné de son poste le 4 juillet. Ce geste lui avait été conseillé par le président de la République, M. Raul Alfonsín, en raison de l'agitation régnant dans les casernes et que le général ne paraissait pas en mesure de maîtriser. Un vif différend, en particulier, l'opposait à l'un de ses subordonnés, le général Manuella, commandant le 3^e corps d'armée. Le général Manuella a également dû donner sa démission. - (AP.)

Canada

• LES ÉLECTIONS AU-RAIENT LIEU LE 4 SEPTEMBRE. - Le nouveau premier ministre canadien, M. John Turner, a l'intention d'organiser des élections générales pour le 4 septembre prochain, a affirmé jeudi 5 juillet Radio-Canada. M. Turner devait se rendre à Londres sa-

medi et dimanche pour convaincre la reine Elizabeth de ne pas renoncer, au voyage officiel qu'elle devait effectuer au Canada, du 14 au 27 juillet, même s'il doit coïncider avec la campagne électorale. - (AFP.)

RDA

• LES DERNIERS RÉFUGIÉS ONT QUITTÉ LA REPRÉSENTATION DE LA RFA. - Les six derniers Allemands de l'Est réfugiés à la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est pour obtenir l'autorisation d'émigrer à l'Ouest ont quitté la mission diplomatique, a annoncé jeudi 5 juillet à Bonn le secrétaire d'Etat ouest-allemand aux relations interallemandes, M. Ludwig Rahlgger. Ces personnes - dont deux enfants - étaient les derniers d'un groupe de cinquante-cinq Allemands de l'Est qui

s'étaient réfugiés, certains depuis plusieurs mois, dans les locaux de la représentation. M. Rahlgger a indiqué que « les conditions étaient maintenant remplies pour que la RDA puisse accorder de nouveaux visas de sortie aux Allemands de l'Est qui en font la demande, dans le cadre du rassemblement des familles ». - (AFP.)

RFA

• IDENTIFICATION DU SIXIÈME MEMBRE DE LA FRACTION ARMÉE ROUGE. - Le dernier des six terroristes présumés membres de la Fraction armée rouge (RAF) arrêtés mardi 3 juillet dans un appartement de la banlieue de Francfort a été identifié. Il s'agit de Ernst Volker-Wilhelm Staub (vingt-neuf ans). - (AFP.)

TÉLÉCOPIEUR PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 345 21 62

مركز التحصيل

DIPLOMATIE

La tension entre l'URSS et les États-Unis

M. GROMYKO A REÇU L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN A MOSCOU

M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a reçu jeudi 5 juillet M. Hartman, ambassadeur des États-Unis en URSS. Cet entretien, qui, selon l'agence Tass, a eu lieu à la demande du diplomate américain, et a permis d'établir « certaines questions d'intérêt mutuel », a très vraisemblablement porté sur les mesures vexatoires prises à l'encontre de deux membres de l'ambassade américaine à Moscou et contre l'ambassadeur lui-même (le Monde du 5 juillet). Au début du mois dernier, M. Hartman avait averti les autorités soviétiques que Washington « réagirait » si la pression sur les ressortissants américains à Moscou s'intensifiait. « Il y a une réaction et rétroaction, et cela continue », avait-il dit.

Ce rapprochement des Soviétiques à l'égard des Occidentaux et des États-Unis en particulier s'est traduit dans deux des négociations Est-Ouest actuellement en cours. A Stockholm, où la seconde session de la conférence sur le désarmement en Europe, ouverte le 8 mai, devait prendre fin ce vendredi, aucun résultat n'était attendu après le refus que les pays de l'Est ont opposé, jeudi, à un projet de compromis sur la procédure avancée par la Suède, avec l'accord des Occidentaux. Ce projet prévoyait la création de deux groupes de travail chargés d'étudier, l'un, d'éventuelles mesures politiques réclamées par l'Est (en particulier un engagement de non-recours à la force), l'autre, les mesures pratiques de confiance demandées par l'Ouest, à propos de la notification et de l'observation des exercices militaires. « Nous voulons négocier sérieusement et nous avons besoin de davantage de temps », a expliqué, à l'appui de son refus, M. Gromyko, chef de la délégation soviétique. La prochaine session de la conférence doit débuter le 5 septembre et se poursuivre jusqu'au 12 octobre.

De même, à Vienne, où se déroulent les conversations sur la réduction des forces classiques en Europe centrale (MBFR), le pacte de Varsovie a de nouveau rejeté jeudi la proposition avancée le 19 avril par l'OTAN sur le décompte des effectifs des deux alliances : une question sur laquelle ces négociations échouent depuis leur ouverture il y a onze ans. La présente session, qui s'était ouverte le 24 mai, doit s'achever le 19 juillet prochain. (AFP.)

Les relations entre Paris et Ankara

M. MANACH EST CHARGÉ PAR M. MITTERRAND D'UNE MISSION D'INFORMATION EN TURQUIE

Le président de la République a confié à M. Étienne Manach, ambassadeur de France, à la retraite depuis 1975, une mission d'information en Turquie. L'ambassadeur de M. Mitterrand, qui est arrivé à Istanbul, jeudi 5 juillet, doit s'entretenir avec les plus hautes autorités politiques d'Ankara. Il a été chargé de rechercher les moyens d'améliorer les relations entre les deux pays, qui se sont tendues ces dernières années.

[M. Manach a fait une partie de son carrière en Turquie, où il a, avant guerre, été enseignant au lycée français de Galata et où il a représenté la France libre. Il est considéré comme un conseiller attentif de ce pays et comme un proche de M. Mitterrand, qu'il avait personnellement soutenu lors de la campagne électorale de 1981. Sa mission traduit le souci de Paris de ne pas laisser se dégrader les relations franco-turques qui, ces dernières années, n'ont pas eu seulement à pâtir des attentats perpétrés en France par des terroristes ou résidents de la cause kurde, mais aussi de certains aspects de la répression en Turquie, de la situation à Chypre (notamment depuis la création d'une « République turque du nord de Chypre ») et des orientations pro-belléistes de la diplomatie de M. Giscard d'Estaing. Orientations accentuées, dans certains milieux gouvernementaux, par l'arrivée au pouvoir des socialistes à Paris et à Athènes.]

Publicité

Moins de charges pour les co-proprétaires

Un nouveau système de gestion autorise une réduction sensible des charges dès la première année. Tous renseignements gratuits fournis par CERF, 101, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. 322.80.73.

L'opération « Un bateau pour Alger » a été annulée « in extremis »

Les associations organisatrices de l'opération « Un bateau pour Alger » (la Ligue du droit international des femmes et l'Association nationale de défense des enfants enlevés) ont décidé, vendredi 6 juillet au matin, lors d'une assemblée générale réunissant les participants, d'annuler leur voyage. Ces femmes (des mères dont les enfants ont été enlevés à

leur insu par les pères en Algérie ou des représentantes d'associations qui militent pour la reconnaissance d'un droit de l'enfant et la signature d'une convention Franco-Algérie sur la reconnaissance des décisions de justice prises par l'un ou l'autre pays) ont estimé que « les engagements fermes qui ont été pris conjointement par les

autorités françaises et algériennes concernant la question des enfants enlevés répondent à nos exigences ».

A l'annonce de l'opération « Un bateau pour Alger », les autorités algériennes ont fait savoir qu'elles désapprouvaient le « caractère théâtral » de cette démarche et proposaient, en revanche, de re-

voir une délégation de mères d'ici trois semaines. Un avis chaudement appuyé par le ministre des relations extérieures, M. Cheysson. Jusqu'au dernier moment les vingt-six femmes participant au voyage ont cherché à acquiescer le maximum de garanties pour atteindre leur objectif : la signature d'un accord. Elles ont obtenu que des responsables de leurs organisations (LDIF et ANDE) participent à la délégation qui sera reçue par les autorités algériennes. « Il est indispensable que les mères écorchées vives, soient assistées par des associations dépassionnant le conflit », nous a expliqué vendredi matin une responsable restée à Paris.

Ayant par ailleurs eu la promesse que l'ordre du jour de la rencontre sera la signature d'une convention, les femmes concernées ont décidé de faire confiance. Le prochain rendez-vous devait donc être fixé avant la fin de juillet.

PAUL BALTA.

CH. CH.

En Algérie, l'enfant roi

(Suite de la première page.)

C'est cette dernière qui règne sur les enfants, et elle exerce une loi souvent tyrannique sur ses garçons. Jusqu'à la puberté, la moitié — voire la promiscuité — est grande entre garçons et filles, et les mères n'hésitent pas à emmener leur fils au hammam.

La rigide séparation des sexes ne survient qu'ensuite, et les tabous qui pèsent toujours sur les rapports entre jeunes gens et jeunes filles sont d'autant plus mal vécus aujourd'hui que la famille traditionnelle a éclaté sous les effets conjugués de l'exode rural, de l'urbanisation et des habitudes nouvelles qu'engendrent l'industrialisation et la scolarisation intensive.

Dans son roman *Le Chrysanthème*, Alcha Lemaïne, a montré de façon concrète l'évolution de la femme, du harem à l'université, sur trois générations. Cette évolution a été accélérée par la guerre de libération nationale et la politique de développement à marches forcées entreprise par Boumedienne. L'Algérie indépendante a, en effet, relégué au second plan l'alphabetisation des adultes, au profit de la scolarisation des jeunes. Alors qu'à l'indépendance moins de cent mille petits Algériens allaient à l'école, ils sont aujourd'hui quelque cinq millions, la population étant passée de 10 à 23 millions d'habitants, dont 60 % ont moins de vingt-deux ans. Et d'environ un million, le nombre des étudiants tourne actuellement autour de cent mille.

tandis que l'unité maghrébine, dont la concrétisation aurait pu être mobilisatrice, marque le pas.

Les Maghrébins nés en France, ces jeunes de la deuxième génération, comme on les appelle, nous permettent de toucher du doigt ce que peut être la malaise d'un adolescent qui tente de concilier ses racines arabo-berbères et musulmanes et l'environnement de la société de

consommation, où la tradition religieuse, voire la tradition tout court, a été sérieusement ébranlée.

Les jeunes nés de mères européennes transplantées en Algérie ne risquent-ils pas de connaître des problèmes analogues ? Il n'y a pas de solution idéale, certes, mais, pour tenter d'alléger les drames humains, mieux vaut substituer le dialogue aux rapports de forces.

PAUL BALTA.

CH. CH.

L'AVENTURIER DE L'ARCHE PERDUE EST DE RETOUR.

Le nouveau film de Spielberg, Indiana Jones, fait un malheur aux États-Unis. Pourquoi bat-il tous les records d'entrées ?

VOIR

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

LE VALENTRE ENTRE EN SCÈNE!



EN LOISIRAIL

DE PARIS À TOULOUSE, DU 25 JUILLET AU 7 SEPTEMBRE, TRAVERSEZ LA FRANCE. CHEVAUCHEZ L'HISTOIRE, ENTREZ DANS LA LÉGENDE AVEC JEANNE D'ARC À ORLÉANS, PARTEZ AUX CROISADES À LA FORTERESSE DE CHÂTEAUX-ROUX, PRENEZ LE THE DANS LA PORCELAINES DE LIMOGES, SAUTEZ LE PONT VALENTRE À CAHORS. RENCONTREZ INGRES AU MUSÉE DE MONTAUBAN. EMBARQUEZ-VOUS DANS LA MUSIQUE BAROQUE. FAITES VOS JEUX, PONGEZ-VOUS DANS LE CINÉMA. LE VALENTRE VOUS EMMÈNE EN VOYAGE.

PARIS	TOULOUSE
13H21	20H33
TOULOUSE	PARIS
10H27	18H00

SAUF LES JOURS DE GRANDS DÉPARTS. LES TRAINS LOISIRAIL S'ANIMENT, ANIMEZ-VOUS, C'EST GRATUIT!

SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN.

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 €/mois
VENTE 252 €/mois
CRÉDIT GRATUIT 12 mois
LIVRAISON GRATUITE GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram 75017 PARIS
763-34-17 - 227-88-54

AMÉRIQUES

Bolivie

La Centrale ouvrière a engagé une partie de bras de fer avec le gouvernement de gauche

La Paz (AFP, AP, Renter, UPI). - La grève générale illimitée commencée le jeudi 5 juillet en Bolivie sur les ordres de la Centrale ouvrière (COB) a paralysé la production industrielle et une partie du secteur tertiaire à La Paz, ainsi que les mines d'étain en province. Les transports et le commerce dans la capitale

et, d'une façon générale, la province ont été peu perturbés par le mouvement. Le principal dirigeant des cheminots, M. Gonzalo Guzman, a demandé à la COB d'annuler un mot d'ordre qu'il juge « dangereux », cinq jours après la tentative de coup d'Etat contre le président Siles Zuazo, séquestré dix heures durant par

des policiers et des militaires. Cependant, l'appui apporté au mouvement par le Parti communiste - pourtant membre du gouvernement - confère un impact réel à cet arrêt de travail, le schéma en vingt mois de régime démocratique sous l'égide de la gauche, mais le premier de cette convergence.

La grève commencée le 5 juillet attire une fois de plus l'attention sur la puissance, en Bolivie, du mouvement syndical - le seul dans toute l'Amérique latine qui soit aujourd'hui unifié. Avec près d'un million d'affiliés (sur une population de 5 millions), la COB est véritablement, avec les forces armées (35 000 hommes), le principal « facteur de pouvoir » dans le pays créé par Bolívar. Il s'agit, bien évidemment, d'un regroupement politique composite, mais où l'influence du PC est forte, symbolisée par le numéro 2 du syndicat, son se-

crétaire général, M. Oscar Sanjinés. Le président de la COB, M. Juan Lechin, âgé de soixante-neuf ans, est une figure-clé, depuis quatre décennies, de la vie publique bolivienne. Il est généralement considéré comme un nationaliste tiers-mondiste. La COB compte aussi des socialistes et des trotskystes.

Le paradoxe de la situation actuelle est que le PC, qui appuie la grève, a deux ministères dans le gouvernement de M. Siles Zuazo, respectivement chargé des postes-télé du travail et des mines. Le chef de

l'Etat lui-même est le leader du Mouvement national révolutionnaire de gauche (MNR), d'inspiration social-démocrate. Il gouverne avec une coalition comprenant, outre le PC, le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et la Démocratie chrétienne. Le PC cherche, par son appui à l'actuelle grève générale, à obtenir la formation d'un gouvernement plus radical.

En fait, tout gouvernement démocratique, en Bolivie, est rapidement conduit à composer de façon de plus en plus ouverte avec la COB, et se trouve donc exposé à de sérieux risques de surenchère.

Le président Siles Zuazo, face à la plus grave crise économique qu'il ait connue la Bolivie depuis longtemps (1), a bien tenté d'imposer des mesures d'austérité. Mais il a dû, à plusieurs reprises, battre en retraite. Le 4 juillet, il a signé trente décrets économiques. Il a par exemple renoncé à affecter plus du quart des ressources tirées des exportations au remboursement de la dette extérieure. Mais cette mesure est apparue insuffisante à la COB, qui réclame un moratoire unilatéral. En outre, le chef de l'Etat ne s'était pas engagé formellement à accorder les augmentations de salaires très importantes (130 %) réclamées par la centrale. C'est pourquoi celle-ci, malgré les objections pathétiques de plusieurs ministres, a maintenu son mot d'ordre de grève.

Un projet de nationalisation

La force de la COB a, récemment, amené le régime de M. Siles Zuazo à déposer un projet de loi prévoyant la nationalisation des banques et de l'électricité, dans un pays où 70 % environ de l'économie -

dont la moitié des mines d'étain, où travaillent cinquante-cinq mille ouvriers et qui constituent la première source de devises - est déjà entre les mains de l'Etat. La même pression a conduit le président, en mai, à décréter un moratoire partiel de la dette extérieure.

La COB a provoqué à trois reprises la chute de régimes militaires : en 1970, en 1979 et en 1981. En 1970-1971, elle avait été partie prenante à une éphémère expérience d'Assemblée populaire, sous l'égide du général Torres - premier « soviétique » d'Amérique latine. En 1983, en revanche, elle n'avait pas donné suite à l'hypothèse d'une participation au gouvernement du président Siles Zuazo ; la plupart de ses thèses économiques ont, pourtant, été acceptées par le chef de l'Etat, en dépit d'une résistance parfois vigoureuse.

Cette situation met à nouveau la démocratie bolivienne en difficulté. La tentation est forte chez certains militaires de mettre fin à ce qu'ils considèrent comme la « faiblesse » d'un gouvernement de gauche face à une « soviétisation rampante ». La droite, très bien implantée au Parlement, n'y serait pas hostile. On observe avec inquiétude, à La Paz, que le colonel Saravia Ortega, considéré comme l'âme du complot du 30 juin, passait jusqu'ici pour un « insubordonné » - c'est-à-dire un partisan de la soumission des forces armées au pouvoir politique. C'est dire que la grève dans les casernes pourrait gagner du terrain - même si le comportement collectif des militaires a été loyal lors de la tentative d'enlèvement du chef de l'Etat.

(1) L'inflation annuelle pour 1984 sera supérieure à 600 %, et peut-être proche de 1 000 %. La dette extérieure avoisine 4 milliards de dollars.

Honduras

Le gouvernement envisage un changement de sa politique pro-américaine

Chantage ou changement de cap véritable ? En toute certitude, un climat nouveau prévaut au Honduras depuis le limogeage, en avril dernier, du général Gustavo Alvarez, « faucon » et pro-américain notoire.

C'est ainsi que le conseil de sécurité de la petite République centro-américaine (qui réunit, notamment, le chef de l'Etat, le libéral Roberto Soto Cordova, et les principaux responsables militaires, dont l'actuel commandant en chef le général Walter Lopez) a décidé, le jeudi 5 juillet, de « ne pas accepter » et même de « sanctionner » toute présence ou activité sur le territoire national de contre-révolutionnaires nicaraguayens. Le Honduras souhaite également réviser les traités de coopération militaire le liant aux Etats-Unis, dont le dispositif central date de 1954, indique l'Agence France-Presse de Tegucigalpa.

Interrogé sur l'éventualité d'une expulsion des dirigeants des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN, un important groupe de « contras » dirigés par d'anciens officiers de la garde nationale somnolente expulsee en 1979 du Nicaragua par les révolutionnaires sandinistes), le ministre des affaires étrangères hondurien, M. Paz Barrios, a répondu qu'il fallait « enquêter » avant de prendre des mesures : jusqu'à présent, en effet, Tegucigalpa a toujours refusé de reconnaître la présence, à sa frontière méridionale, d'éléments des FDN, à qui, pourtant, les Etats-Unis ne se cachent guère d'apporter un soutien de moins en moins secret. « Notre pays n'est pas servile de tremplin pour qu'une agression contre qui que ce soit », a déclaré le ministre, qui, le même jeudi 5, avait rencontré à Tegucigalpa une importante délégation nicaraguayenne, premier contact d'un niveau aussi élevé entre les deux pays depuis dix-huit mois.

L'hypothèse d'un « tournant substantiel » dans la politique extérieure du Honduras (qui avait accepté, ces dernières années, de jouer de plus en plus ouvertement le rôle de plaque tournante de la politique militaire américaine dans l'isthme) est donc considérée comme probable par nombre d'observateurs. Si elle se vérifiait, il faudrait en chercher l'explication dans les pressions intérieures de plus en plus fortes en faveur d'un désengagement vis-à-vis de la stratégie des Etats-Unis. Washington, en effet, souhaite amener le Honduras à une alliance de plus en plus étroite avec le Salvador pour lutter contre la subversion marxiste, alors que les deux pays ont été en guerre il y a quinze ans et que leur contentieux n'est pas apaisé. Les relations du Honduras avec le Nicaragua n'ont, en revanche, jamais été conflictuelles avant l'arrivée au pouvoir des sandinistes.

Reste l'éventualité d'une sorte de chantage de Tegucigalpa en vue d'obtenir de Washington une aide économique plus substantielle, en reconnaissance des facilités militaires consenties aux forces armées honduriennes par le Honduras. Les Etats-Unis en-

tretiennent environ sept cents hommes de manière permanente. En outre plusieurs grandes manœuvres, comprenant des milliers de G.I., ont eu lieu, ces deux dernières années, sur le territoire de la petite République.

Celle-ci a, en outre, accepté l'ouverture, sur la côte atlantique, d'un centre d'entraînement antiguerrilla, où sont formés de nombreux soldats salvadoriens. Plusieurs installations permanentes (radar, pistes d'aviation, etc.) ont également été réalisées, ou sont en cours d'achèvement, par le génie américain depuis 1980. Le ministre des affaires étrangères hondurien a indiqué à ce sujet que les relations mutuelles des Etats-Unis et de son pays devaient « répondre aux intérêts » des deux partenaires. L'ambassadeur de Washington à Tegucigalpa, M. Ne-groponte, a déclaré que son pays était ouvert à d'éventuelles négociations des accords de 1954.

J.-P. C.

EUROPE

Pologne

La « canaille antisocialiste », les sionistes et les francs-maçons

L'hebdomadaire polonais *Rzeczpospolita*, qui se veut le porte-parole des communistes purs et durs, a trouvé la clé des difficultés de la Pologne depuis les années 50 : c'est le noyau dur des milieux intellectuels, y compris catholiques, par la « franc-maçonnerie » à caractère cosmopolite et sioniste.

La ton de l'article, dû à M. W. Kaminiski, rappelle une époque où l'on espérait la révolution, celle de la fameuse campagne antisocialiste d'après mars 1983, dirigée en tout premier lieu contre les milieux intellectuels libéraux. Mais ce texte, où l'auteur dresse une liste impressionnante d'intellectuels de renom « liés au Grand-Orient et à la franc-maçonnerie », présente d'autant plus d'intérêt qu'il est publié à une semaine de l'ouverture du procès de quatre des principaux animateurs du KOR, l'ancien Comité de défense des ouvriers qui, explique M. Kaminiski, est « le fils du Grand-Orient en Pologne ». Quant à M. Adam Michnik - l'un des accusés les plus connus - il est l'un de ces « franc-maçons qui ont survécu au tremblement de terre » (la campagne de 1983), et le président entre autres défauts celui d'avoir eu pour « maître » le grand poète juif polonais Antoni Słonimski.

Parmi les autres braves gens dénoncés par l'hebdomadaire, on relève les noms de personnalités extrêmement connues - et respectées - dans les milieux intellectuels : M. Klemens Szaniawski, un professeur de logique qui a été récemment élu à une très forte majorité recteur de l'université de Varsovie, mais dont les autorités ont fait annuler l'élection, parce qu'il est considéré comme trop lié à Solidarnosc ; M. Jerzy Turowicz, qui dirige depuis près de quarante ans, comme vertébral et muré, un hebdomadaire catholique indépendant, *Tygodnik Powszechny*. Lui aussi

serait « lié au Grand-Orient », tout comme « les collaborateurs de son journal, une partie des professeurs de l'université catholique de Lublin et des membres du club des intellectuels catholiques de Varsovie ».

Il ne sans dire que le syndicat Solidarnosc a été initié par cette « canaille antisocialiste », et que l'un de ses principaux conseillers à l'époque où il était légalement reconnu, l'historien Bronislaw Geremek, est franc-maçon.

La thèse de l'auteur de cet article peu appétissant souffre bien d'une petite faiblesse : « Je n'ai pas constaté de lien entre M. Waleza et la franc-maçonnerie », confesse M. Kaminiski. Mais, après tout, M. Waleza n'est pas un intellectuel.

Pour le reste, M. Kaminiski enregistre avec satisfaction que l'instauration de l'état de guerre, en décembre 1981, et la dissolution de la plupart des associations d'intellectuels « ont fait perdre aux francs-maçons leurs postes dans l'appareil de propagande ». Quant à ceux qui émettent des « crailleries » contre un régime supposé « terroriste d'éléments intellectuels polonais », M. Kaminiski leur répond avec la hauteur qui convient : « Nous pourrions mettre en doute aussi bien leur éducation que leur qualité de Polonais. » - (AFP.)

Arrêt d'un ancien dirigeant de Solidarnosc. - M. Antoni Piekiewicz, trente-cinq ans, ancien président de la section de Solidarnosc à Kalisz (ville du centre du pays) et membre de la direction nationale du syndicat pendant sa période légale, a été arrêté lundi 2 juillet à Varsovie, et-on apprend de source sûre. Il avait été interné après le 13 décembre 1981 et était entré dans la clandestinité en octobre 1982 après avoir bénéficié d'une permission de sortir. - (AFP.)

Italie

LES RAPPORTS ENTRE LE PCI ET LE PCF

« Il faut toujours avoir un sens critique à l'égard de sa propre politique »

a déclaré M. Alessandro Natta

Les déclarations de M. Alessandro Natta, secrétaire général du PCI, sur les résultats du Parti communiste français aux élections européennes (le Monde du 6 juillet) ont soulevé des polémiques en France, notamment entre l'Humanité et l'Agence France Presse. Le quotidien du PCF s'en est pris, jeudi 5 juillet, à l'AFP en l'accusant de « manipulation ». Il revient ce vendredi sur les « erreurs » de l'agence. Selon cette dernière, M. Natta aurait déclaré au cours d'une conférence de presse : « Les communistes français ne peuvent à la fois participer au gouvernement et en même temps avoir des positions critiques à son égard. Etant donné les rapports toujours difficiles et souvent marqués d'incompréhension entre le PCI et le PCF, nous publions ci-dessous de larges extraits des propos de M. Natta, tels qu'ils ont été transcrits par notre correspondant à Rome, Philippe Pons, à partir d'un enregistrement magnétique. »

« Je ne suis pas en mesure de faire une analyse. Il me manque toute une série d'éléments qui ne sont pas à ma disposition. Mais, je comprends que les résultats soient préoccupants pour toute la gauche française et en particulier pour le PCF, et je pense qu'une réflexion doit être entreprise. Mais je crois qu'elle a déjà été faite en profondeur par nos camarades. »

« Je ne suis pas favorable à des jugements limités à l'expérience la plus récente. Il n'y a guère de doute

que [peuvent] avoir joué, et [ont] joué un ensemble de contradictions inhérentes à l'expérience gouvernementale et à la politique suivie par le gouvernement de gauche en France. Mais je crois qu'il faut avoir une vision un peu plus large et prendre aussi en considération des moments précédents de l'histoire de la vie du Parti communiste français. Donc, je le répète, un travail de réflexion est nécessaire dans toute la gauche, même au sein du PS, qui doit s'interroger sur ses résultats. Je vous prie de m'excuser si je le dis dans une boutade, en une phrase qui peut paraître pour le moins consolatrice. Par exemple, celle que j'ai entendue et selon laquelle l'opposition a été récompensée dans les pays, et qu'en des temps difficiles les oppositions sont toujours récompensées. »

« Ce sont là des généralités. Quand des forces de gauche se trouvent confrontées à des situations compliquées de crise, certainement elles sont mises à l'épreuve (...). Il faut comprendre pourquoi une politique dite de rigueur ne réussit pas à obtenir l'assentiment. Qu'est-ce qui manque ? Il n'y a pas de doute que cette réflexion concerne le PS ainsi que le PCF, car, pour ce dernier, je crois qu'il n'est pas possible, comment pourrais-je dire ? d'être dans cette position qui consiste à faire partie du gouvernement et en même temps exercer une situation critique. C'est une tâche ardue. Je ne dis pas que l'on ne peut pas y parvenir. Pour nous, est toujours apparue d'un grand intérêt la formule attribuée à Aldo Moro : « Il faut savoir être l'opposition à soi-même. » Belle affirmation ! Il faut toujours avoir un sens critique à l'égard de sa propre politique, c'est une chose difficile à réaliser. »

URSS

UN COUPLE SE PRÉSENTE ENCHAÎNÉ À L'AÉROPORT DE MOSCOU. - Un homme d'affaires yongaloise travaillant pour une société britannique et son épouse soviétique ont été interpellés lundi 2 juillet à l'aéroport de Moscou, où ils s'étaient présentés enchaînés pour manifester contre un refus d'émigration. M. Nick Zdenkovic, représentant de la société Camco, avait vainement tenté d'obtenir des autorités le droit à l'émigration pour son épouse soviétique Irina pendant plus de trois ans. Le couple n'a pas pu franchir la douane, et a été emmené par plusieurs personnes en civil. - (AFP.)

LE POÈTE ACHMETOV INTERNÉ DANS UN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE. - Le poète soviétique dissident Nissmedin Achmetov a été interné dans un hôpital psychiatrique de Tadjik, près d'Alma-Ata, dans le Kazakhstan, a annoncé, lundi 2 juillet, la société Kointernet, spécialisée dans la défense des droits de l'homme dans les pays de l'Est.

DU 15 Juillet au 20 Août dans

Le Monde

Aujourd'hui

GRAND CONCOURS SUR "L'ART ROMAN"

100 PRIX EN LIVRES D'ART A GAGNER CHAQUE SEMAINE

Pour célébrer le 30^e anniversaire de la collection « La nuit des temps » les Editions Zodiaque, organisent avec la collaboration du Journal Le Monde, un grand jeu concours gratuit sur l'art Roman : « Vacances Romanes ».

Pendant six semaines, à partir du 15 juillet, le Monde publiera dans son supplément du week-end, le Monde Aujourd'hui, daté dimanche lundi, six questions sur l'Art Roman.

Ces séries de six questions-formant chacune un concours indépendant, les lecteurs du Monde Aujourd'hui, auront chaque se-

maine, une nouvelle chance de gagner l'un des magnifiques prix en livres d'art offerts par les Editions Zodiaque.

1^{er} prix : collection complète - Nuit des Temps - 58 volumes
2^e prix : collection des titres français - Nuit des Temps - 36 volumes

3^e prix : collection complète Introduction à la Nuit des Temps - 9 volumes

et du 4^e au 50^e prix : un ouvrage d'art (1 ou 2 volumes) et du 51^e au 100^e prix : une plaquette « Itinéraire Roman »

Rendez-vous dans le Monde « Aujourd'hui » dès le 15 juillet.

Le Monde / ZODIAQUE

CULTURE GÉNÉRALE

Faire le point pour faire le poids !

Voir en savoir plus. Trouver ou retrouver des repères en des références... Pas seulement pour briller. Mais aussi pour affiner ses convictions et ses points de vue, mieux négocier, entretenir des relations, débattre... En fait se cultiver pour mieux vivre ! Quelle que soit votre activité, le milieu dans lequel vous évoluez, une bonne culture générale est indispensable. Economie, vie professionnelle et sociale, ou vous jetez vous sur votre culture ! La méthode de l'Institut Culturel Français, claire et pratique, vous permettra en quelques mois, par correspondance, de faire un tour d'horizon complet de vos connaissances dans tous les domaines : littérature, arts, philosophie, religion, économie, droit, sciences, etc. à l'appui d'un savoir encyclopédique, des informations et des repères chronologiques, une mise au point accessible à tous, utile à tous ! Documentation gratuite à l'ICF, service 3634, 35, rue Collège, 92160 Lemaire-Perrot, téléphone : 210-75-45 (16 lignes).

مكتبة المصطفى

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN AUVERGNE

« Cessons de vivre dans la suspicion »

Pour la première journée de son voyage dans la région Auvergne, M. François Mitterrand a reçu un accueil sympathique, voire chaleureux parfois, à Aurillac (Cantal), au Puy-en-Velay (Haute-Loire) et à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Dans chacune de ces villes, plusieurs milliers de personnes l'attendaient et l'ont applaudi sur son passage. A Aurillac, municipalité socialiste, quelques jeunes giscardiens ont refusé le niveau sonore de l'accueil avec des sifflets à roulette. Au Puy-en-Velay, municipalité d'opposition, l'une des villes syndicales du combat en faveur de l'école privée, les

sections socialistes locales s'étaient puissamment mobilisées, émettant par leur présence massive toute velléité de manifestation hostile. A Clermont-Ferrand, le président de la République s'est promené dans les rues piétonnières où il n'a eu qu'une surprise, la rencontre d'une dizaine de joyeux punks - cheveux jaunes ou violets - qui l'ont salué, et lui ont serré la main avec un empressement presque factice.

Cette première journée a également permis au chef de l'Etat de visiter une exploitation agricole du Cantal, d'inaugurer le haras d'Aurillac et d'y déjeuner en compagnie de

représentants du secteur agricole. M. Mitterrand a aussi visité, piloté par une poignée d'enfants, le centre de loisirs et d'initiation à l'environnement de Chassignac (Haute-Loire), où il a cerné avec application et en évitant de glacer le matériel, la première pierre d'un centre d'hébergement. Le chef de l'Etat était accompagné par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, et par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, qui l'écoute, à-t-il dit, « généralement avec attention » et dont il a vanté l'« action remarquable ».

De notre envoyé spécial

L'enseignement, au droit des parents de choisir. Pas un seul élève ne justifie cette accusation. Elle met en cause le sens de l'honneur, la loyauté des gouvernants. Il n'y a pas un enseignement qui violerait les consciences. N'est-ce pas détruire un fondement de la République que de lui refuser les réussites de son école, la libération qu'a vécue sous François l'école publique. Je souhaite que la paix regagne les esprits.

Toute cette affaire, selon lui, a été « mal comprise ». C'est la fausse « de ceux qui s'expliquent mal », la fausse aussi « de tous ceux qui écoutent et ne veulent rien entendre ». M. Mitterrand dénonce ensuite les

née, par le maire socialiste, M. Roger Quilliot, ancien ministre. Là M. Mitterrand, socialiste et président de tous les Français, varié de la conception qu'il avait de sa mission : « On a bien le droit d'avoir ses préférences, mais nul ne doit être exclu ». A propos de la politique économique, il a déclaré : « J'ai défini il y a longtemps la route. Sur cette route, je reste. Dans la même direction. Je ne change pas. Mais je tiens compte de plus en plus de ce milieu de Français que j'ai pris en charge et qui pensent autrement ». C'est, a-t-il dit, « l'ambivalence de ma charge ». Il venait d'évoquer la crise qui oblige à « reculer l'espérance de vie en jour avec ce que cela suppose de sacrifices pour les plus démunis ». Et ce que cela suppose « d'efforts pour ceux qui ont dû toujours les faire ». « C'est surtout de voir ici et là son pouvoir d'achat affaibli, a-t-il dit. C'est dur, c'est difficile de supporter tout cela quand on observe encore tant d'inégalité, tant d'injustices, la malédiction de tant de privilégiés ».

M. Giscard d'Estaing : demain...

Vendredi matin 6 juillet, M. Mitterrand s'est entretenu pendant quarante minutes en tête à tête, à la mairie de Chamalières, avec M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de cette rencontre, on a pu lire dans une déclaration dans laquelle il souligne : « J'ai dit au président François Mitterrand : la vérité est que les Français sont plus démunis et plus troublés qu'ils ne l'ont jamais été depuis quinze ans. On ne peut en rester là. C'est la responsabilité du président de la République de prendre une initiative qui débouche cette situation ».

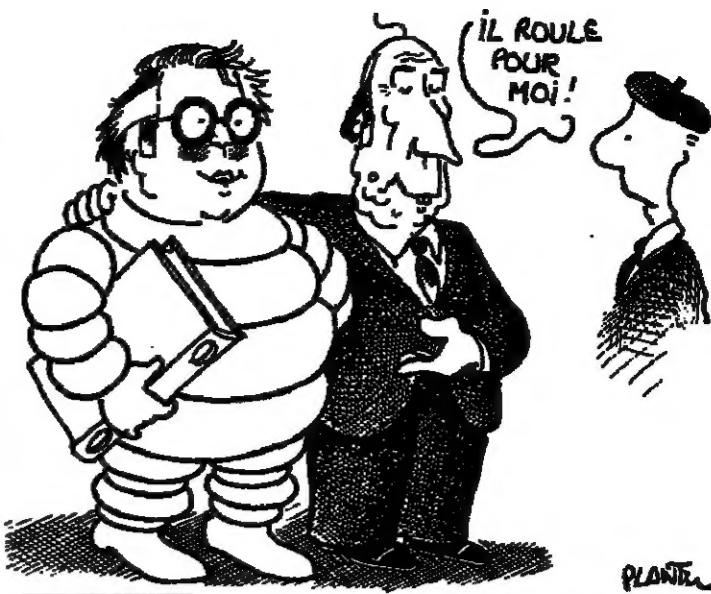
En sa qualité d'élève du Puy-de-Dôme, M. Giscard d'Estaing a affirmé à son interlocuteur que « la situation économique en Auvergne est plus mauvaise encore que dans le reste de la France ». Le nombre de chômeurs atteint, selon lui, « son record historique », puisque dans le Puy-de-Dôme « dix mille jeunes sont à la recherche d'un emploi ».

On assiste à la baisse rapide des effectifs industriels dans les deux plus grandes villes de la région, Clermont-Ferrand et Montluçon. Les entreprises de sous-traitance et du bâtiment sont en crise », a ajouté l'ancien président de la République. Il considère que la manière de résoudre les difficultés de la France, le voyage de M. Mitterrand n'a de sens, à ses yeux, que s'il débouche sur des « décisions concrètes et hardies ». « Je désire voir ce photographier de montagne, l'implantation d'une centrale électro-nucléaire notamment ».

L'entretien s'est déroulé dans le bureau du maire, M. Claude Wolf, UDF, pièce entièrement décorée à la gloire de M. Giscard d'Estaing : un buste en bronze, trois photographes, une centaine d'exemplaires du dernier ouvrage de l'ancien président (Deux Français sur trois) prêts à la dédicace, un projet d'affiche où l'on voit M. Giscard d'Estaing marchant dans une prairie avec ce simple mot : « Demain... ». Il a commencé avec une demi-heure de retard, pris au début de la journée, à l'ouverture de la séance du conseil régional, du comité économique et social et des conseils généraux des quatre départements de l'Auvergne réunis à Clermont. D'autant que M. Mitterrand a misardé tout au long de son discours avec un évident plaisir, évoquant les Gaulois, Philippe-Auguste, les calamités naturelles - dont il ex-

« J'étais donc à Moscou, écrit M. Klein, pour témoigner du souci qu'a la France du sort des juifs soviétiques, mais, aussi, pour témoigner de la solidarité de la communauté juive. Solidarité avec les refusés (1), bien sûr, mais aussi avec ceux qui n'ont ni le courage ni peut-être même l'envie de quitter le pays où ils sont nés, mais veulent y demeurer fidèles à leur histoire et à leur culture juives ».

C'est pour manifester cette solidarité que je me suis rendu, le vendredi soir, à la synagogue de Moscou au 8 de la rue Arkhipova. La rue était vide, et la synagogue, ce vendredi soir, ne contenait que le nombre suffisant de juifs pour assu-



Continuité obligée

(Suite de la première page.)

Au « peuple de gauche » M. Mitterrand n'a offert que la reconnaissance des sacrifices qui lui sont demandés. C'est bien naturel, c'est bien le moins, et c'est peu. Tout juste y a-t-il ajouté, avec une insistance oubliée ces derniers temps, les responsabilités de ses prédécesseurs pour décrire la situation actuelle de la France et mieux expliquer la difficulté de la tâche entreprise par la gauche. Cela concerne aussi bien la politique industrielle que l'inflation, l'école - la loi Guemour a été bousillée dans leurs conventions des millions de Français - ou l'agriculture. Bref, une « société vieillie et fatiguée » héritée de M. Giscard d'Estaing, avec lequel M. Mitterrand devait s'entretenir en tête à tête vendredi matin à Chamalières.

Les espoirs de la gauche

Qu'attendre de plus de cette affirmation répétée de l'autorité de l'Etat dès lors que nul n'attendait du président de la République un changement de cap ? Pourtant, comme avant 1981, M. Mitterrand porte en lui l'essentiel des espoirs de la gauche. Son rôle historique, sa fonction institutionnelle, l'introspection à laquelle se livrent les partis de la majorité - le PCF pour assurer sa survie, le PS pour recouvrer la part d'influence qu'il a perdue, l'« exposant » à la solitude des responsabilités.

Tout échec économique serait d'abord le sien. Tout échec politique, à commencer par celui du 17 juin, est d'abord le sien. Tout échec politique, à commencer par celui du 17 juin, est d'abord le sien. Tout échec politique, à commencer par celui du 17 juin, est d'abord le sien.

Tout échec économique serait d'abord le sien. Tout échec politique, à commencer par celui du 17 juin, est d'abord le sien. Tout échec politique, à commencer par celui du 17 juin, est d'abord le sien.

J.-Y. L.

LE PRÉSIDENT DU CRIF A MOSCOU

Curieuse synagogue, curieux rabbin

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), était l'un des invités personnels du président de la République française en Union soviétique, du 20 au 23 juin. Il a confié à l'hebdomadaire Tribune juive (daté 29 juin - 5 juillet) ses impressions. M. Klein souligne « l'importance symbolique, le caractère unique et nouveau de l'initiative prise par le président de la République française d'inviter le représentant laïque de la communauté juive de France à l'accompagner dans ce voyage officiel en Union soviétique ».

« J'étais donc à Moscou, écrit M. Klein, pour témoigner du souci qu'a la France du sort des juifs soviétiques, mais, aussi, pour témoigner de la solidarité de la communauté juive. Solidarité avec les refusés (1), bien sûr, mais aussi avec ceux qui n'ont ni le courage ni peut-être même l'envie de quitter le pays où ils sont nés, mais veulent y demeurer fidèles à leur histoire et à leur culture juives ».

C'est pour manifester cette solidarité que je me suis rendu, le vendredi soir, à la synagogue de Moscou au 8 de la rue Arkhipova. La rue était vide, et la synagogue, ce vendredi soir, ne contenait que le nombre suffisant de juifs pour assu-

rer le minyan (2). Les journalistes qui avaient tenu à l'accompagner (...) en ont conclu que des mesures avaient été prises.

Curieuse synagogue et curieux rabbin. M. Schayevitch a été accueillant, sympathique, parlant un très bon français et se refusant à comprendre l'anglais. Mon français était meilleur que mon anglais, cela ne me dérangeait pas. Mais, vis-à-vis des journalistes questionnés, cette ignorance affichée n'était, sans doute, qu'une précaution. Il y a à Moscou 200 000 juifs, nous a-t-il affirmé, (on parle de 300 000 à 350 000), et deux synagogues, la sienne et une plus orthodoxe.

Le président du CRIF poursuit : « Par un fait du hasard - ou de la tactique soviétique - c'est ce même vendredi que la Pravda annonçait qu'une haute distinction devait honorer la Région autonome des juifs : le Birobidjan. Me relevant ce jour, Edgar Faure (qui lit le russe dans le texte) me disait : « Ils honorent votre visite ». Je ne suis si cette réflexion était juste, mais, le même soir, l'intervention à la télévision russe de François Mitterrand était précédée d'un long reportage - sur le Birobidjan !

Avant cette soirée chabattique, il y avait eu le dîner officiel au

Kremlin. Les kreninologues ont débattu de la question de savoir si le fait que je n'avais pas reçu le carton d'invitation, bien que prévu sur le plan de table à une place très honorable, n'était pas une manœuvre, dont nos hôtes conservent le secret. Le fait est que j'ai été bloqué aux portes du palais à facettes, en même temps que M. Fierman... »

Tirant les leçons de ce voyage, M. Klein écrit : « J'ai connu, dans toute son horreur, la langue de bois, cette impossibilité de communiquer, ce dialogue piégé, où chaque hypothèse que vous formulez pour faire avancer l'échange d'idées est immédiatement confisquée par votre interlocuteur, qui la transforme en aveu. Méfiez-vous parce qu'ils ne savent plus la vérité ou parce que, dans le combat contre toute autre forme de société que la leur, c'est une arme ? Je serais tenté de dire qu'ils mentent par faiblesse... »

Cette attitude les enferme dans le mensonge, dont ils ne peuvent sortir qu'au niveau du dominant-dominé (give and take) commercial ou politique... »

(1) Candidats à l'émigration, auxquels le visa nécessaire est refusé par l'administration soviétique.
(2) Quorum de dix hommes, nécessaire pour dire l'office.

Les quotas laitiers

De notre envoyé spécial

Saint-Mamet. - M. Mitterrand a visité, jeudi 5 juillet, à Saint-Mamet, le premier étape de son voyage en Auvergne, l'exploitation agricole de la famille Bouges, spécialisée sur 30 hectares (surface légèrement inférieure à la moyenne des exploitations du département) dans la production, laitière. M. Yves Bouges et son père ont entouré au chef de l'Etat leurs inquiétudes après les décisions de Bruxelles sur les quotas laitiers et la réduction de la production consentie par la France. « Que fera-t-on à l'automne », a confié M. Yves Bouges, avant l'arrivée du président de la République : « arrêter la traite ? »

Cette décision communautaire brise, à son avis, le plan d'expansion de l'exploitation. Le président de la République a répondu globalement, à la fin du déjeuner auquel l'avait convié, près d'Aurillac, les responsables agricoles de la région, dont M. Michel Dubetoux, président de la chambre départementale d'agriculture, la décision qu'elle ne concerne plus que les décisions essentielles. - J.-Y. L.

production) pour les plus de cinquante-cinq ans sont parvenus à destination le 25 juin et, sur 3 juillet, le gouvernement avait reçu vingt mille demandes qui représentent une production totale de 900 000 tonnes. Lorsque les cessations d'activité seront suffisantes, il conviendra de répartir les possibilités entre les producteurs qui resteront. Des mesures spécifiques seront prises selon les types d'exploitation et selon les régions, afin de permettre aux jeunes d'accomplir leur plan d'augmentation de production.

M. Mitterrand a aussi déclaré : « Je n'accepterai pas que des professionnels informés accusent ce gouvernement de négliger les intérêts de l'agriculture. Les intérêts de la France sont liés par des traités antérieurs. Le chef de l'Etat a notamment évoqué à de propos les montants compensatoires monétaires, les produits de substitution américains et la règle de l'unité imposée aux D. et dont M. Mitterrand souligne qu'à l'avenir elle ne concerne plus que les décisions essentielles. - J.-Y. L.

pour son « excellente humilité », en présence de M. Jacques Barrot, président du conseil général de la Haute-Loire, secrétaire général de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement. « Vous dites : il faut le pluralisme. Je dis : il faut la pluralité. Vous dites : il faut le libre choix des familles. Je dis : il faut le libre choix des familles. Il doit donc y avoir quelque chose qui soit un malentendu », a répondu M. Mitterrand.

Un fondement de la République

Le chef de l'Etat a affirmé que le projet de loi du gouvernement est respectueux de tous les principes mis en avant par le maître et les défenseurs de l'école privée et que ceux qui disent le contraire « cherchent à tromper les Français ». « Je ne vois pas un seul établissement privé qui se trouve en situation plus gênée qu'avant. J'en vois beaucoup qui en tirent un avantage », a-t-il dit.

Le point « central », le seul difficile à ses yeux dans la discussion, est celui de la titularisation des maîtres. « Il y a suspicion, a-t-il dit. Il n'y a pas confiance. Des forces, l'Eglise catholique notamment, pensent que ce n'est que le premier cran d'un engrenage aboutissant à la nationalisation. C'est le point central. Qu'on ne me trompe pas avec les incidents du dernier quart d'heure », a-t-il ajouté en faisant allusion aux amendements présentés par le groupe socialiste et acceptés par M. Mauroy lors de la discussion à l'Assemblée nationale.

M. Mitterrand rejette l'idée d'organiser un référendum sur le projet du gouvernement. « La Constitution, dit-il, n'a pas prévu cette disposition. S'il y avait un référendum à faire tout de suite, pourquoi ne le ferait-on pas après des enseignements du privé ? Le chef de l'Etat ajoute : « Il faut du temps pour convaincre les Français qu'une part de la France n'a pas d'intention malicieuse de l'autre. Cessons de vivre dans la suspicion. Rien ne permet d'affirmer qu'il y aura la moindre atteinte à la liberté de

embrassements, les petites, médiocres politiques qui cherchent à tirer avantage de la lutte des adultes autour de la conscience des enfants ».

Il promet qu'il ne restera pas absent du débat, indique qu'il dira « ce qu'il en pense » et appelle les Français à s'en remettre à la raison plutôt que de « céder aux fantasmes de leurs passions ». Le chef de l'Etat, ajoute-t-il, « n'est pas responsable seulement des Français qui l'ont élu. Là se trouve la vraie grandeur du rôle qu'il échott. Cette grandeur, le lui servira comme je servirai la liberté ».

« Qui méritera le premier prix au service de la liberté ? », ajoute-t-il encore sur ce sujet. Je suis prêt à partir d'ici ce week-end. Mais je ne reconstruirai à personne d'être placé avant moi. Il considère comme un abus le fait que l'on confonde souvent liberté et privilèges et demande qu'un examen de conscience soit fait dans le pays afin de savoir où commence, où finit la liberté, où commencent, où finissent les privilèges.

M. Mitterrand a également reproché au maire du Puy une contradiction dans son propos, « une dénonciation de l'Etat et, dans le même temps, un appel à l'Etat excessif » au matière industrielle. Evoquant le cas de Creusot-Loire, il interroge : « Est-il raisonnable de penser que nous puissions dissiper l'argent public sans contrôle, est-il anormal que nous posions quelques questions à des gestionnaires incapables ? »

Ainsi qu'il l'avait dit à plusieurs reprises au cours de son voyage, le chef de l'Etat a insisté sur les responsabilités de ses prédécesseurs en remarquant qu'il est difficile de lui reprocher l'état de dossiers qu'il a trouvés en arrivant au pouvoir. Ce discours, écouté dans le plus profond silence, a été salué de la même manière, sans le moindre applaudissement, alors que celui du maire avait été vivement applaudi.

Cette froideur a contrasté avec l'atmosphère chaleureuse de l'accueil à l'hôtel de ville de Clermont-Ferrand, en fin de jour-

JOCKEY-CLUB

240 bis, boulevard Saint-Germain
Métro : Bat. 44 548.28.77

SOLDE

CHEMISES
Arrow
270F = 189F
PANTALONS COTON ET
VESTES POLY-COTON
rabais de

20 à 30%

PLUS FORT QUE LE NUCLEAIRE, JE MEURS.

Mieux que le nucléaire, une bombe suffit à faire sauter tous les cerveaux informatiques. Inquiétant.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

VOIR

POLITIQUE

L'ENGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Mauroy dénonce les « rêves de subversion » de l'opposition

Comme prévu, M. Pierre Mauroy a engagé, le 5 juillet, devant l'Assemblée nationale, la responsabilité de son gouvernement sur l'adoption du projet de loi sur la presse en deuxième lecture, appliquant ainsi l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. L'UDF

et le RPR doivent, vendredi 6 juillet, déposer une motion de censure. La non-adoption de celle-ci - probablement le mardi 10 - entraînera l'approbation du texte. Celui-ci devra encore être examiné deux fois par le Sénat et autant par l'Assemblée na-

tionale, celle-ci ayant, en quatrième lecture, le dernier mot.

Dans la matinée du jeudi, dix-huit amendements ou sous-amendements de l'opposition avaient été examinés et rejetés. A l'occasion d'un rappel au règlement, M. Alain Madelin (UDR, Ile-et-Vilaine) avait à nouveau annoncé que l'opposition était « prête à débattre du projet » et avait affirmé que vingt-cinq à trente heures suffiraient pour venir à bout. M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique), président de la commission des affaires culturelles, lui avait répondu : « Nous aimerions bien vous croire, mais vous vous êtes bien gardé de vous engager à ne pas donner un nouveau coup de frein ».

M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), au début de l'après-midi, a, lui, accusé la majorité de « bafouer l'esprit du bicamérisme » en refusant de tenir compte du texte du Sénat. M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), rapporteur de la commission des affaires culturelles, lui avait répliqué qu'après trente et une heures de débat l'Assemblée n'avait pas terminé l'examen du premier article du projet, que l'opposition avait effectué quatre-vingt-seize rappels au règlement et demandé dix-sept suspensions de séance.

« Le lit de l'extrême droite »

Evocant un « fait personnel », seule possibilité pour lui d'intervenir après l'engagement de sa responsabilité par le premier ministre, qui suspend automatiquement le débat pour vingt-quatre heures, M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a affirmé que le gouvernement se livrait à un « coup de force contre l'opinion publique », à un « coup de force contre la démocratie », car, pour lui, l'article 49 alinéa 3 de la Constitution est destiné « à empêcher la majorité rétive, non à empêcher l'opposition de parler ».

MM. Madelin et d'Aubert auraient aimé, eux aussi, intervenir, mais M. Louis Moreau (UDF, Alpes-Maritimes), qui présidait la séance, leur a refusé la parole, estimant qu'il n'y avait pas de « fait personnel » le leur permettant. Assez vivement prise à partie par des membres de l'opposition à la sortie de l'hémicycle, elle leur a répliqué : « J'appliquais le règlement à tout le monde, à mes amis comme aux autres. Si vous voulez une présidence poétique, il ne faut pas compter sur moi. Sans règlement, c'est l'anarchie ».

Auparavant, M. Pierre Mauroy avait expliqué que le gouvernement

n'a imposé « aucune contrainte » aux assemblées pour la discussion de ce texte sur la presse et que, donc, son « respect du Parlement » a été total ; mais, pour lui, l'opposition n'en a pas fait autant. Il explique : « Détourner des procédures, paralyser une institution, c'est non seulement porter atteinte à la dignité du Parlement, mais c'est dégrader l'image que les Français se font de leurs élus. C'est donc prendre le risque d'affaiblir l'adhésion des Français et des Français à nos institutions. C'est prendre le risque de fragiliser la vie démocratique. C'est prendre le risque de nourrir un anti-parlementarisme toujours latent dans notre pays. C'est exaspérer les passions, dégrader les impatiences, favoriser les excès ! C'est donc continuer de faire le lit de l'extrême droite ! ».

Le premier ministre annonce que le gouvernement « fera obstacle » au « projet » de l'opposition de « paralyser les institutions ». Et pour cela, « il protégera l'institution parlementaire contre les excès d'une minorité ». C'est pourquoi, dit-il, il a décidé d'engager sa responsabilité.

Puis il rappelle que la gauche, pour s'opposer au projet « Sécurité et Libertés » qui « avait provoqué une profonde émotion dans le pays » et qu'elle critiquait « au nom de la défense des libertés et des droits des citoyens », n'avait déposé que cinq cents amendements, que le débat n'avait alors duré que huit heures. Cela, affirme-t-il, ne mettait pas en cause le fonctionnement de l'institution parlementaire. M. Pierre Mauroy a expliqué alors : « La gauche a une longue pratique de l'opposition. Elle a toujours su attendre en respectant les institutions (...). Elle n'a pas derrière la tête les rêves de subversion qui transparaissent dans trop d'attitudes et dans trop de propos de l'opposition ».

Après avoir évoqué « les excès d'un quartier de tribulations », le chef du gouvernement a constaté que la gauche respecte les institutions qu'elle n'a pas votées, et, s'adressant à l'opposition, il déclare : « Ces institutions que vous avez voulues, que vous prétendez défendre, vous les mettez en cause par esprit partizan. Vous placez vos ambitions avant l'intérêt national. Nous ne l'acceptons pas. Le gouvernement y fera obstacle par tous les moyens que la Constitution met à sa disposition ».

THIERRY BRÉMER.

Propos et débats

L'UDF-R : dangereux

L'UDF-R (Réformisme), dans une déclaration signée par M. Lionel Stoléru, M^{me} Brigitte Gros et MM. Jean-Claude Colli, Paul Granet, Jacques Pelletier et Adrien Zeller, a affirmé, jeudi 5 juillet :

« L'objectif de l'opposition est de gouverner démocratiquement après 1986. Or, actuellement, la gauche refuse de tirer les conséquences de l'expression populaire qu'elle poursuit à l'Assemblée des réformes qui n'ont pas la soutien de l'opinion ».

« L'opposition doit-elle pour autant imiter son adversaire en opposant aux ressources de l'arbitraire de l'Assemblée les ressources de la procédure de la même Assemblée ? »

« Nous pensons que ce jeu, poussé à l'extrême, peut être dangereux pour nos institutions ».

M. Pons : blocage

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a estimé, jeudi 5 juillet, que l'engagement éventuel (1) de responsabilité du gouvernement à l'Assemblée nationale sur le projet de loi sur la presse « démontre bien qu'il se passe quelque chose d'inquiétant sur le plan politique ».

« C'est l'opposition qui est responsable du blocage des institutions », a déclaré M. Pons, mais si le gouvernement avait voulu entendre ses exhortations, présentées avec beaucoup de modération (...), la situation ne prendrait pas le tour qu'elle est en train de prendre (...). Si le gouvernement persiste dans cette voie (...), il y aura bien un blocage et il sera très préoccupant ».

(1) M. Pons s'est exprimé avant que M. Pierre Mauroy ne confirme, dans l'après-midi, cet engagement de responsabilité.

M. Jobert : constance

M. Michel Jobert, dans une interview à Paris-Match datée du 13 juillet, explique : « Si M. Mitterrand veut recentrer, il n'y parviendra pas en distribuant quelques « considérations » à quelques personnalités politiques. Il n'y réussira que s'il définit une autre politique, laquelle se traduira dans son gouvernement mais surtout dans son attitude constante. Or je ne peux pas m'engager sur la constance d'attitude du chef de l'Etat... ».

M^{me} Veil : pas prêts

M^{me} Simone Veil, qui effectue un voyage privé en Israël, a estimé, jeudi 5 juillet, dans une interview à la télévision israélienne, que les Français « ne sont pas prêts » à voir une femme accéder à la présidence de la République. Elle a précisé qu'elle ne serait pas candidate à la prochaine élection présidentielle.

M. Hermier : relancer

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, directeur de l'hebdomadaire *Révolution*, souligne dans le numéro daté 6-12 juillet que « le 17 juin, ce n'est pas seulement le Parti communiste, mais le Parti socialiste, l'ensemble de la majorité, qui ont été frappés par un mouvement massif d'abstention, exprimant, pour l'essentiel, le vif mécontentement d'une large partie de l'électorat de gauche à l'égard de la politique gouvernementale ». « Tout le monde en convient aujourd'hui », observe M. Hermier, qui ajoute : « Le Parti communiste, lors de son comité central, a préconisé que le gouvernement réponde à cet avertissement populaire par une vigoureuse relance de la politique de changement dans des domaines comme l'emploi, la pauvreté, l'école, l'énergie. Cet appel ne doit pas rester une pétition de principe. Il est essentiel de prendre, sans attendre, les initiatives pour rassembler autour de cette perspective toutes les forces qui veulent que se réalise leur espérance de changement ».

TOUT EN SE DÉFENDANT
DE VOULOIR BLOQUER LES INSTITUTIONS

M. Jacques Chirac est décidé à hausser le ton

Le comité central du RPR, dont la réunion est prévue samedi 7 juillet, donnera la priorité à la discussion de politique générale qui se déroulera le matin. Les dirigeants du RPR ont jugé nécessaire de procéder à une explication publique - la presse est admise à suivre les débats - des conclusions qu'ils tirent des deux événements politiques les plus récents, les élections européennes du 17 juin et la manifestation en faveur de l'enseignement libre du 24. Les déclarations de M. Mitterrand à Aurillac ainsi que les épisodes et les rebondissements de l'action parlementaire seront également évoqués.

Le secrétaire général du RPR, M. Bernard Pons, prononcera le discours d'ouverture de ce comité central. M. Jacques Chirac se réservant seulement d'intervenir à la fin de la discussion. On a pu constater que depuis quelques jours les lieutenants de M. Chirac tenaient des propos particulièrement vifs. M. Bernard Pons n'a-t-il pas évoqué à Marseille la « situation révolutionnaire » dans laquelle le comportement du gouvernement placerait le pays (le *Monde* du 3 juillet) ? M. Claude Labbé n'a-t-il pas parlé mardi dernier de la « radicalisation dangereuse » et de l'« arrogance » dont le pouvoir ferait preuve ? Jeudi matin 5 juillet, c'est encore M. Bernard Pons qui laissait prévoir un « blocage préoccupant ». Le secrétaire général du RPR a également relevé, pour s'en « scandaliser », la phrase prononcée par M. Pierre Mauroy à TF 1 selon laquelle « le chômage est le prix à payer à la politique de rigueur ».

Tandis que ses lieutenants s'expriment sur ce ton, M. Chirac est, depuis plusieurs jours, resté silencieux. Dans l'entretien qu'il nous a accordé après le scrutin européen (le *Monde* du 21 juin), le président du RPR s'était surtout montré désireux d'éviter tout ce qui pourrait « accréditer les tentations nationalistes de notre peuple à la division » qui avaient déjà été encouragées, selon lui, par la gestion socialiste et communiste depuis trois ans. Souhaitant « éviter le débordement des impatiences », en excitant les passions, il avait même rejeté « toute éventualité d'une négociation avec M. Le Pen tant son idéologie diffère de la nôtre ».

On constate ainsi qu'il existe une sorte de partage des rôles et de répartition des registres entre les collaborateurs de M. Chirac et lui-même. Les premiers durcissent le ton, intensifient leur harcèlement, reflètent les impatiences du moment et n'hésitent pas devant certaines outrances de langage ou de comportement. Le second prend une certaine hauteur, ne participe pas aux assauts quotidiens, mesure ses propos, dose ses attaques, pour mieux préserver ses capacités de rassembleur dans la perspective normale d'une alternance au sommet de l'Etat. Cette tactique, qui permet au chef de faire donner sa garde sans s'engager lui-même dans la mêlée, est tout à fait classique. Mais M. Chirac pourra-t-il longtemps observer cette attitude et ne sera-t-il pas contraint de s'engager personnellement un peu plus ?

Des pressions insistantes

Le président du RPR est en effet depuis le 17 juin l'objet de pressions particulièrement insistantes de la part de certains parlementaires de son mouvement, qui ont été fort inquiets de voir une fraction de leur électorat se porter sur la liste de M. Le Pen aux élections européennes. Quelques-uns lui ont même reproché d'avoir par avance exclu toute négociation avec M. Le Pen, estimant que, dans l'avenir, il faudrait bien « faire flèche de tout bois pour battre la gauche dans des élections nationales ».

Les cadres et les militants du RPR se sont aussi alarmés des séductions exercées par le leader de l'extrême droite sur la fraction de ceux qui, après 1981, avaient rejoint le parti de M. Chirac parce qu'ils voyaient en lui l'adversaire le plus dynamique de la gauche.

Le maire de Paris a beaucoup écouté et, pour le moment, peu répondu. On constate cependant que, depuis plusieurs jours, il lui ni ses lieutenants ne parlent plus de M. Le Pen, bien que celui-ci ne soit pas sorti pour autant de leurs pensées. Au contraire. Mais ils ont pris conscience qu'il était inutile, même pour le dénoncer, de faire trop de publicité au leader de l'extrême droite en parlant de lui comme ils l'avaient fait pendant la campagne des européennes.

M. Chirac n'a toujours pas l'intention de participer à une surenchère, ni de rivaliser avec le président du Front national sur son propre terrain, ni de céder à une quelconque « dérive droite ». Il ne l'a pas caché, par exemple, au vingt et un président de conseils généraux RPR qui recevait récemment à l'Hôtel de Ville. C'est pour cela qu'il a laissé le groupe sénatorial animé par M. Charles Pasqua, le président du groupe de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, le secrétaire général du RPR, M. Bernard Pons et, à la tribune de l'Assemblée, quelques députés diriger tous leurs traits contre le gouvernement. La seule cible est désormais la gauche au pouvoir. Il veut ainsi démontrer concrètement comme il nous le déclarait le 21 juin qu'il repousse « tout compromis avec

M. Mitterrand, tout accord avec les socialistes, même s'ils se séparent des communistes ».

Le harcèlement du pouvoir, l'usage excessif des subtilités de la procédure parlementaire n'ont donc pas pour objet, affirme-t-on à la direction du RPR, d'obtenir un blocage des institutions de la V^e République. On admet que la majorité gouvernementale l'affirme comme un argument pour se défendre. On s'étonne qu'elle puisse croire une telle éventualité. Le but de toutes ces manœuvres d'obstruction, dit-on, est seulement de gêner le pouvoir et surtout d'entretenir la tension assez longtemps et de façon suffisamment spectaculaire pour alerter l'opinion. Il convient en effet de convaincre celle-ci que les reproches de passivité, de mollesse adressés récemment au RPR et à son chef, notamment par l'extrême droite, sont tout à fait infondés.

Bref, il s'agit de faire pièce à l'« effet Le Pen ». Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Le RPR a cru trouver une base pour développer sa contestation non seulement en se référant à la baisse d'audience de la gauche enregistrée aux élections européennes, mais aussi en s'appuyant sur le succès de la manifestation du 24 juin en faveur de la liberté de l'enseignement. On assisterait donc, depuis lors, au choc de deux légitimités : celle issue tout à fait régulièrement des scrutins de 1981, qui ont porté M. Mitterrand et la gauche au pouvoir, et celle de 1984, qui démontrerait que la première est obsolète.

Si quelques-uns au RPR - et ailleurs dans l'opposition - en déduisent que M. Mitterrand doit se démettre ou que l'Assemblée nationale doit être dissoute, et si la majorité sénatoriale souhaite un référendum populaire, M. Chirac et ses proches ne vont pas jusqu'à préconiser ces solutions extrêmes. Ils se gardent bien de se prendre aux institutions de façon formelle. Ils affirment en revanche que le chef de l'Etat et la majorité « ne peuvent plus faire l'impasse sur ce qui doit tenir compte du sentiment constamment exprimé aux élections législatives, partielles, cantonales, municipales ou européennes qui se sont déroulées depuis trois ans. Ils rappellent qu'en 1968 de Gaulle et Georges Pompidou, lors des accords de Grenelle, avaient lâché du lest à leurs adversaires après les journées de mai ».

Face au maintien intransigent de ses choix politiques et doctrinaux par M. Mitterrand, rappelés encore avec détermination dans son discours d'Aurillac jeudi matin, M. Jacques Chirac, tout en maintenant ses grandes lignes stratégiques, pourrait bien hausser le ton, sans changer de registre. Le maître de Paris dénoncerait alors avec plus de vigueur non seulement les aspects techniques de telle ou telle mesure, mais surtout la philosophie de la société qui se dégage selon lui de l'action de la majorité et qui tend à réaliser une véritable « révolution » par l'« abolition » de certaines valeurs. C'est autour du thème de la défense des libertés menacées que s'articulerait toute sa démonstration. C'est ainsi à un rejet global de l'éthique de la gauche que M. Chirac convierait les Français pour les prochains scrutins en les convainquant que leurs aspirations ne sont plus prises en compte par leurs dirigeants.

ANDRÉ PASSERON.

« GÉNÉRATION 86 » VEUT FORMER LES JEUNES CANDIDATS UDF POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS

Une sorte de « coopérative de candidats » pour les élections législatives de 1986 vient d'être créée sous le nom de « Génération 86 » au sein du Parti républicain. Fondée par M^{me} Jean-Pierre Raffarin, député national du PR, président de la fédération de la Vienne de ce parti et conseiller municipal de Poitiers, et Dominique Basseau, secrétaire national du PR, président de la fédération de Charente-Maritime, conseiller municipal de Royan, cette association compte pour le moment une trentaine de jeunes candidats. Elle envisage la rédaction d'un « manifeste politique qui servirait de contribution au projet de l'UDF pour la prochaine législature », et s'inscrit dans la démarche de M. François Létour, secrétaire général du PR. Elle organise chaque mois un séminaire de formation pour les futurs candidats.

* Génération 86, 9, villa Saint-Mandé, 75012 Paris.

Les modifications acceptées

La procédure amenant l'Assemblée à débattre du texte voté par le Sénat, c'est sur ce texte que le gouvernement a formellement engagé sa responsabilité, mais en demandant qu'il soit modifié par quatre-vingt-douze amendements proposés par le groupe socialiste et par quatre autres qu'il a lui-même déposés. Tel qu'il est ainsi modifié, le projet n'a plus rien à voir avec celui approuvé par la majorité sénatoriale (le *Monde* du 1^{er} juin). Il ne reprend, pour l'essentiel, la formulation adoptée par les députés en première lecture (le *Monde* du 15 février). Par rapport à cette version, les principales modifications apportées sont les suivantes :

● Droits des étrangers. - A l'article 9, qui limite les possibilités pour des étrangers d'être actionnaires de sociétés de presse françaises, il est précisé qu'une personne morale est considérée comme « étrangère » lorsque « les personnes détenant la majorité (de son) capital social ne sont pas de nationalité française ».

● Possibilités de groupes. - Aux articles 10 et 12, la limitation à trois quotienns nationaux que pourrait posséder une même

personne est, comme prévu, supprimée (le *Monde* du 14 juin). Mais les seuls à ne pas dépasser par un groupe de presse - 15 % du marché des quotienns nationaux s'il ne possède que de tels quotienns et 10 % s'il est aussi implanté en province - sont maintenus. Dans ce deuxième cas, il est aussi précisé que même un seul des quotienns du groupe ne doit pas franchir la barre.

● Equipe rédactionnelle. - Comme le souhaitait le Sénat, l'article 36, qui donnait un an aux publications quotidiennes existantes ne disposant pas d'une équipe rédactionnelle qui leur soit propre pour s'en doter, est supprimé.

● Ordonnance de 1944. - Son article 2 est modifié par souci de cohérence avec le projet de loi pour préciser que l'ordonnance s'applique « à toutes les publications périodiques à intervalle régulier à raison d'une fois par mois au moins » et que ses dispositions concernant le directeur de la publication ne s'appliquent qu'aux « publications quotidiennes ou hebdomadaires d'informations politiques et générales ».

La majorité sénatoriale demande au chef de l'Etat un référendum sur l'école privée

Interrompue - au terme de la session ordinaire du Parlement, samedi 30 juin - la discussion de la motion présentée par des sénateurs de l'opposition et tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi sur l'enseignement privé, s'est achevée, jeudi 5 juillet. Adoptée par 207 voix contre 108 (à ceux des socialistes, communistes et radicaux de gauche se sont ajoutés les suffrages de deux membres du groupe de la Gauche démocratique, MM. Joël Moine et Abel Sempé), la motion devait être examinée vendredi 6 juillet par l'Assemblée nationale.

Les interventions des orateurs ont fait apparaître trois thèmes principaux : débat sur la constitutionnalité de la démarche proposée par la majorité sénatoriale et sur le principe même de la procédure référendaire ; évocation du contexte politique et du contenu de la session extraordinaire ; ébauche de l'affrontement auquel ne manquera pas de donner lieu l'examen du projet sur l'enseignement.

Pour les porte-parole de la gauche, la procédure retenue n'est pas constitutionnelle. M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) explique que le texte sur lequel porte la demande de référendum a été amendé et ne peut plus désormais faire l'objet d'un référendum. Tout comme M. Michel Darras (PS, Pas-de-Calais), il considère que le projet n'existe pas dans la catégorie de ceux qui peuvent être soumis au référendum dans la mesure où il ne touche en rien à l'organisation des pouvoirs publics, telle que l'entend la Constitution.

Les « vieux démons »

Pour M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), le « droit » est du côté du Sénat. Son « devoir » aussi. Il réfute l'accusation selon laquelle le référendum en est demandant qu'un oui ou un non, soit tout simplement simplificateur pour un tel texte : à ses yeux, le gouvernement a beau jeu de demander au Sénat d'examiner un texte alors que, au bénéfice de l'urgence (qui limite le nombre des lectures dans les deux Assemblées), il ne restera rien des amendements du Sénat. Prévoyant que les députés « par peur » du « peuple » refuseront la motion, M. Dailly prévient qu'elle fait « partie intégrante » de la procédure d'élaboration de la loi et que, à ce titre, elle sera évoquée dans le recours au Conseil constitutionnel.

M. Marcel Lucotte (RI, Saône-et-Loire) juge qu'il ne serait pas « convenable » que l'Assemblée nationale prive le président de la République de la possibilité de choisir lui-même s'il y a lieu ou non de consulter le pays, et il ajoute : « J'ose espérer que [le PS] n'argumentera pas qu'elle a juridiquement raison pour éviter de vérifier qu'elle reste politiquement majoritaire ».

Pour M. Darras, en voulant opposer pays réel et pays légal, non seulement la majorité sénatoriale prend le risque de réveiller de « vieux démons », mais aussi que son geste soit interprété - comme un geste de défiance et de mépris à l'égard du Parlement ».

M. Jean-Pierre Cantegrit (Gauche dém., France de l'étranger) fait valoir que le Sénat « ne laisse pas un défilé au gouvernement », mais manifeste son refus de devenir une « chambre d'enregistrement » et qu'il n'accepte pas d'examiner « à marche forcée » des textes mettant en cause des libertés fondamentales. « Marche forcée ? », M. André Labarre, député-chef des relations avec le Parlement, relève le propos en rappelant que, lors de l'examen des textes sur les nationalisations, la décentralisation, la communication audiovisuelle, il n'y en a pas eu. A plusieurs occasions dans le débat, M. Labarre a tenu à souligner le risque qu'une interprétation excessive de son règlement sur l'organisation de ses travaux ferait courir au Sénat : maître de ses horaires soit, mais pas jusqu'à un « blocage des institutions ». Après que M. Adolphe Chavvin (Val-d'Oise), président du groupe de l'UDF, a déclaré : « J'appliquais le règlement à tout le monde, à mes amis comme aux autres. Si vous voulez une présidence poétique, il ne faut pas compter sur moi. Sans règlement, c'est l'anarchie ».

Auparavant, M. Pierre Mauroy avait expliqué que le gouvernement

ne pas mettre en cause la personne de M. Mitterrand. M. Geoffroy de Montalembert (RPR, Seine-Maritime) en a manifesté le souci en relevant que « la justification de la voie référendaire n'est pas le coup d'Etat, mais la consultation du peuple dans les cas difficiles et incertains ». Autrement dit, le référendum, malgré l'usage qui en a été fait par le général de Gaulle, n'est pas un plébiscite. C'est aussi ce que devait soutenir M. Pasqua, qui a rappelé tout comme M. Michel Ruffin (app. RPR, Meuse) que le président de la République ne manifeste pas d'hostilité à la procédure référendaire, version suisse.

Dénonçant par avance un refus des députés de gauche qui ne reposerait que sur des « critères juridiques », selon l'expression de M. Jean Chérioux (RPR, Paris), la majorité sénatoriale entend se voir opposée une réponse « claire » du pouvoir dans un domaine qu'elle estime « sensible ». Du coup, elle s'est efforcée de rendre sans fondement les accusations d'obstruction. Elle a voulu en administrer une première preuve en achevant l'examen de sa motion dans le délai prévu.

ANNE CHAUSSEBOURG.

مركز التحليل

Le Monde société

POUR COMBLER LEUR RETARD

Les hôpitaux français vont être dotés de nouveaux équipements

«Telle qu'elle est, la Sécurité sociale répond aux besoins des Français: la découper ou la mutiler serait revendre dangereusement en arrière.» Par ces mots, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a voulu, en inaugurant jeudi 5 juillet à Paris le nouvel hôpital Saint-Louis (nos dernières éditions datées 6 juillet), répondre explicitement à ceux qui accusent le gouvernement de réduire le niveau de la protection sociale.

L'hôpital public, en particulier, fait-il les frais d'une politique d'économie - ou d'austérité - que les pouvoirs publics ont accentuée depuis 1982? Non, répond M. Bérégovoy. En premier lieu, il faut dire aux Français que le maintien du rythme ancien des dépenses de santé faisait courir au système tout entier un risque d'effondrement. Aujourd'hui, les dépenses de santé ont cessé de progresser plus vite que le revenu national. D'une manière générale, a expliqué le ministre, «en gérant de façon moderne la trésorerie de la Sécurité sociale, comme celle de toute grande entreprise, nous gagnons de 3 à 10 milliards de francs en deux ans (1)». Pour la première fois depuis dix ans, les comptes seront équilibrés, sans création ni impôts nouveaux.

Mais, dans certains secteurs, le système hospitalier français a pris du retard, malgré l'expansion des trois dernières décennies. Il ne manque pas de disciplines suréquipées en lits, alors que nombre d'établissements demeurent vétustes. En outre, une insuffisance marquée s'exprime dans certains domaines, en particulier dans celui des procédures lourdes de diagnostic.

Aussi le gouvernement souhaite-t-il, comme l'a indiqué le ministre, combler le retard en portant l'effort dans quatre domaines:

- L'équipement en scintigraphie. - Le parc français, qui comptait cent appareils en 1983, en comptera deux cents en 1985, c'est-à-dire que soixante scintigraphes seront implantés l'an prochain. Mais ces installations devront s'accompagner de mesures de substitution par rapport à des techniques plus anciennes, de redéploiement de personnels et d'une coordination, entre établissements pour éviter une sous-utilisation ou des duplications.
- Résonance magnétique nucléaire. - En 1984, les pouvoirs publics ont autorisé l'implantation de cinq de ces appareils; en 1985, six établissements recevront la même autorisation (Paris, Marseille, Bordeaux, Rennes, Strasbourg et Lille). Deux à quatre appa-

reils supplémentaires seront autorisés, en outre, selon les crédits, dont deux dans des établissements privés.

- Gamma-caméras. - Toute de ces appareils, indispensables au développement de la médecine nucléaire, seront financés en 1985 contre dix en 1984.
- Lithotripteurs. - Deux de ces appareils de conception ultramoderne, qui permettent de fragmenter les calculs de la vessie et, donc, d'éviter l'intervention chirurgicale, seront implantés à Paris (dès l'automne 1984) et à Lyon. Deux prototypes français (les premiers sont allemands), moins onéreux, seront expérimentés en 1985.

470 millions de francs

Au total, a indiqué M. Bérégovoy, ces investissements d'équipement représentent une somme de 470 millions de francs en 1985, les établissements publics et privés étant «traités sur un strict pied d'égalité».

Pour revaloriser la fonction de directeur d'hôpital, le gouvernement a pris deux décisions:

- Créer un «conseil général des hôpitaux». - Le Parlement a d'ores et déjà approuvé cette mesure. Cette nouvelle instance, créée à l'exemple de ce qui existe dans les autres grands corps de l'Etat, sera la plus élevée du monde hospitalier. Composée exclusivement de directeurs d'hôpital, elle sera chargée d'enquêtes de contrôle et de proposition pour tout ce qui a trait à la politique hospitalière.
- Donner une formation complémentaire aux directeurs d'hôpital. - Ceux qui seront appelés à diriger les plus importants établissements publics seront à l'avenir mieux formés à leur mission, sous l'égide de l'Ecole de la santé publique de Rennes et avec le concours des principaux instituts de gestion, des banques et des grandes entreprises industrielles.

CLAIRE BRISSET.

ACCORD ENTRE L'INSTITUT PASTEUR ET UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Un test de diagnostic du sida sera commercialisé

L'Institut Pasteur Production (IPP) vient de signer un accord avec la société américaine Genetic Systems pour le développement et la commercialisation d'un test de diagnostic du SIDA (syndrome d'immuno-déficience acquise).

Destiné à toutes les populations à risques, pour éviter d'éventuelles contaminations par les transfusions, à tous les donneurs de sang (ils sont trois ou quatre millions en France), ce test repose sur la détection des anticorps spécifiques que fabrique l'organisme lorsqu'il est infecté par le virus LAV (Lymphadenopathy Associated Virus). Retrouvé avec une fréquence considérable chez les patients atteints du SIDA ou de ses premiers signes, ce rétrovirus a été isolé en janvier 1983 par une équipe de l'Institut Pasteur dirigée par les docteurs Luc Montagnier, directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), et Jean-Claude Chermann.

Il s'agissait de la première identification mondiale de l'agent responsable de cette redoutable maladie. Ultérieurement, des équipes américaines conduites par le docteur Gallo (Bethesda) ont isolé un virus baptisé par elles HTLV III, et dont on ne sait toujours pas s'il est ou non identique au LAV.

Dans une série d'articles parus dans la revue américaine *Science* et dans la revue britannique *Lancet* de cette semaine, les équipes françaises apportent des arguments et des preuves expérimentales ou cliniques confirmant le rôle, semble-t-il déterminant, du virus LAV dans la genèse du SIDA.

Le test Elisa, fondé sur une réaction enzymatique liée par colorimétrie qu'a brevété l'Institut Pasteur Production et qui permet de détecter les anticorps chez les malades ou chez ceux qui risquent de le devenir, est montré positif chez 35 % à 90 % des patients atteints du SIDA en Europe, en Afrique et en Amérique du Nord, chez 70 % à 90 % de

ceux qui présentent les tuméfactions ganglionnaires qui précèdent à l'éclosion de la maladie, chez 18 % des homosexuels changeant fréquemment de partenaires et considérés comme à haut risque d'attraper la maladie, et dans moins de 0,5 % des cas dans un groupe de la population française pris comme témoin.

Les équipes «pastoriennes», en collaboration avec MM. D. Klatzman et J.-C. Guichman, de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, ont pu montrer tant dans l'organisme humain qu'au laboratoire l'atteinte sélective par le virus LAV des lymphocytes T4 (globules blancs), ceux-là mêmes qui sont détruits de façon spécifique par le SIDA.

Le virus LAV a pu être produit au laboratoire, de façon continue et sur une grande échelle, grâce à une autre série de travaux français indiquant que certains virus impliqués dans des cancers humains et appartenant à la famille de l'herpès transforment les lymphocytes (ou globules blancs) de telle façon que le virus LAV peut s'y perpétuer.

Concurrence

Cette production massive est nécessaire si l'on veut ultérieurement pouvoir envisager la fabrication d'un vaccin.

Enfin, la transmission directe du virus LAV par une transfusion sanguine et son association avec le SIDA ont été mises en évidence grâce à une collaboration entre l'équipe «pastoriennes» et celle du centre de recherche sur les maladies infectieuses d'Atlanta, aux Etats-Unis. En effet, un virus LAV a été isolé chez un donneur de sang qui a ultérieurement développé un SIDA. La personne transfusée avec le sang de ce donneur a été par la suite également atteinte du SIDA, et le même virus LAV a été retrouvé dans son sang.

Le groupe des «pastoriens» a déjà inoculé le virus LAV à des singes aux Pays-Bas et aux Etats-Unis, étape indispensable à l'établissement d'un modèle animal qui ouvrira à la fois les recherches sur les méthodes de prévention vaccinale et sur les techniques de traitement les plus efficaces. Le temps d'incubation de la maladie est de près de cinq ans, et ce délai explique qu'aucun vaccin ne puisse être prévu à brève échéance.

L'accord signé entre l'Institut Pasteur Production et la société américaine Genetic Systems, située à Seattle, devrait permettre une accélération importante de tous ses développements cliniques.

La commercialisation des tests de diagnostic Elisa pour le SIDA, d'un vaccin éventuel et de toute thérapeutique qui pourrait être mise au point grâce à l'identification du virus LAV sera assurée aux Etats-Unis par Genetic Systems, dans la Communauté européenne par l'Institut Pasteur Production et dans le reste du monde par les deux entreprises associées. La concurrence est ainsi très directement ouverte entre les groupes français et les équipes du professeur Gallo à Bethesda qui, de leur côté, ont passé des accords de recherche et de développement avec d'autres groupes industriels américains, accords fondés sur le virus HTLV III et dont la validité sera soumise à l'épreuve de la confrontation des deux virus, et de l'antériorité non contestée des travaux français.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LA DÉCOUVERTE D'UNE NOUVELLE PARTICULE ÉLÉMENTAIRE

Un pas de plus pour comprendre la matière

Après avoir, l'année dernière, découvert coup sur coup le «W» et le «Z», que la communauté scientifique attendait avec une certaine impatience, les chercheurs du CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules) viennent de mettre en évidence une nouvelle particule élémentaire. Il s'agit du quark «c», les dernières éditions du 6 juillet, connu également sous le nom de quark «top» (sommet en anglais).

Depuis plusieurs années, les physiciens s'efforcent de la recherche de ce nouveau quark dont l'existence, prévue par la théorie, permet, avec les cinq quarks déjà connus, de décrire la matière à «son niveau le plus profond» et, notamment, la structure interne de ce qu'on appelle les hadrons. Ces particules subatomiques, dont le neutron et le proton sont des représentants, sont formées, selon les théoriciens, par l'association de plusieurs quarks.

Au début des années 60, les combinaisons de trois quarks seulement - le quark «haut» ou «u» (de l'anglais up), le quark «bas» ou «d» (down) et le quark «étrange» ou «s» (strange) - suffisaient avec les anti-quarks qui leurs sont associés à rendre compte de la structure de tous les hadrons. Ainsi, le proton est-il une combinaison d'un «u» et d'un «d», alors que le neutron est celle d'un «u» et de deux «d».

Très vite, ce «mécano» dessiné par les théoriciens s'est révélé un peu limité pour décrire les phénomènes produits dans des accélérateurs de particules toujours plus puissants. Aussi faut-il rajouter maintenant plusieurs autres quarks - le quark charmé «c» et le quark de beauté «b» - pour expliquer certains hadrons nouvellement produits et un schéma, le «c», pour compléter la théorie.

Le plus lourd

Bien qu'aucun quark n'ait à ce jour été isolé, leur existence a pu, à de nombreuses reprises, être mise en évidence de façon indirecte en analysant les gerbes de particules issues de la collision de particules entre elles. Un seul à ce jour restait à identifier: le «c», le plus lourd de la famille puisqu'il a une masse qui est de 30 à 50 fois celle du proton. C'est désormais pratiquement fait.

Les chercheurs du CERN de Genève qui ont participé à cette expérience (1) souhaitent disposer d'un complément d'observations avant de conclure définitivement. Cet excès de prudence est tout à leur honneur dans la mesure où les recherches menées dans le cadre du programme international UA-1 (Underground Area) n'ont permis de dégager que six événements intéressants. Six quarks «c» issus de la désintégration de ces fameuses particules «W» mises en évidence l'année dernière.

Une nouvelle campagne d'expérimentation, sur le grand anneau de collision du CERN (SPS), améliorée pour l'occasion, devrait permettre, d'ici le mois de septembre, de multiplier les observations et de confirmer, largement cette fois, la découverte du «c». Une découverte majeure.

puisque elle permet de vérifier que la théorie était juste, mais une découverte importante aussi pour l'avenir car les théoriciens vont pouvoir, à partir de ces résultats, bâtir de nouveaux schémas rendant compte cette fois de la masse des différents quarks. Il y a fort à parier, dans ces conditions, que le nouveau accélérateur de particules (LEP) que l'on construit actuellement au CERN constituera pour l'Europe un outil privilégié pour mener à bien cette recherche dans laquelle les Européens disputent le premier rôle aux Américains.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Cinq cinquante scientifiques appartenant à dix-sept laboratoires ont participé à cette découverte. On trouve: l'Université de Kiel pour l'Allemagne; l'IFHEP pour l'Autriche; le CERN; les universités Harvard, de Wisconsin pour les Etats-Unis; l'université d'Helinski pour la Finlande; les universités de Padova et de Rome pour l'Italie; le NIKHEF pour les Pays-Bas; les laboratoires de Birmingham, Rutherford et le QMC de Londres pour la Grande-Bretagne; et enfin, pour la France, le Centre d'études nucléaires de Saclay, le Collège de France et le LAPP d'Annecy (CNRS) dont un représentant, M. Michel Teli-Negra, a joué un rôle important dans cette découverte.

EN BREF

Polémique entre M. Toubon (RPR) et les juges d'instruction parisiens

Les juges d'instruction parisiens sont mécontents d'un passage du livre de M. Jacques Toubon, *Pour en finir avec la peur*. Dans cet ouvrage, dont le *Monde* a rendu compte le 22 juin, le député RPR de Paris envisage différentes réformes de la fonction de juge d'instruction, jusqu'à sa suppression pure et simple. M. Toubon estime «exorbitant» le pouvoir des magistrats instructeurs, qui tend, selon lui, «à devenir sans cadre et sans contrôle». Il s'en prend, sans le nommer, à M. Claude Grollier, qui avait décidé l'incarcération de M. Jean Darius, rédacteur en chef adjoint de *Paris-Match*.

A l'unanimité, les cinquante et un juges d'instruction qui ont pu être contactés (ils sont soixante-quatre en poste à Paris) ont décidé d'envoyer une lettre de protestation à MM. Robert Badinter, garde des sceaux, et Jean Vassogne, premier président de la cour d'appel. L'initiative de cette protestation a notamment été prise par M. Jean-Louis Debré, M^{re} Marlene Azami et Mme Jacqueline Chevalier.

Le préfet de police de Marseille se pourvoit en cassation

M. Bernard Patault, préfet de police de Marseille, a décidé de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui, sans se prononcer sur le fond, avait estimé que certaines déclarations de M. Patault, après l'attentat de la rue Dragon à Marseille, étaient de nature à nuire à la candidature de M. Jean-Claude Gaudin (UDF) à la mairie de cette ville. Au cours de l'audience de la cour d'appel, le parquet général avait requis, pour des motifs de pro-

cédure, la nullité de la citation en audience de M. Patault par M. Gaudin devant le tribunal de Marseille. C'est donc par erreur que nous avons indiqué dans le *Monde* du 4 juillet que le parquet général avait soutenu le point de vue de M. Gaudin lors de cette audience.

Une piste pour la fusillade de l'avenue Trudaine ?

Le parquet de Paris dément que la police judiciaire ait réussi à identifier avec certitude les auteurs de la fusillade de l'avenue Trudaine au cours de laquelle deux policiers avaient été tués en mai 1983. Ce démenti contredit les déclarations d'une militante présumée d'Action directe, arrêtée récemment à Paris, qui a accusé d'autres militants de cette organisation d'être les auteurs de la fusillade. L'accusatrice, M^{re} Frédérique Germain, a mis en cause dix de ses camarades, dont Régis Schleicher, actuellement incarcéré, et Mohand Hamani, libéré en octobre 1981 pour raisons médicales.

Le parquet de Paris souligne notamment que M^{re} Germain n'était pas sur les lieux lors de la fusillade et que le signalement de M. Hamani ne correspond pas au portrait-robot qui en a été fait par les témoins présents avenue Trudaine. Sans exclure une responsabilité de militants d'Action directe dans cette affaire, le parquet précise que rien n'accrédite pour l'instant cette hypothèse.

Roger Knobelspiess clame son innocence

M^{re} Thierry Lévy et Henri Leclerc, défenseurs de Roger Knobelspiess, actuellement incarcéré, ont déclaré, au cours d'une conférence de presse, mercredi 4 juillet, «qu'il n'y avait rien dans le dossier d'insurrection démontrant sa culpabilité». Roger Knobelspiess, condamné en 1972 à quinze ans d'emprisonnement pour un vol de 800 francs, et gracié en 1981 après d'autres crimes avec la justice, est actuellement inculpé de tentative d'homicide volontaire après une fusillade à Elbeuf (Eure) avec des policiers et de vol à main armée pour un hold-up commis à Massy-Palaiseau (Essonne).

Ses avocats ont présenté le témoignage d'un instituteur et de sa compagne, qui disent avoir été avec Roger Knobelspiess à l'heure même de la fusillade, et un autre témoignage du dessinateur Gédé. Celui-ci affirme que Roger Knobelspiess a quitté les locaux du journal *Hara-Kiri* à 20 h 30, près du métro Maubert-Mutualité à Paris, le jour du hold-up, et que par conséquent il ne pouvait se trouver à temps à Massy-Palaiseau pour participer à 21 heures à ce hold-up qui visait un fourgon de transport de fonds.

Le frère déseurtur de l'enfant leucémique ne sera pas arrêté

Thierry Anglade, le jeune déseurtur naissant dont le frère Olivier (quatorze ans) est atteint de leucémie, peut prendre contact sans crainte avec la gendarmerie. Le mandat d'arrêt lancé contre lui «ne sera pas mis à exécution». Ainsi en a décidé, le 5 juillet, le parquet de Rennes. Les gendarmes se déclarent même prêts à lui venir en aide, par leurs conseils, pour normaliser sa situation militaire et judiciaire. Le jeune homme avait été condamné par défaut à six mois de prison ferme par le tribunal de Rennes. De son côté, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a, le 4 juillet, estimé que cette affaire devrait pouvoir «se traiter humainement».

• **Nominations de magistrats.** - Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni mercredi 4 juillet sous la présidence de M. François Mitterrand, a nommé M. Michel Monégier du Sorbier président de la troisième chambre civile de la Cour de cassation. Ont été nommés conseiller à cette même Cour: M. Jean Dardel et M^{re} Thérèse Guilhem. Devient premier président de cour d'appel: M. Gérard Bach, à Riom, et M. Paul Haegel, à Metz.

• **Prolongation de l'autorisation de séjour de la journaliste allemande Katharina de Fries.** - M^{re} de Fries, la journaliste et écrivain allemande résidant en France depuis 1981 et qui avait été assignée à résidence en Normandie, où elle habite, lors des cérémonies commémoratives du débarquement de juin 1944, a été autorisée à résider en France jusqu'au 2 octobre 1984. M^{re} de Fries, qui est âgée de quarante-neuf ans, doit comparaître le 25 octobre devant un tribunal pour y répondre de l'accusation d'usage de faux documents. D'autre part, son extradition, réclamée par la justice de la RFA, qui la soupçonne de tentative de hold-up, a été refusée par le gouvernement français.

FAITS DIVERS

BRIQUET RACISTE

Le dimanche 17 juin, dans l'après-midi, un briquet tombe du 12^e étage d'une tour, dans le treizième arrondissement de Paris. Fehat Mokri, onze ans, jouait au ballon en bas de l'immeuble. Il s'écroule, touché à la tête. Dix-huit jours plus tard, il est toujours hospitalisé, une jambe paralysée, l'éducation difficile.

Le propriétaire du briquet était français, l'enfant hospitalisé algérien. L'agresseur a habité une HLM de la Ville de Paris, la victime une cité de transit toute proche. De pauvres immigrés contre de moins pauvres Français: la cause paraît claire, le drame devait être raciste. Raciste, parce qu'on ne peut pas excuser par le bruit de geste criminel; raciste, puisque on a raconté que, après la chute du briquet, le locataire du 12^e étage serait descendu pour injurier juifs et Arabes; raciste, enfin, puisque les policiers du treizième arrondissement auraient tenté d'intimider M. Mokri, le père de la victime, pour le dissuader de porter plainte. Et sur ce dernier point, la précision des accusations de M. Mokri, leur gravité, la peur même qu'il ressent aujourd'hui, et le silence du commissariat posent effectivement quelques questions.

L'impudence de l'homme au briquet, qui a osé porter plainte pour diffamation, semble à beaucoup indigeste, et dérisoires ses explications sur la responsabilité de son fils de vingt-deux mois dans «l'accident». L'affaire est donc exemplaire, et la mobilisation s'organise: les jeunes de Radio-Bour bloquent le standard du commissariat, le MRAAP se constitue partie civile et alerte la presse; les conseillers d'arrondissement socialistes rappellent leur mise en garde passée sur l'absence d'équipement, et la cellule locale du PCF, dans un tract virulent, voit dans cette affaire une occasion définitive de dénoncer le xénophobe monténégrin. «Le drame nous fait crier notre colère contre les choses hideuses: intolérance, imbécillité et propos racistes.»

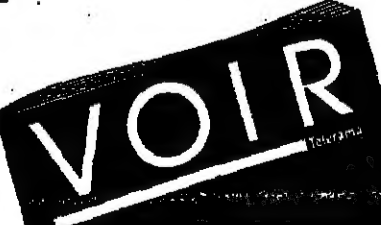
C'est trop dire. On rencontre, en milieu d'après-midi, François Lafaye, le «raciste», entouré de trois femmes qui le défendent: la première, avec qui il vit, une Africaine musulmane, née à Tunis, dont il a trois enfants mêlés; la seconde, la patronne du café d'en face, et qui est d'origine juive, et la troisième, une amie de la famille, de nationalité algérienne. Timide, effrayé, avec la seule peur de perdre son travail dans une grande administration publique, M. Lafaye ne pipe mot. Dans l'entrée de son appartement, on peut lire cette phrase gravée sur une porcelaine: «Le mari est le seul animal qu'on peut tondre et plumer.»

NICOLAS BEAU.

MICHEL SERRAULT EST UN MENTEUR.

Et il s'en vante. Un grand entretien de Vol avec un grand acteur. Bientôt sur nos écrans aux côtés de Coluche dans le Dagobert de Dino Risi.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.



avec ou sans le bac B.T.S.

- TOURISME
- ACTION COMMERC.



50, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél.: 883-35-86
(Enseign. privé)
Doc. gratuits F

Le Monde

culture

FESTIVALS

A AVIGNON

M. Alain Crombecque succédera à M. Faivre d'Arcier

Alain Crombecque a été nommé comme on s'y attendait pour trois ans, le 6 juillet, à la direction du Festival d'Avignon. Il remplace M. Faivre d'Arcier, qui ne désirait pas renouveler son mandat.

M. Alain Crombecque, né à Lyon, âgé de quarante-quatre ans, a été de 1974 à 1978 directeur du Festival d'automne pendant le passage de son créateur, M. Michel Guy, au secrétariat d'Etat à la culture. Auparavant, il a travaillé avec plusieurs hommes de théâtre : Victor Garcia, Jérôme Savary, Armand, Alfredo Arias. Il voyage : Pékin, Moscou, La Havane, quand il est vice-président de l'UNEP. Le Japon également et les Etats-Unis après avoir refusé la responsabilité du Festival de Nancy. Il fait actuellement

partie de l'équipe de Patrice Chéreau au Théâtre des Amériques de Nanterre. Alain Crombecque s'est déclaré « très ému » et espère être à la hauteur de la charge qui lui est confiée.

Il reprendra en fonctions le 1^{er} janvier 1985 avec pour mission de conserver au Festival d'Avignon un caractère national et international. Le conseil d'administration qui l'a désigné estime que « la vraie question qui se pose au Festival est moins celle de son financement (qui sera pour être sensiblement augmenté dans la période actuelle) que celle de sa capacité à se rénover et à maintenir son rayonnement ». Le nouveau directeur devra donc faire des programmations allant dans ce sens.

Une lettre de M. Jacques Sallois

M. Jacques Sallois, directeur du cabinet du ministre de la culture, nous écrit après nos articles faisant état des difficultés financières du Festival d'Avignon (le Monde des 21 et 28 juin).

Cette appréciation émise à plusieurs reprises sous des formes voisines et sous diverses plumes dans vos colonnes mérite quelques précisions qui peuvent être regroupées sous deux rubriques :

1. - Depuis que M. Bernard Faivre d'Arcier a pris ses fonctions en 1980, le Festival d'Avignon a vu les subventions qui lui sont attribuées par les diverses collectivités progresser dans des proportions considérables.

a) Sous la précédente municipalité, animée par M. Duffaut, la ville d'Avignon a pratiquement doublé son concours de 1979 à 1983 (de 3,5 à 6 millions de francs). Grâce à l'ancien maire, Avignon est ainsi la ville de France qui apporte à son festival le concours le plus élevé.

b) Le département du Vaucluse, dans la même période, augmentait sa subvention de 50% (de 1,750 à 2,5 millions de francs). Il est le seul département de France qui consacre un effort aussi soutenu en faveur d'un festival.

c) La région apporte depuis 1983 une aide de 700 000 F.

d) Enfin, les crédits accordés par le ministère de la Culture ont été multipliés par six en cinq ans, passant de 0,7 million de francs en 1980 à plus de 4 millions de francs en 1984. C'est la subvention la plus forte que l'Etat alloue à un festival.

A cette contribution s'ajoutent les subventions, elles-mêmes accrues, que reçoit du même ministère les compagnies invitées, ainsi que des participants d'organismes publics ou financiers sur fonds d'Etat (ainsi l'Association française d'action artistique).

2. - Le Festival d'Avignon est ainsi de très loin la manifestation théâtrale la plus largement subventionnée de France, avec 13,5 millions de francs en 1983.

Il convient à cet égard de souligner que le Festival d'automne occupe la seconde place avec plus de 6 millions de francs, dont 4 de l'Etat, tandis que la Ville de Paris, pourtant concernée au premier chef, limite ses concours à 1,8 million de francs, soit un niveau notablement inférieur à celui de l'Etat.

Le Festival d'automne ne pourrait que se réjouir de voir l'essor de la ville d'Avignon, du département du Vaucluse et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur imité à Paris.

CINÉMA

« BUSH MAMA », la vie et la menace

Haile Gerima, trente-huit ans, fut révélé à Cannes par la Semaine de la critique, puis à Paris il y a huit ans, avec la Récolte de trois mille ans, avec la paysannerie éthiopienne exploitée, corvéable à merci, selon un ordre millénaire pratiquement inchangé jusqu'à la chute de l'empire du négus. La mettre en scène, avec des moyens modestes, mais une ambition sans limite, avait joué sur la lenteur de cadrages très composés à la Eisenstein.

Juste à la même époque, ce cinéaste éthiopien de naissance, mais fixé en Amérique depuis 1967, achevait et montrait son second long métrage, Bush Mama, qui sort seulement cette semaine sur nos écrans après un détour par le Festival de La Rochelle. Invité par le festival, il en a profité pour présenter l'ensemble de son œuvre.

Child of Resistance (1972), inspiré de l'exemple d'Angela Davis, comme Bush Mama et le plus récent Ashes and Embers (Cendres et Brûlés, 1982) relèvent tous trois d'un mode narratif continu, purement lyrique, où l'émotion effleure de manière presque musicale. Le son et d'abord la voix humaine tiennent un rôle essentiel, le ton est volontiers incantatoire. Nous avons affaire à un cinéma « engagé », mais régi par la seule

affectivité. Rêve et réalité se joignent, indissolubles, à charge au rêve bien souvent d'illuminer le réel.

Haile Gerima conte, dans Bush Mama, l'angoisse d'une jeune femme du ghetto de Watts, en Californie, dont le mari est en prison. Elle élève seule sa fillette et attend un second enfant. L'assistante sociale essaie de la convaincre d'avorter. Dorothy, c'est le nom de la jeune mère, refuse. Cette ligne dramatique presque élémentaire devient l'occasion d'une méditation sur le destin de l'homme et de la femme noirs dans la société américaine. D'un côté, la vie à perpétuer, l'avenir à construire, de l'autre

la menace permanente, la condition de citoyen de deuxième classe.

Haile Gerima procède un peu à la manière d'Alain Resnais à ses débuts, par ellipses, montages sur le texte. Et, comme Glauber Rocha naguère au Brésil, le metteur en scène juge inacceptable la vieille rhétorique hollywoodienne, s'efforce d'inventer un cinéma entièrement original, spécifique à la sensibilité noire. Il s'est entretenu avec nous de son travail, et de sa position unique, entre deux cultures, africaine et américaine.

L. M.

* Voir les films nouveaux.

Haile Gerima : « J'appartiens à la fois à l'Ethiopie et à l'Amérique noire »

« Tout remonte à mes origines, dit Haile Gerima, à mon passé, à la petite ville où je suis né, à mon père, à l'éducation littéraire que j'ai reçue. J'ai quitté l'Ethiopie quand j'avais vingt et un ou vingt-deux ans. Il m'a fallu l'Amérique pour réaliser tout ce que je devais aux miens. Mon père était un auteur dramatique, il écrivait des pièces musicales contre l'impérialisme, contre les Italiens qui avaient envahi le pays.

« Je regardais mon père un peu de haut, je ne m'intéressais pas à ce qu'il faisait, même si je jouais parfois ses œuvres. Je le trouvais arriéré, je trouvais la culture éthiopienne arriérée. C'est ce que j'avais appris à l'école, au cinéma. Mon père était très déçu.

« En Amérique, j'ai commencé à étudier le théâtre. Je me suis mis en quête de savoir ce qu'il était. Pourquoi écrivait-il comme il le faisait ? Plus j'ai étudié Shakespeare, toute la mythologie, la littérature grecque, plus j'ai songé à lui. En lisant Shakespeare, je me suis dit : mais mon père a déjà fait ça ! On me parlait de théâtre mobile, un nouveau phénomène venu d'Amérique latine, mais mon père pratiquait ça quand j'étais gosse. J'ai soudain éprouvé un grand malaise. J'ai mieux réalisé ce que représentait ma propre culture.

« Après les changements survenus dans mon pays, j'ai eu peur. Je voulais partir mais je ne me sentais pas assez fou pour retourner chez moi et essayer d'expliquer ce que j'étais. Je prends mon temps, mais mon foyer (my home) restera toujours l'Ethiopie où je suis né. L'Amérique m'a accueilli, a été généreuse pour moi, mais ce n'est pas l'endroit où je désire être enraciné.

« Même si je retourne en Afrique, je garderai toujours des liens étroits avec l'Amérique noire. Elle m'a donné le courage de me découvrir moi-même. Je l'ai connue à l'époque de la révolution noire, à l'apogée du mouvement. J'ai été emporté moi-même, j'ai compris le racisme en Amérique, j'ai compris la vraie nature des Noirs américains.

« Au début je ne me sentais pas du tout appartenir à l'Amérique noire. J'étais éthiopien. Vous apprenez au contact de la réalité. Ils sont venus quatre cents ans plus tôt, contraints et forcés, alors que moi, j'étais volontaire, vous voyez mieux les rapports qui existent entre les diverses époques de l'histoire du peuple noir.

« Pour bien comprendre l'oppression, il est très important de connaître cette partie des Amériques qui a connu l'esclavage. Il n'y a pas

d'exemple plus noble pour vous enseigner en quoi consiste la persévérance humaine : après avoir traversé l'esclavage, continuer à exister, à marcher droit. Cette bataille vous apprend quelque chose sur l'humanité, l'Amérique noire m'a aidé à m'humaniser.

« Pour moi, le lien ne sera jamais coupé, ils m'ont choisi comme leur cinéaste. En fait, après avoir tourné Child of Resistance en 1972, j'ignorais que j'étais un cinéaste. Ils sont venus à moi, ils m'ont embrassé, je me suis dit : j'ai dû toucher une corde sensible. J'étudiais alors le cinéma à UCLA (l'Université de Californie à Los Angeles). Quand le film est sorti, ils m'ont écrit. Ils ont composé des poèmes, ils m'ont adopté. Il leur semblait que je parlais très honnêtement de leurs problèmes. Certains même, après la projection, me donnaient de l'argent, et pourtant ils étaient pauvres. Ils me disaient : s'il vous plaît, faites un autre film. La Récolte de trois mille ans n'avait jamais existé sans l'aide du peuple noir d'Amérique. Des liens plus étroits pourrèrent se créer entre l'Afrique et les Amériques. J'ai le grand privilège d'avoir participé à cette expérience.

« J'ai tourné simultanément Bush Mama et la Récolte de trois mille ans. J'ai commencé Bush Mama en 1973, je l'ai achevé à mi-1974. Je

suis alors parti en Ethiopie l'été de 1974. En dix jours, j'ai tourné la Récolte. Le montage m'a pris une année. En même temps j'achevais le montage de Bush Mama. Fin 1975, les deux films sortaient des laboratoires.

« Le rythme de ces deux films est différent parce qu'ils traitent de sociétés elles-mêmes bien différentes : Bush Mama décrit un style de vie plus éclairé, la Récolte de trois mille ans épouse davantage les exigences de temps et d'espace. Mais pour moi ils sont complémentaires. Je connaissais bien la dynamique de ces deux sociétés, l'éthiopienne et l'américaine. La Récolte de trois mille ans n'a pas encore été montrée en Ethiopie, Bush Mama a déjà été vu par plus de cent mille personnes aux Etats-Unis.

« Je passe la moitié de mon temps à enseigner le cinéma à Howard University, une université noire de Washington créée après la guerre de Sécession. Puis chaque mois, je suis invité dans quatre ou cinq endroits pour présenter mes films et parler du cinéma noir. Je n'aurais pas d'écrire des scénarios pour être toujours prêt à tourner à la première occasion. Le papier ne coûte rien !

Propos recueillis par LOUIS MARCOTELLES.

JAZZ

Epoque d'All Stars

(Suite de la première page.)

Le génie flexible (varieties), dit Thelma Houston, tout atteint à un bonheur d'expression sans faille que soulignent l'économie apparente des moyens et l'alternance très contrôlée des crises et des relâchements. Aucun groupe aujourd'hui où l'on se regarde de cette façon-là, et en permanence. Outre son rôle musical dans ce demi-siècle, Miles a inventé une manière inédite d'habiter la scène. Il pourrait jouer n'importe quoi, la Bannière défilée comme la

Merisailles. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait pour la joie du public de Vienne.

A ce jeu, on peut se demander si c'est vraiment un bon service à rendre, au sympathique quartet de Michel Perez que de lui accorder, devant huit mille personnes, la première partie assez inégale du concert. Mais, dans les festivals, c'est la règle du genre.

L'instant des Imaginaires

Toutes les stars du lendemain ne parviennent pas, on s'en doute, à rassembler dans l'aphorisme une telle foule. Autour du tromboniste Jay Johnson qui n'était pas apparu en France depuis vingt-deux ans, les grands noms se marquent pourtant. Mais il est plus facile d'avoir un nom que de créer une légende vive. Avec une rythmique réglée par Roy McCurdy et le pianiste Cedar Walton, dans une disposition très classique, les souffleurs de Jay Jay Johnson (Nat Adderley et Harold Land)

déclinent sans surprise toutes les qualités des années 50. Temps passé et magie estompée... Retenons toutes les interventions de Harold Land aux ténors et le duo touchant du trombone avec Richard Davis à la basse sur Miley, d'Enni Gardner.

En un sens, avec moins de savoir-faire, l'All Stars de Don Cherry a mieux joué sa partie (Chico Freeman, Arthur Blythe, Don Pullen, Cecil McBee, Don Moyé). Pour commencer, trois bons quarts d'heure d'ennui, tout le monde cherchant ses marques. Un peu comme des amateurs « faisant le bouff » dans un garage pour un anniversaire. Imaginaires au vestiaire. Soudain, quand on n'y croyait plus - mais la déception fait partie du jeu de ces rencontres - Chico Freeman a lancé une suite de sa façon avec Cecil McBee, clarinette basse et basse à l'archet.

En un instant, tout a changé. L'indolence du début oubliée, les imaginaires se sont fixés et l'émotion a effacé l'ennui. Arthur Blythe est

entré dans sa peau d'altière au son tendu à craquer. Les Chicagoans (Don Moyé et Freeman) se sont resserrés, Chico a joué avec la conviction de son père, Don Freeman, toujours renforcé par le pianiste Hilton Ruiz, et Don Cherry, qui l'on sentait absent de toute cette affaire, est revenu, de rappel en rappel, au premier plan. En chantant avec une Kora africaine, sur un air de Melodios ou dans n'importe lequel des choros qu'il extorque d'une trompette grande comme sa main.

Ce plaisir-là, le passage de l'indifférence convenable à la musique - et ils sembleraient commencer de jouer pour la nuit entière - seul un concert peut vous en donner la dimension et le spectacle. Le jazz est alors conscient de sa présence, justifié par la présence et la perception sensibles du temps : quand la convention s'exténue pour que l'improvisation commencent.

FRANÇOIS MARMANDE.

* Tél. (8) 825-04-15.

MORT DE GASTON PAPELOUX

Gaston Papeloux, qui avait mis en œuvre de nombreux spectacles « son et lumière », est mort le 4 juillet. Il était âgé de soixante-seize ans.

(Né en 1908 à Bouzon (Creuse), professeur puis journaliste, Gaston Papeloux a été chef de cabinet du ministre de la Justice (1947), directeur adjoint à la présidence du conseil (1948), puis conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat aux beaux-arts (1952). Il a été secrétaire général du comité pour la sauvegarde du château de Versailles, puis secrétaire général de Paris-Match, aux côtés de Jean Provençal. Gaston Papeloux avait réalisé de nombreux spectacles « son et lumière » en France (Versailles, Vincennes, Angers) et à l'étranger (Egypte, Etats-Unis).)

PETITES NOUVELLES

■ CINÉMA EUROPÉEN. - Lors du Festival du film européen de Munich, le prix cinématographique de la Communauté européenne a été décerné dimanche 1^{er} juillet au film français, Le Prince, du réalisateur d'origine algérienne Tony Gatlif. Vingt-cinq films étaient présentés lors de cette manifestation.

■ CHORÉGIES D'ORANGE. - Le chef d'orchestre américain James Coles étant souffrant, il sera remplacé le 13 juillet par Samuel Fulton et le 14 juillet par Christof Parich.

18, r. des St-Pères (7^e)
Tous les soirs
DON CAMILO
20.30-21.30
22.00-23.00
23.30-01.00

JEAN AMADOU - PIERRE DOUGLAS
ET UN MERVEILLEUX PROGRAMME
afin de mettre le cabaret à portée de tous

EXCEPTIONNELLEMENT
A PARTIR DU 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 AOUT
DINER SPECTACLE 180 F vin, café et droits d'entrée

Service compris pour les mêmes prestations

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

LES GREFFES D'ORGANES

ONT VINGT-CINQ ANS

Un entretien exclusif avec le professeur Hamburger

« LE MONDE AUJOURD'HUI », UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END.

théâtre

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h : Laissez chanter les clowns ; 22 h 15 : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51),
 19 h 30 : Odd numbers.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), L
 20 h 15 : Areub=MC2 ; 21 h 30 : les Démons Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; IL 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFE DE LA GARE (27)
Mains basses sur la ville

CARÉ D'EDGAR (322-11-02), 22 h 15 : D.J. ;
20 h 15 : Tiens vu! contre deux bouillottes ;
20 h 30 : Mangeurs d'hommes ; 22 h 30 :
Ordes de conseil ; IL 20 h 15 ; Ils avaient
des secrets à deux ; 22 h 30 : Le Chro-
mosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles
non veulent tuer ;

DIX HUIT HEURES (606-07-48), 22 h 30 :
Coup de folie sur les assistés en falence ;

PETIT CASINO (276-56-50), 22 h 15 : Il n'y
a pas de chance à Ouzé ; 22 h 30 : Les
ballons noirs malchanceux ;

POINT-VIGILIE (278-67-03), 22 h 30 :
Moi le craque, mes parents raquent ;

PROLOGUE (575-33-15), 22 h 15 : Télépho-
ner ;

SENTIER DES HALLES (236-37-37), 22 h
20 h 15 : Les dames de cœur qui pipassent ;
22 h 30 : Acidie ;

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-83), 20 h
20 h 15 : J. Villerey ; 22 h 2 : Paucque ;

VIELLIE GRIÈLE (707-60-93), 20 h 30 :
Portella ;

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 19 h 30 : Lully à la cour de Jean-Philippe au jardin.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Businestime dans le Process.

BOBINO (323-74-84), 20 h 45 : Grand Ballet de Budapest.

GYMNASSE RONSAUD (606-33-60), 20 h 30 : Concours des jeunes compagnies.

TH. DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : The Vagabond Caravan.

Spectacle d'eau

ESPLANADE DE LA DÉFENSE (979-00-13), Fontaine Agnès, 22 h : Dapkins et Chérel.

Opérettes

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : l'Opéretta, avec P. Merval et P. Merliès.

POTINIERE (266-44-16), 20 h 30 : le Raï-Café.

Le music-hall

PARÉNTES DE LUTÈCE (277-19-90), 20 h 15 : Tournoi de boulevard.

PARIS (264-75-00), 20 h 30 : A.A. Huzem, S. Chastegry, J. Hohl.

PALAIS DES GLACES (607-48-93), 21 h : le Fox à la tête.

TH. DU BOND-POINT (256-70-80), 21 h : De Broadway à Hollywood.

FRONTIÈRES DE BUENOS AIRES (246-

MATHEMATICS

Les concerts
L'Esplanade, 18 h 45 : P. Paul, D. Giovannetti.
(Prokofiev, Vavri, Sarasate).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris,
dir. D. Barenboim (Mozart).
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Anti-
qua de Paris.

Festival du Marais
(067-74-31)

THÉÂTRE
Centre d'Etudes du Théâtre Français, 21 h 30 : Les Femmes ou l'esprit des lois.
Salle de l'Opéra de Beaulieu, 20 h 30 : One
Mythoman Show ; 21 h : La répétition
dans la forêt.

DANSE
Centre culturel, 20 h 30 : Walidwa-Brennand,
20 h 45 : Misercor.

Place du Marché Sainte-É
20 h 30 : Jean sans Peur

IGNES PROGRAMMES —
RE C'EST LE GRAND REPORTAGE
RAY - JOANIL KESSIR
INTERVIEW
REIR
IRE

100

Pour tous renseignements concernant

Vendredi 6 juillet

La Cinémathèque

Les exclusivités
L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Marbeuf,
8 (225-18-45).
APPRETEZ-VOUS, BRICE (A. + S.) : BL.

v.a.): Desfort, 1^{er} (321-41-01).
LES ARAIGNÉES (All.): Studio Saint-Séverin, 3^e (354-50-91).
LE BAL (Fr.-It.): Studio de la Harpe, 5^e (634-25-52).
BEAT STREET (A. v.a.): Paramount Mercury, 8^e (562-75-90); Paramount Opéra, 9^e (742-56-31).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Desfort (h.sp.), 1^{re} (321-41-01).
BONJOUR LES VACANCES (A. v.a.): Marignan, 8^e (339-82-82); George V, 7^e (562-41-46). V.f.: Arcadia, 2^e (233-54-58); Lumière, 9^e (246-49-07); Montparnasse, 1^{re} (522-12-66).
BOUNTY (A. v.a.): Forum, 1^{er} (297-81-61).

(575-79-75); V.F. Sassi, *Arzuffa*,
 (287-43-35); *Francipa*, (70-
 33-88); *Mazzerella*, (550-72-86); *Basile*,
 (12) (307-34-40); *Nation*, (12)
 (331-56-10); *Castellone*, (131-56-10);
Macroparone, *Patidà*, (14) (320-13-06);
Mistral, (14) (339-43-23); *Gammone*
Convention, (15) (628-42-27); *Vicior-*
tinga, (16) (727-49-75); *Pastel* *Clethy*,
 (16) (727-49-75); *Break Street 84* (A.v.), (236-
 83-93); *Ucc* *Rotondo*, (6) (35-03-02).
CARMEN (Esp., v.a.): *André Basin*, (13)
 (337-74-39); *Calyne*, (17) (380-03-13).
CARMEN (Frmo-It.): *Vaucluse*, (3)
 (742-87-52); *Monsie Carie*, (3) (23-
 09-83).
CHERIE-EMERIE (Fr.): *Grand Perdue*,
 (15) (54-46-85).
LA CLÉ (It. v.a.) (**): *UCC Odón*, (6)
 (32-37-10); *UCC Ermitage*, (6) (35-
 03-12); *UCC*, (6) (35-03-12); *UCC*,
 (6) (35-03-12); *UCC Rotondina*, (2) (246-

George V. (p. 562-64-46) ; V.F. : Les
Morts (p. 246-49-07).

LES COPAINS D'ABORD (A. v.) : Ci-
noche, (p. 633-10-42) ; UGC Marbou,
Paris, 1972, 120 p., 120 fr.

LA DRESSÉE (Indien, v.) : Olympe
Luxembourg, (p. 633-97-77) ; Saint-
Ambronse, 11 (700-89-16) ; Olympe
Entrup, 14 (54-35-38).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Obo, v.) : Imprial Publ.
Paris, 1972, 120 p., 120 fr.

OLIVA (Fr.) : Rivoli Beaunorg, (p. 672-
32-63) ; Cinoche, (p. 633-10-42).

ON PEUT CAUSER (A. v.) : (v.f.) :
V.F. : Rex, 2 (236-83-93).

OMMANUELLE IV (°°) : Massville, (p.
770-78-68).

ÔTE LE RAC (A. v.) : Paroum
Montparnasse, 14 (329-90-10).

LES ÉVADÉS DU TRIANGLE D'OR
(A. v.) : François, 9 (770-33-88).

ET VOUE LE NAVIRE (Il, v.) :

112x. 7x (723-69-23); Recueil, 13x (707-26-04).
 7x Art Nouveau (n. 278-34-15).
 A FÊTE DE GHON (Jap., v.a.): Olympe
 Entrépris (n. sp.), 14x (545-35-38).
 A FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.): Im-
 perial, 2x (742-73-23); Hantefeuille,
 1x (742-73-79); 7x (359-92-82);
 Bastille, 12x (307-34-40); Parisienne,
 1x (320-30-19).
 OOTLOOSE (A., v.a.): UGC Biarritz,
 7x (723-69-23).
 SEIZENEN SCENE (A., v.a.): 7x Art
 Nouveau, 6x (278-34-15).
 ORT SAGANNE (Fr.): Olympe
 Luxembourg, 6x (633-97-77); Amba-
 sade, 7x (359-10-58); Publicité Cham-
 pagnon, 1x (742-73-23); Française,
 7x (770-33-88); Bienvenue Montparnasse,
 1x (544-25-23).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Martine 81 (775-18-45)

[illegible]

42-62); UGC Normandie, ♀ (355-41-12); UGC Boulevard, ♀ (246-62-42).

VIVE LES FEMMES (Fr.); Blanche, ♀ (723-69-23).

VLA LES SCHTROUMPES (A., v.f.); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Grand Préville, 15 (354-46-25); Calypso (h. sp.), 17^a (880-93-11).

YEN! (A., v.o.); UGC Denton, ♀ (328-42-62); UGC Biarritz, ♀ (723-69-23). — V. I.; UGC Opéra, 2^e (261-50-32).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) (Château Victoria, 15 (508-94-14)).

(4222-44-21).
 AURELIA STEINER (Fr.): Doucet
 (H. sp.), 14^e (321-41-01).
 LES ARISTOCRATES (A. v.f.): Napo-
 leon, 17 (321-42-01).
 LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
 PERDUE (A. v.a.): George-V, 8 (562-
 41-46) - V.E.; Capet, 2 (508-1-149);
 Montparnasse Pathé, 12 (320-12-06).
 HAI PERSEPOLIS (A. v.a.): Saint-
 Louis, 16 (539-48-01).
 BARRY LYNDON (Angl. v.a.): Grand-
 Pavois, 15 (354-46-85).
 BIENVENUE MISTIE CHANCE (A.
 v.a.): Roxelige, 16^e (H. sp.) (282-
 64-44).
 ELISE KUNNER (A. v.f.): Sando Ge-
 nève, 16 (324-72-1). - V.E.: Opéra
 Night, 2 (296-62-36).
 ELANCHE-NEGE (A. v.f.): Napoléon,
 17 (755-63-42).
 FLOW UP (A. v.a.): Raet Médée, 5
 (635-25-97).

LES FILMS NOUVEAUX

A LA POURSUITE DU DIAMANT
Vest. : film américain de Robert Zemeckis ; v.d. : Gaumont Hélios, 16 (297-49-70) ; Gaumont Odéon, 16 (297-49-83) ; Gaumont Ambassade, 16 (359-19-08) ; v.f. : Gaumont Ri-
ochelles, 16 (232-33-33) ; Gaumont Opéra, 9* (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (342-79-17) ; Para-
mont Galerie, 13* (580-18-03) ;
Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ;
Miramax, 14* (320-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ;
Paramount Maffiot, 17* (758-
24-24) ; Images, 18 (522-67-94) ;
Images-Mécanarte, 18* (606-
34-25) ; Gaumont Carrousel, 18*

KINGO BONGO, film brasileiro de Paulo
Campanile; v.f.: Rotex, 2 (636-
83-95); UGC Rôman, 2 (633-
38-50); UGC Rôman, 2 (633-
15-71); UGC Gars de Lyon, 12
(343-01-59); UGC Convention, 15
(828-20-64); 3 Secretaris, 19 (261-
77-82).

RUSS MAMA, film américain de
Halle Gerima; v.o.: Studio de
Étatsie, 17 (380-42-05).

CANNON BALL 2, film américain de
Hal Needham; v.o.: Forum, 1^{er}
(257-33-73); UGC Rôman, 2 (33-
23-09); Boum-Boum-Halles, 3 (271-52-36);
UGC Odéon, 6 (325-71-08); UGC
Normandie, 3 (359-41-18); v.f.:
UGC Montparnasse, 12 (343-
14-27); UGC Boulevard, 9 (246-
66-44); UGC Gars de Lyon, 12
(343-01-59); UGC Gobelins, 13
(323-23-44); UGC Rôman, 2 (633-
38-50).

LE DERNIER TANGO A PARIS (IL
70) (**) : Saint-Ambroise 1/2 (200

JULIET BASILLE (P.) (137-50-81).
EMMANUELLE (P.) ("01"): Paramount
 City, 8 (562-43-65).
LEYES (P.): Paramount, 10 (562-43-65).
REYNOLDS (P.): PARADES (P.).
 Rembrandt, 16 (238-64-44).
L'ENIGME DE GASPARD HAUSER
 (All. v.a.): Saint-Ambroise, 11 (708-
 99-16).
L'ETRE ENERGE (It.): Radiet Quinter La-
 tin, 5 (336-64-63).
FAME (A. v.a.): Gaumont Halls, 1 (297-49-70); St-Michel, 5 (328-
 79-17); Colinas, 5 (359-23-67); 14
 (359-23-67); 15 (359-23-67); 16 (359-
 23-67); Montparnasse, 15 (544-25-02).
 - V. I.: Berlin, 2 (742-60-31); St-Lazare
 15 (359-23-67); Parisien, 13
 (351-74-70); Gaumont Concerts, 15
 (828-42-27); Paramount Majors, 17
 (758-24-24); Images, 18 (527-47-94).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd. v.a.):
 Calypso (H. sp.), 17 (380-30-11).
FAUT S'FAIRE LA MALE (A. v.a.):
 Rialto, 15 (607-87-61).

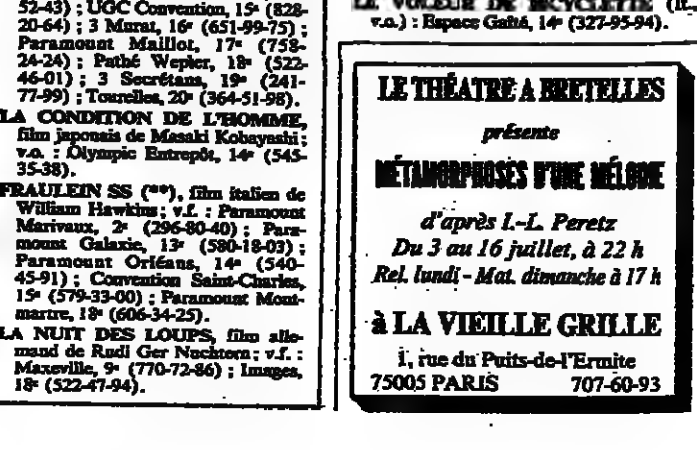
MINUTAS, 1^{re} (329-83-31); **KINOPOR-**
TRON, 1^{re} (306-50-50); **LAMUDA, 9**
(232-00-07).
FENÊTRE SUR COUR (A. v.a.): Refin:
 Quer: Quer Latin, 9 (326-84-85).
FREAKS (A. v.a.): Movies, 1^{re} (260-
 43-99).
FURYO (A. v.a.): Studio Gahade, 9
 (324-72-71); St-Lambert (H. sp.), 15
 (552-91-68).
GIMME SHEET (A. v.a.): Vidéo-
 zone, 6 (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU
PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (™): Denart,
 1^{re} (321-61-01).
LA GUERRE DU FEU (Fr.): Chânes
 Prémis, 1^{re} (203-02-55).

L'AMOUR (A. v.a.) : L'Amour, 9 (504-543).
 L'AMOUR QUI EN SAVAIT TROP (A. v.a.) : Saint-Michel, 5 (136-79-17); George-V, 6 (562-41-46).
 L'HOTEL DES AMERIQUES (H. v.a.) : Cds 19, 1P (259-42-75).
 IL ET DIEM! (H. v.a.) : L'Europe, 2 (351-45-41).
 IL ETAIT UNE FOIS DANS L'ONNE (A. v.a.) : Capet, 2 (508-11-69).
 L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (P. v.a.) : Foran Orient Express, 19 (231-42-26); Comintern, 5 (633-79-34); Ile de France, 1 (45-11); Parisiennes, 14 (325-43-11).
 L'INCONNU DU NORD-ESTERON (A. v.a.) : Azacris Christine M., 6 (233-11-30).
 LE DANCER DE NAZARINE (H. v.a.) : Grand Ferial, 19 (59-158-85).
 LE JOUR LE PLUS LONG (A. v.a.) : George-V, 6 (562-41-46).
 LADY LOU (A. v.a.) : Azacris Christine

Haïnault, cf. (633-79-38): Olympe
 Saint-Germain, cf. (222-87-23); Mari-
 gan, cf. (359-92-82); Aécio Lafayette,
 cf. (325-79-39); 14-Juillet Beaupré, 1^{er}
 (330-10-11); 14-Juillet Beaupré, 2^e (330-
 30-19); 14-Juillet Beaupré, 1^{er} (330-
 15-75-79) - v.f. : François, cf. (770-
 33-88); Nation, 1^{er} (343-04-67); Fan-
 tasio, 1^{er} (331-55-66); Monoparsme
 (330-10-81); Perennanthe, 1^{er} (343-
 18-52) (62-46-17); Scorticus, 1^{er} (241-
 77-99).
 MANABATH (A.v.f.): Studio Alpha, S.
 S. (354-39-47).
 MERLIN L'ENCHANTEUR (A.v.f.):
 15-05-06 (341-50-52).
 MIDNIGHT EXPRESS (A.v.f.) (**)
 Capci, 2 (508-11-69).
 RON MON SIEZ PERSONNE (Il. v.f.):
 Montparnos, 14 (327-52-57).
 RONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL
 (Angl. v.f.): Champ-Ecluse, 8 (354-
 33-43).
 RYAN, EUTRON, LA VIE DE BRIAN

1956, p. 22 (52-124-1);
 THE BLUES FROM THE V.A.: Action
 Cinema, 19 (529-11-30); Balzac, 9
 (561-10-60).
 THE BLUES BROTHERS (A. v.a.):
 Acton Beaumont, 3 (271-52-36); UGC
 Cinema, 19 (529-11-30); The Clamps-
 Hylton, 6 (359-12-15); 14-Juillet Ben-
 gazelle, 15 (575-79-79). - V.f.: Rex,
 2 (236-43-93); UGC Montparnasse, 6
 (359-12-15); 14-Juillet Boulevard, 6
 (66-44); UGC Garg, 15 (543-
 01-59); Paramount Gobelins, 13 (707-
 12-28); UGC Gobelins, 13
 (526-42-44); Mistral, 16 (539-52-43);
 Immao, 18 (539-52-43).
 THE 35 MARCHES (A. v.a.): Studio
 Culpis, 5 (354-89-22); George-V, 5
 (562-41-46); Athena, 12 (300-00-45);
 UGC Montparnasse, 6 (359-12-15).
 THE TROUS LANCIES DU BENGALÉ
 (A. v.a.): Logica, 5 (334-42-34); Acton
 Lafayette, 5 (329-79-89).

LE THÉÂTRE A BRETELLES
présente
MÉTAMORPHOSES D'UNE MÉLODE
d'après I.-L. Peretz
Du 3 au 16 juillet, à 22 h
Rel. lundi - Mai. dimanche à 17 h
à **LA VIEILLE GRILLE**
1, rue du Puits-de-l'Ermite



COMMUNICATION

L'IFCIC DRESSE UN PREMIER BILAN

Le financement des industries culturelles

Comment marier salubrité et financiers, faire dialoguer gens de culture, rarement dotés des sens des affaires, et banquiers méfiants à priori devant des marchés incalculables. C'est le défi que relève depuis neuf mois l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC). Constitué avec l'aide du ministre de la culture et regroupant dix banques dans son capital (le Monde du 4 octobre 1983), l'IFCIC ne prête pas directement d'argent mais garantit, à hauteur maximum de 75 %, des prêts aux petites et moyennes entreprises du secteur.

Assurant sa vocation d'interface entre le langage du chef d'entreprise et celui du banquier, l'IFCIC assure un rôle d'expert mais tente aussi d'adapter les mécanismes financiers aux besoins particuliers des entreprises culturelles : prêts participatifs pour aider à la création d'entreprises ou renforcer leurs structures, crédits à moyen terme pour l'achat de matériel, leasing mobilier, crédits d'investissements incorporés pour la production ou l'édition, crédits à court terme

pour le financement, au coup par coup, de films ou de productions audiovisuelles.

Le bilan présenté par M. Jean Saint-Geours, président de l'IFCIC, montre l'importance de la demande : en neuf mois, 61 dossiers concernant 58 sociétés ont été traités et une cinquantaine d'autres sont en cours d'examen. L'IFCIC a accordé pour 31 millions de francs de garanties, provoquant 51 millions de francs de crédits. Une masse financière qui a aidé la création de 17 entreprises, l'expansion de 38 autres et a permis de voler au secours de 3 sociétés en difficulté. Au total, ces aides ont permis aux entreprises concernées de porter leur chiffre d'affaires de 398 millions de francs à 528 millions de francs et de créer 238 emplois. Signe des temps, les garanties de l'IFCIC sont allées en priorité au secteur audiovisuel et, en particulier, aux entreprises vidéo de pointe mobilisant une haute technicité (Starcam, Computer Video Film, Transatlantic Vidéo). Deuxième domaine important : la musique, avec des aides à

l'édition (Adès, Erato, KCP) mais aussi à la création de studios d'enregistrement et d'entreprises de facture instrumentale (clavessin, guitare électrique, orgues électroniques). Mais l'IFCIC n'a pas oublié non plus les métiers d'art, le théâtre, le livre ou la photographie.

Dans le secteur du cinéma, l'IFCIC gère les crédits du Centre national du cinéma (CNC). Une dotation complémentaire affectée au fonds de garantie déjà existant a permis de financer environ soixante-dix films à hauteur de 255 millions de francs. L'Institut a également accordé sa garantie à sept sociétés de distribution de films d'art et d'essai.

Nous sommes submergés de demandes, a reconnu M. Saint-Geours, et nous ne pouvons pas en absorber beaucoup plus. Notre action a largement mobilisé l'ensemble du réseau bancaire. Notre effort doit maintenant porter sur une meilleure information en province et sans doute sur une action spécifique vers des secteurs en difficulté comme l'édition phonographique.

J.-F. L.

Confrontée à la crise de l'imprimerie lourde la SNEP veut réduire son déficit chronique

Entre 1978 et 1983, la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) — créée à la Libération pour gérer des biens confisqués aux collaborateurs et, pour l'essentiel, redistribués depuis — a, selon le rapport de la Cour des comptes, coûté plus de 183,4 millions de francs aux finances publiques. Un concours ayant surtout servi à combler des pertes s'aggravant d'année en année : de 2 millions de francs en 1978 (1,6 % du chiffre d'affaires), le déficit est passé à 46,8 millions de francs en 1982 (31,2 % du chiffre d'affaires) ; en 1983, il devrait dépasser 53 millions de francs.

Cette « nouvelle aggravation de la situation soulève l'incapacité de la SNEP à assurer la rentabilité voulue par le législateur », s'expriment les magistrats de la Cour des comptes. Ils constatent que la SNEP, créée pour gérer des biens confisqués aux collaborateurs et, pour l'essentiel, redistribués depuis — a, selon le rapport de la Cour des comptes, coûté plus de 183,4 millions de francs aux finances publiques. Un concours ayant surtout servi à combler des pertes s'aggravant d'année en année : de 2 millions de francs en 1978 (1,6 % du chiffre d'affaires), le déficit est passé à 46,8 millions de francs en 1982 (31,2 % du chiffre d'affaires) ; en 1983, il devrait dépasser 53 millions de francs.

Quant à la présence de l'Etat dans le secteur de l'imprimerie lourde, la réponse officielle des pouvoirs publics est que, « en tout état de cause, le retour à l'équilibre financier des imprimeries de la SNEP constitue le préalable à une éventuelle redéfinition de ses missions ».

E. R.

« L'Echo des savanes » va devenir hebdomadaire. — Le mensuel L'Echo des savanes — qui, sous l'impulsion de M. Claude Maggiori depuis deux ans, a connu un bel essor (diffusion 170 000 exemplaires) — deviendra hebdomadaire à partir du 24 août. Ainsi en a décidé M. Daniel Filippacchi (Paris-Match), vice-président de Hachette SA, chargé du secteur presse (Edi 7), qui avait pris, fin 1983, une participation importante au côté d'Albin Michel, éditeur de L'Echo des savanes.

M. Claude Maggiori, rédacteur en chef du mensuel, « présente pour prendre la responsabilité rédactionnelle du nouvel hebdo », a déclaré cette offre, précise le communiqué commun des deux principaux actionnaires. Cette charge sera donc confiée à M. Jean-Luc Henig, ancien journaliste à Libération et créateur de son supplément hebdomadaire Sandwich, aujourd'hui disparu.

DEAN MARTIN AU MOULIN-ROUGE

Bref intermède

On savait Dean Martin nonchalant et insouciant, se laissant vivre sur la réputation acquise avec des films hollywoodiens (Rio Bravo, Comme un torrent), interprétés dans les années 50 et les années 60, et sur le charme consommé d'une voix et d'un style de crooner inspiré de Bing Crosby. Au point de ne plus se donner la peine de chanter vraiment.

Quand il est arrivé mardi 3 juillet sur la scène du Moulin-Rouge, Dean Martin jouait une fois encore sa légende d'homme éternellement ivre, sortant du bar et, le verre à la main, prêt à y retourner aussitôt. Accompagné par un orchestre de vingt-cinq musiciens, il a chanté deux ou trois succès, mûrissant un léger pouton d'anciens titres, esquisse deux gags avec son pianiste et, comme si ses soixante-sept années d'âge lui pesaient trop sur les épaules, il s'en est allé après avoir salué une salle surprise de ce bref intermède.

C'était le premier concert en France de Dean Martin organisé dans le cadre de l'association franco-américaine de volontaires au service des handicapés mentaux. C'était aussi sans doute le dernier. Frank Sinatra, prochain invité du Moulin-Rouge, en septembre prochain, n'a jamais affiché ce mépris du public, peut-être en partie excusable par une fatigue incommensurable... C. F.

UNE NOUVELLE GRÈVE

EMPECHERA SAMEDI LA SORTIE DE « VAR-MATIN »

A l'issue d'une nouvelle assemblée générale, jeudi 5 juillet, le personnel du quotidien Var-Matin-République a décidé, par un vote à bulletin secret et à une large majorité (199 voix pour, 27 contre et 8 bulletins blancs) d'observer une nouvelle grève de vingt-quatre heures qui doit empêcher la parution de l'édition de samedi 7 juillet.

Les salariés de l'entreprise ont également approuvé la proposition qui leur a été soumise par l'inter-syndicale (CGT, CFTD, SNJ, CGC) d'informer les lecteurs sur le conflit en cours par voie de tracts et d'affiches, conflit dont l'enjeu est le transfert, à moyen terme, de la fabrication du journal varois à Marseille, au siège du Provence, groupe de presse, qui contrôle Var-Matin.

M. Jacques Defferre, frère de ministre de l'Intérieur — PDG de Var-Matin, pendant six mois et qui vient d'être remplacé à ce poste — se refusait à confirmer, jeudi 5 juillet, les propos qu'il aurait tenus, le 26 juin, aux délégués de l'entreprise et que ceux-ci ont pris la décision de faire connaître publiquement à son insu, propos que le Canard enchaîné rapporte cette semaine (1). « J'ai accompli mon devoir, se contente de dire maintenant M. Jacques Defferre, en précisant toutefois qu'il n'a ni démissionné ni pris sa retraite », mais qu'il « s'est fait maître dehors ».

(1) Recevant son frère la veille de la réunion du conseil d'administration de Var-Matin, M. Jacques Defferre lui aurait déclaré : « On ne peut plus continuer comme ça. Ou bien tu acceptes la concentration nécessaire ou bien tu la refuses et c'est la porte ».

Grève au « Financial Times ». — Le quotidien britannique Financial Times est absent des kiosques londoniens ce vendredi 6 juillet par suite d'un mouvement de grève des journalistes.

Le conflit porte sur les négociations salariales. Les journalistes veulent une augmentation de salaire de 13 %, la semaine de quatre jours et une réduction du temps de travail. La direction n'accepterait, pour sa part, qu'une augmentation de salaire de 5,5 %.

VENTES

MARCHÉ DE L'ART

Record historique pour un Turner : 88 millions de francs

Des prix historiques ont été atteints depuis une semaine sur le marché de l'art à Londres, où plusieurs ventes importantes avaient lieu. Le record absolu a été obtenu, jeudi 5 juillet, par une marine du peintre anglais William Turner, qui a été vendue 7 millions de livres (plus de 88 millions de francs). Chez Sotheby, cette toile, intitulée Paysage marin : Folkstone provient de la collection de lord Kenneth Clark, mécène et critique d'art récemment disparu. Le nom de l'acquéreur n'a pas été révélé.

Cette vente a pulvérisé le record précédent de 3,5 millions de livres — 42 millions de francs — atteint mardi chez Christie's par une étude à la craie noire de Raphaël représentant

une tête d'homme. On ignore qui est l'acheteur, mais la présence de M^{me} Seward Johnson, veuve d'un magnat américain de l'industrie pharmaceutique, a été remarquée lors de cette vente. Au cours de la même vente, un lot de soixante et onze dessins anciens avait été adjugé pour la somme déjà élevée de 21 millions de livres — 25 millions de francs, sept d'entre eux ayant été acquis par le musée Paul Getty.

Les prix se sont revêtis trois fois supérieurs aux estimations des spécialistes de chez Christie's. Un tel phénomène s'explique par la qualité des pièces proposées, ainsi que par la flambée du dollar, qui a encouragé les acquéreurs américains.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 6 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Numéro un Number One. De M. et U. Carpentier. Avec Charles Aznavour, le mime Marcel, Sylvie Vartan, Chantal Goya, les Ballets Barry Collins...
21 h 40 Document : Le Moussem des fiancés. D'Alain Alté. Soud travail en France et rentre - au pays - pour y trouver une femme. Il se rend dans une petite ville au cœur de l'Asie, où se tient chaque année un grand marché. La particularité du « Moussem », c'est que les femmes à la recherche d'un mari sont elles aussi sur le marché. Portées de leurs plus beaux atours, elles s'échappent pas à la loi du genre : l'offre et la demande (les trois « échecs » de Soud le montrent). Tourmé dans la région des lacs Titlis en Inde. Découvert.
22 h 50 Tempête X. De L. et G. Bogdanoff. Un épisode de la série : la quatrième dimension.
23 h 20 Journal.
23 h 45 Les symphonies télévisées. Vidéo-clips de Lita Ford, Meatloaf, Twisted, Yea.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Machinations. De J.-P. Pérolacci, réal. B. Gantillon, avec T. Karyo, R. Vogler, D. Chalen... Espionnage au sein d'une multinationale : mystère et intrigues sentimentales... une histoire un peu invraisemblable.
21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivo. Sur le thème « De toutes les couleurs », sont invités : André Bay (Adieu Lucy : le roman de Pascal) ; Pol Bury (Les Galates de l'archéologie) ; Jeanne Champion (Suzanne Valadon ou la recherche de la vérité) ; Maurice Rheims (Pour l'amour de l'art...) ; Françoise Rullier (La Vie extraordinaire de Raphaël Ariège).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-été : Un homme nommé chien. Film américain d'E. Silverstein (1969), avec R. Harris, C. T. Taylor, J. Gascón, D. J. Anderson, M. Tapou (v.o. sous-titré). Vers 1820, un aristocrate britannique explorant le Far West est capturé par des Sioux qui l'utilisent comme « cheval ». Il va, peu à peu, s'adapter à leur vie. Ce western reconstitue les anciens mœurs indiennes et les épreuves d'initiation d'un blanc devenant « Peau-Rouge », connu d'un grand succès. C'est une œuvre étrange, par son style mi-réaliste, mi-parodique.

tern reconstitue les anciens mœurs indiennes et les épreuves d'initiation d'un blanc devenant « Peau-Rouge », connu d'un grand succès. C'est une œuvre étrange, par son style mi-réaliste, mi-parodique.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Vendredi : Un tube, pourquoi pas moi ? Magazine d'information d'André Campans. A Toulouse, dans la ville du bel canto, Annie-Claude Elkaim et Jean-Claude Morin, dans un concours de la chanson organisé par un journal local, ont écouté des chanteurs en quête de célébrité. Un reportage, des témoignages, des petites histoires de la vie, des rêves, des ambitions souvent déçues.
21 h 30 Téléfilm : Le Feu sacré. De J.-A. Raquoy, réal. P. Vilcoz, avec N. Jadoz, V. Prune, C. Vade, X. Guittier... Comment mener de front une première année de médecine et des études de danse au Conservatoire. Jérôme et Nathalie décident de partir pour Paris faire carrière.
22 h 20 Journal.
22 h 40 Nostalgyrme. Emission littéraire de Jérôme Garcia. Souvenirs / Souvenirs !
22 h 45 Prélude à la nuit. Sonate pour violon et violoncelle, de Ravel interprétée par Gérard Poulet (violin) et Philippe Muller (violoncelle).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Relecture : Panik Israli. 21 h 50 Musique : Sanghocien, impressions musicales du sud de l'Inde ; quatre grands interprètes : C. Ranganathan, chant, S. Balachandran, vina, M.-S. Subbulakshmi, chant, et L. Jayagan, violon.
22 h 30 Nuits musicales : Fanzine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Tre Scallini, de Dusapin ; Concerto pour flûte, harpe et orchestre, de Mozart ; Daphnis et Chloé, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal, sol. P. Gallois, flûte, F. Cambreling, harpe.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : le piano et Schubert ; à 1 h, Musique traditionnelle de l'Oubangui.

Les programmes du samedi 7 et du dimanche 8 juillet se trouvent dans « le Monde Loisirs »

LÉGION D'HONNEUR

Ministère de la défense

Sont nommés chevaliers :

MM. André Bailleul ; Victor Lehoucq ; Jean Fignot ; Maxime Roldor ; Jean Trubis ; André Bertram ; Edouard Coupart ; Auguste Culet ; Charles Devin ; Pierre Decoux ; Victor Delaunay ; Augustin Descombes ; Jean Hainé ; Jean-Louis Jacquemard ; Robert Monnot ; Séverin Poldavia ; Pierre Abano ; Georges Agnès ; Marcel Alexandre ; Germain Angevine ; Charles Antoine ; Gabriel Antoine ; Victor Armand ; Jean Aussel ; Louis Bédou ; Joseph Baines ; Martin Bellozier ; Emile Barthelet ; Paul Barbalet ; Honoré Barbe ; Joseph Barbot ; Maurice Beauvais ; Baptiste Belcheux ; Albert Beugnot ; Auguste Bellet ; Victor Béné ; Raymond Bente ; Armand Berr ; Jean Bergeron ; Georges Bernier ; Maurice Berthaud ; Alphonse Berton ; Edmond Bessard ; Antoine Bessé ; Joseph Besson ; François Besson ; Charles Berthelin ; Abel Bidault ; Yves Bideau ; Martin Blachon ; Joseph Blais ; Marcel Bide ; Daniel Bobot ; Eugène Boudart ; Lucien Bodel ; Joseph Boire ; Léon Bois ; Auguste Boissier ; Théophile Boivin ; François Bon ; Roger Bon ; Maurice Bontour ; Louis Bordon ; Adolphe Boutillier-Lemaire ; Alfred Bouget ; Louis Bouillon ; Marcel Bouquet ; Elie Boutin ; Emile Boyer ; Emile Brassart ; Léon Brault ; Henri Bree ; Antoine Brequa ; Paul Brull ; Louis Brisson ; Martin Broutat ; Albert Brulé ; Georges Brunehart.

MM. Edmond Caby, Pierre Cadeau, Eugène Cadot, Lucien Cadoux, Jean-Baptiste Callens, Georges Camman, Adrien Carpin, Jean Carboneil, Jean Carvalade, Robert Cassini, Louis Castel, Frédéric Catalan, Maurice Caumont, Léon Caucé, Pierre Cazzari, Paul Chabaud, Georges Chabot, Paul Chaffaud, Francis Chapron, François Chauvis, Henri Chaudrol, Léon Charpey, René Charlet, Pierre Charpentier, Joanny Chassagne, Jean Chat, dit Chapt, Ernest Chet, François Châtillon, Maxime Chautour, Olivier Chauvaud, Daniel Chebet, Emile Chevalier, Jean Chevalier, Constant Chevallier, Jules Chèvre, Louis Chevrier, Raymond Choppy, Joseph Clot, François Clottes, Henri Clout, Louis Colley, François Collopy, Robert Coney, Paul Colmen, René Corbault, Désiré Couraud, Gaston Courichon, Pierre Conquet, Marie Courteix, Horace Cremona, Paul Crouzet, Charles Cupillard, Ferdinand Cusset.

MM. Albert Dague, Emilien Dussé, Albert Dauloy, Charles David, Fernand David, Louis David, Edouard Debillot, Jean Delage, dit René, Fernand Delort, François Desmure, dit Lanté, Jules Deniau, Louis Denos, Fernand Derrain, Yves Dervot, Arthur Desauty, Maurice Desbois, Louis Desvignes, Marcel Devillers, Albert Didier, Jean-Baptiste Domjoni, Charles Dommarque, Nestor Domercq, Camille Doussin, Paul Draugaud, Fernand Drille, Georges Dubois, Louis Dubois, Julien Dubot, Jean Duchon, Eugène Ducreux, Gérard Ducreux, Jean Duroc, Joseph Dufosse, Adrien Dufour, Jean Dufrechoin, Alexandre Dumas, Georges Dumont, Pierre Dumont, Jules Duraud, André Duparc, Pierre Dupuch, Albert Dupont, Gaston Dupont, Georges Dupont, Edouard Dupuis, Louis Dupuis, Charles Durand, Augustin Durandou, Oswald Durieux, Henri Durpoix, Jean Dussaux, Alfred Duval.

MM. Jean Elie, Jean Enjolras, François Estère, Jean Estron, Auguste Eymar, Aimé Fauquembergue, Louis Ferrand, Joseph Flasseur, Maurice Fleury, Léon Fouré, Joseph Fourquet, Claude Fournier, Maxima Fouchereau, Pierre Foux, Marcel Fouquet, Louis Fredin, Tony Frangin, Auguste Frayssinet, Valmond Frizalot, Albert Frunau, Robert Gagnepain, Joseph Gairot, Marie Garmier, Louis Garçon, Joseph Gaspard, Jules Gassin, Charles Gaudin, Jean Gaudier, Marcel Gazeau, Marcel Géhanne, Adolphe Gelles, Alphonse Genet, Paul Georges, Henri Germaseau, Germain Gilama, Albert Girard, Joseph Girard, Louis Girardou, Armand Giraud, Marcel Gohier, Fernand Gombaud, Jean Gonnelle, Marcel Gouraud, Camille Goussat, Théophile Goyau, Auguste Grandia, Robert Grandjean, Sadi Grassier, Marcel Gripon, Maurice Groujann, Emile Guignard, Louis Guibert, Vastin Guillon, Elide Guillaume, Joseph Guillemant, Auguste Guillet, Henri Guilmet, Raphaël Guimbertaud, Paul Guiraldon, Félix Gurgel, Louis Guyon.

MM. René Haquard, Louis Hardi, Robert Harnoux, Roger Havre, Hubert Henry, Lucien Houssinger, Louis Hubert, Ernest Hugues, Xavier Huve, Gilbert Jassot, René Jassot, Jean Baptiste, Edouard Jouquet, Louis Jourdain, Marcel Labatut, Pierre Labatut, Louis Lacheux, Félix Lafarge, Alphonse Lafitte, Bernard Lagardière, Etienne Lajoussie, Pierre Lalonde, Jules Lard, Jules Larrieu, Léon Lasserre, Félix Laspié-Gave, Raymond Lauret, Jean Laureux, Henri Lavergne, Jean-Louis Le Bigot, Albert Le Bobec, Yves Le Borgne, François Lebrat, Emile Lechine, Marcel Lefort, François Lehen, Léon Lehoucq, Louis Lehoucq, Le Guéhennec, Jules Leherbier, Henri Leleu, Jean-Marie Le Luyer, Camille Leuz, Henri Lemercier, François Leu, Célestine Lenoir, Victor Leret, Joseph Le Roux, Camille Leroy, René Lhermitte, Gaston Lhommet, Constant Lhuissier, Emile Lienard, René Lienard, Pierre Linet, Marcel Liot, Henri Lioult, Emile Lorren, Auguste Louat, Jean Louber, Maurice Lunia, Isidore Magnin-Dufave, Jean Magoutier, Paul Mahalin, Louis Mallet, Louis Mallet, Hippolyte Malzac, Auguste Marcadé, André Martin, Antoine Martin, Christophe Mary, Julien Massat, René Maury.

MM. Alexandre Naly, Adolphe Nave, Jules Nivard, Marcel Neuvel, René Evard, François Oillaux, Marcel Oliva, Emile Ollier, Pierre Pacaud, Edouard Pagneux, Jean Pagnoud, Gustave Paurault, Henri Parnat, Ernest Papon, Pierre Parent, Auguste Pascal, Henri Pasquier, Léon Passerieu, Marcel Paullet, Auguste Peaut, Henri Pecoud, Germain Pegorier, Edouard Pellicier, Joseph Pellegri, François Pene, Louis Penot, Louis Perchard, Henri Perle, Lucien Perreau, Ostovaldo Perrelle, Jules Petit, Marcel Petit, Masséna Petit, Yvon Petit, Félix Pétronelli, Léon Peynet, Henri Peyrichot, Victor Pi-

chon, Georges Piedeloup, Valentin Pinault, Jean-Jacques Pinot, Léopold Pinsonneau, Léopold Pitard, Louis Plano, Louis Plannier, François Plat, Clément Polier, Marcel Polzat, Louis Porcher, Maurice Potier, Gustave Pouchet, Antoine Pougale, Maxime Pouilleul, Raymond Poulain, Vincent Pournay, Gaston Pradelle, Pierre Pringault, Alfred Procureur, Léon Prudhomme, André Puel, Eugène Quentin, Emile Quenel, Emile Quillet, Emile Quinquempois.

MM. René Rabasse, Ernest Raguenel, Jean Randoing, Jean Ravary, Henri Ravau, Gustave Raynaud, René Riard, Edouard Regnier, Robert Reuguine, Augustin René, Joseph Reynaud, André Richard, André Richard, Antoine Riche, François Rieu, Joseph Rieu, Gaston Rieu, André Rieu, Emile Rieu, Jean Rieu, Edmond Roy, Eugène Roy, Laurent Rozand, Louis Rozotte.

MM. Pascal Scharid, Guillaume Saint-Marc, Joseph Salles, André Sarray, Sylvain Saules, Armand Savreux, Antoine Ségar, Léon Seichon, Jean Serres, Jean Serrot, Joseph Sieur, Emile Sorel, René Souff, Pierre Souzeau, Orlève Soyot, Jean Taffard, Georges Tary, Désiré Tassin, Adrien Teyssier, René Tempier, Valentin Tessier, Lucien Thibaut, Alfred Thiberville, Camille Thivet, Noël Tibéri, Jean Toubes, Gaston Touchard, N. Scib, dit Nieb Touitou, Joseph Toury, Maurice Turin, Adolphe Vadé, Henri Vaillant, Pierre Valois, Georges Vandekerckhove, Ferdinand Vandereruch, Arthur Vannier, Maurice Vassort, Fleury Verbiguère, Eugène Vergande, Louis Véron, Victor Veronelli, Joseph Veyrat, Auguste Vialet, Mathieu Vialet-Jaime, Marius Vialet, Joseph Victoria, Clément Vigneau, Joseph Vigneau, Jean Vignolles, Jean-Baptiste Villeneuve, Abel Virey, Jean Virmoux, Marcel Viss, Joseph Voyon, Alfred Vailloque, Georges Wehrin. Tous anciens combattants de la guerre 1914-1918.



LE MONDE
diplomatique

JUILLET 1984

KHARABOUD ET PALESTINIENS
COTE À COTE

SEN UN CHEMIN PIÈGE
(Un témoignage du général Péllet)

L'Afrique du Sud et ses voisins
UNE ZONE DE STABILITÉ

POUR LE RÉGIME DE L'APARTHEID

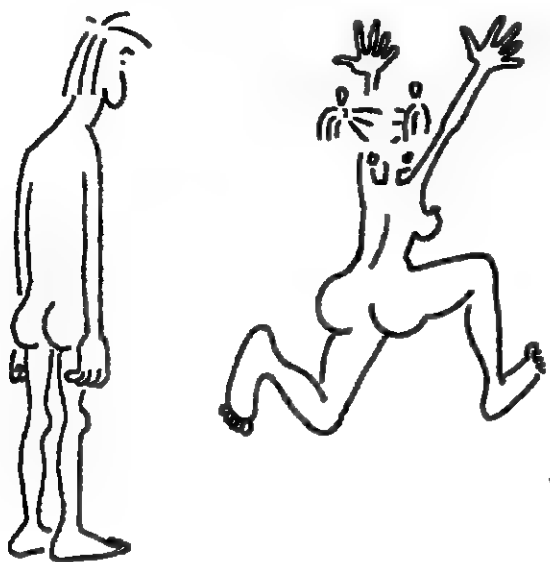
EN VENTE : 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »

ÉTÉ

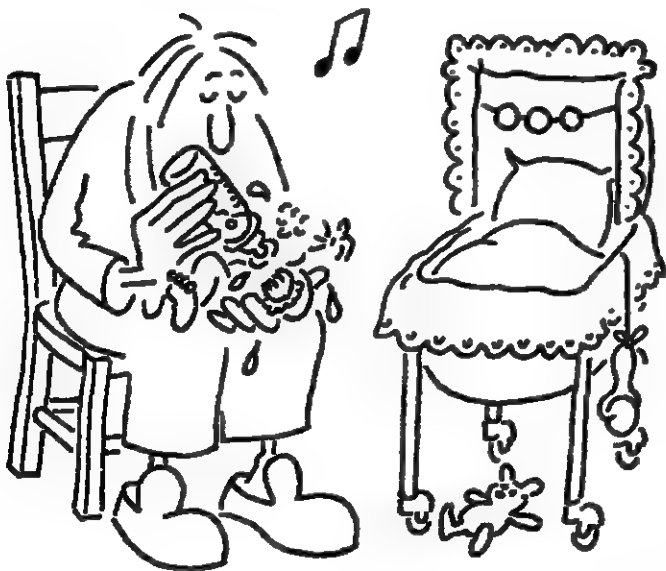
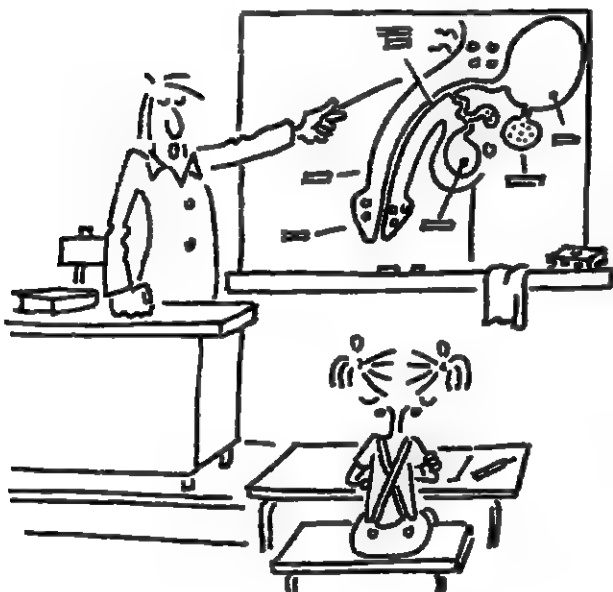
Histoire d'Amour par kony

Résumé : Ils se sont rencontrés se découvrant et s'aimant.

AU DÉBUT, ELLE M'AVAIT PARU TIMIDE ET PEU EXPÉRIMENTÉE EN AMOUR...



...SI BIEN QUE JE L'AVAIS PRISE POUR UNE PETITE FILLE.



(A suivre.)

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE
Samedi 7 juillet
L'Isle-Adam, 14 h 30. - Mobilier de garde-membles.

Dimanche 8 juillet
Chartres, 14 heures. - Tableaux, bibelots, bijoux, meubles.

Châteaudun (Eure-et-Loir), 14 h 30. - Tableaux, bibelots, bijoux, meubles.

Englès, 14 h 30. - Tableaux modernes.

Fontainebleau, 14 heures. - Meubles, objets d'art, tableaux, argenterie, bijoux.

Versailles, Cheval-Légers, 14 heures. - Meubles, tableaux, dentelles, linges, bijoux, argenterie. 14 h 15, livres anciens et modernes.

PLUS LOIN
Samedi 7 juillet
Bourg-en-Bresse, 14 heures. - Armes, bibelots, meubles.

Bourg-en-Bresse, 15 heures. - Tableaux modernes, arts nouveaux, meubles, ivoires du Japon.

Caudebec, 14 heures. - Objets d'art, tableaux.

Caudebec, 14 heures. - Meubles, objets d'art, tableaux.

Caudebec, 14 h 30. - Objets d'art, tableaux, meubles, argenterie.

Caudebec, 14 h 30. - Faïences, argenterie, meubles.

Caudebec, 14 heures. - Meubles, objets d'art, pompes.

Caudebec, 14 heures. - Bijoux, objets d'art, meubles.

Caudebec, 14 heures. - Armes des XVIII^e et XIX^e siècles.

FOIRES ET SALONS
Arcachon (33), Charleville-Mézières (01), Maguy-en-Vexin (95), Pont-Saint-Esprit (30), Thiviers (24).

ÉDUCATION

ANNUAIRE PÉDAGOGIQUE DES COLLÈGES ET LYCÉES PARISIENS

Vous arrivez à Paris ; vous déménagez ; votre enfant entre en sixième, en seconde ; vous voulez changer d'établissement ; comment vous renseigner ?

Dans son numéro de juillet-août - dont l'enquête principale est le Palmarès des universités, des classes préparatoires et des grandes écoles - le Monde de l'éducation publie l'annuaire de tous les collèges et lycées de la capitale, ainsi qu'une photographie pédagogique de chacun d'eux : adresse, effectifs, options, langues enseignées, nom et adresse du chef d'établissement et des responsables de parents d'élèves.

★ En vente chez les marchands de journaux (11 F), et au Monde (5, rue des Moulins, 75007 Paris CEDEX 09).

BOURSES D'ÉTUDES AU JAPON

En application de l'accord franco-japonais d'échanges culturels, des bourses d'études et de recherche d'une durée de deux ans (avril 1983 à mars 1987) ou d'un an et demi (octobre 1983 à mars 1987) seront attribuées à la fin de l'année.

Elles sont accordées pour toutes les disciplines littéraires, artistiques et scientifiques. Mais les candidats doivent avoir la ferme intention d'apprendre la langue japonaise. Les boursiers possédant très peu ou aucune connaissance du japonais sont automatiquement inscrits à un pré-stage linguistique de six mois.

Les candidats doivent être au minimum titulaires du diplôme de licence ou d'un diplôme admis en équivalence et avoir moins de trente-cinq ans.

Le montant mensuel de la bourse est de 168 000 yens et le voyage par avion est à la charge des candidats japonais.

Pour le retrait du dossier, écrire ou se présenter au Bureau de la formation des Français à l'étranger, ministère des relations extérieures, 34, rue La Pérouse, Paris-XVI^e. Les dossiers doivent être retournés avant le 15 octobre 1984.

★ Renseignements : à l'ambassade de Japon, Service culturel, 7, avenue Hoche 75008 Paris. Tél. : 766-83-22.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 8 JUILLET

« Royanmont », 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^o Concorde.

« Victor Hugo », 15 heures, métro Cité, M^o Lamarck.

« Le château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, entrée, vestibule, M^o Halot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le vieux Belleville », 15 heures, métro Belleville (Aroux).

« Montmartre », 15 h 15, métro Lamarck-Caulaincourt (M^o Barbier).

« L'Académie française », 15 heures, 23, quai Conti (P-Y. Jéze).

« La place Dauphine », 10 h 30, 2, rue du Pont-Neuf (Paris souterrain).

« L'Hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Loisirs » page XIV

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 6 juillet :

DES LOIS

● Permettant la révision des conditions et charges applicables à certaines libéralités.

● Autorisant l'approbation d'un accord entre la France et l'Algérie relatif aux obligations du service national.

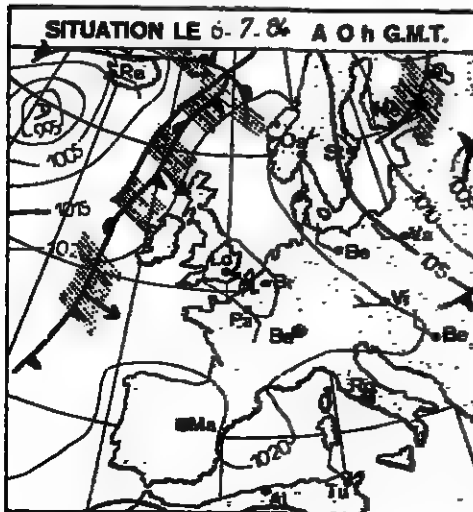
UN ARRÊTÉ

● Portant création du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré pour l'encadrement des activités physiques et sportives des personnes handicapées mentales.

ILE-DE-FRANCE

INTERRUPTION DU TRAFIC SUR LE RER. - La direction de la SNCF a annoncé que par suite d'un effacement de terrain pris du pont de l'Alma, le trafic de la ligne C du RER (qui va de Saint-Quentin-en-Yvelines à Dourdan) sera interrompu quelques jours à partir du vendredi 6 juillet entre Ivry-sur-Seine et Champ-de-Mars.

MÉTÉOROLOGIE

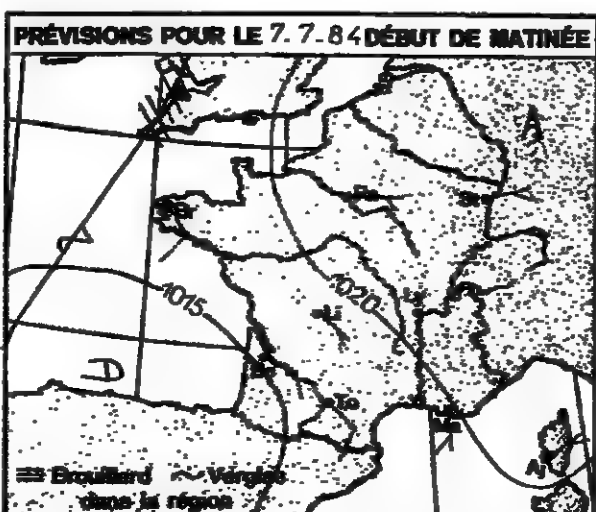


Evolution probable du temps en France entre le vendredi 6 juillet à 0 heure et le samedi 7 juillet à 24 heures.

Un anticyclone persistera sur le pays mais se décalera lentement vers l'est en s'affaiblissant.

Samedi, la chaleur s'accroîtra sur l'ensemble du pays. Les températures partiront de minima de 10 à 12° sur la moitié nord, 12 à 16° sur le sud, atteindront ainsi des maxima de 28 à 32° du nord au sud.

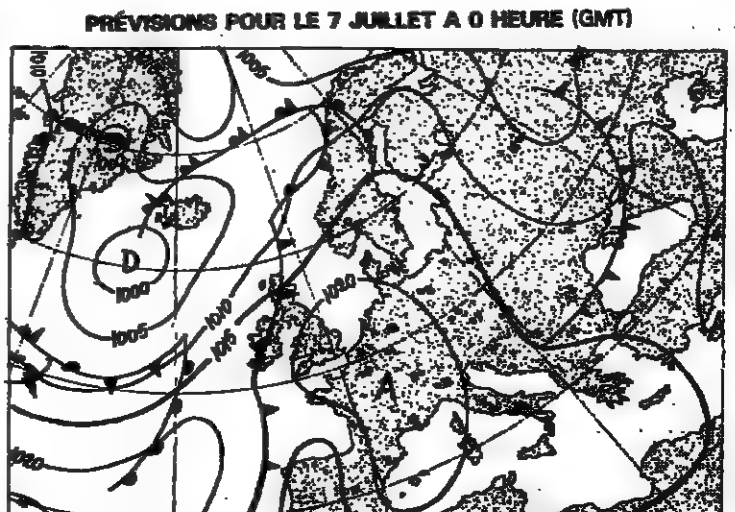
On n'observera plus de formations de brouillard.



Des nuages élevés gagneront le nord-ouest du pays en après-midi et soirée. Ils seront un peu plus épais près de la Manche. Quelques orages isolés se produiront sur les Pyrénées en fin de journée. Partout ailleurs, le temps sera très ensoleillé.

Dimanche, le temps chaud se poursuivra et deviendra lourd. La tendance orageuse s'accroîtra et se généralisera avec quelques orages locaux qui seront possibles en toutes régions, à l'exception toutefois de celles du sud-est.

La pression atmosphérique redra au



niveau de la mer était à Paris, le 6 juillet à 8 heures, de 1023,8 millibars, soit 767,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 juillet; le second, le minimum de la nuit du 5 juillet au 6 juillet) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 24 et 13 ; Bordeaux, 27 et 14 ; Bourges, 24 et 11 ; Brest, 24 et 11 ; Caen, 22 et 10 ; Cherbourg, 21 et 10 ; Clermont-Ferrand, 22 et 6 ; Dijon, 21 et 10 ; Grenoble-St-M-H., 25 et 10 ; Grasse-St-Genès, 22 et 8 ; Lille, 23 et 9 ; Lyon, 21 et 9 ; Marseille-Marioussa, 28 et 14 ; Nancy, 21 et 7 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Paris-Montsouris, 24 et 14 ; Paris-Orly, 24 et 12 ; Pau, 26 et 13 ; Perpignan, 27 et 14 ; Rennes, 26 et 11 ; Strasbourg, 21 et 9 ; Tours, 24 et 10 ; Toulouse, 26 et 11 ; Poitiers-Pitre, 24 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 14 degrés ; Amsterdam, 17 et 10 ; Athènes, 30 et 18 ; Berlin, 15 et 11 ; Bonn, 19 et 11 ; Bruxelles, 21 et 9 ; Le Caire, 38 (max.) ; Les Canaries, 25 et 20 ; Coppenhague, 18 et 11 ; Dakar, 30 et 24 ; Djibouti, 29 et 23 ; Genève, 22 et 8 ; Istanbul, 24 et 15 ; Jérusalem, 31 et 16 ; Lisbonne, 29 et 14 ; Londres, 26 et 12 ; Luxembourg, 19 et 10 ; Madrid, 33 et 16 ; Moscou, 20 et 12 ; Nairobi, 20 et 13 ; New-York, 30 et 20 ; Palma-de-Majorque, 28 et 13 ; Rio de Janeiro, 22 (min) ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 16 et 10 ; Tenez, 37 et 23 ; Tunis, 30 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LOTTO

1 15 29 33 37 46

2 10 20 30 40 50

3 11 21 31 41 51

4 12 22 32 42 52

5 13 23 33 43 53

6 14 24 34 44 54

7 15 25 35 45 55

8 16 26 36 46 56

9 17 27 37 47 57

10 18 28 38 48 58

11 19 29 39 49 59

12 20 30 40 50 60

13 21 31 41 51 61

14 22 32 42 52 62

15 23 33 43 53 63

16 24 34 44 54 64

17 25 35 45 55 65

18 26 36 46 56 66

19 27 37 47 57 67

20 28 38 48 58 68

21 29 39 49 59 69

22 30 40 50 60 70

23 31 41 51 61 71

24 32 42 52 62 72

25 33 43 53 63 73

26 34 44 54 64 74

27 35 45 55 65 75

28 36 46 56 66 76

29 37 47 57 67 77

30 38 48 58 68 78

31 39 49 59 69 79

32 40 50 60 70 80

33 41 51 61 71 81

34 42 52 62 72 82

35 43 53 63 73 83

36 44 54 64 74 84

37 45 55 65 75 85

38 46 56 66 76 86

39 47 57 67 77 87

40 48 58 68 78 88

41 49 59 69 79 89

42 50 60 70 80 90

43 51 61 71 81 91

44 52 62 72 82 92

45 53 63 73 83 93

46 54 64 74 84 94

47 55 65 75 85 95

48 56 66 76 86 96

49 57 67 77 87 97

50 58 68 78 88 98

51 59 69 79 89 99

52 60 70 80 90 100

53 61 71 81 91 101

54 62 72 82 92 102

55 63 73 83 93 103

56 64 74 84 94 104

57 65 75 85 95 105

58 66 76 86 96 106

59 67 77 87 97 107

60 68 78 88 98 108

61 69 79 89 99 109

62 70 80 90 100 110

63 71 81 91 101 111

64 72 82 92 102 112

65 73 83 93 103 113

66 74 84 94 104 114

67 75 85 95 105 115

68 76 86 96 106 116

69 77 87 97 107 117

70 78 88 98 108 118

71 79 89 99 109 119

72 80 90 100 110 120

73 81 91 101 111 121

74 82 92 102 112 122

75 83 93 103 113 123

76 84 94 104 114 124

77 85 95 105 115 125

78 86 96 106 116 126

79 87 97 107 117 127

80 88 98 108 118 128

81 89 99 109 119 129

82 90 100 110 120 130

83 91 101 111 121 131

84 92 102 112 122 132

85 93 103 113 123 133

86 94 104 114 124 134

87 95 105 115 125 135

88 96 106 116 126 136

89 97 107 117 127 137

90 98 108 118 128 138

91 99 109 119 129 139

92 100 110 120 130 140

93 101 111 121 131 141

94 102 112 122 132 142

95 103 113 123 133 143

96 104 114 124 134 144

97 105 115 125 135 145

98 106 116 126 136 146

99 107 117 127 137 147

100 108 118 128 138 148

101 109 119 129 139 149

102 110 120 130 140 150

103 111 121 131 141 151

104 112 122 132 142 152

105 113 123 133 143 153

106 114 124 134 144 154

107 115 125 135 145 155

108 116 126 136 146 156

109 117 127 137 147 157

110 118 128 138 148 158

111 119 129 139 149 159

112 120 130 140 150 160

113 121 131 141 151 161

114 122 132 142 152 162

115 123 133 143 153 163

116 124 134 144 154 164

117 125 135 145 155 165

118 126 136 146 156 166

119 127 137 147 157 167

120 128 138 148 158 168

121 129 139 149 159 169

122 130 140 150 160 170

123 131 141 151 161 171

124 132 142 152 162 172

125 133 143 153 163 173

126 134 144 154 164 174

127 135 145 155 165 175

128 136 146 156 166 176

129 137 147 157 167 177

130 138 148 158 168 178

131 139 149 159 169 179

132 140 150 160 170 180

133 141 151 161 171 181

134 142 152 162 172 182

135 143 153 163 173 183

136 144 154 164 174 184

137 145 155 165 175 185

138 146 156 166 176 186

139 147 157 167 177 187

140 148 158 168 178 188

141 149 159 169 179 189

142 150 160 170 180 190

143 151 161 171 181 191

144 152 162 172 182 192

145 153 163 173 183 193

146 154 164 174 184 194

147 155 165 175 185 195

148 156 166 176 186 196

149 157 167 177 187 197

150 158 168 178 188 198

151 159 169 179 189 199

152 160 170 180 190 200

153 161 171 181 191 201

154 162 172 182 192 202

155 163 173 183 193 203

156 164 174 184 194 204

157 165 175 185 195 205

158 166 176 186 196 206

159 167 177 187 197 207

160 168 178 188 198 208

161 169 179 189 199 209

162 170 180 190 200 210

163 171 181 191 201 211

164 172 182 192 202 212

165 173 183 193 203 213

166 174 184 194 204 214

167 175 185 195 205 215

168 176 186 196 206 216

169 177 187 197 207 217

170 178 188 198 208 218

171 179 189 199 209 219

172 180 190 200 210 220

173 181 191 201 211 221

174 182 192 202 212 222

175 183 193 203 213 223

176 184 194 204 214 224

177 185 195 205 215 225

178 186 196 206 216 226

179 187 197 207 217 227

180 188 198 208 218 228

181 189 199 209 219 229

182 190 200 210 220 230

183 191 201 211 221 231

184 192 202 212 222 232

185 193 203 213 223 233

186 194 204 214 224 234

187 195 205 215 225 235

188 196 206 216 226 236

189 197 207 217 227 237

190 198 208 218 228 238

191 199 209 219 229 239

192 200 210 220 230 240

193 201 211 221 231 241

194 202 212 222 232 242

195 203 213 223 233 243

196 204 214 224 234 244

197 205 215 225 235 245

198 206 216 226 236 246

199 207 217 227 237 247

200 208 218 228 238 248

201 209 219 229 239 249

202 210 220 230 240 250

203 211 221 231 241 251

204 212 222 232 242 252

205 213 223 233 243 253

206 214 224 234 244 254

207 215 225 235 245 255

208 216 226 236 246 256

209 217 227 237 247 257

210 218 228 238 248 258

211 219 229 239 249 259

212 220 230 240 250 260

213 221 231 241 251 261

214 222 232 242 252 262

215 223 233 243 253 263

216 224 234 244 254 264

217 225 235 245 255 265

218 226 236 246 256 266

219 227 237 247 257 267

220 228 238 248 258 268

221 229 239 249 259 269

222 230 240 250 260 270

223 231 241 251 261 271

224 232 242 252 262 272

225 233 243 253 263 273

226 234 244 254 264 274

227 235 245 255 265 275

228 236 246 256 266 276

229 237 247 257 267 277

230 238 248 258 268 278

231 239 249 259 269 279

232 240 250 260 270 280

233 241 251 261 271 281

234 242 252 262 272 282

235 243 253 263 273 283

236 244 254 264 274 284

237 245 255 265 275 285

238 246 256 266 276 286

239 247 257 267 277 287

240 248 258 268 278 288

241 249 259 269 279 289

242 250 260 270 280 290

243 251 261 271 281 291

244 252 262 272 282 292

245 253 263 273 283 293

246 254 264 274 284 294

247 255 265 275 285 295

248 256 266 276 286 296

249 257 267 277 287 297

250 258 268 278 288 298

251 259 269 279 289 299

252 260 270 280 290 300

253 261 271 281 291 301

254 262 272 282 292 302

255 263 273 283

Le Monde

SOCIAL

L'AFFAIRE CREUSOT-LOIRE

Les pouvoirs publics hésitent encore entre la recherche d'un concordat et une vente « par appartements »

Les mêmes hommes qui, naguère, ont été incapables de trouver une solution au dossier Creusot-Loire, incapables même souvent de se voir (soit-on que durant la longue journée du dépôt de bilan il n'y a pas eu une seule réunion, sinon à l'intérieur de l'administration), restent en place. Tel n'est pas le moindre des paradoxes de la situation actuelle. M. Pineau-Valencienne, malgré le harcèlement des syndicats et du comité directeur du PS qui vient de réclamer son départ, participe au collège de gestion de Framatome, discute avec les syndicats des solutions industrielles, il faudrait attendre la nomination éventuelle d'un administrateur judiciaire pour qu'il en soit autrement.

De son côté, le ministère de l'Industrie, qui avait confié le dossier au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) lorsque cela n'était pas réellement de sa compétence (il s'agissait principalement alors de mettre en place une ingénierie financière), a confié la coordination des opérations au directeur général de l'industrie maintenant qu'on se trouve devant un travail classique du CIRI : susciter des repreneurs industriels, préparer les licenciements réalisables par les syndicats. Tout cela ne facilite pas une solution.

D'autant que les pouvoirs publics hésitent entre la recherche d'un concordat et d'une solution globale (sur laquelle travaillent actuellement les syndicats et les dirigeants de la société) et celle de solutions partielles après une liquidation qui maintiendrait toutefois l'intégrité du site du Creusot. La quadrature du cercle, puisque ce site comporte des activités aussi différentes que la traction, la sidérurgie et l'énergie, qui auront bien du mal à trouver un repreneur unique.

Les repreneurs ne sont d'ailleurs pas légion, même si le *Financial Times* écrit pouvoir annoncer, à tort, que l'on envisage de faire appel à Mitsubishi ou à la General Electric britannique pour entrer dans le capital de Framatome.

La CGE et Alcatel-Atlantique sont intéressées par l'énergie; Ney-

pic, par une participation (et le leadership industriel) dans Framatome et l'armement. Ils se trouvent en concurrence avec Renault et Panhard pour l'armement, partiellement avec EDF qui a réaffirmé son espoir d'avoir une participation minoritaire dans Framatome pour avoir une meilleure connaissance de son principal fournisseur nucléaire. Ils se heurtent aussi à Framatome, qui semble prêt à reprendre la division « énergie » de Creusot-Loire et à participer — avec une firme sidérurgique — au sauvetage des activités de tôlerie si elle obtient en compensation Neypic (dont elle détient une partie des titres en nantissement d'un prêt à Creusot-Loire). Pour le reste, il faudrait forcer le main au groupe Schneider — donc à M. Pineau-Valencienne — pour que Spie-Batignolles reprenne la société d'entreprise générale Delattre-Lavivier, largement déficitaire, et une partie de ses quatre mille salariés. Et Schlumberger pourrait s'intéresser à l'instrument SA, pratiquement sorti du rouge.

Seule nouvelle relativement rassurante pour les pouvoirs publics sur ce dossier incertain : les sous-traitants, pour lesquels on craignait le pire, ne se portent pas trop mal. Depuis le début de la mise en place d'une procédure spéciale, dix-neuf contrats, cinquante dossiers seulement ont été déposés, pour un montant de commandes de 20 milliards de francs. Et aucun dépôt de bilan n'a été enregistré.

BRUNO DETHOMAS.

Agressivité syndicale et passivité locale

De notre envoyé spécial

Le Creusot. — Jeudi 5 juillet, les manifestants étaient venus d'un peu partout, dans les cars affrétés par la CGT de Mâcon, Chalon-sur-Saône, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Jumeau et même de Nantes. Un défilé de pères trémoussés, d'hommes casés, liés par le service d'ordre syndical. Le matin, les cars avaient traversé les rues à demi-désertes, et les défilations se sont retrouvées à l'entrée de la ville, au pied du monument du marteau-pilon, symbole de la cité des Schneider. L'après-midi, quelques mille personnes se sont réunies devant une des portes de l'usine pour écouter les représentants de la CGT et de la CFDT avant de défilier dans les installations de Creusot-Loire.

Dans ce rassemblement, peu de Creusotins, en dehors de quelques trois mille cinq cents salariés de l'usine; seules, une centaine d'ouvrières cégétistes en cache-pousière bleus ou verts des sociétés Microfusion et Absorba, deux établissements du bassin, ont débordé plusieurs heures. Parmi les banderoles et les fanions rouges, certaines pancartes s'en prenaient aux patrons : « Expropriation Empain-Schneider », « Pineau-Valencienne, à la porte ! ».

M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, qui avait visité l'usine escorté de mauvaise grâce par des membres de la direction, a fustigé « les Schneider, les Empain, les de Wendel » et « les pratiques féodales, les prétentions, les machinations de ceux qui affaiblissent volontairement le potentiel sidérurgique de la France ». Reclamant « le départ immédiat de M. Pineau-Valencienne » et dénonçant « le caractère secret des négociations menées actuellement avec la CGE » pour trouver des solutions industrielles au casse-tête de Creusot-Loire, M. Sainjon a enjoint le gouvernement d'associer les organisations syndicales à ces discussions et d'y « faire preuve de la plus grande fermeté face à l'offensive patronale, afin de défendre ceux qui créent les richesses de ce pays, c'est-à-dire les travailleurs ».

M. Gilbert Fournier, secrétaire de la fédération de la métallurgie et des mineurs CFDT pour la Bourgogne, ne s'est pas montré moins viril, accusant M. Pineau-Valencienne d'être « un incapable et un voyou », qui aurait « tenté de piquer 3,5 milliards de francs à l'Etat ». Cet argent-là, s'est-il exclamé, « c'est le pognon des travailleurs ». Et de conclure : « Assez de temps perdu, assez de discours, exigeons l'application des trente-cinq heures et de la convention de préretraite dans tous les établissements de Creusot-Loire et continuons la lutte avec les soixante-dix mille salariés des entreprises sous-traitantes, qui seraient les premières victimes du dépeçage projeté par le patronat. Désormais, place à l'action ! ».

Le ton de ces interventions contrastait singulièrement avec l'apathie de la foule, bigarrée, redoutant l'ennemi, qui a chanté timidement l'Internationale, avant de

M. MITTERRAND : DES GESTIONNAIRES INCAPABLES

Au-delà des déclarations du président de la République sur les « gestionnaires incapables » de Creusot-Loire, le dépôt de bilan de la société continue de susciter de vives réactions.

Le RPR estime que les trente mille salariés ne comprendront pas que l'on ait fait capoter un accord en refusant la consolidation de 2 milliards de francs, alors qu'on l'a accepté pour La Chapelle-Darblay. Tout en admettant que cette affaire pose le problème de l'autocoûtable des groupes industriels, le RPR ajoute que l'on ne pouvait pas juridiquement piocher dans les bénéfices des sociétés prospères du groupe Schneider pour boucher les trous de Creusot-Loire.

La CGC souhaite « une nouvelle direction capable de motiver les investisseurs privés ». Et la CFDT, qui a été reçue le 5 juillet par M. Gallois, directeur général de l'industrie, estime « urgent qu'une loi s'oppose à la pratique d'autocoûtable ». Elle réaffirme qu'« une nationalisation n'est pas adaptée à la situation de Creusot-Loire » et juge « impératif d'aller très vite vers un dispositif industriel afin de protéger les aspects commerciaux et d'emplois ».

Enfin, dans un lettre aux salariés de l'entreprise, M. Pineau-Valencienne, après avoir rappelé sa « recherche d'un plan de redressement », affirme que le règlement judiciaire est une situation « difficile mais non désespérée ». Cela « ouvre encore la voie à des solutions globales permettant d'éviter un démantèlement de l'entreprise ».

JEAN BENOIT.

COMMERCE

L'artisanat sous contrat

Le secteur de l'artisanat, du commerce et des métiers, qu'on dit (un peu trop souvent) marginal parce qu'il est éparpillé et de seconde zone parce qu'il ne compte pas dans ses rangs des Citroën, vient de réussir un « joli coup » pour employer le langage des publicitaires. L'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), sous la plume de son président, M. Jean Paquet, vient en effet de signer avec M. Crépeau et M. Le Garrec, respectivement ministre du commerce et de l'artisanat et secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, un contrat de plan couvrant la période 1984-1988.

De ce fait, l'APCM est le premier établissement public national à souscrire, avec l'Etat, un engagement de ce type et, à ce niveau, à donner un contenu concret à la loi du 29 juillet 1982 sur la planification. L'Etat voudrait bien, d'ailleurs, que l'exemple ainsi donné par les « petits métiers » soit suivi par les chambres de commerce, les chambres d'agriculture, voire les grandes entreprises nationales.

Le gouvernement s'engage dans ce contrat à fournir 4 millions de francs aux secteurs du commerce et de l'artisanat, une somme qui s'ajoute aux enveloppes contenues dans les contrats de plan Etat-régions, dont le vingt et unième doit être signé le 11 juillet avec la Lorraine (on n'attend plus que celui de la

CONJONCTURE

EN PRÉSENTANT SA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Le RPR dénonce l'écart entre le discours et les actes du gouvernement

Mise en place il y a six mois, la commission industrie du RPR a présenté le 5 juillet le résultat de ses réflexions sur la politique industrielle du gouvernement et formulé un certain nombre de propositions.

Pour M. Michel Noir, député du Rhône, un des animateurs de cette commission, « un triple regard peut être porté sur l'actuelle politique industrielle ». Les restructurations en cours sont d'autant plus coûteuses et difficiles que le gouvernement avait accumulé les erreurs en 1981-1982, nié l'existence de la crise et « fait croire qu'il n'y avait pas de secteur en déclin ». D'où les douloureux réveils pour la sidérurgie, le charbon, les chantiers navals.

Certes, depuis quelque temps, le regard porté sur l'industrie, le discours du gouvernement, sont différents, « plus réalistes ». Mais il y a « un écart entre les discours et la réalité ». Dans l'automobile, par exemple, on « bloque les licenciements, alors que l'on reconnaît par ailleurs la nécessité de restaurer la compétitivité du secteur en réduisant notamment les effectifs » ; dans l'électronique où « l'effort prévu de 140 milliards de francs se traduit dans les faits, par le passage de filières sous la tutelle des PTT et l'affectation d'un peu moins de 4 milliards ». Bref, le « volontarisme n'est que de façade ».

Troisième constatation du RPR : « l'injustice dans le traitement des entreprises en difficulté ». La politique décidée pour le traitement social du chômage aboutit à l'éclatement entre deux France, entre deux catégories d'entreprises, entre deux catégories de Français licenciés économiquement, entre deux catégories de Français selon leur âge... « On apporte 1,5 milliard de francs de plus à la sidérurgie et à la Lorraine dans le cadre du plan de restructuration de février, alors que pour la seule usine de La Chapelle-Darblay, située dans un circonscription, M. Fabius mobilise plus de 3 milliards de francs pour neuf cent cinquante emplois ».

Le RPR dénonce la diminution de la durée du travail. « La vraie réponse aux difficultés à toujours été de retravailler les manches et de travailler plus et mieux... An slogan schiavista : moins de travail pour chacun, c'est l'emploi pour tous, le RPR veut opposer la formule de l'avenir : le travail ne se partage pas, il se crée ».

Quatre grands objectifs devraient être assignés à une politique industrielle pour la France.

« Les restructurations industrielles sont une nécessité permanente ». Il « faut anticiper les mutations », en s'appuyant notamment sur la création d'entreprises, l'innovation et la recherche, l'ouverture vers l'extérieur.

« La France doit « parler » les langues du futur : électronique, services, biotechnologie, équipements, automatique, matériaux composites, énergies nouvelles... »

« L'Etat a pour responsabilité d'inciter et d'aider à la création et au développement d'industries compétitives aux plans mondial... »

« La compétition se livre aussi sur la qualité des hommes et le système éducatif est le nerf du problème... » Le RPR estime qu'il faut : développer l'enseignement technologique ; réorienter et amplifier l'effort de formation professionnelle ; réviser la politique suivie en cas de licenciement (« Mieux vaut mettre en formation les plus jeunes »).

que d'envoyer en préretraite les plus vieux... »

« Relancer la coopération industrielle européenne... » Les pays de la CEE, a affirmé M. Noir, doivent mettre fin à la « politique suicidaire » de « vente par appartements » aux groupes américains ou japonais. Cette relance, qui est « d'abord et avant tout une affaire de volonté politique », passe notamment par l'établissement de normes européennes, l'ouverture des marchés publics, le développement des grands « projets » du type Esprit.

Similitude

Dans un pays comme la France, l'opposition, quelle qu'elle soit, s'est toujours crue obligée de critiquer publiquement et systématiquement les actions du gouvernement. A cet égard, aujourd'hui ne dément pas hier, et les « réflexions » du RPR, du moins officiellement, ne font pas exception à la règle. Quelques remarques peuvent cependant être faites quant aux grandes lignes de la politique industrielle proposée par le RPR.

La première est que sa commission spécialisée n'hésite pas à parler de politique industrielle, contrairement à nombre de libéraux qui en nient jusqu'au terme.

Dans le climat actuel, marqué à gauche comme à droite par une défiance grandissante à l'égard de l'Etat (allant jusqu'à la remise en cause de ses missions traditionnelles) et une glorification de l'individualisme, le langage du RPR tranche quelque peu. Référence gaulliste oblige, le RPR, du moins des dirigeants comme M. Michel Noir, estime à l'évidence que l'Etat a toujours un rôle majeur à jouer. Ne serait-ce que celui d'orienter la politique

industrielle à travers de grands programmes mobilisateurs. Quant aux déclarations, elles figurent bien dans le programme, il semble que le moment venu le RPR se montrera fort pragmatique et se tiendra à l'écart.

Enfin, « l'est but not least... », les objectifs de politique industrielle du RPR ressemblent fort à ceux du gouvernement : créations d'entreprises, innovation, recherche, formation des hommes, relance de la coopération européenne. Voilà bien des thèmes connus. Comment s'en détourner d'ailleurs puisqu'il s'agit d'idées de bon sens. Interrogé sur cette convergence, les dirigeants du RPR répondent que « les actes du pouvoir ne suivent pas ses discours ». Cela en raison « du poids de l'idéologie, de la faiblesse du gouvernement par rapport au pouvoir syndical, etc. ».

Que l'opposition soit douce lorsqu'elle est loin des affaires de la gestion quotidienne !

J.-M. Q.

AUTOMOBILE

POUR ASSURER LA RECONQUÊTE

Renault recherche une nouvelle stratégie commerciale

« On va remonter, c'est sûr », a affirmé M. Jean Phelip, le 5 juillet, en présentant les nouvelles structures de la direction commerciale et des affaires internationales de la Régie Renault qu'il dirige depuis le 1^{er} juin 1984. Les trois directions opérationnelles de la DCAI ont été confiées à :

— M. Hubert d'Artemare, précédemment directeur de Renault Allemagne, pour la direction commerciale France, en remplacement de M. Maurice Coulet ;

— M. Christian Marth, précédemment directeur du produit, pour la direction de l'exportation Europe, en remplacement de M. Jean Phelip ;

— M. Claude Westa, pour la direction des affaires internationales, confirmé dans son poste qu'il occupe depuis 1983.

Ces structures ont, d'autre part, été renforcées avec la création au

sein de la DCAI d'une direction du marketing et des méthodes commerciales confiée à M. Carlos Bernal, précédemment directeur commercial de Renault Espagne.

Le nouveau directeur de la DCAI, qui ne présente pas plus général qu'un novembre, a déjà quelques idées sur la stratégie commerciale à mettre en œuvre pour que la Régie retrouve sinon la première place — « ce sera difficile », selon M. Phelip, — du moins l'une des toutes premières places parmi les grandes entreprises européennes de l'automobile. « Rajouter » le bas de gamme, continuer l'effort d'implantation des modèles moyen-haut de gamme sur tous les marchés européens, exception faite, prendra l'habitude de centrer un peu plus les gammes en présentant moins de versions, tels sont les principaux axes de la stratégie commerciale de la Régie, sans oublier une des préoccupations majeures de M. Phelip, « la notion de service ».

Toutefois, il ne faut pas s'attendre à un redressement spectaculaire des ventes — l'objectif actuel n'est que du tiers du marché fin 1984, — et le nouveau directeur de la DCAI a convenu que « l'année 1985 ne sera pas une année triomphale pour les marges bénéficiaires de notre réseau commercial ».

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Au sommaire du N° 7

• Coupe 84, huit bandes d'essai comparatives : IBM / Hewlett Packard / Epson / Leonard Digital / Zenith / Goupil / Tandy

• Les micro-ordinateurs s'infilrent dans les grandes sociétés.

Chez votre marchand de journaux

(Publié)

CONSEIL DE L'EUROPE STRASBOURG

Appel d'offres pour la livraison des fournitures de bureau et des papiers pendant l'année 1985

Dépôt des soumissions et des échantillons : le 1^{er} octobre 1984

Les formules précises des conditions de concours, ainsi que le nomenclature des articles, sont à la disposition des intéressés au :

CONSEIL DE L'EUROPE

Division des Services techniques

Avenue de l'Europe - B.P. 431 67000 STRASBOURG CEDEX

مكتبة النجف

ÉTRANGER

En Yougoslavie

La hausse des prix met en péril le programme d'assainissement économique

De notre correspondant

Belgrade. — La Yougoslavie est-elle menacée d'une vague de hausse des prix qui pourrait mettre en cause ses plans d'assainissement économique, plus spécialement ses efforts pour combattre l'inflation ? Après une accalmie relative au mois de mai, lorsque le gouvernement avait déclaré leur « dégel », conformément à un accord avec le FMI, les prix de nombreux articles et services ont commencé à monter en flèche en juin (20 % pour l'essence et le transport ferroviaire de voyageurs, 25 % pour les loyers, 40 % à 60 % pour les services communaux et l'électricité...).

Les prix des meubles ont été majorés, en un mois, de 50 % ; ceux des chaussures et des produits textiles ont atteint des niveaux tels qu'ils ne sont guère à la portée des petits salariés. Le quotidien *Vecernje Novosti* évoque les « excès intolérables » commis par des entreprises : la fabrique de céramique de Pitov Veles a augmenté le prix de certains de ses produits de 449 % ; l'usine de roulements à billes de Belgrade a majoré les siens de 264 % ; celle de produits chimiques de Novo-Mesto, de 252 %, etc. Tous les records sont battus par une firme d'ampoules électriques de Zagreb, qui a majoré ses prix de 726 % !...

Le système yougoslave dans son ensemble est en tout cas compliqué, celui des prix particulièrement. Les compétences en la matière de la Fédération des républiques, des communes et des entreprises sont vastes et intéressantes : le prix d'un même article varie d'une république ou d'une commune à une autre, voire d'un magasin à un autre. Pour éviter les « ingérences administratives », les intéressés — et ils sont très nombreux — ont conclu des « accords autogestionnaires » fixant en principe le prix maximum de certains articles. Or ces accords donnent souvent lieu à interprétations différentes ou ne sont pas strictement appliqués, bien que théoriquement ils aient force de loi. Pour leur part, les services qui procèdent à la vérification de la comptabilité des entreprises suggèrent la confiscation de leurs bénéfices « illégaux », qui

ont atteint, en mai, 586 millions de dollars. En outre, les contrevenants ne pourront plus obtenir de crédits bancaires.

Cependant, la loi sur la réduction des salaires dans les entreprises qui travaillent à perte ou ne remboursent pas leurs dettes entre en vigueur en juillet. Elle concernerait près d'un million d'ouvriers et d'employés, soit environ le sixième de la main-d'œuvre totale du secteur socialiste. Cette loi prévoit des « exceptions justifiées », mais les syndicats considèrent que leur nombre est tout à fait insuffisant.

En attendant une prise de position gouvernementale à ce sujet, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 11 % au cours des cinq premiers mois de 1984.

PAUL YANKOVITCH.

ÉNERGIE

La construction du complexe gazier de Tengiz

TECHNIP SEMBLE ÉVINCÉ DU CONTRAT

Le seul grand projet actuellement à l'étude entre la France et l'Union soviétique, la construction du complexe gazier de Tengiz, au Kazakhstan (le Monde du 20 juin), semble devoir échapper au groupe français Technip. Les autorités soviétiques ont, en effet, envoyé une lettre d'intention de commande au consortium franco-canadien, composé de Lurgi-France (filiale de l'allemand Metallgesellschaft), Litwin-France et Partec-Lavallin (filiales de groupes canadiens), qui était en concurrence avec Technip, associé à CLE, pour ce projet d'un montant total d'environ 200 millions de dollars (1,6 milliard de francs).

Certes, aucun contrat définitif n'a été jusqu'à présent signé, mais on estime, chez Lurgi-France, que les négociations sont terminées, tout étant « pratiquement au point ». Reste à

Technip un espoir : les Soviétiques ont, en effet, élargi récemment leur projet initial ; outre la construction du complexe, qui produira quelque 1 600 tonnes par an de soufre et 1,4 milliard de mètres cubes de gaz purifié, l'URSS a lancé un appel d'offres pour l'équipement des champs pétroliers d'où seront tirés les gaz associés devant alimenter le complexe. Les équipements, dont l'investissement atteindrait environ 500 millions de francs, pourraient faire l'objet d'un contrat séparé, pour lequel la compétition reste ouverte. Mais, bien qu'on fasse remarquer, chez Lurgi-France, que 80 % des fournitures prévues par son offre seront d'origine française, il semble bien que l'ingénierie française soit sur le point de subir un nouvel échec cuisant.

TIERS-MONDE

L'aide publique au développement : stagnation en 1983

1983 est une année de stagnation pour l'aide publique au développement (APD), qu'accroissent les pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD). L'APD s'est établie à 27,5 milliards de dollars et accuse ainsi une légère baisse en termes nominaux par rapport à 1982 mais se maintient stable à prix et taux de change constants. Elle tombe cependant de 0,38 à 0,36 en pourcentage du PNB et reste de la sorte, comme à l'accoutumée, très loin de l'objectif international des 0,7 % qu'ont déjà atteint cependant un certain nombre de pays européens du CAD.

L'OCDE a présenté fin juin son rapport annuel sur l'aide au développement. Sa conclusion face aux résultats de 1983 n'est pas pessimiste, bien que l'APD soit restée à son niveau de l'année précédente : « Sur la base des

indications budgétaires et des plans existants, la perspective à moyen terme est celle d'une nouvelle augmentation de l'apport d'APD (en termes réels) de l'ensemble des membres du CAD, bien qu'il soit probable que le taux de progression sera un peu plus lent que ces dernières années ».

En dépit des moments difficiles que vivent nombre de pays membres du CAD, il apparaît en effet que tous, ou presque, ont augmenté cette année leurs versements au titre de l'APD. Les champions de l'aide au développement restent les pays nordiques avec la Norvège (ses versements représentent 1,06 % de son PNB), les Pays-Bas (0,91 %), la Suède (0,88 %) et le Danemark (0,72 %). La plupart des pays qui demeurent sous la barre des 0,7 % ont toutefois augmenté leur pourcentage. Certains même, comme le Canada (augmentation de 19 % des versements en termes réels) ou le Japon (dont l'APD augmente de 24,4 % en dollars et passe de 0,29 % à 0,3 % du PNB), ont fait cette année un effort considérable. Le cas de la France est un peu à part. Celle-ci persiste, en effet, à faire compter au titre de l'APD les versements qu'elle effectue dans les DOM-TOM (départements et territoires d'outre-mer). En conséquence, elle est au-dessus de la barre de 0,72 % et augmente de 13 % en monnaie nationale sa contribution, qui avoisine les 4 milliards de dollars, soit 0,76 % du PNB (taux le plus important depuis 1965). Si l'on exclut l'aide aux DOM-TOM, son APD n'augmente que de 12 % et s'établit à 2,5 milliards de dollars ou 0,49 % du PNB. Elle se propose cependant d'atteindre, en 1985, l'objectif des 0,72 % sans compter les territoires d'outre-mer.

La stagnation de l'APD enregistrée cette année n'est donc pas due à l'aide bilatérale, plutôt en hausse. Pour l'OCDE, « cette contraction... est imputable à une diminution des versements aux

organismes multilatéraux, en particulier des contributions à l'AID (Association internationale de développement) et aux fonds des banques régionales prêtant à des conditions libérales ». Elle remarque par ailleurs que « l'aide multilatérale n'a guère de chances de progresser au cours des toutes prochaines années et pourrait même être diminuée ». La forte augmentation des versements auprès de ces organismes enregistrée en 1982 ne serait, selon l'OCDE, qu'un phénomène conjoncturel dû à des versements de 1981 reportés sur l'année suivante. En 1983, l'APD fournie par les organismes internationaux est restée constante à 7,5 milliards de dollars.

Le temps n'est donc pas à l'euphorie pour les pays en développement. En 1983, les recettes totales nettes d'APD (qui proviennent du CAD, des organismes internationaux et d'autres sources d'aide bilatérale : l'OEPE et les pays de l'Est) ont diminué de 0,2 milliard de dollars, pour s'établir à 33,5 milliards. Les pays de l'OEPE ont en effet, eux aussi, réduit leur aide de manière conti-

nue depuis 1981, date à laquelle le pourcentage de l'APD dans leur PNB passait de 1,8 à 1,5. On estime aujourd'hui le montant de leurs versements à 5,5 milliards en 1983. Les pays de l'Est participent traditionnellement peu à l'APD, et leur contribution en 1983 est estimée à 2,84 milliards de dollars, dont 2,45 milliards versés par l'URSS (0,19 % de son PNB).

Les pays les moins développés, particulièrement dépendants de l'APD, ont vu leurs recettes baisser. L'APD dispensée par les membres du CAD, notamment, a été légèrement inférieure à sa valeur nominale et réelle à celle de 1982. L'OCDE rappelle une fois que « les recettes d'aide totales des trente-six pays les moins avancés (PMA) ont connu une expansion rapide au cours des dernières années ». Elles se sont chiffrées à 6,5 milliards de dollars en 1982-1983. L'aide des pays de CAD serait passée de 3,7 à 3,8 milliards entre 1977-1978 et 1982-1983, soit une augmentation annuelle de 5,4 % environ en termes réels.

L'APD 1983 des pays de l'OCDE

	1970	1982	1983	Millions de dollars
Norvège	0,32	0,99	1,06	38
Pays-Bas	0,62	1,06	0,91	135
Suède	0,38	1,82	0,88	79
Danemark	0,38	0,76	0,72	34
Belgique	0,46	0,59	0,59	47
France	0,46	0,75	0,76	395
(sans DOM-TOM)	0,42	0,49	0,49	258
Allemagne	0,33	0,48	0,49	381
Autriche	0,62	0,57	0,49	79
Canada	0,41	0,41	0,45	169
Royaume-Uni	0,38	0,57	0,55	100
Japon	0,23	0,29	0,30	370
Finlande	0,06	0,30	0,33	15
Suisse	0,15	0,25	0,31	38
Nouvelle-Zélande	0,23	0,28	0,29	6
États-Unis	0,32	0,27	0,24	789
Italie	0,16	0,24	0,24	35
Autriche	0,07	0,36	0,33	37

NOTE. — L'APD (aide publique au développement) désigne uniquement les dépenses par le secteur public pour améliorer le développement économique et le bien-être et qui sont assorties de conditions financières. Outre les aspects financiers, elle comprend aussi la coopération technique. Les statistiques du CAD excluent les dons, prêts et crédits de caractère militaire et les prêts inférieurs à un an.

Encourager l'esprit sportif



Parlez-en avec un lion.

Cette année plus que jamais, le Crédit Lyonnais est la banque dans la course.

Cyclisme:

Il participe au Tour de France avec sa caravane d'animation et récompense par les « challenges d'or » les meilleurs cyclistes des plus grandes courses de l'année 84 :

Critérium international de la route, Paris-Roubaix, Tour de l'Oise, Bordeaux-Paris, Tour de France, Tour de l'Avenir, Grand prix des Nations, Blois-Chaville.

Planche à voile:

Il organise le Tour de France des planches à voile du 11 au 23 août et il est présent lors d'autres grandes épreuves : Coupe de planches à voile des Grandes Ecoles (la Grande Motte du 31 mai au 3 juin), Trophée Jacques Cartier (St-Malo le 7 juillet), les 6 heures de la Baie Crédit Lyonnais (St-Jean de Luz-Ciboure le 15 juillet) et Transgolfe Nice-Martin (le 22 juillet).

Moto:

Il parraine le Bol d'Or (22-23 septembre) et le Championnat de France Open, disputé en 4 épreuves entre avril et octobre.



CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOS VACANCES

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GUERRES DE CHEFS : «Après l'échec de l'ERE», par Eric Hintermann ; «Un problème de morale politique», par Daniel Amsou ; «Une composante du civisme», par Albert Lévy.
- LU : la fin des immigrés, par F. Gaudet et C. Servan-Schreiber.

ÉTRANGER

2. AFRIQUE : la conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés.
3. ASIE : JAPON : la visite de M. Fabius.
4. PROCHE-ORIENT : JORDANIE : «Le rêve contrarié» (II), par Emmanuel Jarry.
5. DIPLOMATIE : 6. AMÉRIQUES : BOLIVIE : la centrale ouvrière a engagé une partie de bras-de-fer avec le gouvernement de gauche.
6. EUROPE

POLITIQUE

7. LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN AUVERGNE.
8. ASSEMBLÉE NATIONALE : l'engagement de responsabilité du gouvernement.

SOCIÉTÉ

9. Les hôpitaux français vont être dotés de nouveaux équipements.
10. SPORTS.

CULTURE

11. FESTIVALS.
12. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

16. SOCIAL : manifestation au Craucot.
17. MONNAIES.
- 17-18. ÉTRANGER : la durée du temps de travail en RFA.

RADIO-TÉLÉVISION (13)

ÉTÉ (14) :

« Histoire d'amour », par Konk ; Loto ; Météorologie ; Week-end d'un chineur.

Annouces classées (15) :

Caract (10) ; Légion d'honneur (13) ; Mots croisés (XIV) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (19).

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1984 a été tiré à 443 463 exemplaires

VENTE TOTALE
TAPIS
IRAN ET ORIENT
ARTISANAT PERSAN
LES PLUS BAS PRIX
Maison de l'Iran
225.62.90
65, Champs-Élysées-8^e

CERRUTI 1881
PARIS
SOLDES ET VENTES SPECIALES
jusqu'au 7 Juillet
CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI
LIGNE POUR FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

M. Molotov a été réadmis au sein du parti à quatre-vingt-quatorze ans

M. Viatcheslav Molotov, l'ancien chef du gouvernement et ministre des affaires étrangères de Staline, puis principal opposant à Khrouchtchev dans les années 50, a été réadmis dans le rang du Parti communiste, rapporte notre correspondant à Moscou, qui se réfère à des sources soviétiques officielles. La décision a été prise par M. Tchernenko à l'occasion du 94^e anniversaire de l'intéressé, mais l'on ne confirme pas à Moscou l'information rapportée précédemment par le correspondant de l'Unité, selon laquelle le numéro 94 soviétique se serait personnellement entretenu par téléphone à cette occasion avec M. Molotov.

Il n'est déjà pas banal de voir le premier des gérontes du Kremlin « réhabiliter » un autre vétéran de vingt ans son aîné. Mais le geste de M. Tchernenko a surtout une signification politique. Sans doute M. Molotov, qui survit depuis treize ans à Khrouchtchev, avait-il déjà vu son sort s'améliorer sous Brejnev : non seulement on continuait de le voir, notamment au moment des élections, sorti de son appartement de la rue Granovski, dans le centre de Moscou, pour aller voter, mais il était consulté de temps à autre par la direction du parti sur la politique internationale, selon les rumeurs de l'époque. En décembre 1969, au moment de la mort de son ancien complice Vorochilov, l'ancien ministre de la défense de Staline, il avait pris place devant la dépouille mortelle du défunt avec d'autres « vétérans » du parti.

Il n'était pourtant pas officiellement réhabilité, après une exclusion opérée à la suite de ce qui était devenu, dans les dernières années de Khrouchtchev, un sujet de débat politique majeur dans les couloirs du régime. Déchu de toutes ses fonctions dirigeantes en juin 1957 avec Malenkov et Kaganovitch, notamment pour avoir formé un « groupe anti-parti » contre le premier secrétaire du moment, Molotov avait été attaqué avec une violence croissante pendant toutes les années suivantes, tantôt par son attitude « dogmatique » à l'intérieur, tantôt pour sa rigidité en politique extérieure (notamment pour s'être opposé à la réconciliation avec Tito), tantôt enfin pour sa complicité dans les exactions et répressions stalinistes. Ces attaques avaient culminé au vingtième congrès du Parti, en octobre 1956. Les amis de Khrouchtchev réclamaient alors son expulsion du parti, voire son passage devant la justice. Mais aucune motion n'avait été votée en ce sens. Ce n'est que

beaucoup plus tard, en avril 1964, qu'on apprenait, au détour d'un discours prononcé deux mois plus tard par Sousslov, que les anciens « anti-parti » avaient été « jetés hors des rangs de notre parti ».

Car des amis veillaient. En particulier au ministère des affaires étrangères, dont le titulaire, M. Gromyko, ne cache pas aujourd'hui ses sympathies pour son prédécesseur (voir le Monde daté 17-18 juin). Déjà, en 1957, Molotov avait trouvé un refuge au sein de son ancien ministre en devenant ambassadeur en Mongolie. En septembre 1960, il avait occupé un poste un peu plus en vue, et en tant que plus agréable, en devenant représentant soviétique auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne. On l'avait vu à ce titre accueillir Khrouchtchev dans la capitale autrichienne à l'occasion de la fameuse rencontre avec Kennedy en juillet 1961. Après les vives attaques portées contre lui au congrès du parti quelques mois plus tard, il paraissait inconcevable qu'un ambassadeur aussi vilipendé, et qui persistait dans l'opposition, retrouve son poste. Pourtant, en janvier 1962, le ministère des affaires étrangères annonçait spontanément aux journalistes que Molotov allait repartir pour Vienne. L'opération échoua, et l'intéressé dut quitter bientôt la diplomatie. Son sort s'en est sans doute nettement plus confortable que celui des autres membres du « groupe anti-parti », notamment Malenkov et Kaganovitch, dont les amis sont moins influents.

La réhabilitation d'aujourd'hui est très probablement l'œuvre de M. Gromyko, le nouveau « M. Niet », qui rend ainsi un ultime hommage à son patron et modèle. Pour M. Tchernenko, elle est sans doute une occasion de gagner un peu plus les faveurs d'un groupe dont il se sent de toute façon très proche sur le plan idéologique. Mais les autres « factions » ne sont pas entièrement négligées pour autant : un décret du 16 mai dernier a conféré le grade de « fonctionnaire émérite de la culture de la Fédération russe » à M^{me} Rada Adjoubel, fille de Khrouchtchev et épouse de M. Adjoubel (l'ancien directeur des Travaux et surtout le « moniteur » général du début des années 60). Un hochet bien symbolique, qui ne change rien aux fonctions de l'intéressée (celle-ci est, tout comme sous Khrouchtchev, à la tête d'un journal, et rédactrice en chef adjointe de la revue soviétique Science et Vie), mais tout de même une petite faveur pour l'autre « camp ».

MICHEL TATU.

LA SUPPRESSION DE LA VIGNETTE TABAC

Le coup de la taxe sur l'essence

La suppression de la vignette tabac demandée et obtenue par la CEE pour incompatibilité avec les règlements européens — va peut-être rendre service au gouvernement.

Cette vignette avait été instituée par la loi du 19 janvier 1983 pour renforcer les caisses de la Sécurité sociale. Elle devait s'appliquer progressivement — à raison d'une augmentation de 5 % chaque semestre — à partir du 1^{er} juillet 1983 et ce jusqu'au 1^{er} juillet 1986. Elle aurait ainsi rapporté 5,5 milliards de francs, une fois toutes les hausses appliquées, c'est-à-dire dans un an.

L'inconvénient de cette taxe est de peser sur l'indice des prix, un indice qu'on surveille étroitement au ministère de l'économie et des finances (elle a déjà « coûté » 0,2 point d'indice). La demande de la CEE étant appliquée, les prix des tabacs vont baisser d'environ 10 %, ce qui va freiner la hausse de l'indice.

Reste éternellement à savoir comment remplacer la vignette ? De bons esprits (il n'en manque pas dans les ministères) ont imaginé d'augmenter la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), c'est-à-dire la fiscalité sur l'essence. L'automobiliste paiera pour les fumées. Et comme l'incidence de la taxe pétrolière sur

l'indice des prix est moins forte que celle du tabac (dont l'effet total sur deux ans aurait été de presque un demi-point) le gouvernement estime qu'il va faire une bonne affaire. Une hausse de 10 % de la TIPP rapporterait par exemple plus de 6 milliards de F et ne ferait monter l'indice que de deux dixièmes de point. Une misère...

Reste à savoir si la volonté de freiner à tout prix — le mot n'est pas trop fort — la progression de l'indice ne se retournera pas contre ses auteurs. La très forte majoration, décidée l'année dernière de la taxe applicable cette année aux contrats d'assurance automobile (taxe qui a doublé) avait beaucoup choqué les automobilistes, parfaitement au courant de la manœuvre et de ses motivations : les tarifs de l'assurance automobile ne sont pas pris en compte dans l'indice.

Le coup en préparation sur la TIPP passera plus difficilement encore. Est-il d'ailleurs cohérent avec les efforts faits par le gouvernement pour empêcher l'industrie automobile française de s'enfermer lentement mais sûrement dans les difficultés par rapport à ses concurrents étrangers ?

AL. V.

ELIMINEZ
sans produits chimiques
MOUSTIQUES
et insectes volants indésirables
Appareil à ultrasons à la fois source lumineuse pour attirer les insectes et à ultrasons pour les repousser. Action continue et automatique. Pour intérieur et extérieur. Garantie 3 ans. Fabrication française. Dimensions : 12 x 12 x 12 cm. Poids : 120 g. Prix : 12.000 F. (TVA 20 % incluse).
Paris 14^e : 10, rue de Valenciennes. Tél. (1) 742.29.03.
Provence : 10, rue de la République. Tél. (1) 40.34.57.24.
B.P. 157 - 44230 St-Sébastien-Val-de-Lune. Tél. (01) 40.34.57.24.
495 F. TTC - Franco 620 F.
Documentation INSECTRAP sur demande

La fin du détournement d'un Airbus d'Indian Airlines

LES PASSAGERS ONT ÉTÉ LIBÉRÉS ET LES PIRATES DE L'AIR ARRÊTÉS

Les 255 passagers qui se trouvaient à bord d'un Airbus d'Indian Airlines détourné de Srinagar vers Lahore au Pakistan, jeudi 5 juillet, ont été libérés, vendredi 6 juillet, au milieu de la journée (heure locale).

De notre correspondant New-Delhi. — L'appareil des lignes indiennes indiennes avait quitté Srinagar, la capitale de Jammu-et-Cachemire, en direction de New-Delhi jeudi vers 16 h 20 avec un équipage de neuf personnes.

Quarante-cinq minutes plus tard les pirates entraient dans le cockpit de pilotage. Les autorités pakistaises refusèrent d'abord d'accorder l'autorisation d'atterrissage à Lahore puis y consentirent, à la demande expresse de New-Delhi, l'appareil manquant de carburant. Initialement les pirates de l'air exigeaient la libération de tous les sikhs, plusieurs milliers, emprisonnés après l'assaut du Temple d'or, le 6 juin, le versement par New-Delhi d'une rançon de 25 millions de dollars (somme volée, selon eux, par l'armée au Temple d'or) et le retrait immédiat de l'armée du complexe religieux et du Pendjab tout entier.

Si ces conditions n'étaient pas remplies les pirates menaçaient de faire sauter l'appareil avec ses passagers. A l'heure fixée par l'ultimatum, 2 h 30, vendredi matin, rien ne se produisit, et un peu plus tard dans la matinée les pirates ne réclamaient plus qu'un entretien avec l'un de leurs derniers leaders encore en vie, M. Harmandir Singh Sandhu, emprisonné quelque part, en un lieu secret, dans un État voisin du Pendjab. « Si celui-ci nous ordonne de nous rendre, nous le ferons », faisaient-ils savoir.

● Collision au large de l'Espagne : 3 morts, 3 disparus. — Trois marins espagnols sont morts, et huit autres personnes sont parties disparues à la suite d'une collision, vendredi matin, 6 juillet entre un navire espagnol, le *Dauka*, et un cargo frigorifique polonais le *Hermatran*, au large de la Galice, au nord-ouest de l'Espagne. Le brouillard est la cause de la collision. — (AFP.)

L'Affaire doubles rideaux indiens

En coton importé des Indes, adaptés à toutes tailles : chemise de fer, anneau bois ou cuivre, deux fois, 125 X 270, le bas surfilé, le paire

420 F
Volage large et fin blanc ou crème ; très dimensions : 30 F. Toile

160 F
55, rue de Sévres-V^e (face Bon Marché) 548.41.13 ou 183, Faub. Saint-Antoine-X^e 343.01.08.

SEVRES-TISSUS ET NOUVELLE BOUTIQUE
58, Gde-Rue à Juvisy, 921.05.95

Sur le vif

Tentative de conciliation

Houleuse, dites donc, dramatique, la séance de conciliation entre M. Maghreb et son épouse née Marianne, hier, devant le juge des affaires matrimoniales au sujet de la garde des enfants. La magistrat essayait de les calmer, de les raisonner, de faire la part des torts réciproques après tant d'années de vie commune.

Enfin, qu'il vous, madame, vous avez l'air d'oublier qu'il ne voulait pas de vous au début. Vous vous êtes installée de force à son domicile sis, dans quel département déjà ? ah ! oui, l'Algérie. Il vous a supportées très longtemps avant que vous n'en veniez aux coups. Il paraît que vous étiez impossible, odieuse, autoritaire, méprisante. Vous l'obligiez à travailler comme une bête. Vous faisiez main basse sur tout l'argent du ménage. Pas étonnant qu'au bout d'un moment les scènes se soient multipliées. D'accord, il était brutal, violent, mais il avait à faire à forte partie, avouez ! Passons sur les bagarres qui vous ont amenées à vous séparer. Vous rentrez en métropole. A regret, vous le savez bien. C'était la bonne vie.

Pes rancunes, il accepte de vous rejoindre. Je vous demande pardon, c'est vous qui l'avez invité : vous aviez besoin d'un homme toute main, dur à la peine, pas exigeant question salaire, etc. Personne ne vous obligeait à l'épouser. Tout le monde vous l'a d'ailleurs très fermement déconseillé. On ne peut pas dire qu'autour de vous on approuve

les unions mères. Bonté, vous vous mariez, vous avez des gosses. Les bibelles reprennent, vous ne vous entendez pas. Ce coup-ci, c'est lui qui s'en va, qui retourne chez sa mère. D'accord, il emmène les gamines.

Mais, oui, madame, mais je sais, je sais bien, qu'en France on donne automatiquement le droit de garde à la mère. Sauf dans un cas très précis : si sa conduite laisse à désirer, si elle peut être qualifiée de légère. Or il faut bien dire que sur ce plan-là, celui des bonnes mœurs, chez les Maghreb, votre famille, la famille France, a très mauvaise réputation : écoles mères ; cours d'éducation sexuelle dans les lycées ; à partir de seize ans, le pilule ; les portées, le vagabondage, etc. Il a craint pour la vertu de ses enfants, mettez-vous à sa place.

Maintenant, monsieur, essayez de comprendre à votre tour le calvaire d'une mère à qui on arrache ses petits. Non, déploré, excusez-moi, excusez-moi, ne remplacera une maman, d'autant plus regrettable qu'elle vous est interdite. Moi, je ne vois qu'une solution : ce bébé est-elle per les mains en colère, à tout y installer, à demander, les enfants et demander au capitaine d'assurer un droit de visite illimité à l'abri de tout danger, de tout risque de contamination lénique ou judéo-chréenne. Au milieu de la Méditerranée.

CLAUDE SARRAILLE.

LA LIVRE EN CHUTE LIBRE

Les banques relèvent leurs taux d'intérêt

La Barclays et la National Westminster, deux des principales banques de dépôt britanniques, ont relevé vendredi 6 juillet leurs taux de base de 9,25 % à 10 %. Cette décision devrait être imitée rapidement par les autres banques.

Ce renchérissement du loyer de l'argent a été décidé à la suite de la très forte baisse de la livre sterling.

La Banque d'Angleterre a dû intervenir vendredi à l'ouverture du marché des changes pour arrêter un effondrement de la livre sterling, tombée à des niveaux inconnus jusqu'à présent, en fonction non seulement du dollar, mais aussi des autres monnaies.

● M. Marcel Long, actuel PDG d'Air Inter, entre au conseil d'administration d'Air France, où il devrait succéder, à la présidence de la compagnie nationale, à M. Pierre Giraudet, aux termes d'un décret paru au Journal officiel du vendredi 6 juillet.

● Les obsèques du général Salin à Vichy. — Un millier de personnes ont assisté, jeudi après-midi 5 juillet, à Vichy, aux obsèques, empreintes de sobriété, du général Salin. Dans son oraison funèbre, à l'église Saint-Blaise de Vichy, le Père Pascal, compagnon de l'action, chef de FOAS, qui témoignait à mai 1962 — par la des qualités humaines et de la foi du défunt. Au premier rang de la foule, la veuve du général et leurs deux enfants, mais pratiquement aucune figure connue, si ce n'est le colonel Argoud, M. Gabriel Peronneau, ancien ministre sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, et le docteur Jacques Lecarré, maire (UDF-FR) de la cité thermale. — (Corresp.)

Les meilleures marques
TRECA
EPEDA
SIMMONS
PIRELLI
Les meilleurs prix
CAPELOU DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 357.46.35
Métro : PARMENTIER

LA FEMME SECRETAIRE
101, rue de Lille 75007 PARIS
école technique Tél. (1) 551.20.20
privée de secrétariat

UN NOUVEAU SUCCÈS POUR LES BIJOUX FORCE 10 DE FRED

Créé en 1978, FORCE 10 est aujourd'hui devenu synonyme de FRED.

D'une idée originale du joaillier Henri SAMUEL, ex-champion d'Europe de FLYING DUTCHMAN, international de voile durant de nombreuses années, dirigeant sportif à la Fédération française et au Comité olympique français, est née cette collection de bijoux contemporains, associant la force du câble marin, utilisé pour hisser les voiles, à la noblesse de l'or, métal mythique et prestigieux.

Le succès de la ligne FORCE 10 a amené un grand nombre de Sociétés à s'inspirer du concept artistique, ainsi que de la dénomination, qui a même été reprise dans d'autres secteurs d'activité. Depuis deux ans, un contrefacteur, cherchant à bénéficier de la notoriété de FRED JOAILLIER, diffuse en France des copies serviles des bijoux FORCE 10 originaux, mais en métaux communs. Il vient d'être condamné par le Tribunal de Grande Instance de Paris à la confiscation de ses modèles et à des dommages et intérêts.

Il est rassurant de constater que la position du Tribunal dans cette affaire confirme un certain nombre d'arrêts rendus récemment qui protègent en France la créativité, autant dans le domaine de la Haute couture et des parfums que dans celui de la joaillerie.

Espérons que la Jurisprudence française sera suivie dans ce domaine par les Tribunaux étrangers et que la protection dont nous bénéficions maintenant dans notre pays s'étendra bientôt aussi hors de nos frontières, où tant de créateurs français sont constamment victimes de contrefaçons tant pour leurs modèles que pour l'utilisation de leur marque.

HANLET L'UNIVERS DU PIANO

DU 22 JUIN AU 13 JUILLET

CRÉDIT GRATUIT 15 MOIS

Sur les pianos et orgues après acceptation du dossier par SOFINO (crédit 15 mois) comprenant T.E.G. 22.10 % (taux prêt en charge par HANLET) et 3.5 % (taux assurance) PARIS 8^e : 254, rue de la République. Tél. : 740.20.00. VILLIERS : Centre Cit. "Valley". Tél. : 448.23.97. ORGIVAL : Centre Cit. "Art de Vigne". Tél. : 972.74.30. NOISY-LE-GRAND : Centre Cit. "Arcades". Tél. : 300.20.79.



مكتبة القرآن الكريم

مكتبة المجلد

Le Monde

Loisirs

UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARY



Fête de la Vierge-Reine des Andalouses, page VI

Routes à châteaux, page II

Le ski sur neiges éternelles, page IV

Enchères d'enfer à Monte-Carlo, page XVI

Supplément au n° 12269. Ne peut être vendu séparément. Samedi 7 juillet 1984.

Le Perche aux châteaux dormants

Deux nouvelles routes buissonnières balisées par la Caisse des monuments historiques.

POUR ceux qui ne peuvent s'éloigner beaucoup de Paris, ou pour ceux qui ont choisi la Normandie pour y passer leurs cinq semaines de repos, la Demeure historique vient de créer, avec l'appui de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, deux nouvelles « routes de beauté » qui, à l'ouest de Paris, offrent aux touristes des merveilles connues... et moins connues qu'on atteindra toujours par des routes agréables, judicieusement choisies et peu fréquentées (1).

Ces deux nouveaux circuits, l'un qu'on désigne un peu pompeusement sous le nom de la Route des hauts dignitaires, allusion aux personnages célèbres qui ont vécu dans cette région, mènera le visiteur de l'Île-de-France en Val-de-Loire, tandis que l'autre, baptisé Route des barons et des châteaux, lui fera traverser tout le département de l'Orne, réputé pour ses nombreuses forêts, ses bocages, ses richesses architecturales et où le cheval est roi.

La Route des hauts dignitaires, qu'on parcourra en une journée, passe d'abord par le Hurepoix (le Monde du 15 novembre 1983). Elle rejoint ensuite le Gâtinais et s'achève dans la Seine-et-Marne, entre Gien et Fontainebleau. Au sortir de Saint-Sulpice-de-Favières, après avoir dépassé Etampes, on atteindra Malesherbes, château fort du quinzième siècle, à cour carrée flanquée de tours rondes et de douves. Un pigeonnier, une chapelle et une très ancienne grange complètent un bel ensemble remanié en 1718 par l'architecte Vigny pour le président de Lamignon, dont le fils, Malesherbes, héritier du château, ministre d'Etat et ami des philosophes, prit la défense de Louis XVI en 1792, ce qui lui valut d'être guillotiné avec tous les siens.

Après Malesherbes et une halte à la petite église de Germigny-des-Prés, élevée au neuvième siècle, on aperçoit de loin l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, dont la superbe église des onzième et douzième siècles domine le fleuve. C'est dans le petit cimetière du village que le poète



Carrouges, place forte entourée d'étangs, dernier bastion normand avant le Maine.

Max Jacob repose depuis 1945, car c'est au pied même de l'abbaye que vinrent l'arrêter, en février 1944, les hommes de la Gestapo qui l'emmenèrent au camp de Drancy, où il devait mourir quelques semaines plus tard.

Sully-sur-Loire, maison forte, construite en 1363 comme tête de pont sur la Loire, flanquée de quatre tours rondes, eut l'honneur de recevoir en ses murs Jeanne d'Arc.

Mais il connut sa plus grande gloire lors de son acquisition, en 1602, par Maximilien de Béthune, ministre de Henri IV, célèbre depuis cette date sous le nom de Sully, qui y écrivit ses *Mémoires des sages et royales économies de l'Etat*.

Gien n'est qu'à une portée de fusil de Sully, et c'est bien le terme qui convient, puisque ce noble édifice, construit en 1494 pour Anne de Beaujeu, fille aînée de Louis XI, abrita depuis 1952 le Musée interna-

tional de la chasse qu'on peut visiter à loisir. La pêche, elle aussi, a son musée, non loin de là, au château de La Bussière — qui fut d'abord une petite forteresse bâtie sur pilotis et reconstruite plus pacifiquement au seizième siècle dans le style « briques et pierres » en vogue dans cette région. Entourée de douves, au milieu d'un parc dessiné par Le Nôtre, La Bussière passe pour avoir été le séjour favori de la Grande

Mademoiselle bien avant qu'on ait songé à y installer les aquariums du Musée de la pêche en eau douce.

Le château de Bourron est situé exactement entre La Bussière et Fontainebleau, dont il est distant de 8 kilomètres. D'abord château fort quadrangulaire, élevé à l'emplacement d'une villa gallo-romaine, il fut complètement reconstruit à partir de 1580, lui aussi dans le style « briques et pierres » inspiré de Fontainebleau. Pillé à

la Révolution, plusieurs fois vendu, Bourron fut acquis en 1878 par la famille de Montesquiou-Fézensac, qui s'est attachée à le restaurer et à l'aménager. Son décor intérieur est tout à fait remarquable avec son vestibule rythmé par des colonnes ioniques et la chapelle aménagée en 1882 dans un de ses pavillons dont les précieuses boiseries baroques et un curieux baldaquin sont surprenants en ces lieux.

Après Bourron, il faut voir le prestigieux Courances, célèbre à juste titre puisque construit par Gilles Le Breton, architecte de Fontainebleau, et aussi son parc où Le Nôtre sut si bien tirer parti de ses eaux courantes qu'elles donnèrent son nom au domaine et qu'il y créa douze bassins.

Le Bocage normand, que traverse la Route des barons et châteaux, est un pays très attachant; on s'y est beaucoup battu à l'époque de la chonannerie, et la dernière guerre n'a pas épargné ses vieilles cités. Mais au milieu d'une région aux superbes forêts, aux très hautes collines et parmi une profusion de fontaines, d'étangs et de sylvies, on trouve des châteaux prestigieux, des vieilles églises, des villages où les maisons ont gardé leur ancien colombage, et aussi le très beau, le noble haras du Pin.

Pour découvrir ou redécouvrir la Basse-Normandie, du Perche au pays de Houlme et à la Suisse normande, il faut compter plusieurs jours car la ville de l'Orne la plus proche de Paris, Sées, vieil évêché bien connu des cruciverbistes et dont la célèbre cathédrale de style gothique normand et français domine les plaines alentour, est déjà à 185 kilomètres de la capitale.

A 6 kilomètres de Sées, le château d'O, au village de Montrée, est à lui seul une page d'histoire puisqu'il appartient à François d'O, l'un des mignons de Henri III, qui fit de ce jeune homme un lieutenant général de Normandie, puis un surintendant des bâtiments de France, titre qu'il garda sous Henri IV avant de mourir rapidement sans postérité. Ce personnage considérable n'avait pas bonne presse parmi ses contemporains. N'est-ce point Agrippa d'Aubigné qui a écrit de lui : « Le sire d'O mourut ayant l'âme et le corps gâtés de toutes sortes de vilainies ». Il n'empêche que son château est un magnifique édifice. Bâti sur pilotis, en bordure d'un étang, entouré de toutes parts par les eaux, les bâtiments de pur style Renaissance sont disposés sur trois côtés autour d'une cour ouverte au nord. Le très beau décor intérieur aux salons ornés de fresques et la grande galerie aux arcs surbaissés à colonnes ioniques, dont les chapiteaux présentent des thèmes décoratifs italianisants, l'apparent au château de Blois. Très bien entretenu et conservé, O appartient à M^{me} de Lacretelle, qui en a fait une demeure d'un grand charme.

Le château de Sassy, qui se trouve à 7 kilomètres d'O sur la route de Putanges, est une construction datant de la fin du dix-huitième siècle, agrandie au cours des âges, dont les broderies du jardin à la française s'étendent en terrasses. A l'intérieur, on a réuni de magnifiques tapisseries ainsi que les souvenirs et la bibliothèque du chancelier Pasquier, qui fut, comme chacun le sait, le grand ami de M^{me} de Boigne, dont les fameux Mémoires lui doivent certainement beaucoup.

Bâtisseurs normands

SUPERBE occasion que ce quarantième anniversaire de la bataille de Normandie. Voilà le voyageur invité à tureter sur les routes de campagne pour dénicher les monuments-souvenirs, les cimetières bocagers et les musées qui roulent des épaulières. Du même coup, c'est tout le profond du pays qui se livre. Au détour des haies, on aperçoit le toit de chaume qui coiffe, comme une casquette anglaise, la maison à colombage et torchis, la grange qui s'allonge dans la pâture sous son toit de toile ondulée, le presbytère un peu compassé derrière ses moellons de calcaire et ses ardoises, les étables de quingois, le tournai collé comme un enfant contre la maison mère, le vieux pressoir à cidre. Une promenade en Normandie, c'est aussi une balade dans le musée de plein air de l'architecture rurale.

Un livre — qui tombe à pic — nous invite à organiser cette visite. Il permet tout au moins au flâneur de déchiffrer le langage du bâti normand. Sous le simple titre *Normandie* vient en effet de paraître le troisième volume de la passionnante collection consacrée par le Musée des arts et traditions populaires à l'architecture rurale française. Œuvre monumentale pour un art qui, justement, ne l'est pas. Le travail de prospection et de recensement fut

entamé pendant la dernière guerre, avant même que les premiers GI posent le pied sur nos plages. Nez au vent, des architectes ont repéré, photographié, dessiné et analysé quantité de bâtisses remarquables. Impossible de publier leurs milliers de fiches, mais, en sélectionnant une cinquantaine par région et en les préfacant d'une copieuse notice historique, géographique et technique, on a l'essentiel. C'est ce que fait depuis 1977 le Musée des arts et traditions populaires, qui, chaque année, publie deux ou trois volumes chez Berger-Levrault. Treize régions ont été couvertes, soit un peu plus de la moitié du territoire. Objectif de cette entreprise : fixer une image du bâti rural ancien avant qu'il ne disparaisse, engranger des éléments scientifiques pour des études ultérieures, fonder sur des bases rationnelles une politique de conservation.

Tout cela serait fort austère et passablement ennuyeux si nos pères paysans n'avaient été de merveilleux bâtisseurs. Quelle mesure dans les proportions, quel charme dans le choix des emplacements, quelle ingéniosité dans la technique, quelle fantaisie dans l'invention! L'architecture apportée à ses chefs-d'œuvre. Or pour l'essentiel, elle n'est faite que de contraintes : celles de l'économie,

du fonctionnel, des matériaux locaux. Une façon d'humilité pour les architectes contemporains qui invoquent sans cesse les « contraintes » pour excuser la médiocrité de leurs prestations.

Feuilleter *Normandie*, c'est faire un bien joli périple au fil des croquis, des plans, des vues aériennes et des photos, tous de haute qualité. Un voyage dans la diversité, puisque aussi bien les auteurs, Max-André Brier et Pierre Brunet — deux universitaires normands — ont distingué onze terroirs différents dans leur pays. Un itinéraire émouvant aussi, puisque certaines plainches évoquent les ourles, les gestes et les « trucs » des artisans bâtisseurs.

Mais le grand mérite de cette collection — et *Normandie* n'échappe pas à la règle — c'est de susciter une envie : celle d'aller sur le terrain, de beguenauder sur les routes de campagne et de s'arrêter pour le plaisir de l'œil et de l'esprit devant une simple ferme. Après la France des châteaux époustouffants et des églises-phares, en voiture pour l'Hexagone paysan.

MARC ANIBROISE-RENDU

« L'Architecture rurale française : Normandie », par Max-André Brier et Pierre Brunet, Edt. Berger-Levrault, 400 pages, format 23,5 x 29,5.

Fêtes au Neubourg

DANS le cadre du quarantième anniversaire du débarquement et à l'attention, notamment, des milliers de visiteurs anglo-saxons attendus cet été en Normandie, le château du Champ de Bataille, au Neubourg (Eure), organise un circuit touristique sur le thème de « L'architecture du Grand Siècle en Normandie ».

Trois monuments, caractéristiques de l'architecture du dix-septième siècle, en constituent les temps forts : le château du Champ de Bataille, longtemps résidence privée du duc d'Harcourt, lieutenant général des armées du roi, et dont l'un des ancêtres devait accompagner Guillaume le Conquérant en Angleterre pour y fonder la lignée des lords d'Harcourt ; le château de Beaumarchais, chef-d'œuvre français de l'architecture baroque et prénommé par La Varenne « le Meunier royal », et l'abbaye du Bec-Hellouin, qui fut l'un des grands centres intellectuels de l'Europe au onzième siècle. Le circuit complet, avec déjeuner au Champ de Bataille, coûte 124 F.

Le château de Neubourg organise également cet été une série de fêtes exceptionnelles. D'abord, tous les soirs, jusqu'au 30 août (de 21 h 30 à 23 h 30), des promenades musicales dans le châ-

teau et le parc éclairés par des jeux de lumière et des chandelles. Les vendredis et samedis soirs, dîner aux chandelles dans la grande salle des fêtes, à partir de 20 heures : 100 F par personne ; réservation par téléphone au 16 (32) 35-03-72.

Ensuite, la présentation, en juillet, de spectacles de gala, dans la cour d'honneur, à 21 h 30, aux prix de 80 F, 100 F et 120 F. Les 6 et 7 juillet, le *Marriage de Figaro*, de Beaumarchais, par la compagnie Jean-Laurent Cochet (location au Théâtre Hébertot, 387-23-23) ; le 10 juillet, *L'opéra de la mort*, de Musset, par la compagnie des Trésors de France (location au château) ; le 12 juillet, *Il Signor Fagotto*, opéra-bouffe d'Offenbach, par la troupe du Théâtre de la Potinière (261-42-53) ; le 14 juillet, spectacle des ballets de l'Opéra de Paris (742-57-50). On peut également louer des places pour tous ces spectacles dans les syndicats d'initiative de Rouen (36) 71-41-771, Deauville (31) 88-21-43 et Caen (31) 88-27-85.

Le château du champ de bataille, 27110 Le Neubourg, Tél. : (32) 35-03-72. A 110 kilomètres de Paris, autoroute A-13, sortie Louviers.

مكتبة الشارقة

A l'orée de la forêt de Putanges et à la lisière de la Suisse normande, se dresse Saint-Sauveur, sombre édifice de granit cerné par les eaux vives de ses douves, et dont la terrasse est bordée de curieux balustres à la chinoise. Le château, qui n'a subi aucune modification (ce qui est rare) depuis 1641, fut construit par J. de Grésille, vicomte de Rouen. De belles boiseries Louis XIII décorent ses salons, où des meubles, des tableaux et des objets des dix-septième et dix-huitième siècles achèvent de donner à ce château si admirablement conservé une atmosphère très particulière.

Situé au sud du pays de Houlme et à l'ouest de la forêt d'Ecouches, Carrouges, superbe construction acquise par l'Etat en 1936 et gérée par la Caisse des monuments historiques, qui a fait restaurer le gros œuvre et remeubler ses salons, est une des plus belles parures de la Basse-Normandie. Ancienne place forte entourée d'étangs, c'est le dernier bastion normand avant le Maine. De cette position stratégique, qui le place au milieu de massifs forestiers couvrant deux départements voisins, Carrouges tire l'avantage d'avoir été choisi pour être le centre culturel du Parc Normandie-Maine.

Élevé au quatorzième siècle, terminé au dix-septième, Carrouges appartient aux Le

Venue, célèbre famille de cette région normande. Construction de brique, de granit, toute couronnée d'ardoise, Carrouges offre aux visiteurs un parc où on pénètre par un passage couvert, le Châtelet, élégant pavillon du dix-septième siècle, puis par une belle grille de fer forgé de la même époque pour accéder au château. Tout le décor intérieur de Carrouges a été restauré, renouvelé, reconstitué, et présente une exceptionnelle collection de meubles d'époque. Les cheminées ont été remises complètement en état, comme celle de la salle à manger aux meubles de style Louis XIV avec ses hautes colonnes de granit portant des chapiteaux corinthiens, qui en font un élément décoratif exceptionnel. Enfin, le salon dit des « portraits », où figurent les effigies des seigneurs et des propriétaires du château ainsi que le grand escalier d'honneur et la chambre des évêques font de Carrouges, comme l'a dit M. Siguret, inspecteur général des monuments historiques, dans la très intéressante étude qu'il lui a consacrée... « un ensemble assez exceptionnel, très harmonieux, malgré des époques de construction différentes. Les intérieurs bien meublés, mais sans ostentation, montrent la rude vie que menait la noblesse du terroir ». De Carrouges, on est à

22 kilomètres de Bagnoles-de-l'Orne, station paisible aux sources bienfaisantes et qui peut être une halte agréable sur la Route des haras et châteaux (1). De cette petite ville, cachée au cœur de la forêt d'Andaines, on remontera vers le nord, non sans avoir admiré au passage, sur la route d'Argentan, la jolie église d'Habloville, exemple parfait d'architecture rurale à la nef et au chœur du quinzième siècle et aux boiseries, retable et mobilier des quinzième et dix-huitième siècles.

D'Argentan, détruite aux trois quarts lors de la dernière guerre et qui possède encore quelques monuments, vestiges de son long passé, on terminera ce périple par une petite halte au château de Préday avant d'arriver au très célèbre Haras du Pin, gloire de l'élevage français, créé le 16 décembre 1665 par un arrêt du conseil signé de Louis XIV. Agrandi par Louis XV, le domaine s'étend sur cinq communes et comprend 252 hectares de bois et 632 hectares de prairies gérées par l'administration du haras. L'hippodrome, les avenues, les pistes d'entraînement, les étangs, les cours et les bâtiments font du Haras du Pin la capitale idéale de l'élevage du cheval français et le témoignage de la grandeur des deux artistes qui l'ont conçu et réalisé : Mansart pour les bâti-

ments, Le Nôtre pour les avenues et les jardins. Ce n'est là qu'une attribution puisqu'on n'a pas retrouvé les plans et les plans originaux, mais la noblesse et l'ordonnance des bâtiments, des avenues et des plantations évoquent tout à fait les lignes caractéristiques dont Mansart et Le Nôtre ont doté plusieurs des provinces françaises. Les constructions du domaine du Pin réservées à l'élevage des chevaux forment un plateau dont le château est l'extrémité. Celui-ci, achevé en 1728, possède une distribution intérieure où le grand escalier, de jolies pièces de réception ornées de dessus-de-porte ainsi que de belles tapisseries sont marqués par une époque toute de grâce et d'élégance. L'admirable équilibre des bâtiments, la beauté du site, la splendeur des forêts dépendant du domaine, font de la visite du Pin le couronnement de cette Route des châteaux et haras de l'Orne.

ANDRÉE JACOB.

(1) Pour tous renseignements sur ces deux Routes : Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 62 rue Saint-Anne, 75004 Paris, tél. : 277-59-20, 277-52-76, 278-78-38. La dernière historique, hôtel de Nesmond, 57, quai de la Touraine, 75005 Paris, tél. : 329-02-85. Association culturelle normande des haras et des châteaux de l'Orne. Siège : Château de Saint-Sauveur, Sainte-Honorine-la-Chardonnette, 61430 Athin-de-l'Orne, tél. : (33) 66-40-13.



Le château de Sully-sur-Loire, acquis en 1602 par Maximilien de Béthune, ministre de Henri IV.

Escapade royale

QUE vous connaissiez déjà ou non les châteaux de la Loire, vous pouvez vous offrir cette escapade royale. Partir, s'offrir, c'est d'abord raisonnable, qui vous laisse un souvenir impérissable. Le rêve commence à Blois, où attend votre carrosse magique : un hélicoptère de six places, confortable comme une limousine, et dont les larges hublots permettent une vision dégagée dans toutes les directions. Vous voilà partis dans une glissade à 180 kilomètres à l'heure au-dessus des prairies et des parcs, du fleuve et des châteaux. Vos regards indiscrets plongent dans les cours des maisons anciennes, qui se croisent pourtant à l'abri derrière leurs hautes murs de pierre blanche. Et qu'ils sont beaux, ces toits bleus !

Les châteaux : Cheverny, Chambord, Chenonceau, Amboise. Une vision à couper le souffle... Rien de comparable avec ce que le pilotage, mûr et sûr, peut offrir. L'hélicoptère se penche, traçant une courbe autour de ces joyeux dont l'équilibre des formes, les subtilités d'architecture, sautent aux yeux. Vous avez presque l'impression de contempler une maquette trop ressemblante. Trop belle pour être vraie ? Un comble...

Vous vous poserez de nouveau à Blois, pour reprendre, par la route cette fois, le fil de la Loire. A Amboise vous attend un dîner chez un chef original, et un fort beau spectacle. Le restaurateur se nomme François Le Coz, et son domaine, l'Auberge du Mail. Si, en tant qu'hôtel, la maison ne s'orne que d'une étoile, n'hésitez pas

pour autant à y descendre : on s'y sent bien, en toute simplicité. En tant que maître d'hôtel, François Le Coz a su ce printemps l'occasion unique de préparer un dîner exclusivement composé de recettes contemporaines de la Renaissance pour quatre-vingt invités, rien de moins. Ces derniers se régaleront entre autres de « soringues d'anguilles au vin d'Amboise » et de « goulottes rôties au miel et à la godolle » accompagnées de « dodine de verjus ». En attendant que notre chef offre ces rares spécialités au menu, saluez donc la fête conifère, au Vouvray, la maitresse d'anguilles, ou encore les filets de chevreuil saucés grand veneur...

Vers 22 heures, vous monterez au château, pour assister au spectacle « A la cour du Roy François ». Il ne s'agit pas d'un son et lumière traditionnel, mais d'une animation du château, fresque de lumière, de couleurs et de sons, évoquant les grandes heures que commencent ces lieux à la Renaissance. Trois cents habitants d'Amboise et des villages alentour, utilisant cinq cents costumes, vous présentent une série de tableaux à l'effet esthétique certain, les musiciens Renaissance plongeant immédiatement les spectateurs dans l'ambiance des vieilles pierres. Il s'agit d'un spectacle d'amateurs dont le gigantisme écho pourtant des talents véritablement professionnels. Une heure et demie durant, vous apprendrez François I^{er} et ses amours, sa cour et son bon peuple, le chevalier Bayard et Léonard de Vinci. Comme dans un rêve...

DOMINIQUE LE BRUN.

La Loire en hélicoptère

QUATRE circuits sont proposés. Le circuit 1, à 100 F par personne, est un baptême de l'air au-dessus du pays bicois. Le circuit 2, à 350 F par personne, vous amène au-dessus de Beaugerard, Troussay, Cheverny, Villevrin, Chambord et Menars. Le circuit 3, à 600 F par personne, dure une demi-heure et s'étend sur 100 kilomètres au-dessus de Saint-Denis, Menars, Chambord, Villevrin, La Sistière, Cheverny, Troussay-Fougères, Chaumont et Beaugerard. Le circuit 4 vaut 1200 F, dure une heure, et vous amène, dans un vol de 200 kilomètres, au-dessus de Saint-Denis, Menars, Chambord, Villevrin, La Sistière, Cheverny,

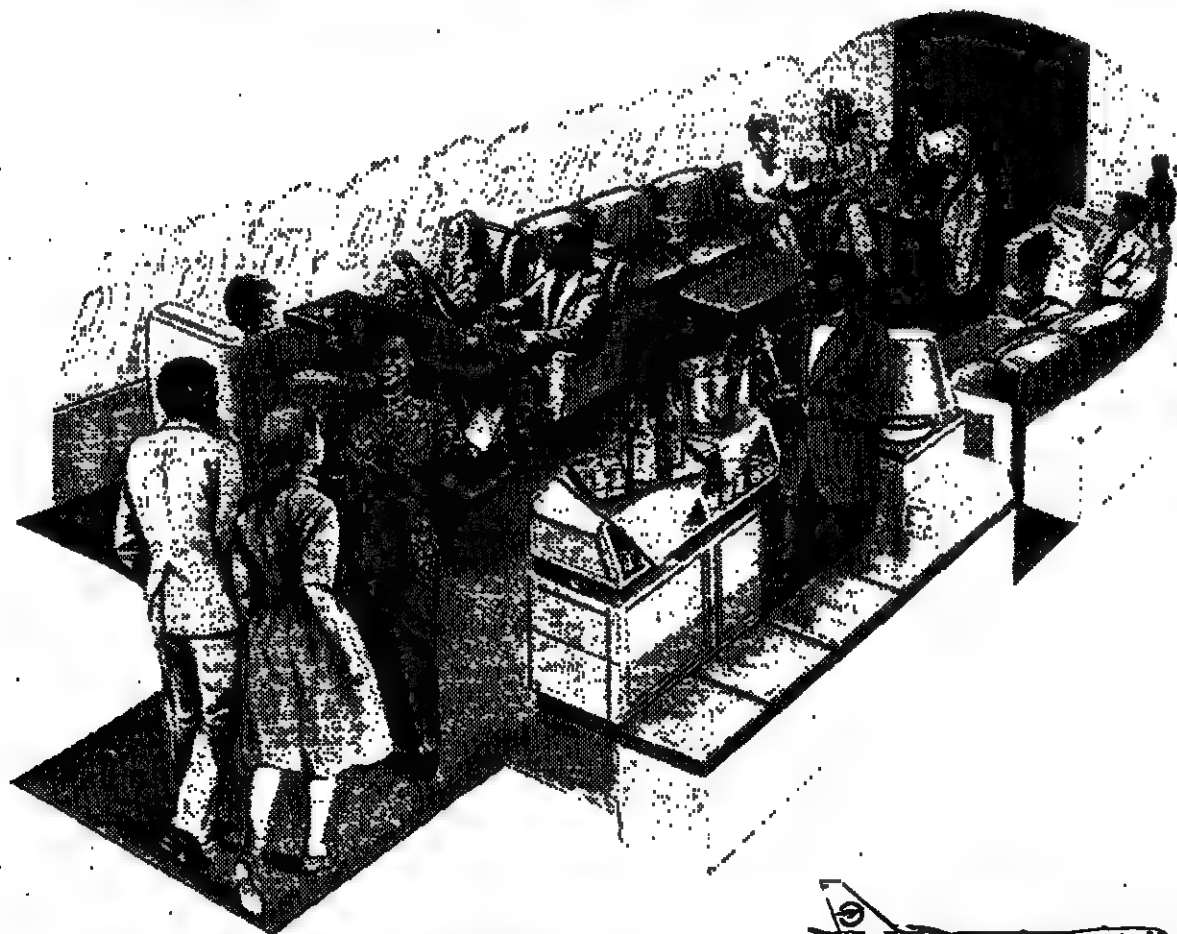
Troussay-Fougères, Chaumont, Beaugerard, Chenonceaux, Amboise et la vallée de la Loire.

Renseignements : Office de tourisme, 3, av. Jean-Laigret, Blois. Tél. : (54) 74-08-49.

● L'Auberge du Mail, 32, quai du Général-de-Gaulle, 37402 Amboise. Tél. : (47) 57-80-39.

● A la cour du Roy François, spectacles les 7, 11, 12, 15, 18, 21, 25 et 28 juillet, ainsi que les 1^{er}, 3, 4, 8, 10, 11 et 14 août. Ouverture des guichets à 21 heures, début du spectacle à 22 h 30 en juillet et 22 heures en août. Prix des places : de 25 à 35 F. Renseignements et réservations à l'Office de tourisme, BP 233, 37402 Amboise Cedex. Tél. : (47) 57-08-28.

Signez vos premiers contrats à bord



Cameroon Airlines est la seule compagnie reliant l'Europe au Cameroun à offrir à ses passagers de première classe le confort d'un salon luxueusement aménagé au pont supérieur de son Boeing 747. C'est là que vous pourrez nouer vos premiers contacts professionnels. Et si, 59% des hommes d'affaires se rendant au Cameroun, ont choisi Cameroon Airlines, ce n'est pas par hasard. Pour réussir votre prochain voyage professionnel en Afrique Centrale, Cameroon Airlines vous ouvre les portes du Cameroun et de l'Afrique.

CAMEROON AIRLINES

Nous vous ouvrons les portes du Cameroun et de l'Afrique.

*Etude SOFRES 1983 - 3100 interviews



BOEING 747

● Paris Orly-Sud : lundi, jeudi, samedi
tél. 742 78 17
● Genève : lundi
tél. 36 16 00 / 96 32 43

BOEING 707

● Londres Gatwick : dimanche
tél. 373 29 81
● Rome : dimanche
tél. 474 51 33

Cran-sur-glace

Le ski d'été, école de perfectionnement.

LORSQUE les premiers pylônes de téléski ont été installés, il y a vingt ans, à proximité du col de l'Isère (2 770 mètres), sur le glacier du Pissailas, certains ont cru que Val-d'Isère avait découvert ici sa nouvelle mine d'or blanc. Le ski d'été devenait le sport à la mode, snob à souhait, pour quelques marginaux en mal de sensations hivernales au cœur de la saison estivale. S'élancer, spatuler aux pieds, sur un glacier de quelques centaines de mètres, aux pentes doucement vallonnées, représentait alors le fin du fin dans la pratique du ski, mais aussi l'aboutissement logique d'un aménagement rationnel de la montagne et de ses plus hautes cimes.

Il est vrai également que les investisseurs plaçaient les plus grands espoirs dans la pratique du ski d'été pour faire « décoller » quelques-unes des stations nouvellement installées en altitude et qui ne fonctionnaient, jusqu'alors, qu'en hiver. Tignes, Val-Thorens, La Plagne, mais aussi les Deux-Alpes et l'Alpe-d'Huez se sont, à grands frais, emparés de quelques glaciers pour y planter leurs remontées mécaniques. Une tâche difficile compte tenu de la nature même des glaciers.

Masses en perpétuel mouvement, « coulant » lentement vers le fond des vallées, ils emportent tout sur leur passage, transportant aussi bien les téléskis que les skieurs. Impossible, dans ces conditions, d'utili-

ser pour le ski d'été un glacier dit « rapide » comme celui d'Argentière (vallée de Chamoni), qui progresse d'un mètre par jour. Les glaciers skiables doivent avoir une vitesse d'écoulement très lente, ne dépassant pas quelques dizaines de centimètres ou quelques mètres par an. Généralement, le ski d'été se pratique sur des bassins d'alimentation de grands glaciers, comme la Mer de glace, dans le massif du Mont-Blanc, sur des glaciers de plateau aux pentes faibles, qui ont le plus souvent l'aspect d'une calotte — glacier de Mont-de-Lans aux Deux-Alpes, — ou sur des glaciers en cuvette, où les forces de compression sont plus importantes que les extensions — glacier de Sarrenne à l'Alpe-d'Huez. Le lent déplacement de ces glaciers évite, d'autre part, un crevassement qui exposerait les skieurs à de graves mésaventures...

Analysés et désormais parfaitement connus, les déplacements des glaciers peuvent ainsi être contrôlés, et les pylônes de téléskis, installés dans la glace même, suivent ces déplacements grâce à des trains de poulies dits « auto-alignants ». Toutefois, les constructeurs n'ont pas encore osé édifier des téléskis ou des téléphériques sur des glaciers lorsque les pylônes ne peuvent pas être ancrés à des rognons rocheux ou prendre appui sur la moraine du glacier.

Imposantes masses, frigidifiées, les glaciers assurent une



excellente conservation du manteau neigeux, qui, en début de saison, peut atteindre cinq à dix mètres d'épaisseur, ce qui explique l'utilisation souvent obligatoire de téléskis s'adaptant aisément à la variation des hauteurs de neige.

Travaillée par le soleil, par le gel nocturne et le dégel diurne, la qualité de la neige sur un glacier varie d'heure en heure. Verglacée au lever du soleil, elle est gorgée d'eau au début de l'après-midi. Le skieur « goûte » ainsi au fil des heures toutes les sortes de neige : neige dure, neige poudreuse, neige de printemps, soupe...

« Le glacier est la meilleure école pour l'apprentissage et le perfectionnement du ski », affirme un moniteur de l'Ecole du ski français des Deux-Alpes. Sur glacier, les pistes sont généralement peu pentues ; recouvertes d'un manteau neigeux régulier, elles constituent ainsi de remarquables terrains d'exercice pour les débutants. Quant aux skieurs de haut niveau, ils trouvent ici un espace « concentré » où, souligne un spécialiste, « ils n'ont pas la tentation d'accumuler les kilomètres en faisant n'importe quoi. Ici, ils travaillent plus volontiers leur technique ». Ce qui explique d'ailleurs l'engouement actuel pour les stages d'initiation, de perfectionnement ou de compétition, qui l'été accueillent, par exemple aux Deux-Alpes, plus de 60 % des skieurs.

En France, le ski d'été reste cependant une activité sportive marginale, pratiquée par trente mille ou quarante mille personnes. Les étrangers sont actuellement les plus nombreux sur ces pistes peu étendues et très douces. Amateurs de grands espaces, de randonnées ininterrompues ou de descentes éperdues dans de la poudre blanche, s'abstenir.

Le ski d'été ne pourra jamais se substituer à la pratique hivernale d'un sport qui ne trouve toute sa plénitude que dans les grands espaces. Reste que le ski sur glacier assure au débutant une progression rapide, tandis qu'il affine la technique du champion en « hurlant » au soleil ses réflexes et son contact ski-neige.

CLAUDE FRANCELON.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

ARDECHE VERTE
LALOUVESC (altitude 1 050 m)
HOTEL LE MONARQUE *** - Logis de France
Tél. (75) 67-86-44
PENSION 165/206 F.T.T.C.
proposant « découverte de l'industrialisme » et « été pays » : pension complète, cuisines
5 jours : 20 h de cours 2 300 F.T.T.C.
7 jours : 24 h de cours 3 000 F.T.T.C.
2 personnes par ordinateur
Date : 27/8 au 3/9 et 10/9 au 17/9/1984

Côte d'Azur

83980 LE LAVANDOU
HOTEL DES ROCHES FLEURIES
AIGUEBELLE
Tél. : (94) 71-05-07 - Télés : 403 997
Un hôtel de charme en bord de mer privé. Aménagement raffiné. Chambres personnalisées avec terrasse sur la mer. Piscine dans la roche. Un exquis jardin abondamment fleuri. Cuisine soignée. Cuisine moderne variée selon la pêche et le marché. Activités nautiques. Tennis, golf à proximité. Entre Saint-Tropez et Le Lavandou, face aux îles d'Or.

Montagne

05490 ST-VÉRAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 43-82-08
Studio et cuisinettes 2 à 6 personnes.
Juin et sept. de 45 F à 89 F pers./jour.

SAVOIE

CHALET-HOTEL DE L'ŒULE-ROUGE ***
Logis de France. Altitude 1 550 m ; calme, détente, nature, dans un chalet restauré du XVIII^e exposé plein sud ; vue panoramique ; a. à m. avec cheminée ; vaste terrasse ensoleillée ; 10 chambres personnalisées ; cuisine traditionnelle soignée et spécialités régionales avec produits nouveaux du terroir ; nombreuses promenades et randonnées avec guide ; tennis à 200 m.
Tarif promotionnel pension été : 140/170 F.T.T.C.
A 15 km de Saint-Jean-de-Maurienne, les disciples d'Epicure sauront s'y retrouver.
Fertile Surier, Le Chal
73630 Saint-Jean-d'Arves
Tél. (79) 59-70-88.

TOURISME

LEYSIN (Alpes vaudaises)
1 300 m. à 4 h 30 de Paris par T.G.V. Lausanne. L'été sur l'Alpe. Plaisirs à choix : promenades, sports, détente. Patin. Tennis. Mini-golf GRATUIT. La qualité de l'accueil suisse. Forfait été 1 200 FF. Offres été. Office Tourisme CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/34-22-44

Venez vivre l'expérience unique du désert avec les Touaregs... Raids & Randonnées de 11 à 16 jours.
ROMANES/LES AMIS DU SAHARA
49, rue de la Montagne-Ste-Geneviève
75005 Paris - Tél. : 323.06.00

LE SAUZE-SUR-BANCELONNETTE (Alpes-de-Haute-Provence)

L'ALPHOTEL ***
Tél. (92) 81-05-04 - Télés 420 437
24 chamb. tout confort + 10 appart.
Vacances à la carte. Site relaxant.

Provence

ROUSSILLON - 84220 BORDES

Le petit hôtel de charme du Lubéron aux portes de la Haute-Provence. Très grand confort. Service attentif. Excellente cuisine. Femme et de marché. Piscine dans la propriété. Proche de la mer. Tennis à proximité. Week-end et séjour.
MAS DE GARRIGON ***
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christine RECH.

Allemagne

0 7870 BADEN-BADEN

GOLF HOTEL ****
Grand parc, piscine plein air + couverte, sauna, tennis, 18 la golf, prix spécial. Chambre avec douche ou bain, w.c. Demi-pension à partir de 300 FF par pers.
Tél. (19-49) 7221 23691. Télés 78 11 174.

Suisse

ASCONA

MONTA VERITA ****
Maison renommée. Situation magnifique et tranquille. Piscine chauffée. Tennis. Tél. 19-41/93/35-01-81.

CH-3962 CRANS-MONTANA (Vallée)

Hôtel CRANS-AMBAADOR ****
Tél. 19-41/27/41-52-22 TX 473 176
65 chambres et suites tout confort. Piscine couverte, sauna, bar, grill-room. Situation plein sud à la croisée des promenades en forêt. Tennis, golf, équitation, pêche, ski d'été, patinoire.
J. REY, propr.
membre « Chaîne des Rôtisseurs »
Un pays de vacances merveilleux.

Côte Atlantique - Baie d'Arcachon

Village vacances « grand confort »
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tél. 1081 82-87-48
Pension complète (vin compris)
DÉTENTE - REPOS - ANIMATIONS
Détachement varié adultes et enfants
Piscine privée surveillée - Mini-golf
Tennis - Planche à voile - Excursions
Séjours d'été - TV - Club
Parc d'attractions - Plage, etc...

Le CLUB VERT (8)903-50-80
Tennis dans les Cévennes : 16-28 juillet.
Tennis, équitation dans le Val-de-Loire
28 juil-2 sept.
Stages six jours et séjours, enf. ado. (mixte)
quelques places disponibles.

Où goûter la neige dure et la « soupe » ?

Les principaux glaciers

L'Alpe-d'Huez. — Glacier de Sarrenne. Altitude maximale : 3 330 mètres. Accès au glacier depuis la station : 30 minutes. Cinq remontées mécaniques. Dénivelé : 300 à 700 mètres selon les pistes ouvertes. Forfait : un jour, 84 F ; cinq jours non consécutifs, 265 F. Renseignements : (76) 80-35-41.

Les Deux-Alpes. — Glacier de Mont-de-Lans. Altitude maximale : 3 568 mètres. Accès au glacier : 45 minutes. Douze remontées mécaniques. Dénivelé : entre 720 et 1 950 mètres, selon l'enneigement. Forfait : un jour, 78 F ; six jours, 480 F. Renseignements : (76) 79-22-00.

La Plagne. — Glacier de Belle-côte. Altitude maximale : 3 250 mètres. Six remontées mécaniques. Dénivelé : entre 250 et 900 mètres. Renseignements : (79) 09-79-79.

Tignes. — Glacier de la Grande-Motte. Altitude maximale : 3 550 mètres. Accès au glacier depuis la station : 20 minutes. Onze remontées mécaniques. Dénivelé : 900 mètres. Forfait : un jour, 100 F (donnant droit également à trois quarts d'heure de tennis, de planche à voile ou de golf) ; six jours, 530 F. Renseignements : (79) 06-15-55.

Val-d'Isère. — Glacier du Pissailas. Altitude maximale : 3 300 mètres. Accès en 20 minutes. Cinq remontées mécaniques. Dénivelé : 1 300 mètres. Forfait : un jour,

80 F ; demi-journée (de 10 h 30 à 13 heures), 60 F ; sept jours, 480 F. Renseignements : (79) 06-00-35.

Val-Thorens. — Glaciers de Péclot, de Chavière et de Thorens. Altitude maximale : 3 300 mètres. Accès en 30 minutes. Sept remontées mécaniques. Dénivelé : entre 600 et 1 100 mètres. Forfait : un jour, 80 F ; six jours, 400 F. Renseignements : (79) 00-01-06.

Stages de ski d'été

L'Alpe-d'Huez. — Stage Désiré-Lacroix. Quatre à cinq heures d'enseignement par jour sur le glacier de Sarrenne. 1 048 F pour sept jours, comprenant ski, remontées mécaniques et activités sportives pendant l'après-midi. Renseignements : (76) 80-35-41.

La Plagne. — Stages de ski évolutif. 520 F pour deux heures de cours par jour, avec remontées mécaniques, skis et chaussures fournis. Renseignements : (79) 09-00-40.

Val-d'Isère. — Ski le matin ; l'après-midi, activités sportives ou randonnées dans le parc de la Vanoise. 2 830 F pour une semaine, en hôtel deux étoiles. Renseignements : Mattie (79) 06-00-72. Stages pour enfants de huit à douze ans. Forfait comprenant les remontées mécaniques, le stage, les repas de midi, ainsi que les activités sportives de l'après-midi : 1 350 F pour une semaine. Kids-Club : (79) 06-22-55.

Val-Thorens. — Stage Ray-Tournier. Pour tous niveaux, y compris skieurs débutants. Trois heures de ski plus remontées mécaniques, pour 890 F par semaine. Enfants et débutants : 500 F. Renseignements : (79) 00-02-86.

Tignes. — Stage Navillod-Mazzaga. Cinq heures de ski par jour pendant six jours, par groupes de huit personnes. Entraînement au slalom en stade fermé. Apprentissage du monoski. L'après-midi, trampoline, gymnastique, danse, planche à voile. Niveau de ski minimum : cours 3. Stage seul, 875 F (avec forfait remontées mécaniques, 1 400 F). Renseignements : (79) 06-15-55.

Stages de ski artistique sur le glacier de la Grande-Motte, sous la direction de Jacques Poillon. Stage plus remontées mécaniques : 850 F. Renseignements : (79) 06-36-38.

Stages de ski de compétition

Val-Thorens. — Matin : slalom géant, slalom parallèle. Après-midi : sports collectifs, escalade. En soirée : séances de fartage. Renseignements : (79) 00-02-86.

Val-d'Isère. — Stages de vitesse. Kilomètre lancé sur le glacier du Pissailas. 500 F pour un stage de six jours. Renseignements : Office du tourisme, (79) 06-00-35.

Les Deux-Alpes. — Entraînement aux slaloms géant et spécial ; tests chronométrés. 2 000 F

par semaine. Hébergement, repas, encadrement et remontées mécaniques compris. Stage seul, avec forfait remontées mécaniques : 1 200 F.

Tignes. — Quatre heures d'initiation à la compétition et d'entraînement au slalom (uniquement pour skieurs confirmés). 1 175 F (remontées mécaniques plus stage).

Stages « mixtes »

Il existe d'ailleurs par une multitude de stages « mixtes » allant, par exemple, le ski au tennis, le ski à la voile et le ski au golf.

Les Deux-Alpes. — Ski le matin, de 8 heures à 13 heures. Tennis l'après-midi pendant trois heures. 1 650 F pour une semaine (hébergement compris). Renseignements : (76) 79-21-21.

Val-Thorens. — Trois heures de ski plus deux heures de tennis comprenant également l'accès aux installations du club Pierre-Barthes (piscine, salle de musculation...). 1 850 F. Renseignements : (79) 00-02-86.

Tignes. — Quatre heures de ski le matin, plus deux heures de golf l'après-midi. Stage seul : 1 552 F (stage plus remontées mécaniques : 2 050 F). Renseignements : (79) 06-30-28.

Ski plus planche à voile : quatre heures de ski le matin, deux heures de planche à voile l'après-midi. Remontées mécaniques, plus encadrement, plus nourriture des skis et de la planche à voile. Forfait : 1 860 F. Renseignements : (79) 06-20-38.

Un « cappuccino » au mont Viso

France-Italie à sainte-frontières.

PARCE QUE le Queyras fut trop timide pour pousser sa corne jusqu'à l'enlancer, le mont Viso est resté italien. Une bonne aubaine pour les randonneurs. Par un petit matin frileux, le cappuccino est un don des dieux.

Pour le mériter, suivez le Guil. Le torrent aime à musarder dans la montagne : Aiguilles, Abriès, Ristolas, l'Échalp. Tout au bout du bout, le bitume laisse la place à la prairie. Belvédère sur le Viso. En ces lieux, un voyageur écrivait au début du siècle : « Quelle autre cime pourrait tenir à côté de cette roche abondante et légère, drapée de neige et couronnée de lances ? ». Le mont Viso n'est pourtant qu'une anomalie naturelle. Dédaignant la ligne de crête frontalière, il a planté bien à l'écart ses 3841 mètres de vertes roches volcaniques comme pour faire la nique aux marcheurs impénitents.

Laissez-vous séduire. Voici une excellente occasion de s'initier à la pratique de la haute montagne en randonnée itinérante. La répartition des refuges permet en effet toutes les combinaisons d'étapes. Que les doux parasseurs contemplatifs n'hésitent pas à boucler le parcours en une semaine, même si ce mini-raïd se déroule idéalement sur quatre jours. Aucun équipement particulier n'est nécessaire, sauf au printemps, où cordes, piolets et crampons assureront la sécurité sur les nombreux névés. L'hiver venu, les amateurs de ski de randonnée emprunteront sensiblement le même itinéraire. Avant de partir, trois possibilités : dormir dans la vallée, camper en bout de route ou monter au refuge du Viso, à une heure de marche.

Le tour du mont Viso débute comme une petite balade en montagne à vaches. Les mûres saluent votre départ et le sentier grimpe à flanc d'alpage, contournant quelques vieilles bergeries ou les ruines d'un parc à moutons. Puis le caractère alpin s'accroît. Du haut de ses 2947 mètres, le col de la Traversette fait fi de la réputation du Queyras, vallée du soleil. C'est un long névé qui mène à une frontière très tôt empruntée par les caravanes de marchands (un tunnel de 75 mètres de long y fut percé en 1480). Sur l'autre versant, après quatre heures de marche, un « creux » se fait sentir. Les alpinistes italiens



ont le sens de l'hospitalité : leur petit vin ne demande qu'à flirter avec notre gastronomie.

La descente s'effectue par un sentier de pierrailles où l'on croise skieurs et dames à hauts talons ! La raison de ces insolites rencontres : la situation du refuge du Plan del Ré. Posé près des sources du Pô, à l'extrémité d'une route qui se poursuit par un chemin carrossable, il accueille de nombreux touristes tarinois. Pour le cappuccino, munissez-vous de liras, car l'aubergiste use de taux de change pour le moins farfelus.

C'est par un itinéraire très enneigé et en un peu plus de trois heures que le refuge Sella est atteint. La *nebbia*, ce brouillard humide qui monte du Piémont, s'arrête net à la ligne de crête et confère ainsi au versant italien un cachet « haute montagne ». Après les lacs Fiorenza et Chiaretto, la neige recouvre un sentier en pente douce qui permet d'observer tout à loisir les multiples métamorphoses du Viso. De petites retenues d'eau affrontent un soleil de plomb piqué dans un ciel d'un bleu méditerranéen. Sur un promontoire dominant le grand lac du Viso, le refuge Sella peut être prétexte à une halte casse-croûte.

Jusqu'à San Chisafredo, le chemin emprunte le fond d'une combe verdoyante, royaume des marmottes. La dénivellation reste très faible et invite à flâner jusqu'au col, où l'on pourra bivouaquer, en prenant garde à ne pas se laisser surprendre par la tombée du jour.

A mi-chemin de la descente sur Valante, deux petits lacs lovés dans leur écoinçure de neige apportent une touche de fraîcheur, avant que le sentier ne pénètre dans une forêt aérienne. Au fond du vallon, les Panta-gruel des hauts sommets se détournent vers Castello pour se réapprovisionner en chianti et en chorizo, et faire étape au village ou remonter sur le refuge Gagliardone. Les autres iront droit au col de Valante pour rejoindre le belvédère du Viso par un chaos de rochers surmontant la source du Guil. La fin de cette étape est longue et éprouvante. Aussi, si vous n'avez pas l'habitude des passages en ébouill, prenez donc une nuit de repos réparateur au refuge.

Retour sur le sol français. La boucle est bouclée. Agréablement et à la barbe des douaniers. Ni vus ni connus, vous avez franchi deux fois la frontière sans apercevoir l'ombre d'un uniforme. La montagne a su rester la tendre complice des contrebandiers de tout poil.

PASCAL KOBER.

LE PRINCE DE GALLES a une nouvelle toque

Déjeuner d'affaires ou dîner de charme, déjeuner amical ou dîner gourmet, le patio du PRINCE DE GALLES plante le décor d'un moment réussi. Charme d'un jardin fleuri, calme et détente à deux pas des Champs-Élysées, légèreté d'une cuisine raffinée préparée par Pierre Dominique Cécillon...

Le menu du PRINCE DE GALLES
170 F
tous les services compris.



Restaurant LE PRINCE DE GALLES
33, av. George V - PARIS VIII^e - Tél. 723.55.11

Bloc-notes

• Cartes et guides

- Didier et Richard n° 10 au 1/50 000, complètes par un guide des itinéraires pédestres et à ski.

- IGN n° 246 au 1/25 000, plus détaillée mais aussi moins flexible, car l'itinéraire est scindé en deux parties.

- Gentil H. Mont Viso, guide d'escalades. Collection « Alpes et Midi ». Escalade n° 2. Éditions Ophrys.

- Une excellente brochure sur le Mont Viso est disponible dans les offices du tourisme (05470 Aiguilles, tél. : (92) 45-70-34).

• Refuges

- Plan del Ré, 40 places auberge alpine privée, restaurant ouvert de juin à septembre, pas d'hébergement en hiver.

- Sella, tél. : 0175-94-943, 100 places, local d'hiver de 30 places ouvert en permanence, CAI de Milan, gardé du 20 juin au 30 septembre et pendant les vacances d'août. Clés au relais du Mont Viso, à Abriès.

- Gagliardone, 35 places, CAI, gardé du 20 juin au 30 septembre. Clés à l'auberge Miralogo, à Castello.

VACANCES FAMILIALES POUR JEUNES ET ADULTES

Appartements pour vacances familiales pour 2-6 pers.
Séjour, piscine, salle de gymnastique, ping-pong et jeux pour enfants, salle de télévision, location de télévision. Café-restaurant, bar, snacks grillades et frites sont servis, cuisine pour jeunes, et beaucoup d'autres choses encore.

Département : Court de tennis de l'été, piscine chauffée, piscine à vagues et vagues (sur voilier appartenant à l'hôtel) sur le lac d'Attersee.

Réservez vos vacances, promenez-vous dans les sites environnants. Repas et vacances pour jeunes et adultes !

Téléphone ou télécopie au 0470-22114

APARTHOTELACHENSEE

A-6125 ACHENSEE/TYROL/AUTRIE
Tél. : 19 43/ 5044/ 6389 ou 0530 Tels. 05-225114

« Quelle autre cime pourrait tenir à côté de cette roche abondante et légère, drapée de neige et couronnée de lances ? »

CHIC

LOUSTAL



la plage

Le café de la plage de Régis FRANC

Comment draguer sur la plage par Rémo FORLANI

La grande danse de séduction du mâle bipède.

100 pages de récits complets en bandes dessinées en vente partout 20 F

Java andalouse pour la Vierge

Une « reine » fêtée dans la fièvre et la ferveur populaires.

ILS commencent à arriver dès le vendredi, encore couverts de la poussière accumulée durant ces trois journées passées à cheminer à travers la campagne andalouse. Les hommes sont venus à cheval, les femmes installées tant bien que mal dans des chars à bœufs bringuébalants. Eux portent les habits traditionnels de leur région : le chapeau andalou, le costume gris aux pantalons étroits, les longues bottes et un grand tablier de cuir pour se protéger de la poussière. Quant à elles, elles ont revêtu la longue robe aux couleurs vives parsemée de larges volants brodés.

Dans la soirée, le village est déjà bien rempli, et le passage incessant des carottes soulève la poussière de ces rues qui n'ont jamais connu l'asphalte. L'allure fière, les hommes, cavaliers émérites, font caracolier leur monture au milieu d'un carrousel de calèches et de chariots tirés par des chevaux hennissants ou des bœufs déboulinés. Devant le bar, on vide la bouteille de whisky sans mettre pied à terre. La fête a commencé.

La scène ne se déroule pas au Far-West, mais dans le village du Rocio, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Séville. Tous les ans, à l'époque de la Pentecôte, venus des villes et des villages de la région, les Andalous s'y rassemblent par dizaines de milliers, après deux ou trois jours de pèlerinage. Ils viennent y vénérer celle qui, comme le veut le chant flamenco, est « leur reine et leur mère », la Vierge du Rocio, statue tout de blanc vêtue, parée d'or et d'argent, couverte de fleurs, qui trône dans l'église du village.

Pendant trois jours, le Rocio semble sorti tout droit d'un western de John Ford. Mais nous ne sommes pas à Hollywood. Pour aller rendre hommage à leur reine, les Andalous ne se déguisent pas : ils retournent aux sources. Ils s'habillent comme leurs ancêtres qui, il y a trois cents ans, traversaient, comme eux, la campagne pour se rendre dans ce village. Car on y venait déjà en pèlerinage au dix-septième siècle, les archives des mairies de la région, en attestent.

C'est un siècle plus tôt, au début des années 1500, qu'un charbonnier découvrit dans le tronc d'une chêne vert, à l'emplacement actuel du Rocio, une image de la Vierge. Il alla faire part de sa trouvaille au curé du village le plus proche, mais, à l'arrivée de ce dernier, l'image avait, dit-on, disparu. Revenu le lendemain sur les lieux, le charbonnier la retrouva. La légende du Rocio



« Bien sûr que nous chantons et dansons au Rocio, mais c'est tout simplement notre manière de prier. »

était née. Un siècle plus tard devaient se créer les premières confréries, qui, dans chaque village, l'année durant, préparent le grand pèlerinage. Aujourd'hui, on n'en compte pas moins de soixante-cinq.

« Le Rocio ? C'est devenu une grande fête où l'on va passer un bon moment. » A Madrid, les Castillans, de toute évidence, ne croient guère à la religiosité du lieu et évoquent même, l'air égrillard, de libidineuses perspectives. Les Andalous ne l'entendent bien évidemment pas de cette oreille. « Qu'y pouvons-nous, si nous sommes exubérants, répliquent-ils. Bien sûr que nous chantons et dansons au Rocio, mais c'est tout simplement notre manière de prier. » Eternelle mésaventure entre la jovialité andalouse et l'ascétisme castillan !

Pour en avoir le cœur net, pénétrons au siège de l'une de ces confréries : celle de Sanlúcar de Barrameda, l'une des plus traditionnelles (elle fut fondée en 1650). Au son d'une flûte, d'un tambourin et d'une paire de castagnettes, les villageois ont commencé à danser la « sevillana » dans le patio. Ils n'arrêteront plus pendant deux jours et deux nuits. Jeunes et vieux mêlés, les corps ondoient, les mains virevoltent au-dessus de la tête et les talons claquent sur le sol. Dans l'atmosphère moite de sueur, la fièvre monte avec les verres de jerez qui passent de main en main.

Adossé à un mur, Hermigildo regarde le spectacle. « Cela fait quarante ans que je viens, affirme-t-il, visiblement ému, et je ne pourrais pas m'en passer : la Vierge du Rocio, pour nous, c'est comme un atman. » La fascination, de toute évidence, transcende les idéologies. Le maire de Sanlúcar a beau appartenir au Parti communiste, il n'est pas le moins enthousiaste, et, au dire de certains, on l'aurait même entendu réciter un bout du rosaire durant le trajet. « Si vous n'êtes pas convaincu de la religiosité du Rocio, nous dit-il, allez voir à l'église, observez les gens. » Là, face à la Vierge, ce ne sont que visages éperdus, mains crispées convulsivement sur les grilles qui entourent la statue. Beaucoup pleurent silencieusement, immobiles, devant leur reine au visage impassible. Ce sont sans doute les mêmes qui, dans une heure, reprendront inlassablement le rythme de la « sevillana » jusqu'à l'aube.

Le samedi matin, les confréries font leur entrée officielle. Face à l'église blanche, étincelante de soleil, sous la canicule, elles défilent une à une en traversant la grande esplanade noire de monde, au milieu d'un énorme tintamarre. Les cloches carillonnent, les pétards éclatent, un orphéon joue l'hymne

national, la foule crie son enthousiasme. Chaque confrérie ouvre le cortège avec un char à bœufs portant une statue de la Vierge pompeusement décorée. Les plus experts obligent les animaux, en manœuvrant le véhicule, à s'agenouiller quelques secondes devant la porte de l'église, au milieu de l'ovation générale. Viennent ensuite de grands chariots aux allures de diligence, tout recouverts de fleurs, précédant les membres de la confrérie, à cheval, avec les femmes en croupe. En passant devant l'église, on crie quelques galanteries à la *blanca paloma*, la blanche colombe, le nom donné par les Andalous à la Vierge du Rocio. Quelques gros mots viennent, à l'occasion, pimenter cet hommage : la religiosité andalouse est décidément déconcertante.

Dans la nuit de samedi, tout le Rocio n'est plus qu'une énorme « sevillana » que l'on danse au son de petits orchestres improvisés qui se font et se défont sans cesse : un tambourin, des castagnettes et le battement de mains des spectateurs suffisent. La magie du rythme andalou fait le reste. Les cavaliers, aiguillonnés par l'alcool, se livrent à un dangereux gymnase au milieu de la multitude qui continue à grossir. Le dimanche, ils sont plus d'un demi-million à danser et chanter dans les petites rues du village, où flotte en permanence un nuage de poussière. Le Rocio est devenu une gigantesque herminette.

Après la messe en plein air du matin, consacrée par une quarantaine de prêtres, le village semble reprendre son souffle sous la chaleur écrasante. La fête est épuisante, et la dernière nuit, la plus importante, sera longue. Le Rocio s'anime de nouveau le soir venu, lorsque arrive l'heure du rosario. Dans la pénombre s'étire alors le long fleuve de lumières des pèlerins, cierge à la main, psal-

modiant l'interminable litanie, imperturbables au milieu de la foule turbulente et gorgée d'alcool. Leurs chants sont étouffés par le charivari des pétards et des « sevillanas ». Les deux Rocios se côtoient sans se voir, celui des dévots et celui des fêtards. Ils ne s'en retrouveront pas moins ensemble, dans la nuit, au sanctuaire, dans l'attente de l'apothéose : la sortie de la statue de la Vierge.

Vers minuit, l'église a beau déjà être pleine à craquer, les nouveaux venus continuent à s'y entasser par centaines. Dans la touffeur suffocante, la foule trépite d'impatience. Mais la confrérie locale d'Almonte, la seule autorisée à porter la Vierge, se fait prier. « Nous ne sortirons que lorsque l'attente deviendra insupportable », affirment ses membres. Elle ne tarde pas à l'être : on se pousse, on joue des coudes pour s'approcher de l'autel, les yeux rivés sur la statue de la Vierge, reine impassible face à l'agitation croissante de ses sujets. L'atmosphère est de plus en plus moite, de plus en plus tendue, de plus en plus fiévreuse.

Il est trois heures du matin. Le signal est venu d'on ne sait où. Brusquement, la foule frémit, et les jeunes gens de la confrérie d'Almonte sautent, par dizaines, au-dessus de la grille qui les sépare de l'autel. Ils se bousculent, se battent à coups de pied et de poing pour être parmi ceux qui auront l'honneur de porter la Vierge. Un moment auquel on a rêvé depuis un an, depuis la dernière Pentecôte ! Tout d'un coup, une clameur : la statue a commencé à bouger. Lentement, elle se dirige vers le centre de l'église. C'est alors une véritable hystérie collective : comme des taureaux, des centaines de pèlerins, bousculant la foule, fonce la tête la première vers la statue qu'il s'agit de toucher, ne serait-ce que du bout des doigts. Ils sont reçus à

coups de pied par les porteurs qui les repoussent, les jettent à terre, au milieu des cris d'effroi des curieux tombés dans la boue.

Malgré le pugilat, la statue avance lentement. Comme la Vierge de la Macarena, à la Semaine sainte de Séville, les porteurs la font danser, osciller de gauche à droite jusqu'à l'horizontale en défiant toutes les lois de l'équilibre. La foule est en transe, et ondoie en suivant le passage de la statue. Avec l'énergie du désespoir, on pousse celui qui est devant, on le renverse, afin de s'approcher le plus possible de la Vierge, avec l'espoir fou de réaliser le rêve tellement caressé : la toucher enfin. Les porteurs ont cessé de se battre entre eux, ils font maintenant front commun contre les envahisseurs qu'ils frappent sans ménagement. Autour de la statue, les visages sont hagards et ruisselants, la lutte de plus en plus féroce.

Avançant, reculant, oscillant, dansant, la Vierge mettra une heure pour sortir de l'église. Elle en mettra autant pour fendre la foule, toujours aussi dense, qui l'attend sur l'esplanade. Commence alors une longue pérégrination qui, pendant dix heures, au milieu des rues bouillonnantes de fièvre et de ferveur, mènera la Vierge du Rocio de confrérie en confrérie.

Lundi après-midi : l'heure du retour est venue, ballots et balluchons s'entassent devant les confréries dans l'attente du départ. Dans l'église, un dernier carré de fidèles, la voix enrouée par la fatigue et l'émotion, crie encore : « Viva la blanca paloma ! ». La Vierge arbore toujours son impassible sourire. Elle peut être tranquille : elle sait déjà que, dans un an, elle redeviendra, l'espace de quelques jours, la reine de l'Andalousie.

THIERRY MALINAK.

Aller au Rocio

Le village du Rocio se trouve dans la province de Huelva, à côté du parc national de Doñana et à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Séville. Le pèlerinage a lieu tous les ans au moment de la Pentecôte. Les différentes confréries quittent leurs villages respectifs le mardi ou le mercredi, et arrivent au Rocio dans la soirée du vendredi.

A moins de planter la tente (ce que font la grande majorité des pèlerins), il n'est pas possible de loger au village même. Un grand complexe touristique, appelé *Matalecanas*, est en construction à une quinzaine de kilomètres du Rocio, au bord de la mer. On y trouve déjà de nombreux hôtels de bonne catégorie :

— Hôtel Flamerio (484 chambres, tél. : 55-430000) ; Hôtel Tierra Mar (253 chambre, tél. : 55-430275) ; Hôtel Aramar

(188 chambres, tél. : 55-430225) ; Hôtel Rocio (540 chambres, tél. : 55-430350).

Signalons également la présence d'un «aparador» (hôtel géré par le gouvernement) particulièrement agréable, celui de Mazagon (20 chambres, tél. : 55-378000 ou 376025), également au bord de la mer, à 35 kilomètres du Rocio.

Quel que soit l'établissement choisi, il convient de réserver longtemps à l'avance, tous les hôtels étant remplis à l'époque du pèlerinage.

L'aéroport le plus proche est celui de Séville. Il est conseillé de louer une voiture, car il n'existe pas de transport régulier entre cette ville et le Rocio, à l'exception d'une compagnie d'autobus, *Demas SA*, qui relie tous les jours Séville à Matalecanas, en passant par le Rocio.

Le théâtre au petit écran

Les directeurs de salles privées entrent en scène.

Si M. Pierre Sabbagh doit laisser un souvenir à la télévision française - lui qui aura été un directeur de chaîne avisé, le créateur du journal télévisé et un excellent réalisateur de reportages sportifs - c'est peut-être comme l'inventeur d'« Au Théâtre ce soir ». Depuis près de vingt ans (1966), le succès de l'émission ne s'est pas démenti, des millions de téléspectateurs ayant l'illusion d'avoir passé ainsi une « soirée parisienne », même s'ils habitent la province. Illusion en effet car, sans brouder le plaisir légitime qu'on peut prendre à une pièce d'André Roussin, la création théâtrale en France depuis la dernière guerre - le répertoire classique étant ici hors concours - ne se limite pas à ce genre de comédie.

Il semble qu'un souci exclusif de spectacle distrayant ait présidé au lancement d'« Au Théâtre ce soir ». L'émission pilote ayant été, rappelons-le, la *Bonne Planque*, avec Bourvil. La présence et la réaction d'un public ajoutaient encore à la vraisemblance du spectacle. La cote d'audience d'« Au Théâtre ce soir » n'ayant jamais vraiment fléchi, aucun des directeurs successifs de la première chaîne de télévision ne s'est cru autorisé à abandonner cette émission ou à modifier son style.

Depuis l'an dernier, Antenne 2 a lancé « Boumenez-moi au théâtre », afin de ne pas laisser à TF1 le monopole du genre. Des œuvres assez diverses ont été sélectionnées, mais le choix d'une œuvre contemporaine comme *Mademoiselle Julie*, de Strindberg, diffusée récemment, symbolise une démarche différente de celle de la première chaîne. Le tournage de la pièce hors la présence d'un public, ou encore la reconstitution de décors en studio modifiant également la démarche initiale choisie par Pierre Sabbagh. Mais surtout, vingt ans après, les données du problème ont singulièrement changé, et le service rétrospectif que peuvent se rendre le théâtre et la télévision mérite réflexion.

« Si l'effort institutionnel en faveur du théâtre et des compagnies subventionnées est indéniable, si les structures de soutien ont accentué leurs aides, si les sociétés de télévision ont souvent accueilli les meilleurs spectacles du théâtre privé, dans le cadre de retransmissions ou de reconstitutions, on n'a peut-être pas assez réfléchi aux critères financiers, techniques et artistiques qui peuvent garantir au théâtre privé sa représentativité à long terme. » Ainsi s'exprime l'Association pour le soutien du théâtre privé (ASTP) - qui regroupe que-



Fanny Ardant dans « Mademoiselle Julie » (A 2) : une nouvelle démarche pour le théâtre à la télévision.

rante-huit des salles les plus connues (Antoine, Marigny, Montparnasse, Palais-Royal...) et que préside M. Denis Maurey, - en même temps qu'elle précise : « Des exploitations autres que par diffusion hertzienne doivent être étudiées pour assurer au théâtre privé sa pérennité à travers les structures de communication à venir. »

Dans ce but, l'ASTP a décidé, lors de la réunion de son conseil d'administration le 8 juin (1), de créer une unité de production audiovisuelle destinée à développer et à coordonner les échanges entre le théâtre privé et les grands médias. Sa mission sera triple :

1) Assurer l'archivage de la création théâtrale contemporaine ;
2) Utiliser les technologies les plus modernes d'enregistrement ;
3) Répondre au besoin accru de programmes consécutoifs aux prochains lancements de Canal Plus, de la télévision par câble et du satellite de TV direct. Selon l'association, entre la formule « Au théâtre ce soir », éloignée de l'actualité de la création, et les retransmissions théâtrales, qui n'assurent souvent qu'une minuscule part du théâtre, il existe de nouvelles approches financières, juridiques, périodiques, artistiques et technologiques que l'association entend maîtriser pour une meilleure promotion de la production théâtrale à haut risque. La

responsabilité de cette unité de production a été confiée à M. Paul Robin Benhaïou, réalisateur de télévision (2), qui, par le truchement d'une société privée, International Video Organisation (IVO) - créée par lui en 1973 - participe à l'archivage théâtral entrepris depuis 1982 par l'Office culturel pour la communication audiovisuelle (OCCAV), en liaison avec la direction du théâtre et des spectacles du ministère de la culture.

« Les moyens de tournage plus performants et plus légers ont modifié la technique utilisée il y a vingt ans, dit M. Benhaïou. Ce n'est pas infamant pour Pierre Sabbagh, mais il est permis de penser, à partir de ce progrès technologique, qu'une nouvelle approche du spectacle théâtral est possible, grâce, par exemple, à une plus longue préparation, mais à une réalisation concentrée sur deux jours, au lieu de quatre actuellement en moyenne pour « Au théâtre ce soir ».

« Nous allons travailler par séquences. Le soir, on enregistrera en public pour avoir la réaction des spectateurs, ce qui ne nous empêchera pas de tourner, hors représentation, des plans différents avec des moyens également différents. Le résultat final sera un compromis entre le direct et l'enregistrement. » Le coût de l'émission devrait, toujours selon

M. Benhaïou, y trouver son compte : moins de la moitié du prix actuel. Le recours à des techniciens du secteur privé du cinéma ou de la télévision participerait à la production « économique » de ces nouvelles émissions théâtrales.

Comment se concrétisera ce programme ambitieux de l'Association pour le soutien du théâtre privé ? Un premier aperçu en sera donné le 23 juillet, en marge du Festival d'Avignon, sous forme de projection d'extraits de la douzaine de pièces archivées depuis deux ans par IVO, pour le compte du ministère de la culture, dont *Trio d'arias*, la *Noce* de Luce Berthomme, le *Père* de Strindberg et les *Sales Mêmes*, d'après le roman d'Alphonse Boudard. Mais c'est tout un « monde » qu'il s'agit de convertir aux vertus de l'électronique.

CLAUDE DUREUX.

(1) Qui comprend, outre le président Denis Maurey, des représentants du ministère de la culture, de la Ville de Paris, de la Société des auteurs (SACD) et SACEM), de la Fédération nationale du spectacle et du Syndicat des directeurs de théâtre de Paris et de la région parisienne.

(2) Parmi les œuvres réalisées par lui pour la télévision française, citons *Roy Blue*, *Ille aux cheveux*, *Le Sexe faible*, *Les Temps difficiles*, *Elizabeth*, *Femme sans homme*, *L'Affaire des poisons*, le *Procès* de Mary Dugan, la *Raine morte*.

Portrait

Bécassine sur A2

Ça saute, ça vire, ça se plie ou ça se croque, mais ça ne craque pas. Est-ce un simple morceau d'élastique, une chaise-longue, un Donald ou un Stroumpf ? A vrai dire, ça tient un peu de tout cela. Autres signes distinctifs : un nez légèrement en trompette, une taille de guêpe, des yeux un peu bridés qui font palpiter les pupilles enfantes, et, suprême don, la capacité proprement ahurissante de produire des grimaces en série... A faire pâlir d'envie les marquis du jardin d'acclimatation. Sa vie ? Une petite légende cathodique, un conte de fées.

Frédérique, il y a une décennie, rêvait de faire du cinéma... mais seulement avec François Truffaut. Oui, qu'à cela ne tienne. Aussitôt rêvé, aussitôt réalisé. Frédérique tourne la semaine suivante dans *l'Amour en fuite*.

Mais Frédérique a le trac, elle est triste et pâle et n'est pas encore prête pour le septième art. La télévision alors ? Pourquoi pas. En présentatrice des programmes ? « Catastrophe ! Je bafouille. » Que faire ? Se regarder une dernière fois dans le glace, et découvrir une image : celle de Dorothée.

Do-ro-thée, un petit dodo, un petit rot, à l'heure du thé, les mercredis dans « Récité A2 ». Dorothée, Bécassine en soukettes blanches, en tutu, accourée en jardinière, ou en Mickey rondou, qui rit, qui pleure, comme les petits.

Dorothée donc, décide « maman Jacqueline Joubert », entre un dessin animé et un magazine, Dorothée, rien que pour les en-

fants et les familles, pour l'éternité. C'est l'éternité. Des milliers de têtes blondes aux anges, quatre millions de disques vendus entre 1982 et 1984, Dorothée emballée en show savamment si-rupeux pour la veille de Noël.

C'est trop, insupportable, dites tout... Le secret de polichinelle. « Habituellement, c'est le personnage rond qui fonctionne à l'écran, moi je suis plutôt pointu. La caméra, c'est le public. Les histoires que je raconte sont, pour moi, inventées par les enfants. Toutes les choses qui les touchent me touchent aussi. Il ne me reste qu'à être sincère, nature, à d'être sombre quand je suis sombre, gaie quand je suis gaie. Faire Tarzan m'amuse, et amuse le public que j'invente. »

Affaire trop belle pour qu'elle ne devienne pas industrielle. Dorothée a, certes, beaucoup de chance, les deux médiatiques lui ont fait risette, mais n'oublions pas que cette starlette a transpiré sang et eau pour mieux gigoter sur les plateaux.

Produire maintenant, hors télévision, avec une petite équipe consentante d'avoir tiré le gros lot : un nouveau trente-trois tours, un film grand écran - « à usage strictement familial », précise-t-elle, - et une tournée estivale. Une chose étrange pourtant : si Dorothée est toujours gaie, on lit sur le visage de Frédérique un rien de vague à l'âme. Quelques tracasseries existentielles, peut-être, ou la peur qu'on fabrique des Dorothées en série, montables, démontables, en kit.

MARC GIANNESINI.



Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 8 JUILLET

Un si joli village ■

Film français d'Etienne Périer (1978), avec V. Lanoux, J. Carmet. TF1, 20 h 35 (115 mn).

Un patron de tannerie a tué sa femme et fait disparaître le corps. Comme il impose sa loi de notaire, dans son village, personne n'ose s'attaquer à lui. Seul un petit juge d'instruction venu d'ailleurs. Conflit social et politique, bien sûr, mais ce n'est pas du tout démonstratif. On y croit, parce qu'il y a un bon scénario, une mise en scène solide, sans effets, et des acteurs très justes dans leurs compositions.

Toto ■

Film français de Jacques Tournier (1933), avec A. Préjean, R. Saint-Cyr (N.). FR3, 22 h 30 (70 mn).

Un escroc voleur de chiens fait, en prison, la connaissance d'un financier véreux, puis redevient honnête par amour. Tournier fils, à ses débuts ou presque, anime une comédie satirique, sans prétention comme on dit, un peu « nanar » aujourd'hui. Préjean y était bien à sa place en perigot, tripouille sur les bords seulement.

LUNDI 9 JUILLET

Trois heures dix pour Yuma ■

Film américain de Delmer Daves (1957), avec G. Ford, V. Haffin (N.). TF1, 20 h 35 (90 mn).

C'est l'heure d'un train que doit prendre un fer-

mier qui, par besoin d'argent, a accepté de conduire un bœuf à Yuma (Arizona). Pas facile car les complices du hors-la-loi interviennent. Le fermier sera-t-il un héros ? Delmer Daves entretient le suspense psychologique tout en conduisant l'action avec le réalisme et le rythme qu'il a, toujours, donnés à ses westerns.

MARDI 10 JUILLET

Cri de femmes ■ ■

Film grec de Jules Dassin (1978), avec M. Mercouri, E. Burstin. (v.o. anglaise, sous-titrée). TF1, 22 h 30 (100 mn).

Une comédienne qui veut jouer Médée, d'Euripide, à Athènes, vit en prison, tant par goût de la publicité que pour entrer dans son rôle, une américaine meurtrière de ses enfants. Le théâtre et la vie s'affrontent, puis se confondent, dans ce film sur la création artistique et la passion criminelle. On retrouve la puissance lyrique et tragique de Jules Dassin. Fougueuse et splendide, elle découvre, Méliès Mercouri découvre le sens du mythe antique, en se liant avec Ellen Burstin dont le jeu intérieur exprime le désespoir et un mysticisme proche de la folie. Crie et flamme, déline biblique, découverte du respect et de l'amour de l'autre. Les dieux de la Grâce et Dieu inspirent les deux femmes. C'est sublime.

L'Etoile de l'espoir ■

Film arménien d'Edmond Keosseian (1978), avec A. Djigarkhanian, E. Magalatchvili. A2, 20 h 35 (145 mn).

Au dix-huitième siècle, un très petit Etat d'Arménie, resté indépendant, dans les montagnes, organise sa défense contre les Turcs. Comme ce film, inédit, et dont la version pour la télé a été raccourcie, semble tomber de la lune, il faut le voir pour se faire une opinion. Sous toutes réserves.

Les Oies sauvages

Film anglais d'Andrew Mo Leglen (1977), avec R. Burton, R. Moore. FR3, 20 h 35 (130 mn).

Pour défendre les intérêts d'un banquier londonien, des mercenaires sont chargés de délivrer et de remettre au pouvoir le président d'un Etat d'Afrique noire victime d'un coup d'Etat militaire. Le bien et le mal s'opposent sans nuances. Et ce n'est pas parce qu'un Blanc raciste est tué par un Noir qu'il faut voir là du libéralisme. Le réalisateur est démagogue en diable et fait l'apologie des guerriers.

MERCREDI 11 JUILLET

Les Yeux fermés ■

Film français de Joël Santoni (1971), avec G. Desarte, L. Rainer. FR3, 21 h 55 (120 mn).

Un jeune comédien, traumatisé par le suicide d'un ami, met des lunettes noires et se comporte en aveugle, dans les rues de Paris. Le refus du monde extérieur n'exclut pas les visions et les fantasmes. Cette fable est bizarre, poétique, initiatrice, un peu irritante parfois. Gérard Desarte voyage, pathétiquement, au sein de son univers enténébré.

JEUDI 12 JUILLET

Mon premier amour ■

Film français d'Elie Chouraqui (1951), avec A. Aimée, R. Berry. FR3, 20 h 35 (95 mn).

Un garçon de vingt ans renonce à sa vie de bohème pour se consacrer à sa mère, atteinte de leucémie, promise à la mort. Premier film, réalisé grâce à et pour Anouk Aimée, par un assistant de Lelouch. L'affection désinvolte du fils devient un grand amour romantique. Sentiments, émotion, larmes... mais le mélo est évité, grâce à Anouk, toujours subtile et à Richard Berry qui fit, là, une belle entrée au cinéma.

VENDREDI 13 JUILLET

Le Garçon sauvage ■

Film français de Jean Delannoy (1951), avec M. Robinson, P.M. Beck (N.). A2, 23 h (115 mn).

Une prostituée embourgeoisée de Marseille récupère son fils de onze ans, élevé à la campagne. Très attaché à elle, il ne supporte pas l'intrusion d'une sorte de mariou dont elle s'est entichée. Le réalisme psychologique de Delannoy s'exerce avec tact et talent sur un sujet qui pouvait prêter au naturalisme louché. Ce film est bien meilleur que ses adaptations littéraires, froides et empêchées comme la Symphonie pastorale. Bonne idée de le programmer au club. Ce sera, pour beaucoup, une découverte. On parle ?

Vu pour Vous

Les animaux de Cap Canaveral

o Cap Canaveral : objectif nature. Film américain de Mike Price et Colin Wilcock. Version française : Philippe Arnal. TF 1. Mardi 16 juillet, 20 h 35 (60 minutes).

La NASA garde les pieds sur terre et a décidé de ne pas soustraire aux impératifs lunaires la sauvegarde de l'équilibre naturel sur le périmètre du Kennedy Space Center. L'hypertechnologie humaine fera-t-elle bon ménage avec la vie des bêtes ? Entre des spots publicitaires sur les performances spatiales de la navette américaine, oiseaux aquatiques et mammifères - en tout quatre espèces en voie de disparition - s'envolent ou s'élèvent au rythme de la vie sauvage dans les eaux

douces et salées de Cap Canaveral. Les vautours dépeuplant un infortuné tatou qui vient d'être renversé par une voiture du centre spatial, et les lamantins (mammifères marins) nagent indifférents entre les barges chargées de pièces détachées de fusées. Une tortue marine pond, sous le feu indécis des projecteurs, des œufs qui seront mangés par un raton-laveur, qui sera lui-même féroce ment ingurgité par l'alligator, qui lui, n'a plus rien à craindre des chasseurs depuis que la NASA veille. Mais le spectacle le plus étonnant, c'est dans doute cet agile chapeau, emblème des Etats-Unis, qui observe, blâsé, la mise à feu de la navette du sommet de la tour météo du Kennedy Space Center. - P. C.

Les enfants du fil de l'eau

o Les Enfants d'à bord, un film d'Alain Cazaux, avec la participation du ministère de la culture. FR3, mardi 10 juillet, 23 h 05.

« Les bateliers n'ont qu'une frontière : la berge, mais il faudra bien un jour que leurs enfants posent les pieds sur terre. Les petits bateliers n'ont pas une enfance comme les autres, et l'échouage imposé par les nécessités éducatives s'accompagne le plus sou-

vent de profonde traumatismes. La rupture avec l'univers clos de la péniche familiale, et le découvrer du nouveau monde ne sont pas sans provoquer un choc psychologique. Première escale : l'internat de l'Ecole nationale du premier degré de Conflans, qui accueille chaque année plus de quatre cents d'entre eux. Il faudra alors un an à l'enfant d'à bord, à la recherche d'un équilibre affectif entre terre et eau, pour comprendre le monde de ses copains d'à terre. - P. C.

Les Indiens Wayana hors censure

o Série : « Une autre vie », chronique de quelques Indiens Wayana. TF1, du 12 au 19 juillet, 18 h 15 (6 épisodes de 60 minutes).

Dans la forêt équatoriale, sur les rives du fleuve Maroni, un village : Antecume-Pata. C'est au fin fond de la Guyane que nous emmène Claude Massot. « Une autre vie... Un autre monde, cet univers des Indiens Wayana. Ce monde à part, André Cognat nous l'explique. Naufragé, il est le premier Blanc à se faire adopter par la tribu et plus particulièrement par Melave, le chef, qui le fait appeler Antecume.

Les quatre premiers épisodes, diffusés pour la première fois en 1977, sont consacrés aux principaux personnages. On comprend la place et le rôle de chacun d'entre eux au sein du clan. Décrits dans leur vie quotidienne (scènes de chasse, de pêche ou préparation des repas), ils finissent par nous être familiers. On suit l'évolu-

tion du groupe et notamment le passage d'une économie autochtone à une économie plus ouverte sur l'extérieur.

Montres, pirogues à moteur, parapluies : notre civilisation est-elle capable de s'adapter à leur mode de vie ? André Cognat tente de prévenir les Wayana des méfaits que pourrait avoir sur eux notre monde « développé ». C'est ce qu'abordent les deux derniers épisodes de la série et qui en font l'originalité, car ils n'avaient pas été diffusés en 1977 (censurés ?). Ils démontrent certaines aberrations comme les « homes indiens », ces pensionnés qui coupent les enfants indiens (et noirs) de leur milieu et qui en font des indigènes, ou encore le danger que représente le tourisme pour les populations proches de Maripasoula.

Un commentaire succinct pour des images très expressives, et notamment le désarroi de Tom Pouce qu'on lit dans son regard à la fin du film. - C. C.

Trois auteurs en quête d'histoire

o Téléfilm : l'Agenda. TF 1, jeudi 12 juillet, 21 h 35 (85 minutes).

Au cours d'une randonnée dans la Drôme, quatre vacanciers se trouvent bloqués, à cause d'une cheville foulée, dans une école désaffectée. En attendant les services du rebouteux local, ils se penchent sur les notes mystérieuses d'un agenda trouvé par hasard. Chacun tente de faire vivre le propriétaire du carnet et imagine les circon-

stances de sa perte. Et chacun, dans une certaine mesure, se révèle à travers son récit.

TF 1 a donné le feu vert à trois jeunes auteurs-réalisateurs : Geneviève Baud, Michèle Gard et Patrick Volson, pour écrire une fiction en commun. A partir de l'intrigue principale, chacun a créé un scénario et tourné un épisode à sa manière. Une expérience originale, où les trois styles se combinent bien. Et l'artificialité est évitée, sauf peut-être dans le dénouement. - E. R.

Mémoires d'outre-tombe

o Chronique d'un pays noyé, une émission de Francis Bouchet (première partie) : « Mémoire d'une vallée », FR3, jeudi 12 juillet, 21 h 30.

Tout doit disparaître sous la trombe d'eau prévue pour juin : le barrage de Villers sur la Loire va définitivement engloutir, sur 40 kilomètres, 800 hectares de terre représentant 190 exploitations agricoles, une usine à papier archaïque, quelques vieux

moulins désaffectés. La caméra larmoie lentement le long des berges de la Loire. Les habitants désabusés évoquent la nostalgie forcée des souvenirs qui n'intéressent bientôt plus que les poissons. Seule la demeure de l'« école » local, qui sauvegarde le patrimoine national à sa manière, sera rebâtie pierre sur pierre plus haut sur la montagne, symbole inattendu d'un pays à moitié mort. - P. C.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

Samedi

7 juillet

- 11.20 Vision plus.
12.10 Téléforme.
12.30 Aventures inattendues.
13.00 Journal.
13.35 Série : Buck Rodgers au XXV^e siècle.
14.15 Dessin animé : Snoopy.
14.40 C'est super.
15.00 Croque vacances.
16.30 Dessin animé : Capitaine Flam.
17.00 Starter : les poids lourds.
17.15 Casseques et bottes de cuir.
17.45 Série : La nouvelle maille des Indes.
18.35 Trente millions d'amis.
18.45 Magazine auto-moto.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Tour de France cycliste (résumé).
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.35 Théâtre : Madame, pas de peur.
De R. Faurt et M. Berni, mise en scène M. Tassencourt. Avec A.-M. Carrière, B. Dhéran, M. Grievard.
La princesse Palatine, duchesse d'Orléans, épouse Monsieur. Si ce dernier n'est guère porté sur les femmes, cette princesse - ou dire de Saint-Simon - est un grenadier. Une comédie dramatique.
21.55 Alfred Hitchcock présente.
« Incident de parcours », avec D. Wayne, L. Larrabee, S. Brodie, N. Leslie.
Autour d'une histoire macabre, contrebalaancée par l'humour noir et froid du metteur en scène des « Oiseaux ». La mystère cinématographique de l'été.
22.25 Journal.
22.40 Fréquence vidéo.
Petit magazine vidéo conçu comme un clip : actualité, marché de la cassette, vidéo-arts...

ANTENNE
2

- 10.15 Antiope.
11.30 Journal des sourds et des malentendants.
11.45 Vidéo-matin.
12.00 Platine 45.
Louis Chedid, Frankie goes to Hollywood, Deniece Williams, Axel Bauer, Eurythmics, Time Bandits.
12.30 Cyolisme : Tour de France.
12.45 Journal.
13.35 Série : Le retour de Saint.
14.30 Les jeux du stade.
Tennis : Internationaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon ; cyclisme : Tour de France (Nantes-Bordeaux).
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
9.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Souverd.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Le gala de la presse.
Réal. : J.-P. Spiro, présenté par L. Zitrone.
De Claude Sérillon de TF1 à Leslie Bedos en passant par Michel Polac et Michel Thoulouze ou Christine Ockrent, la presse en spectacle.
21.35 Magazine : Les enfants du rock.
Kid Creole and the Coconuts, la nouvelle comédie musicale : les groupes Strangers, Banarama, Simple Minds, hommage à Bob Marley...
22.55 Journal.
23.15 Bonsoir les clips.

FRANCE
RÉGIONS
3

- 13.30 Horizon.
Magazine des armées.
17.45 Liberté 3.
Magazine des associations.
Avec la Fédération française de camping et de caravanning, la Fédération nationale des auberges de la jeunesse, la Société nationale pour la défense des animaux, la « Semaine de la bonté » et la « Rempart ».
19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Variétés : Tremplin.
Avec M.-P. Belle.
19.55 Dessin animé : Les petits diables.
20.05 Les jeux.
20.35 Feuilleton : Dynastie.
Kristle inconsolable après la mort de son bébé, Fallon, enceinte, prévoit son avortement. Son mari l'apprend, Fallon lui demande de divorcer.
21.25 Concert (en direct de l'auditorium de Lille).
« Le Roi d'Ys », de Lalo, la « Symphonie fantastique » de Berlioz, la « Symphonie n° 7 », de Beethoven, interprétés par l'Orchestre philharmonique de Lille, sous la direction de J.-C. Casadesu.
22.40 Journal.
23.00 Musiclub.
Danse et musique de Chine.

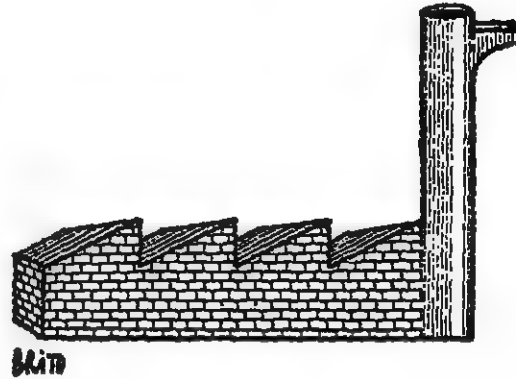
PÉRIPHÉRIE

- o R.T.L., 19 h 25, Chewing rock : 20 h 20, Un shérif à New-York, film de Robert Day ; 21 h 55, Journal ; 22 h 15, Série : Les diamants du président.
o T.M.C., 19 h 45, Variétés : Festival de San Remo 1984 ; 20 h 45, Jeu : l'itinéraire mystérieux ; 21 h, Arabesque, film de S. Donen ; 22 h 45, les carnets de l'été ; 23 h 55, Clip d'été.
o R.T.B., 20 h, La naturaliste en campagne ; 20 h 30, Mon premier amour, film d'Elie Chouraqui ; 22 h 5, Variétés : Koolhae Cap 84.
o T.S.R., 20 h 5, C'est pas l'aimant froid, film de J. Bastia (avec L. de Funès, F. Blanchet...) ; 21 h 35, Sport ; 22 h 35, Journal ; 22 h 50, Festival international de Montreux.

Dimanche

8 juillet

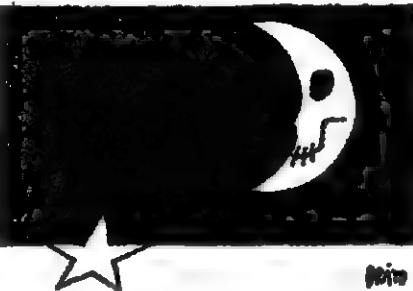
- 9.00 Emission islamique.
9.15 A Bible ouverte.
9.30 La Source de vie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe, à St-Gilles-des-Bois (Loire-Atlantique).
12.00 Série : Doris comédie.
Le cadeau d'anniversaire.
12.30 La séquence des spectateurs.
13.00 Journal.
13.25 Série : Agence tous risques.
N° 2 : Fousfou de diamant.
14.20 Sport-vidéo.
Variétés, divertissements et sports (Tour de France cycliste ; tennis : finale de Wimbledon ; moto : grand prix de Belgique ; tiercé).
17.30 Les animaux du monde.
La Mangrove, une région tropicale.
Série : La plantation.
19.00 Sept sur sept.
Le magazine de la semaine par J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Au sommaire : les J.O., pas de coke pour les athlètes ; cœur de mère pour faux bébé (la vogue des poupées chiffon) ; les oubliés de Poulo-Bidong (les réfugiés du Sud-Est asiatique). C'est le dernier numéro avant la rentrée.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Un si joli village.
Film d'Etienne Perier.
22.30 Sports dimanche.
23.30 Journal.




- 10.45 Les chevaux du terroir.
11.15 Gym tonic.
11.45 Récré A 2.
Les Schtroumpfs.
12.00 Les voyageurs de l'histoire.
Austerlitz (2^e partie).
12.30 Cyolisme : Tour de France.
12.45 Journal.
13.20 Variétés : Si on chantait.
A Bruxelles.
14.10 Série : Les mystères de l'Ouest.
15.00 Sports : tennis Internationaux de Grande-Bretagne : finale, en direct de Wimbledon.
17.20 Série : Les beaux messieurs de Bois-Doré.
D'après G. Sand, réal. B. Borderie.
18.55 Stade 2.
20.00 Journal.
20.35 Jeu : La chasse aux trésors.
En Martinique.
21.40 Fables diverses : Le vent du nord.
De R. Caron et G. Chury, réal. A. Dhéran. Avec G. Goret, L. Belvaux, A. Moya...
Un jeune garçon de seize ans, timide, détourne un car pour aller retrouver en Hollande la fille dont il est amoureux. Gendarme, police, voitures, hélicoptères lancés à ses trousses.
22.35 Chers d'œuvre en péril : Les forts.
De P. de Lagarde.
L'année l'urbanisme a donné un nouvel élan à la restauration de cette partie, un peu négligée à la fois par les civils et les militaires, du patrimoine français.
23.05 Journal.
23.25 Bonsoir les clips.

- 18.30 Emissions pour la jeunesse.
19.40 RFO hebdo.
20.00 Paul Hogan show.
Sketches humoristiques australiens.
20.35 Témoins : Henry Moore.
Réalisation T. Fillard.
L'un des plus grands sculpteurs vivants, âgé de quatre-vingt-cinq ans, filmé dans sa vie quotidienne.
21.35 Aspects du court métrage français.
« Comme par hasard », de M. Giunta ; « Une nouvelle chaîne », d'E. Bitoun ; « Moments les points bateaux », de C. Trichez.
22.20 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : Toto.
Film de Jacques Tourneur.
23.40 Prélude à la nuit.
« Three Shampans », de Malcolm Arnold, par le Quatuor à vent de Lille.

- o R.T.L., 19 h 25, Si on chantait : 20 h 35, Série : Les diamants du président ; 21 h 35, Spécial sports : Wimbledon, Tour de France ; 21 h 45, Meeting d'athlétisme international (en direct de Luxembourg).
o T.M.C., 19 h 50, Résidence d'été : chez le sculpteur César ; 20 h 45, Télé-clo-radio ; 21 h, A vous de choisir.
o R.T.B., 20 h 05, Si on chantait ; 21 h, Téléfilm : Première neige, de C. Samelli.
o R.T.B.-TELE 2, 19 h, Automobiles : Grand Prix de formule 1 des Etats-Unis (en courtoisie de Dallas).
o T.S.R., 20 h, Théâtre : l'Intox, de F. Dorin, avec J. Moreau, J. Du-filho... ; 22 h, Journal ; 22 h 15, Sport ; 22 h 50, Festival international de Montreux.

Lundi 9 juillet	Mardi 10 juillet	Mercredi 11 juillet	
<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. <i>La terrine de porc prisantière.</i></p> <p>12.30 Cocktail maison.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.30 Série : Aux frontières du possible. N° 6. Les créateurs de visible.</p> <p>14.25 Accroche-cœur. Magazine de l'esthétique du visage et du cheveu, de C. Boigot.</p> <p>14.40 C'est arrivé à Hollywood. Sur les ailes d'Hollywood.</p> <p>15.10 Téléfilm : La poursuite mystérieuse. <i>Les aventures de deux orphelins dans une ville du nord du Québec.</i></p> <p>16.30 Croque-vacances. Variétés, dessins animés, bricolage, et feuilleton : <i>Thierry la Fronde.</i></p> <p>18.10 Dessin animé : la Pieuvre.</p> <p>18.20 Votre auto a cent ans.</p> <p>18.30 Série : Grand-mères. De Jean Frapet, prod. INA.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Tour de France (résumé).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : 3 h 10 pour Yuma. Film de Delmer Daves.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.05 Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jonando. <i>Que reste-t-il de nos péplums ? Des « Derniers jours de Pompéi » à « Quo Vadis » : la mise en scène de péplum par les plus grands cinéastes : Stanley Kubrick, Robert Aldrich, Sergio Leone.</i></p> <p>23.00 Journal.</p> <p>23.15 Le jeune cinéma français de court métrage. « La Dernière Image », de Jérôme Ennio.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. <i>Les œufs en meurette.</i></p> <p>12.40 Cocktail maison. avec J. Lefèvre, M. Dax et Dalida.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.30 Série : Aux frontières du possible. N° 7 : L'Effaceur de mémoire.</p> <p>14.25 Micro-puces. Magazine de l'informatique.</p> <p>15.45 Sports : Tour de France cycliste.</p> <p>16.55 Croque-vacances. Variétés, dessins animés, infos-magazine, feuilleton : <i>Matt et Jony.</i></p> <p>18.00 Dessin animé : la Pieuvre.</p> <p>18.10 Votre auto a cent ans.</p> <p>18.20 Série : Grand-mères. De J. Frapet, prod. INA.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Tour de France (résumé).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Document : cap Canaveral, objectif nature. De M. de la Grange. (Lire notre article.)</p> <p>21.35 Document : Dialogue avec le sacré. L'objet sacré : l'art Lobi et le commerce africain, réal. S. Kuro. <i>La structure de l'objet africain, comme pièce aisément monnayable et donc anonyme. Une analyse de l'art noir.</i></p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma : Cri de femmes. Film de Jeles Dassin (v.o. sous-titrée).</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. <i>Tarte aux fraises.</i></p> <p>12.30 Cocktail maison.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.35 Série : Aux frontières du possible. Le dossier des mutations V.</p> <p>15.40 Monte-Carlo show.</p> <p>16.30 Croque-vacances. Dessins animés : variétés ; bricolage ; feuilleton : L'équipe.</p> <p>18.00 Dessin animé : la Pieuvre.</p> <p>18.10 Votre auto a cent ans.</p> <p>18.45 Série : Grand-mères. De J. Frapet, prod. INA.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Tour de France (résumé).</p> <p>19.50 Tirage du Téo-o-tac.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Tirage du loto.</p> <p>20.35 Série : Delfins.</p> <p>Les Ewing se retrouvent à l'hôpital autour de Sue Ellen et de Mickey, victimes d'un accident de la route. Sue Ellen est accusée d'avoir conduit en état d'ivresse.</p> <p>21.25 L'histoire à la une : un été brûlant. De G. Laum, réal. C. de Givray et G. Grad. <i>Juillet 1944, un mois charnière où se sont illustrés des hommes du maquis de Corrèze, de Sologne et du Vercors. En juillet 1944, aussi, on meurt dans tous les coins de France. A Paris, les orchestres allemands jouent Beethoven. Des témoignages, des documents.</i></p> <p>22.55 Journal.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>12.00 Journal.</p> <p>12.10 Série : Les enquêteurs associés.</p> <p>12.30 Cyclisme : Tour de France.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Série : Les enquêteurs associés.</p> <p>14.25 Sports été. <i>Tour de France (Pau-Saint-Girons) ; ski nautique : le Masters à Toulouse ; moto : grand prix de Belgique ; automobile : grand prix de Formule 1 à Dallas.</i></p> <p>18.00 Récit A 2. Yakari ; Kum Kum.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Emmenez-moi au théâtre : la trilogie de la Villégiature. De C. Goldoni, mise en scène G. Strobl. Avec P. Dax, L. Mikael, D. Gemo, F. Seigner, J. Byer (2^e partie). <i>Giocatta, fiancée à Leonardo, commença à lui préférer Guglielmo, aimé de Vittoria. D'autre part, la vieille tante de Giocatta, Sabina, s'éprend de Ferdinando. Querelles de cour, richesses des costumes, magistrale mise en scène.</i></p> <p>22.10 Magazine : Les carnets de la danse. De J.-J. Fourgeaud et C. Baigobres, présentée par Rudolf Noureev. <i>Magazine trimestriel sur les dernières tendances chorégraphiques, avec Karin Avery, Gigi Cachuleanu, Jean-Claude Gallotta, Larrie Ekson et Jules Naylor, Merce Cunningham et Paul Taylor.</i></p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.25 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal.</p> <p>12.10 Série : Les enquêteurs associés.</p> <p>12.30 Cyclisme : Tour de France.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Série : Les enquêteurs associés.</p> <p>14.25 Aujourd'hui la vie. Avec Sheila.</p> <p>15.30 Sports été. <i>Spécial neige et glace : les Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo ; le ski acrobatique ; le kilomètre lancé.</i></p> <p>18.00 Récit A 2. Pic Pic Pic ; Yakari ; Lakou et Lirel ; Terre des bêtes (un écouage cieux, la lapopé).</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : L'étoile de l'espoir. Film d'Edmond Keessian.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.25 Bonsoir les clips.</p> 	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal.</p> <p>12.10 Série : Les enquêteurs associés.</p> <p>12.30 Cyclisme : Tour de France.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Série : Les enquêteurs associés.</p> <p>14.25 Aujourd'hui la vie. Le tour du monde de M^{me} Pastourel.</p> <p>15.30 Sports été. <i>Cyclisme : Tour de France (Bagnac-Rodez) ; volley-ball : finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, à Bâle.</i></p> <p>18.00 Récit A 2. Les merveilleuses cités d'or.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Téléfilm : Mesdemoiselles les jurés. L'Affaire Rosy, réal. A. Franc.</p> <p>Les milieux de la drogue, ses réseaux de distribution, les drames humains qu'elle provoque, mais aussi l'action de ceux qui essaient de venir en aide aux toxicomanes. Une mort d'enfant qui un homme décide de venger...</p> <p>22.40 Série : Cent ans d'automobile française. De l'œuf au turbo. N° 2 : Il était une fois l'industrie automobile, proposée par J. Bardu, D. Dubarry et F. Mazé. Deuxième épisode. La France, première industrie automobile du monde, en 1930, la première exportatrice d'Europe. Avec la participation de M. Pierre Drayfus, ex-PDG de Renault, qui fera le bilan des grandes innovations qui marqueront l'histoire de la firme.</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.30 Bonsoir les clips.</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Variétés : Cabaret. Avec J.-R. Coussimon.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Série : Kennedy. Réal. R. Gagney. Avec Martin Sheen, J. Shea, B. Brown. <i>John F. Kennedy est élu président des États-Unis, son frère Bob est nommé ministre de la justice. La CIA les informe qu'une action d'espionnage serait lancée contre Cuba. Un feuilleton documentaire dramatique à l'américaine.</i></p> <p>21.35 Journal.</p> <p>22.00 Magazine de la mer de G. Perceux. <i>Course de péniches en Hollande.</i></p> <p>22.45 Nostalivres. Émission littéraire de Jérôme Garcia. <i>1974-1984 : Dix été et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances.</i></p> <p>22.45 Prélude à la nuit. « Sonate n° 101 » de Scarlatti, « Jour férié », de S. Françoise, « Allegro de concerto pour piano », de Granados par Y. Horner (accordéon), accompagnée de D. Woyenberg (piano).</p>	<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Variétés : le talent ça existe. Il faut aller le chercher. Avec Chipeha, Big Band de Lyon, les ballads de Serges Spears...</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : les Oies sauvages. Film d'Andrew V. Mac Lagan.</p> <p>22.45 Journal.</p> <p>23.05 Téléfilm : Les enfants d'à bord. De A. Cazac. (Lire notre article).</p> <p>23.55 Nostalivres. Émission de Jérôme Garcia. <i>1974-1984 : Dix été et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances.</i></p> <p>0.00 Prélude à la nuit. Mouvement perpétuel de Paganini interprété par les Douze violons de France.</p>	<p>19.03 Jeu littéraire : les mots en tête.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Variétés : le micro d'or. Avec Plastic Bertrand, Bernard Ménez, Valérie Lagrange, Nicolas Peyrac, Serge Gurlao.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 US Festival 83 : Hard rock. Avec les groupes : Quiet Riot, Ozzy Osbourne, Judas Priest, Triumph, Scorpions, Van Halen.</p> <p>21.35 Journal.</p> <p>21.55 Cinéma : les Yeux fermés. Film de Joel Santoni.</p> <p>23.50 Nostalivres. Émission littéraire de Jérôme Garcia. <i>1974-1984 : Dix été et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances.</i></p> <p>0.00 Prélude à la nuit. Concerto en ré majeur de Telemann par le quatuor de flûtes Arcadia.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>● R.T.L., 19 h 25, Série : Aux frontières du possible ; 20 h 20, La guerre des polices, film de R. Davis ; 22 h 10, Journal ; 22 h 30, Série : Les diamants du président.</p> <p>● T.M.C., 19 h 45, Dallas ; 20 h 45, Jeu : L'Infiniment mystérieux ; 21 h, L'Homme aux mille visages, film de J. Penney ; 23 h, Les carnets de l'été ; 23 h 10, Clip n'roll.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Écran téléfilm : Sept hommes à l'assaut, de Louis Gilbert.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Jeu : Téléallie ; 20 h 20, Car Wash, film de Michael Schultz ; 21 h 55, Rencontre pour un soir d'été ; A. Tosca ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Stations : feuilleton vidéo.</p>	<p>● R.T.L., 19 h 25, Série : Aux frontières du possible ; 20 h 25, Indomptable Angélique, film de B. Bardot ; 22 h 20, Journal ; 22 h 40, Série : les diamants du président.</p> <p>● T.M.C., 19 h 45, La petite maison dans la prairie ; 20 h 45, Jeu : L'Infiniment mystérieux ; 21 h, Texas, nous voilà, film de M. Gardon ; 22 h 40, Les carnets de l'été ; 22 h 50, Clip n'roll.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Les sentiers du monde ; 21 h 10, Téléfilm : Emile Zola ou la conscience humaine (4^e épisode), de S. Lorenzi.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Jeu : Téléallie ; 20 h 20, Si on chausait... ; 21 h 10, Dallas ; 22 h, Rencontre pour un soir d'été, M.-A. Borella ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, Stations (feuilleton vidéo).</p>	<p>● R.T.L., 19 h 25, Série : Simon et Simon ; 20 h 20, Filles et voyous, film d'A. Aykhan ; 22 h, Journal ; 22 h 20, Série : les diamants du président.</p> <p>● T.M.C., 19 h 45, Les Brigades du tigre ; 20 h 45, Jeu : L'Infiniment mystérieux ; 21 h, Cirque de Moscou sur glace ; 22 h 20, Les carnets de l'été ; 22 h 30, Offres d'emploi ; 23 h 35, Clip n'roll.</p> <p>● R.T.B., 20 h, La chasse aux trésors (en Corde) ; 21 h 15, Feuilleton : le Soleil des temps ; 22 h 10, L'homme et la musique.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Téléallie ; 20 h 20, L'Enterré vivant, film américain de R. Cornet ; 21 h 40, Athlétisme (meeting international de Lausanne) ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Rencontre pour un soir d'été ; Louise Nevelson ; 23 h 20, Stations (feuilleton vidéo).</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

	Jeudi 12 juillet	Vendredi 13 juillet	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	11.30 TF 1 Vision plus. 12.00 Bonjour, bon appétit : magazine de Michel Oliver. 12.30 Journal. 13.00 Série : Aux frontières du possible. 14.30 Objectif santé : le plomb, en risque actuel. 14.40 Danse : Tam ti delam avec les grands ballets canadiens et Gilles Vigneault. 15.30 Quarté en direct d'Enghien. 15.45 Sports : Tour de France cycliste. 17.00 Croquis-vacances. 18.00 Dessin animé : la Pieuve. 18.05 Votre auto a cent ans. 18.15 Série : Une autre vie. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Tour de France (résumé). 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Linda de Souza. 21.35 Tétéfilm : l'Agenda de G. Bastid, M. Gard et P. Volon. 23.00 Journal. 23.15 Vivre en poésie.	11.30 TF 1 Vision plus. 12.00 Bonjour, bon appétit : magazine culinaire de Michel Oliver. 12.30 Journal. 13.00 Série : Aux frontières du possible. 14.30 Sport : Tennis. 15.30 Croquis-vacances. 16.00 Dessin animé : la Pieuve. 18.10 Votre auto a cent ans. 18.20 Série : Une autre vie. 19.15 Emissions régionales. 20.00 Journal. 20.35 Salut les Mickey. 21.35 Bravos-festivals. 22.30 Temps X : la quatrième dimension. 23.15 Journal. 23.30 Les tympans filés. H.S.A.S., Girl Scholl et Bon Soir.	Samedi 14 juillet 12.10 Téléforme : 12.30 Aventures inattendues : 13.00 Journal : 13.30 Série : Buck Rodgers au XXV ^e siècle : 14.20 Dessin animé : Snoopy : 14.45 C'est super (la gymnastique au sol) : 15.05 Croquis-vacances (dessin animé, divertissement : feuilleton : Matt et Jenny) : 16.35 Dessin animé : Capitaine Flam : 17.05 Casques et boîtes de cuir : 17.25 Revue de la Gendarmerie nationale : 18.35 SOS animaux : 19.05 Magazine Auto-moto : 19.40 Tour de France (résumé) : 20.00 Journal : 20.30 Tirage du loto. 20.35 Au théâtre ce soir : « Les Homards ». De P.-A. Brual, avec J. Fabbri, G. Jabbar, A. Akas, C. Colla... 22.20 Alfred Hitchcock présente. « C'est lui » (Revenge), d'A.I. Benzerides et F. Cockrell. Avec R. Mocker, V. Miles, F. Bavier... 22.50 Journal. 23.05 Fréquence vidéo.
ANTENNE 2	10.30 Antiope. 12.00 Journal. 12.10 Série : Les enquêteurs associés. 12.30 Cyclisme : Tour de France. 12.45 Journal. 13.35 Série : Les Envahisseurs. 14.25 Aujourd'hui la vie. 15.25 Sports été. 16.00 Football : rétrospective du championnat d'Europe des Nations. 18.00 Récré A 2. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Club des télévisions du monde : le Mercenaire et l'enfant. 21.50 Diverdissement : Robin des Bois. 22.30 Document : La route des icebergs. 23.00 Journal. 23.20 Bonsoir les clips.	10.30 Antiope. 12.00 Journal (à 12 h 45). 12.10 Série : Les enquêteurs associés. 12.30 Cyclisme : Tour de France. 13.35 Sports été. 14.25 Tennis : Coupe Davis (Tchécoslovaquie-France). Cyclisme : Tour de France (Le Rouret-Grenoble). 20.00 Journal. 20.35 Série : Mécanismes. 21.40 Apostrophes. 22.50 Journal. 23.00 Ciné-été : le Garçon sauvage. Film de Jean Delannoy.	Samedi 14 juillet 10.00 Revue du 14-Juillet : 11.30 Journal des sourds et des malentendants : 11.45 Vidéomaton : 12.00 Platine 45 (Little Bob Story, Jacques Dutronc, Madonna, Cliff Easwood, Regrets : 12.30 Tour de France : 12.45 Journal : 13.35 Série : Le retour du Sata : 14.30 Les jeux du stade : 18.00 Les carnets de l'aventure : 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres : 19.15 Buge Bunny : 19.40 Le théâtre de Boulevard : 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Chantons le rock. 21.55 Magazine : Les enfants du rock. 23.10 Journal. 23.30 Bonsoir les clips.
FRANCE RÉGIONS 3	19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Variétés : Rythmes sur la ville. 20.05 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 20.35 Cinéma : Mon premier amour. 22.10 Journal. 22.30 Chronique d'un pays noyé : Mémoires d'une vallée. 23.35 Nostalgie. 23.40 Prélude à la nuit. « Scaramouche », de Milhaud interprété par G. et B. Picavet.	19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Variétés : Smur-métro. 19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Vendredi : l'Amazonie. 21.30 Journal. 21.50 Chronique d'un pays noyé : L'arrachement. 22.45 Nostalgie. 23.40 Prélude à la nuit. « La Cathédrale engloutie », de Debussy, interprétée par C. Collard, piano.	Samedi 14 juillet 19.00 Emissions pour la jeunesse : 19.35 Dessin animé : les Petits Diables : 20.05 Les jeux. 20.35 Feuilleton : Dynastie. 21.30 Laissez passer le chardon : Spécial 14 juillet. 22.15 Journal. 23.35 Bonsoir les clips. Dimanche 15 juillet 18.30 Emission pour la jeunesse : 19.40 RFO Hebdo : 20.00 Paul Hogan show. 20.35 Télétois : Nathalie Sarraute. 21.30 Aspects du court métrage français. 22.05 Journal. 23.35 Bonsoir les clips.
PÉRIPHÉRIE	• R.T.L., 19 h 25, Série : Des grives aux loups : 20 h 30, La vie aventureuse de Jean Pitaras : 22 h 25, Journal : 22 h 45, Série : Les diamants de président. • T.M.C., 19 h 45, Série : La vie de Bonifaz : 20 h 45, Jeu : L'indivisible mystérieux : 21 h, Ici brigade criminelle, film de Don Siegel : 22 h 20, Les carnets de l'été : 22 h 50, Clip n'roll. • R.T.S., 20 h, la Camionnière du Yang-Tsé, de Robert Wisc. • T.S.R., 20 h 5, Téléallye : 20 h 20, Document : qui a tué le bébé Linsburg ? : 21 h 10, Dallas : 22 h 10, Journal : 22 h 25, Téléfilm : Pablo en mort, de P. Lefebvre : 0 h 5, Stations (feuilleton vidéo).	• R.T.L., 19 h 25, Kojak : 20 h 25, Trois enfants dans le désordre, film de Léo Joannon : 22 h 10, Journal : 22 h 30, La vie de Mariano. • T.M.C., 19 h 45, Dynastie : 20 h 45, Jeu : L'indivisible mystérieux : 21 h, Zoucou, film de Marc Allégret : 22 h 25, Les carnets de l'été : 22 h 50, Clip n'roll. • R.T.S., 20 h, Les grandes maladies : les maladies héréditaires : 21 h, Dernière séance : Doctor Vihren, film de G. Pion. • R.T.S.-TELE 2, 20 h, Les concerts prometteurs du X ^e Festival musical d'été de Bézoules. • T.S.R., 20 h 5, Téléallye : 20 h 20, l'Inventeur, film suisse de K. Glor (avec B. Gaux) : 21 h 25, La passion de la danse : Jiri Kylian : 22 h 40, Journal : 22 h 55, Juke Box Hervé.	

Classique

Polyphonies aquitaines du XII^e siècle

Les clichés ont la vie dure, sans doute parce qu'ils sont commodes et qu'ils aident à structurer l'image que nous nous faisons des hautes époques.

Ainsi de l'école de Notre-Dame de Paris — celle des fameux Léonin et Pérotin — jusqu'à celle des troubadours, le pont de départ de l'histoire de la musique en Europe, période charnière en tout cas où le chant monodique de la liturgie débouche sur la dimension polyphonique.

Or il semble bien, à la lumière de recherches récentes, que, dans les grandes cathédrales et abbayes du sud-ouest de la France, il y ait eu le même travail soigné, et cela dès le tout début du douzième siècle, soit un demi-siècle avant que n'apparaisse en scène à Paris Léonin, voire son prédécesseur mythique, un certain Albert parisiens.

Cette polyphonie romane à deux voix, appelée polyphonie de Saint-Martin de Limoges, a immédiatement dépassé le stade de la polyphonie spontanée et du parallélisme continu. Le discours se complique et s'enrichit en fait de toutes les ressources du contrepoint naissant : mouvements obliques, croisements de voix, mouvements contraires, etc. La distinction entre déchant — note contre

note — et organe à vocalises dans la partie supérieure apparaît fréquemment et est source de couleur et de diversité.

Essentiellement festive, la polyphonie marcellienne accompagnait les temps forts de l'année liturgique et se mêlait alors à la cantillation grégorienne traditionnelle et aux improvisations de l'orgue médiéval.

Sensible à ce climat de fervente allégresse, l'ensemble Organum, fondé et dirigé par Marcel Pérès, s'identifie totalement aux musiques qu'il fait revivre et à l'époque qui les a vues naître. Dominant les difficultés techniques que soulève l'interprétation de ces polyphonies primitives (au niveau de la notation et de l'approche rythmique notamment) ses cinq chanteurs, du contre-ténor de Gérard Lesne au deuxième baryton de Philippe Bailly, réussissent une véritable résurrection, un retour aux sources (supposées) des œuvres qui font passer le symbole avec la beauté mélodique. Et grâce à leur talent (qui implique, entre autres, une virtuosité que nul ne soupçonnerait a priori), c'est l'origine de l'aventure polyphonique qui s'écrit ici d'une lumière nouvelle. Pour notre bonheur.

ROGER TELLART.
● Harmonia Mundi, HM 1134.

« Première Symphonie » de Mahler
par Riccardo Muti

Les disques consacrés à la Première Symphonie de Mahler sont si nombreux qu'il est difficile de les connaître tous. Beaucoup, de toute façon, ne sauraient retenir l'attention. Lorsque l'un d'eux sort vraiment de l'ordinaire, il faut donc le saluer comme il le mérite, de peur que lui aussi ne soit passé sous silence, ou ne tombe rapidement dans l'oubli.

Un incident malencontreux a récemment empêché au dernier moment l'exécution à Paris de cette symphonie par Riccardo Muti et son Orchestre de Philadelphie. A en juger par leur enregistrement de l'œuvre, tout juste paru, l'incident en question a privé les mélomanes réunis ou soit-à de très grands moments. On entend ici une Première Symphonie large et puissante, mais ces qualités ne donnent heureusement lieu à aucun débordement hors de propos. Les subtilités et les finesses de l'orchestration de Mahler sont bien présentes, et toute ju-

stices est rendue à l'architecture de la symphonie. Muti exerce un contrôle de tous les instants aussi bien sur les sonorités de son orchestre que sur le déroulement du discours.

Le message du compositeur n'est pas que mieux transmis, et cette synthèse de poésie, de clarté et de force fait inévitablement songer, ce qui n'est pas un mince compliment, à une version légendaire, parue il y a bientôt quinze ans chez la même maison, et également due à un grand chef italien, Carlo Maria Giulini, avec l'Orchestre de Chicago. S'agit-il du début d'une intégrale des symphonies de Mahler ? Je l'ignore, mais Muti n'est certainement pas de ceux que l'on devrait décourager dans cette voie.

MARC VIGNAL.
● Muti : EMI, 77.0097.
● Giulini : EMI, 069-02-183.

Les « Études symphoniques », par Pollini



Robert Schumann

Pendant quelques années, on avait craint un tarissement de la source lyrique chez Maurizio Pollini ; une certaine sécheresse marquait ses interprétations, qui restaient toujours d'une grande rigueur pianistique.

Ce nouvel enregistrement schumannien nous rassure. Nulle scolastique dans les Études symphoniques, ni souvent disséquées et jouées de manière besogneuse, comme un simple thème et variations. Ici, elles sont prises dans une coulée rayonnante, elles resplendissent dans une harmonie merveilleuse de la jeunesse et de la maturité. Pollini est tout à la fois

grandiose, fougueux et détendu, avec un toucher aérien, un phrasé mouvant et radieux. Il survole le texte pour rejoindre la vision et le rêve de Schumann dans les sphères les plus idéales. Chaque note laisse une trace de lumière. Jamais ce piano n'a été aussi transparent et allé.

En complément, le délicieux Arabesque, empreint de la plus tendre intimité, simple et fervent.

JACQUES LONCHAMPT.
● DG, 410.916 (en microfilm, disque compact et cassette).

Lauriers pour la « Quatrième Symphonie »
d'Albéric Magnard

Il faut revenir sur l'enregistrement de la Quatrième Symphonie d'Albéric Magnard, que Marc Vignal avait analysé avec enthousiasme lors de sa sortie (le Monde du 15 janvier), pour saluer l'unicité qui s'est faite autour de ce disque : primé par l'Académie Charles-Cros et l'Académie du disque français, il vient de recevoir une haute distinction, l'un des quatre grands prix annuels décernés par le jury de l'International Record Critics' Award, réuni à Grenade.

Juste retour des choses : voilà des années que les symphonies de Magnard sont proposées sans résultat à l'Orchestre de Paris, et récemment l'Orchestre national a refusé d'enregistrer la Troisième Symphonie, la jugeant indigne de lui !

Honneur donc à Michel Plasson et à l'Orchestre du Capitole de Toulouse qui ont donné de la Quatrième

une interprétation éblouissante, et souhaitons qu'ils continuent, car Magnard (1865-1914), élève de Vincent d'Indy, personnalité puissante, au caractère renfermé et ombrageux, reste un compositeur encore mal connu. Il mourut prématurément, tué par les Allemands en défendant sa maison de Baron-sur-Oise.

Cette réussite devrait engager les éditeurs de disques en mal de répertoire à rechercher des œuvres de valeur dans le fonds symphonique français du début du siècle, très riche et complètement inexploité ; il y a certainement des découvertes à faire chez Lacombe, Ropartz, Koschik, Witkowski, Roger Ducaesne, Le Flem, et bien d'autres, sans oublier Maurice Emmanuel et Florent Schmitt.

J. L.
● EMI, 1731.841.

L'art de Rita Gorr

Étonnante Rita Gorr : ses moyens considérables lui offrent les emplois de mezzo comme ceux de grand soprano ; son tempérament et sa personnalité peignent le ton noble de Gluck, le haut dramatique des héroïnes verdiennes et wagnériennes, l'élégance de l'opéra français. Belge, mais représentante accomplie de l'école française, elle a prouvé qu'avec une seule école parfaitement maîtrisée on peut chanter tous les répertoires, suprême leçon de chant qui laisse aujourd'hui à méditer.

La voici, souveraine de ligne et de diction dans Iphigénie en Tauride (avec pour compagnons Nicolai Gedda et Ernest Blanc), imposante de présence et de timbre dans l'Héroïde de Massenet (avec la fine fleur du chant français de l'époque : Régine Crespin, Albert Lenoir, Mi-

chel Dens). Et pour apprécier l'étendue de ses moyens (l'aigu incisé, le médium sonore, la projection éclatante) et de ses dons d'interprète, un récital d'airs lyriques de tous horizons et styles, dirigés par son compatriote André Cluytens.

Justices sont ainsi rendues à l'une des artistes les plus douées et les plus marquantes de sa génération.

ALAIN ARNAUD.
● Iphigénie en Tauride, extraits dirigés par Georges Frétre ; orchestre de la Société des concerts du Conservatoire, EMI 1731.881 ; Héroïde, extraits dirigés par G. Frétre ; orchestre de l'Opéra de Paris, EMI 111.6831 ; « Grands airs lyriques » de Gluck, Massenet, Saint-Saëns, Wagner, Verdi, Mascagni ; Orchestre de l'Opéra, dir. André Cluytens, EMI 1111.491.

Vidéocassettes

Perfectionnez
votre anglais

● « English by video », cinq nouvelles cassettes de Nelson Filmscan, distribuées par Formavision : 7, rue du Cardinal-Mercier, 75009 Paris.

Si vous voulez profiter de vos vacances pour perfectionner votre anglais, n'oubliez pas d'emporter votre magnéscope. Les cinq nouvelles titres de la collection « Filmscan » s'adressent à tous les publics. « Double trouble » raconte les aventures de trois écoliers en passe de devenir des « pop stars » et d'adolescents aux enfants déboussolés. Les sept autres de « The blind detective » ne sont utilisables que par des étudiants avancés. Ceux qui préparent leur voyage aux États-Unis s'adressent avec intérêt à « Living in Washington » et « Living in New-York ». Enfin, ceux qui possèdent déjà une solide connaissance de la langue anglaise se pencheront avec plaisir sur la vie et l'œuvre de Shakespeare, Dickens, Lawrence et Orwell, les quatre premiers titres de la série « Famous Authors ». Chaque cassette est accompagnée d'un livret pédagogique.

La Palombière

● Film français de Jean-Pierre Denis avec Jean-Claude Bouillon et Christiane Millet. Edité par Samart vidéo et distribué par GCR.

L'amour impossible et absolu d'un chasseur de palombes pour l'institutrice du village. Un beau film doux et amer de Jean-Pierre Denis. Caméra d'or du Festival de Cannes pour l'Histoire d'Adrien.

La Trace

● Film français de Bernard Favre et Bertrand Tavernier avec Richard Berry et Bérangère Bonaldi. Edité et distribué par Cinévidéo.

Le voyage d'un colporteur dans le royaume de Savoie partagé entre la France et l'Italie. « Ce n'est jamais le même homme qui part et qui revient », dit le film en exergue, et, quand cet homme est incarné par Richard Berry, l'aventure intérieure devient passionnante.

La Ligne
de démarcation

● Film français de Claude Chabrol, avec Jean Seberg, Maurice Ronsse, Daniel Gelin, Jacques Perrin, Stéphane Audran et Jean YVES. Edité et distribué par UGC vidéo.

La Résistance et l'occupation allemande dans un petit village du Jura pris de la ligne de démarcation. Sur un scénario du colonel Rémy, le regard aigu de Chabrol et une remarquable distribution.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BAC-MONTELEMBERT TAN DINH, 60, rue de Vernail, 7. 544-04-84. Restaurant vietnamien. Prix MARCO POLO 1979. 600 Grande Croix, dont 160 Roulers. Service assuré jusqu'à 23 h 15. F. dimanche. F. en août.	GARE DE L'EST - GARE DU NORD NICOLAS, 12, rue de la Fidélité, 246-84-74. PLATS D'ÉTÉ ET CARTÉ. F. lundi soir et samedi, ouvert dimanche. F. du 28/7 au 28/8.	MONTAGNE STE-GENEVIÈVE LE VILLARS PALACE. M. TAILLON propose ses spécialités : POISSONS, COQUILLAGES, bœuf d'HERITRES, 3 sautes. Fiancée 1. 1. sa. Elégance, 8, c. Descazes. Ouv. T.L.J. : 526-99-06 et 75-50. Ouvert le dimanche. Ouvert tout l'été.	PLACE Clichy KISMET, 17, rue Darcot, 387-83-35 Spéc. indo-pakistanaise. Déj., dîna. Fermé en août.	RÉPUBLIQUE - BASTILLE LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11 ^e . F. sam., dîna. F. du 20/7 au 19/8.	ST-GERMAIN-ST-MICHEL DODIN BOUFFANT 325-25-14 Place Maubert-Mutualité J. O h 15. F. du 29/7 au 2/9 inclus.
BAC-SOLFERINO LA LANDAISE A PARIS, 260-20-19. 48, rue de Vernail, 7. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Repas d'affaires 100 F.	GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, c. Ti- venière. 343-14-96. Spéc. F. sam. et dîna.	MONTMARTRE LE BULLIER, 22, av. de l'Observa- toire, 335-48-11. 15 les jrs. Brasserie- café-glacier de 8 h à 1 h du matin. F. en août.	PLACE PEREIRE N° 9 DESSIRIER, maître d'écuyer. Jusqu'à 1 h du matin, 227-82-14. T.L.J. HUITRES-CRUSTACES-POISSONS. TERRASSE D'ÉTÉ. F. du 28/7 au 31/8 inclus.	REUILLY-ODEROT LE MACOUBA, 94, bd Diderot, 346-80-07. F. lun. Cœ. amillie. Amb. unifiée.	ALSACE A PARIS 9, pl. St-André-des-Arts, 6. SALONS. CHOUROUTE, grillades, POISSONS. Huitres et coquillages. Ouvert tout l'été. TERRASSE PLEIN AIR.
BATIGNOLLES - ROME EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 387-28-37. Espagnoles et françaises. Pella, Zorrella, Sicula. F. lun., mardi. Ouvert en juillet et août.	GOBELINS ENTOTO 387-08-51. F. dim. 143, c. L.M. Nordham, 12 ^e . Spécialités méditerranéennes.	LA CLOSERIE DES LILAS 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. T.L.J., de midi à 3 h du matin. Air conditionné. Petit prix.	PLACE DU TERTRE N° 15 LA CRÉMAILLÈRE 1980, 111, 606-58-59, jardin, spéc. FRUITS DE MER. Ouvert tout l'été.	ATHANOR 344-48-15. 4, c. Crouleux, 12 ^e . F. lun. à 24 h sans dim., lun., dim. Pois. divers. Crevettes : m. baroque. F. du 29/7 au 3/9 inclus.	SAINT-MICHEL LAFÉROUSE, 51, q. des Gds- Augustins, 326-68-04 - 326-99-14. Menu dégust. 240 F. s.a.d. Carte prix fixe 190 F. vin et s.a. Grande carte. Ouvert tout l'été.
CHAMPS-ÉLYSÉES BELAIS BELMAN, 37, r. Franc-1 ^{er} , 723-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. du 4 août au 2 sept. inclus.	LES HALLES CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XV ^e . F. dim. Ouvert tout l'été. P.M. 150 F.	NOTRE-DAME LE MODULE et sa belle terrasse de verdure sur le bd du Montparnasse, n° 106 (r.d.c.). Tél. 354-98-64. Fruits de mer, grillades. Cuisine du chef. T.L.J., de midi à 3 h du matin. Air conditionné. Petit prix.	PORTE MARLOT TIRAGAD, 21, rue Brunel-1 ^{er} F. dim. 574-23-70/23-56. Spéc. du Maroc. Fermé en août.	RICHELIEU-DROUOT AU PETIT RICHELIEU, 25, r. Le Pelletier, 770-68-68 et 770-56-50. Son étouffant MENU à 100 F. service compris. Salons. Menu 1880. Vins du Val de Loire. F. dim.	SAINT-AUGUSTIN LE SARRADIN, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet 65 F. Confit 65 F. F. du 14/7 au 20/8 inclus.
FAUBOURG-MONTMARTRE N° 12, rue du Fg-Montmartre AUBERGE DE RIQUENHUR, 770-62-39. Spéc. ALSACIENNES. F. du 30/7 au 30/9 inclus.	INVALIDES C'est votre fête aujourd'hui, Madame, ou vous, Monsieur ? Valeable toute l'an- née, FRANÇOISE vous offre gracieuse- ment, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Et aussi son menu à 90 F. s.a. Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. Tél. : 705-49-03. F. dimanche soir, lundi. F. en août.	OPÉRA VISHNOU, 21, c. Danton, 297-56-54. F. dim. Spécialités indiennes.	PORTE SAINT-CLOUD LE CORSAIRE, 1, bd Eschmann, 525-53-25. Fermé dim. Ouv. sam. Carte et spécialités. Menu 72 F. s.a. « Une formule qui vous enchante ». Le restaurant du XV ^e . F. du 27/7 au 26/8.	SACRÉ-CŒUR CAMARÉ DE LA BUTTE, 4, rue Lamarck, 18 ^e . F. mer. 264-65-40. Spéc. PROVENÇALES. Piano.	BOIS DE BOULOGNE VIEUX GALION, 4, s. 506-26-10. « L'été table raffinée à bord d'un navire du XIX ^e siècle » Réceptions « Cœu- tils » « Séminaires » « Présentations ». Parking.

Dîner « dehors »

Les adresses de Paris-plein-air.

Au printemps et en automne, la terrasse était très agréable, à l'ombre des arbres...

Hemingway (Paris est une fête).

Il est vrai que pour les étrangers, et singulièrement les Anglo-Saxons, longtemps les terrasses des cafés furent une découverte puis une attraction.

Ils les recherchaient dans les artères passantes. Les vieux Parisiens, au contraire, aux temps chauds, retrouvaient les petits restaurants à terrasse, où, derrière quelques maigres fusains, l'odeur d'un fricot mijoté se dissolvait dans la poussière dorée du soleil ou les ouates blanches de la nuit tombante. L'air n'était pas encore « emma-zouté » ; les bruits de la ville, dans les quartiers excentrés, venaient mourir aux derniers cliquetis des couverts. Il y avait des ronds vineux sur les nappes en papier où la serveuse griffonnait l'addition. Ah ! comme j'aimais dîner en plein air parisien, avant guerre, dans ces restaurants dits « de cochers-chauffeurs ». Je me souviens de celui de l'avenue de Wagram (devenu je crois une pizzeria) où l'andouillette était si grassement savoureuse, accolée à une petite montagne de purée de pois cassés !

Aujourd'hui encore, et bien que les week-ends hors les murs se multiplient, dès qu'un peu de chaleur « emmoite » l'atmosphère, chacun recherche un ersatz de campagne et d'air pur : où peut-on déjeuner, dîner en plein air ?

On ne pose souvent la question.

Mais bien entendu seule la nostalgie donne encore du charme aux petites terrasses d'autrefois, à fleur de trottoir, de gaz d'échappement et de promiscuité !

Patios, terrasses, jardins, voici pourtant une liste pour juillet-août et Parisiens impénitents.

Les patios

Cour intérieure d'une maison, d'un édifice public, dit le Larousse. Ici il ne peut s'agir que des grands hôtels, avec une exception pour le *Flora Danica* (dont le petit patio, presque un jardin enfermé entre quatre murs, complète le minuscule restaurant au fond d'une cour élyséenne). Au rez-de-chaussée du 142, avenue des Champs-Élysées (tél. 359-20-41), c'est le complément du *Copenhague*, ambassade de la cuisine danoise. Au *Flora Danica*, donc, on peut prendre le thé accompagné de rutilants gâteaux crévés à mourir, mais aussi déjeuner et dîner, en plein air, pour un festival de poissons fumés et marinés, saumon en tête. Acquavit et bières danoises désaltérantes.



Le restaurant-jardin « Candido ».

Les autres patios sont donc ceux des hôtels que vous connaissez : Au *George V* (31, avenue George-V, tél. 723-54-00), où Jean Frison vous proposera une carte à la fois classique et élaborée. Au *Régence Plaza* (25, avenue Montaigne, tél. 723-78-33), où Roland Reverdy fera le même office (après quoi vous pourrez aller danser au piano-bar). Au *Ritz* (15, place Vendôme, tél. 260-38-30), d'espace plus restreint mais charmant et lui aussi de grande cuisine élégante.

Enfin, dernier en date, et plus petit encore, mais intime, le patio du *Royal Castille* (37, rue Cambon, tél. 261-55-20), donnant sur le bar et proposant une gentille carte de petits prix. Toutes ces maisons ouvertes en août.

petits prix. Toutes ces maisons ouvertes en août.

Les jardins

Plus rares encore peut-être.

En tête celui élyséen de *Laurent* (41, avenue Gabriel, tél. 359-14-49), cerné de verdure, oasis de calme et d'élégance. Et sur l'autre rive, la *Closier des Lilas*, chère à Hemingway mais avant lui aux poètes (Paul Fort), aux « Montparnos », et dont le bar a accueilli Léonine et Jean Morras en parfaite objectivité. Le jardin de la *Closier*, battu de la rumeur de la ville, reste un coin d'autrefois (171, bd du Montparnasse, tél. 326-70-50).

A noter les jardins suspendus de *Beauvilliers* (52, rue Lamarck, tél. 254-19-50), petites merveilles de goût à l'image d'une carte précieuse, inattendue aux hauteurs de Montmartre.

Jardin encore, ce jardin restaurant-bulle de vitrage au cœur du *Royal Monceau* (35, avenue Hoche, tél. 561-98-00), une réussite patri-

cienne que complète la cuisine du chef Biscay.

Toutes ces maisons ouvertes en août.

Et encore un jardin inattendu, celui de *Candido* (40, avenue de Versailles, tél. 527-86-68). Cuisine hispano-italo-française de cette vieille enseigne, où *Candido* fils a ouvert, derrière sa salle, un vrai et minuscule petit jardin (les tomates que vous mangerez y auront poussé !). Profitez-en avant la fermeture d'août.

Enfin, dans l'île de la Jatte, la *Tonnelle Saintongeaise* (32, bd Vital-Bouhot, tél. 624-43-15). Cette mise en Seine signée Josi Girodot vous fera découvrir les cagouilles, la chaudière et quelques autres plats régionaux. Ouvert jusqu'à 15 août.

Les terrasses

Et d'abord la terrasse connue du monde entier, la terrasse la plus parisienne et, en même temps, pour les touristes « the » terrasse : celle du *Fouquet's* (99, avenue des

Champs-Élysées, tél. 723-70-60), cet octogonaire toujours jeune.

Restons dans le quartier avec celle de *Prunier Elysée* (26, avenue des Champs-Élysées, tél. 562-26-51), sur la placette de la galerie, devant la cascade bruisante, pour des dégustations de tout ce qui vient de la mer. Et avec celle de *Chez Edgard* (4, rue Marbeuf, tél. 720-51-15), si vivante, si « show biz », et qui s'étend, tard le soir, jusque sur les trottoirs (fermé en août).

Mais mon amitié va surtout, je l'ai dit, aux terrasses minuscules, quasi anonymes, modestement cachées derrière quelques arbustes chlorotiques. A fleur de trottoir. Et je pense alors à celles du *Quai d'Orsay* (49, quai d'Orsay, tél. 551-58-58) : quatre tables où les dames serveuses souriantes apportent les plats originaux et copieux d'Étienne Bigeard. Fermé en août. Ou à celle du *Restaurant du Marché* (59, rue de Dantzig, tél. 828-31-55), à peine plus grande, où les cuisinières de Christiane Massia troussent des salades bien de saison : haricots verts et gésiers confits, mesclun à la poitrine fumée, etc.

Restons sur la rive gauche pour énumérer :

Le *Récamière* (4, rue Récamier, tél. 548-86-58) a la chance de s'abriter dans une rue piétonnière. Cuisine, on le sait, à tendance bourguignonne et bons vins de la-bas.

Les *Marronniers* (53 bis, bd Arago, tél. 707-58-57) sont ceux du boulevard sous lesquels, aux beaux jours (mais fermés en août), Gilbert installe ses tables. Rillettes de saumon et salade de haricots verts aux anchois sont plats pour les chaleurs.

La *Chaudière des gourmets* (22, place Denfert-Rochereau, tél. 321-22-59) est fermée en août, elle aussi, mais sa cuisine normande est attachante, et le fromage blanc fermier désaltérant.

L'*Aquitaine* enfin (54, rue de Dantzig, tél. 828-67-38) et sa petite terrasse dominant les verdures de la Ruche, l'oasis des artistes. Christiane Massia vous y fera goûter ses plats énergiques.

Ne pas oublier la *Rôtisserie* (8, rue Linois, tél. 575-72-29), terrasse dominant la Seine, en face de la Maison de la Radio, dans le centre Beaugrenelle (mais avec ascenseur particulier).

Revenons sur la rive droite :

Marius et Janette (4, avenue George-V, tél. 723-41-88), c'est la Provence à Paris, et sa terrasse en devient alliée. Fermé en août quelques jours, il faut donc téléphoner.

Ramponneau (21, avenue Marceau, tél. 720-59-51) et son classicisme reposant. Fermé en août.

Le *Toit de Passy* (94, avenue Paul-Doumer, tél. 524-55-37). La terrasse, ici, est au septième étage dominant Paris-Sud. Parking et ascenseur direct. Bonne cuisine moderne de Yannick Jacquot.

Chez Georges enfin (273, bd Pereire, tél. 574-31-00), avec ses quatre « grands » plats quotidiens : côte de bœuf, gigot, petit salé et tendron de veau (à moins que ce ne soit le pot-au-feu). *Chez Georges* qui est la tradition et l'amitié (fermé en août).

Sans oublier *Baumann-Ternes* (64, avenue des Ternes, tél. 574-16-66), où André Baumann démontre que la choucroute peut être un plat d'été, mais sait aussi combiner une carte mieux en situation. Saumon et haddock marinés au citron vert sur lit de choucroute crue, poireaux à la fondue de tomates fraîches, carpaccio, ou, mieux, vrai tartare. De très beaux desserts après le munster fermier. Une grande petite terrasse.

Faut-il énumérer les restaurants, classiques et connus, du Bois ?

Le *Pré-Catelan* (524-55-58), la *Grande Cascade* (506-33-51), coûteux, le *Pavillon des Princes* (605-65-50) et son prix fixe pour une carte-menu intéressante ? Avec aussi, pour les petites bourses :

L'*Auberge du bonheur* (près du champ de courses de Longchamp, tél. 772-40-75) et son petit menu servi sous parasols. Et, pour le plaisir des enfants, la *Ferme du Golf* (au Jardin d'acclimatation, tél. 722-71-34), avec ses déjeuners de mercredi, samedi et dimanche à petits prix, arrosés de lait et entourés de chèvres, lapins et poules en liberté.

Voilà pour les juilletistes et aoûtistes de Paris (cette liste n'étant évidemment pas limitative) qui veulent trouver un semblant d'air libre et quelques verdures civilisées. Mais n'oubliez pas de téléphoner tant pour réserver que pour savoir si la maison est bien ouverte : les restaurateurs ont d'innombrables raisons et excuses de modifier leurs décisions.

LA REYNIÈRE.

23 juin 1984
Le Monde

Les Tables de la Semaine

La Mitidja

Un nouveau maghrébin dans un très joli cadre. Et une très bonne cuisine : le couscous roulé main accompagne les brochettes diverses, les tajines multiples. La bœuf (pastilla) sur commande est digne des princes des sables. Débuter par les brisoles ou bourekas feuilletés aériens à l'agneau ou thon et œuf, à l'œuf, aux crevettes, au saumon. Notez le couscous Mitidja (agneau, brochette, merguez, boulette) à 85 F. Et si vous hésitez entre les douze ou quinze vins d'outre-Méditerranée, choisissez le thé à la menthe (non sucré surtout !). Ma note : 16/20.

22, passage des Passerelles. Tél. : 508-16-87.

LA REYNIÈRE.

Tous les jours, sauf les samedi et dimanche

Ouvert en juillet et août

La Route du Beaujolais

PIERRE CAMBIN rappelle à ses clients et amis qu'il est OUVERT en JUILLET et AOÛT avec sa TERRASSE

Rapport qualité/prix (100 F env.) excellent... Merci les clients... Vins de propriété. Spécialités de pays.

17, rue de Lourmel, 15° - M° DUPLEX - 579-31-63. F/dm.

LE MODULE

1 MONTMARTRE

La bonne cuisine

Spécialité au Charolais 35° Terrine de saumon au confit 30°
Fait Carapace marinée 20° Brochette océane au vin sauvage 49°
Steak tartare 31° du côté du bœuf aux herbes 39°

106 BOULEVARD DU MONTMARTRE, MÉTRO VANVIL. Tél. 326-54-33.
TOUS LES JOURS. SERVICE PERMANENT DE MIDI À 3 HEURES DU MATIN.

Le Sybrite

Menu gastronomique 125 F.S.C.

SALON PARTICULIER 30 COUVERTS

8, rue du Sabot - PARIS 6° - 222-21-58
Saint-Germain-des-Près

NICOLAS

PLATS D'ÉTÉ
SA CARTE :
POISSONS et GRILLÉS
AU FEU DE BOIS

12, rue de la Fidélité, Paris-10°
F/lan, soir et week-end. OUV. DIM.

246-84-74 - 770-10-72

AUX ROSES DE BLIDA

spécialités pieds-noirs à emporter
29, rue de Chaligny, 75017 PARIS
622-43-86

1 des plus belles brasseries 1900

OUVERTES APRES MINUIT

ELD

Foie gras frais 43 F
Andouillette 42 F
Choucroute spéciale 43 F

Fruits de mer et bœuf d'Indre.
Rillettes de saumon
Artichaut norvégien
Lapin en gelée

2 cour des Petites Écuries, Paris 10°
Tél. : 770-13-59

SERVICE TOUTS LES JOURS
JUSQU'À 2 H. DU MATIN

Dessirier

380.50.72

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex-place Péreire) 17°

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.

Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.

LE BAYERN
La grande brasserie Bavaroise de Paris avec orchestre bavarois tous les soirs.
Place du Châtelet - Réservations 233-65-44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer, Vins de la mer et de l'Indre.
10 bis, place Clélie, Paris 10° - Réservations 77-44-78

CHEZ HANSI
La grande brasserie Alsacienne.
3, place du 16 juin 1940, Paris 7° - Face à la Tour Miroir - Réservations 565-58-62

Environs de Paris

À 15 MINUTES DE L'ÉTOILE - AUTOMOBILE DE LOUÏSE, 2° SÉRIE D'OR

64, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - Tél. 969.94.53

REPAS D'AFFAIRES

CADRE DE VERDURE

SALONS DE RECEPTION

Menu Formule

Menu GASTRONOMIQUE à 130 Fts par personne et Grande Carte

AUBERGE Cœur Volant

DE 22 H. 30 À L'AUBE

PACHA CLUB

JOURNÉES SEMINAIRES

190 F TTC

échecs

N° 1080

V. Smyslov oublie ses classiques

(Tournoi de Baguio, 1984.)
Blancs : J. Timman
Noirs : V. Smyslov
Partie écossaise.

1. f4 45. Txf1 Txf6
2. Cf3 Cg6 Ff6 (e)
3. d4 e5 Ff3
4. Cc4 Fg5 (a) 24. Dc3 Tf4 (p)
5. Cb5 (b) 25. g3 Ff4
6. Cc3 (c) 26. Dc3 Ff4
7. Cc3 27. a3 h5 (a)
8. Fd3 Td8 28. a3 h4 a3 (c)
9. e4 Cc5 29. Rg2 (a) h4
10. Rb1 (d) 30. Dd4 (b) Fd3 (a)
11. Fd2 Cc6 31. Dd5 a3
12. f3 Cc4 32. Dd4 c5 (v)
13. Fd4 33. Dd5 Tg8
14. Cg4 (g) Ff6 (b) 34. Dd2 Ff6
15. Fg5 (f) Cg4 (d) 35. h4 h5
16. Fd3 Cc3 36. g4 Fg4
17. Dc1 Fg4 (d) 37. E1 Td8
18. Dd3 Cc2 (f) 38. Dd6 (v) Cc5
19. Dd2 Cc1 39. h3 a4 (a)
20. Ff1 (m) Td6 (n)

NOTES

a) La ligne classique de la partie écossaise. Une autre défense connue est 4... Cc6.
b) Au lieu d'entrer dans la continuation 5. Cc3, Ff6; 6. a4, a5; 7. Cc3 ou

encore 5. Fd3, Df6; 6. c3, Cg6-7; 7. Cc2 les Blancs adoptent une suite douteuse, déjà jouée en 1857 dans la partie Walker-Silous, examinée par Burn en 1874.

c) Après cette réponse faible, les Blancs prennent le contrôle du centre. La réputation de la tentative 5... Cf5 consiste en 5... d5! comme l'a démontré Zukertort dans la partie contre Weyte en 1878: 6. Cc7+ Rb8; 7. Cf3, Fd5; 8. f4, Dd4 ou 7. Cc5, Dd4; 8. Cc3, Cf5; 9. Fd2 (ou 9. f4, Cg4), Cc5; 10. h3, Tg8 et les Noirs ont une forte attaque. L'ancien champion du monde a oublié ses classiques.

d) Les Blancs tiennent solidement la case d5.

e) Menace f4-f5.

f) L'échange 10... Cc3 valait peut-être mieux. A noter, après 10... d6, la faiblesse des cases noires du roque de Smyslov.

g) La prise du Cg4 ouvrirait dangereusement la colonne f à l'action de la Tf1, que ce soit après 14... Cg4; 15. Fg4 ou après 14... Fg4; 15. Fg4.

D'autre part, la menace de clouage 15. f5 est insupportable.

h) Avantageux ou vision lointaine?

i) 15. Fd6, Cc6 soulagerait les Noirs.

j) Après 15... Fg4; 16. Fd6, Dg8; 17. Dd2 les Blancs gagnent. V. Smyslov se jette à l'eau, sacrifiant spectaculairement la D.

k) On 17... Td8; 18. Fd6, Cc6; 19. Td8.

l) Maintenant 18... Td8 était meilleur, la position résultant de 19. Dd2, Fd1; 20. Tf1 laissant cependant peu d'espoir aux Noirs.

m) Menace 21. Dd6 suivi du mat. a) 20... d5 est préférable à cette immobilisation de la T-R; par exemple, 21. Tf1, d4; 22. Cc4, Ff8.

c) Et non 22... Fd6; 23. Cc5.

d) Difficultés tribulation de la T-R.

e) L'engagement. Les Noirs n'ont plus que cette riposte puisque 27... Fc5 ne va pas à cause de 28. Dc3, Rg7; 29. f5!

f) Si 28... h4; 29. Td4.

g) Si 29... Dd5, Fd3.

h) Le pion f3 étant défendu, le sort de la T-R est à nouveau en jeu.

a) Après 30... Rg7; 31. Td4 les Noirs n'ont plus d'issue. D'où cette ultime tentative.

v) Les Noirs n'ont pas le temps de jouer 32... a2; 33. Dd4, Fc2; à cause de 34. Dd7, Td4; 35. Dd6+, Rg7; 36. Dd2+ et 37. Dg2.

w) Menace 39. h4.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1079

A. Hübner, 1955.

(Blancs : Ra8, Fa4, Pa5, Noirs : Rg6, Fb1, P67, 66.)

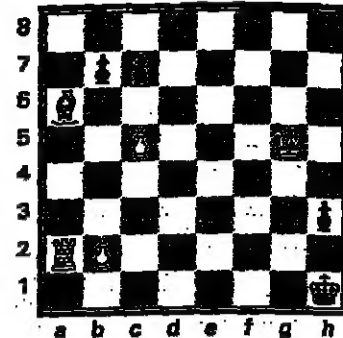
Un matériel bien réduit dans une finale de F de couleur différente avec un pion blanc passé sur la colonne a devrait aboutir à la nulle.

1. Fd7+, Rg7; 2. Fd6! en passant, Rg6 (menace 3... Rb5 et 4... Rxa5, nulle); 3. Fd7+, Rg7; 4. Fd5, Rg8 (ou 4... e5; 5. Fd3, Rg8; 6. Fd6+ et 7. Fb7); 5. Fd6+, Rg7; 6. Fb7 et les Noirs, en engageant, perdent.

Une miniature harmonieuse.

ÉTUDE

V. EVREINOV (1982)



Blancs (4) : Rg5, Ta2, Fb2, c5.
Noirs (5) : Rh1, Fa6, Fb7, g7, h3.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE

bridge

N° 1078

Election mondiale

- ♠ DV
♥ V106
♦ RD74
♣ AR53
- ♠ 9853
♥ 332
♦ A2
♣ V86
- ♠ 1042
♥ RD
♦ V1095
♣ D1072
- ♠ A76
♥ A9874
♦ 863
♣ 94

Les annonces (O. don.) ont sans doute été les suivantes:

Ouest	Nord	Est	Sud
passé	1 SA	passé	2 ♣
passé	2 ♣	passé	2 ♣
passé	3 ♣	passé	4 ♣

Ouest a attaqué l'As de Carreau, puis le 2 de Carreau; le déclarant a

mis le Roi du mort, et il a joué le Valet de Cœur couvert par Dame et Valet par l'As. Comment Dormer, en Sud, a-t-il ensuite gagné QUATRE CŒURS contre toute défense?

Réponse:

Quel est le danger? Si Sud rejoue atout et si Est dévient maintenant le Roi de Cœur ses comme on peut le supposer, il va prendre et continuer Carreau. Ouest va couper et il contre-attaquera Trèfle. Le déclarant prendra avec le Roi et, si l'impaire à Pique échoue (comme c'était le cas), il chutera.

Comment se protéger contre ce risque? Dormer a compris que si Ouest (après avoir coupé) n'avait plus de Trèfle, il serait obligé de jouer Pique! Dormer a donc pensé à couper le troisième Trèfle avant de rejouer atout. Sauf le cas peu vraisemblable d'un singleton à Trèfle, cette précaution ne pouvait rien coûter.

ter puisqu'on ne pouvait être sur-coupé que par le Roi de Cœur (si cette carte était en Ouest).

Après l'As de Cœur, le déclarant a donc tiré As Roi de Trèfle, puis, après avoir coupé le 3 de Trèfle avec le 7 de Cœur, il a donné un second coup d'atout. Est a pris avec le Roi de Cœur et il a joué Carreau coupé par le dernier Cœur d'Ouest. Mais Ouest, qui n'avait plus de Trèfle, dut contre-attaquer Pique pour le Valet du mort; ensuite l'As de Pique et la coupe du troisième Pique avec le Valet de Cœur assurèrent le contrat.

Après avoir pris la main avec le Roi de Cœur, si Est avait contre-attaqué Pique au lieu de jouer une troisième fois Carreau, Ouest aurait fait le Roi de Pique, mais pas la coupe à Carreau.

La promotion d'Omar

Il est toujours plus facile de trouver une défense mortelle quand on

voit les quatre jeux, mais lorsque cette donne avait paru sur le tableau lumineux du bridgeman de Desauville, Omar Sharif fut le premier à signaler que le contrat, qui avait été réussi aux deux tables, aurait pu chuter dans ce match France-Italie.

- ♠ V63
♥ A
♦ 107643
♣ RD87
- ♠ 842
♥ V106
♦ DV
♣ AV943
- ♠ 1075
♥ D7
♦ AR98
♣ 1065
- ♠ RD9
♥ R985432
♦ 52
♣ 2

Ann: O. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Chemla P. Ticci	Labell	Massimo	
passé	passé	1 ♣	1 ♣
contre	passé	1 ♣	2 ♣

Après l'annonce de la Dame de Carreau pour le 9 d'Est, comment

Ouest doit-il jouer pour faire chuter le contrat de DEUX CŒURS?

Note sur les enchères.

Le contre de « 1 Cœur » était le « contre négatif », qui promettait une main de 7 à 11 points. Cette convention ici était utile car Ouest ne pouvait pas déclarer « 1 Pique » ou « 1 SA » et il était trop faible pour dire « 2 Trèfles », car un changement de couleur au palier de deux garantit plus de 10 points (si on n'a pas déjà passé).

A l'autre table les enchères avaient été:

Ouest	Nord	Est	Sud
Réaati	Perron	Shargia	Mari
passé	passé	1 ♣	2 ♣
passé	passé	passé	passé

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 193

Celles qui rincent

Tournoi national de Marseille, 25 mars 1984.
2^e manche.
Clubs, jours et heures du tournoi:
Tél. 47-19-91.

Au cours d'un tournoi récent disputé au club de Saint-Maur, certains joueurs, vicieux d'avoir raté MATRUCER, puis UNIFORME, ont risqué « étayer », calqué sur ETAYAGE, ce qui a aggravé leur cas. Il y a quelque 350 mots de sept ou huit lettres en -AGE, suffixe indiquant une action s'il s'ajoute à un verbe (ETAYER, ETAYAGE), et un collectif s'il s'ajoute à un nom (OMBRÉ, OMBRAGE). Le tiers seulement des mots en -AGE ont un homologue en -EUR, ce qui conduit les scrabbleurs à chercher des anagrammes aux mots en -EUR inexistant ou disparus. Le plus simple est assurément d'essayer le suffixe -URE, qui indique le résultat d'une action: FOULAGE, FOU-

LURE. Nous nous intéressons aujourd'hui à certains mots en -URE moins courants et n'ayant pas d'anagramme en -EUR.
BIFFAGE, BIFFURE, barre qui biffe. BRASAGE, BRASURE, sorte de soudure, ou métal servant à braser.

CREUSAGE, CREUSURE, ouverture dans une pièce massive. ENRAYAGE (d'une roue). ENRAYURE, premier sillon d'un

N°	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	AEIOURSU	USERAI	H 4	14
2	O+DEELNR	LEONARDE (a)	B 10	60
3	AEELNNU	ANNULÉES (b)	A 5	66
4	ADEGOQV	EVOLUA	D 1	34
5	AC+ESUJ	GADOUES (c)	A 1	33
6	E+ACSUV	EVACU (DES) (d)	I 10	26
7	CEORSUZ	COURSEZ	L 4	39
8	BEHINT	INHIBE	B 10	39
9	AAGLOTY	LAYAT	D 10	41
10	EEGLUT	FETEE	I 5	27
11	GLO+AEET	LIGOTERA	L 13	70
12	EIMMRRS	SOMMER	C 3	26
13	IR+BDHFU	FARD	H 12	36
14	BHU+KNO	HIBOU (e)	J 1	31
15	KN+EIPT	PUNK	E 6	35
16	EIT+IMM	AMITE	E 10	14
17	EIT+ITW	JOIE	M 1	26
18	ITT+APS	SWAP	O 6	61
19	ITT+ALNX	FIXANT	L 12	36
20	LT+T7	J(E)T	I 1	28
21				873

champ. GIVRAGE, GIVRURE, défaut d'une pierre précieuse (cf. GIVREUX, EUSE). MAILLAGE, disposition en réseau. MAILLURE, tache dans le bois. MOIRAGE ou MOIRURE, chevelure, moustache. PINCAGE, suppression de bourgeois. PINCURE, sensation de pincement. RINCAGE, RINCURE, eau de rinçage, distinct de RINCETTE, eau-de-vie et de RINCEUSE, rinçabouilles; le « rinçeur » a disparu il y a 10 ans, victime de la modernisation.

NOTES

- (a) Du pays de Léon.
(b) Ou ANNUELLE, D2.
(c) Ou l'anagramme SOUDAGE.
(d) Ou CUVA (G)ES.
(e) KHOIN, M1, 40.
1. M. Duguet, 873.
2. T. Delle, C. Del, F. Vigorin, 870.
* Festival de Val-Thorens, du 28 juillet au 5 août. Tél.: (76) 96-65-65.
* Solution de l'escalatoire parue dans « Le Monde Loisirs » daté samedi 23 juin.

* Solution de l'escalatoire. - 2. ASES; 3. NASSE; ANSES; 4. SAUNES; 5. CANUSES; 6. CENURAS; 7. CRANESSES; ASCENSEUR.

NICHEL CHARLEMAGNE.
(*) Filler d'abonnement nous correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, EFS, 36, boulevard Pasteur, 75017 Paris.

Utilisez un cache afin de ne voir que le 1^{er} tirage. En basant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro allant de 1 à 15; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage de tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse Illustré (PLI) de l'édition.

MOTSCROISÉS

N° 309

Horizontalement
1. Leur signature est attendue. - 2. Gave. Un apéro, lui! - 3. Note. Fabrique de tubes. - 4. Toujours à la botte. Tient à l'ancre. - 5. Ils nous les cassent. En repos. - 6. Arrivée sur la mer. Donne par affection ou par dévotion. - 7. Ce champ couvert de morts... Note. Note d'après. - 8. Elles sont dans un triste état, et c'est une litote. - 9. Renforcent les semelles. - 10. Pour le bain. C'est presque un continent. - 11. Méthodes. Luminieuse. - 12. Se fait en rond mais de bas en haut. Ce grognard fit carrière en Algérie. - 13. Coupures.

Verticalement
1. Nous y sommes. - 2. Gave. Un apéro, lui! - 3. Note. Fabrique de tubes. - 4. Toujours à la botte. Tient à l'ancre. - 5. Ils nous les cassent. En repos. - 6. Arrivée sur la mer. Donne par affection ou par dévotion. - 7. Ce champ couvert de morts... Note. Note d'après. - 8. Elles sont dans un triste état, et c'est une litote. - 9. Renforcent les semelles. - 10. Pour le bain. C'est presque un continent. - 11. Méthodes. Luminieuse. - 12. Se fait en rond mais de bas en haut. Ce grognard fit carrière en Algérie. - 13. Coupures.

SOLUTION DU N° 308

Horizontalement
I. Parcimonieuse. - II. Enormité. Unit. - III. Lisible. Plée. - IV. Émise. Écrémier. - V. Ratier. Hère. - VI. II. Sbires. Ndl. - VII. NEP. Éminentes. - VIII. Ann. Esqu. Mo. - IX. Griser. Avron. - X. Estomaquèrent.

Verticalement
1. Pétierage. - 2. Animateurs. - 3. Rosit. Prit. - 4. Crises. Aso. - 5. Imberbe. Em. - 6. Mil. Aimer. - 7. Ode. Ris. - 8. NE. Chêne. - 9. Préserve. - 10. Euler. Noir. - 11. Uniment. Ré. - 12. Sié. Démon. - 13. Étrésent.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS®

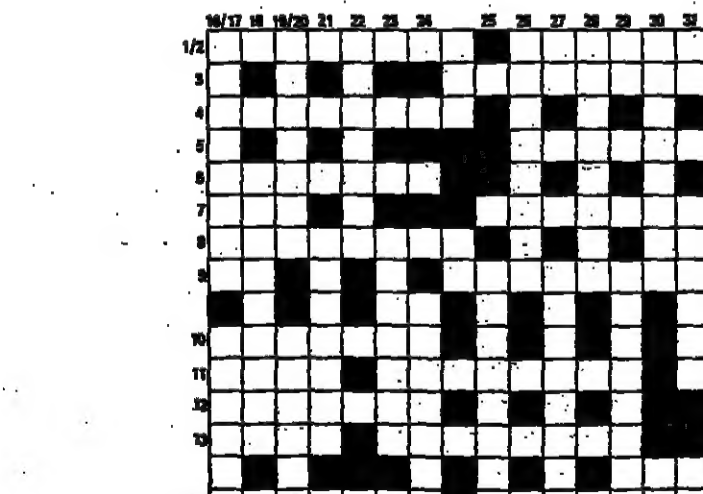
N° 309

Horizontalement

1. AEGILORT (+ 2). - 2. AAEFNS. - 3. AEEENNST (+ 1). - 4. ACEENRRES (+ 6). - 5. EHIMTY. - 6. ACEITIT. - 7. CEINORU. - 8. DEBNITU. - 9. EEEERSITZ. - 10. EEMRTUV. - 11. AACEGNRS (+ 2). - 12. ADELOR (+ 1). - 13. AAKSSTV. - 14. AEPNST (+ 4). - 15. AEEERSU.

Verticalement

16. AILNSTU (+ 2). - 17. BMDORV. - 18. AAEVORRU. - 19. EEECGNY. - 20. ADEDMN (+ 4). - 21. AEPSTY. - 22. DEEPRT (+ 5). - 23. AAINRSV (+ 2). - 24. EEEENSSV. - 25. BEIMNRST (+ 6). - 26. AFOSTTU. - 27. AEGISTU (+ 2). - 28. EEEHNTY. - 29. AEEERSY (+ 1). - 30. ACEOSTI. - 31. ARDMNSZ.



SOLUTION DU N° 308

Horizontalement

1. PERCOIR (PICORER). - 2. IRIDIUM. - 3. ABAISSE (ABASSER). - 4. ECTOPIE, anomalie de position d'organe (PYCOTEE). - 5. VEHCULA. - 6. ISOGONE. - 7. HAUSSE. - 8. FORENT (FERONT REFOUNT). - 9. KYMRIQUE, idiomatique. - 10. REELUSSE. - 11. BOXEUR. - 12. ETAMBOT, pièce de baton. - 13. GRELEUSE (REGLEUSE REGULEES, RELEQUES SURGELES). - 14. UTOPIE (TOUPIE). - 15. SERDEAU.

Verticalement

16. PANOPHIE. - 17. EBURNES, ivoires. - 18. OHMMETRE. - 19. VULGAIRE. - 20. OUTILLES (TOUILLES). - 21. ISCHIONS, os iliaques. - 22. QUITUS. - 23. RETINTES (RETEINTS INTERETS, RETENTIS RETENTIS TERNITES). - 24. IMPUDEUR. - 25. IDEALE (DELAIE). - 26. BOYCOTTIA. - 27. VERREUX. - 28. ETEULE. - 29. FLETANS. - 30. MALIENS (LAMINES SEMINALI MALINES). - 31. TERRIER (RETIER).

NICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Mode

La famille Caleçon

PETIT-FILS des boxer-shorts popularisés outre-Atlantique par les stars de Hollywood, les caleçons d'aujourd'hui, après quinze années d'un combat acharné contre les slips de jersey, s'imposent peu à peu.

Ces « dessous-dessus » à taille élastique, en coton imprimé, alliant le confort de la matière et de la coupe, défilent dans les grands magasins et les boutiques, lame de fond de dessins fleuris, tendres ou caricaturaux.

Calvin Klein, à New-York, a battu le rappel des partisans du caleçon en créant des boxer-shorts imprimés à porter sur des justaucorps de danse, idée qui a fait son chemin depuis dans toutes les revues de mode. Depuis un an, de ce côté-ci de l'océan, les boutiques spécialisées prolifèrent, et la vogue est si forte qu'elle est en train de relancer l'industrie de l'impression, notamment chez Boussec, après trois ans d'un marasme dû en partie à l'invasion-choc des troupes japonaises.

Les caleçons sont partout, souvent accrochés sommairement sur des cordes à linge, comme dans les vitrines des démarqueurs de la rue Saint-

Placide, à partir de 45 francs. Ils sont la plupart du temps disponibles en trois tailles masculines qui vont jusqu'à 48.

Armand Thierry les propose, en variantes nombreuses destinées aux jeunes. Les Galeries Lafayette leur consacrent une boutique entière composée d'imprimés à fleur ou graffiti sur fond blanc ou de couleurs vives, de 85 à 275 F, ces derniers en soie marbrée.

Les popelines de linge de maison se prêtent parfaitement au caleçon, ce qui a bien compris Sophie Canovas (5, place de Furstenberg), qui les taille dans un entraine bleu et jaune ou vert et pêche. Les motifs à fleurs couvrent des fonds en semis bleu ou rose, 190 F. Porthault (18, avenue Montaigne) propose ses célèbres petits caleçons sur fond blanc mais aussi des dessins très variés pour 260 F.

Enfin, restons les créations Claire Obocur pour Caleçon Roi (4, rue Hérodote), où l'homme, la femme et l'enfant trouveront des caleçons de toutes tailles en coton exotiques ou fantaisies, noir et blanc ou vivement colorés, pour le prix raisonnable de 68 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.



ALAN DIERCE/NOVA

Moto

Chevauchées urbaines

IL avait fait son apparition, très remarquée, au lendemain de la seconde guerre mondiale, en Italie d'abord, où Piaggio l'avait lancé, dès 1946, sous la marque Vespa. Très vite, le scooter saute les frontières, s'impose un peu partout, de l'Europe aux États-Unis. Et puis, après de longues années de franc succès, le scooter, sans que l'on sache vraiment pourquoi, va disparaître peu à peu des paysages urbains, où il évoluait en famille, pour ne plus compter, ces dernières années, que quelques fidèles, le plus souvent des coursiers professionnels que ni la moto légère ni le cyclomoteur n'ont su convaincre.

Le voilà aujourd'hui de retour, et en force : après Yamaha, dont le *Sallen* a déjà séduit (*le Monde* du 24 mars), c'est au tour de Honda de proposer son *Spacy 125*, tandis que Peugeot inscrit à son catalogue le *SC 80 L*, équipé d'un moteur tout droit sorti des usines japonaises de Honda. Quant à Piaggio, le pionnier, il a trouvé la réponse imparable à ceux que rebutent embrayage et changement de vitesse, avec son *Vespa PK automatique*, une machine dont le « cerveau », disent les auteurs, « se charge de tout » et, pour un peu, prétend « conduire pour nous ».

Toutes ces petites merveilles rivalisent d'élégance dans leur silhouette, devenue avec les ans plus affinée qu'à l'époque héroïque des *Vacances romaines*, où Audrey Hepburn chevauchait en amazone la Vespa pilotée par Gregory Peck. On a aussi gagné en poids. Nous décernerons la palme au *Spacy* de Honda, résolument futuriste, mais force est de reconnaître que le choix est difficile à faire à l'heure des palmiers. Côté tableau de bord, on a fait de gros efforts et, dorénavant, le démarreur électrique remplace presque partout le kick de grand-père et ses caprices imprévisibles.

Il va sans dire que tous ces constructeurs ne s'en tiennent pas à un modèle ni à une cylindrée unique. Chez Vespa, on peut choisir entre un 50 centimètres cubes, deux versions en 80 centimètres cubes et le

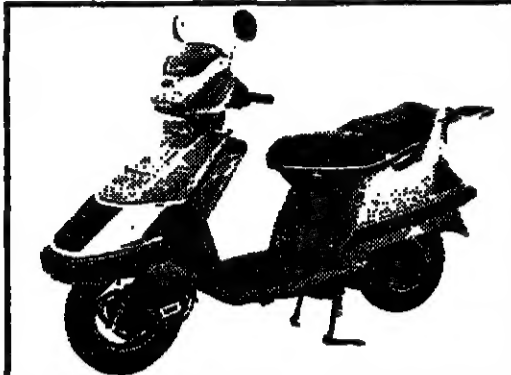
125 centimètres cubes, pour une gamme de prix allant de 8 500 F à 10 365 F. Honda est le seul à avoir opté pour un moteur à quatre temps sur son *Spacy 125* (13 620 F), mais les amateurs plus modestes se tourneront vers les modèles deux temps NH et SH (125, 80 et 50 centimètres cubes). Chez Peugeot, le SC 80 L est

vendu 8 150 F, les deux modèles de 50 centimètres cubes de cylindrée (50 L et SC 50) coûtant respectivement 7 590 F et 6 665 F. En dépit de son prix élevé, le scooter nouvelle vague semble avoir un bel et nouvel avenir devant lui. Le revenant a réussi sa rentrée...

J.-M. D.-S.



Peugeot 80 L



Honda Spacy 125



Vespa « automatique »

Philatélie n° 1851

Le monastère de la Grande-Chartreuse, fondé à l'origine en 1084, se situe à 977 mètres d'altitude. Le monastère actuel fut construit entre 1678 et 1688 sur une surface de 5 hectares. Vente générale le 9 juillet (33°/84).

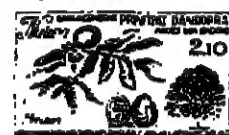


1,70 F. gris-bleu, rose-violet. Format 36x22 mm. Dessin et gravure de Jacques Jubert. Tirage : 10 000 000. Taille douce, Périgueux. Mise en vente anticipée les : - 7-8 juillet, de 9 à 18 heures, salle des fêtes de la mairie de Saint-Pierre-de-Chartreuse (Isère). Oblitération « P.J. ». - 7 juillet, de 8 h 30 à 11 h 30, au bureau de Saint-Pierre-de-Chartreuse. Boîte aux lettres pour « P.J. ».

Pour la protection de la nature, le châtaignier et le noyer seront les motifs des deux timbres andorrans pour la série de cette année. Vente générale le 9 juillet (5-6°/84).



1,70 F. vert, brun, violet ; 2,10 F. vert, brun.



Formats 36 x 22 mm. Maquettes de Pierrette Lambert, gravures par Pierre Albuissou. Tirages : 800 000 et 500 000. Taille-douce, Périgueux. Mise en vente anticipée le : - 7 juillet, au bureau d'Andorre-la-Vieille. Oblitération « P.J. ».

Calendrier des manifestations

30438 Méjannes-la-Clappe, (centre commercial), 13-14/VII - 3° Foire à la collection.
26420 Vauxelles-en-Vercors, (salle des fêtes), 21-22/VII - 40° anniversaire.

Journées « Portes ouvertes » :

48115 Biscarosse, 7/VII Centre.
60180 Creil Air, 16/IX. Base.
31000 Toulouse, 23/IX. Base 101.

40° anniversaire de la Libération :

73280 Albertville, 23/VII Mairie.
75000 Paris, 25/VII.
80300 Albert, 1°/IX. Hôtel-de-Ville.
76290 Fontaine-la-Mallet, 9/IX. Mairie.
21033 Dijon, 11/IX. P. des Ducs.

Expos. et congrès philatéliques :

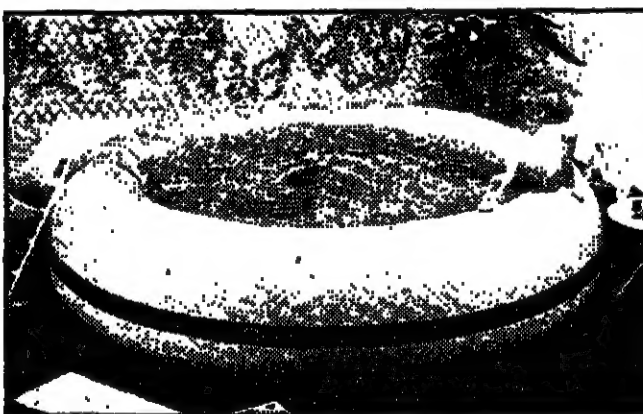
66400 Clerf, 7-8/VII. « Union ».
66190 Collioure, 21-22/VII. Cult.
66140 Lamoignon-Rosellon-Saint-Nazaire, 4/VIII.
28800 Bonnaillan, 1°/IX. Henry Ey.
60180 Creil, 29-30/IX.
31150 Fumet, 28-29/IX. 1-2/IX.
57390 Auden-le-Tiche, 6-7/IX.
86110 Le Cannet, 6-7/IX. Bel Aubé.
70300 Laxou, 13-14/IX. Mairie.
49300 Châteauneuf, 13-14/IX. Foire.
38000 Grenoble, 20-21/IX.
42600 Montbrison, 20-21/IX.
59600 Maubeuge, 27-28/IX. H.V.
54442 Nancy, 27-28/IX. H.V.
02480 Châtillon-Thierry, 29/IX au 4/XI.
01000 Ais, 4/XI. Centre Culturel.

LE SOMMET de la coopération philatélique européenne de Fontainebleau (26-28 juin) a donné lieu à la réalisation d'un document philatélique. Jusqu'au 10 juillet, il peut être obtenu - contre 15 F - au Foyer des orphelins des PTT, 36, av. du Pré-Wilson, 94230 Clichy, (CCP 38160K, Paris).

ADALBERT VITALVOS.

Maison

A l'eau !



LORSQUE l'été arrive, on peut avoir soudain l'envie d'avoir une piscine dans son jardin. De nouveaux bassins circulaires, à poser sur le sol, sont prêts à utiliser pour le baignade.

Allibert, fabricant de mobilier de jardin, s'attaque au marché de la piscine avec la gamme Europool. Ces piscines à monter soi-même sont faites d'une poche « liner », en plastique souple, qui s'accroche à une paroi en acier galvanisé se déroulant en cercle ; l'extérieur est plastifié blanc. Le bassin repose au sol sur une protection en polyester.

Ces piscines « Rio » ont un diamètre de 4 m, 5 m ou 6 m et une profondeur de 1,20 m. Leurs prix vont de 5 100 à 8 190 F environ. Il existe aussi deux bassins ovales, faits de deux cercles accolés. Toutes ces piscines peuvent s'accompagner de systèmes de filtration d'eau, d'échelles d'accès au bassin et autres accessoires.

Zodiac est une marque de canots pneumatiques mais aussi, depuis quelques années, des piscines gonflables. Les nouveaux bassins circulaires Winky ont une technique de gonflage originale : il suffit d'un peu d'air seu-

lement pour la gonfler, la pression de l'eau - au remplissage - poussant l'air dans tout le boudin et tenant le tissu caoutchouté (bleu à l'intérieur et blanc cerclé de noir à l'extérieur).

Pour les enfants, la piscine Winky 2 a un bassin de 2,50 m de diamètre et une profondeur de 0,85 m (3 038 F) ; la Winky 3 a 3 m de diamètre et 0,90 m de profondeur, 4 452 F. Un troisième modèle peut convenir aux adultes, avec une profondeur de 1,15 m et un bassin de

4,50 m (7 054 F). Ces piscines Zodiac, une fois dégonflées et repliées, se transportent facilement. Elles sont livrées avec un petit gonfleur et une mallette d'intervention. Une échelle d'accès et un système de filtration sont proposés en option.

JANY AUJAME.

Les adresses des points de vente sont obtenues auprès des fabricants : Allibert, « Le canal », rue de Plessis-Briard, 91005 Evry Cedex, tél. 077-92-92. Zodiac-Espace, 58, boulevard Gallieni, 92130 Issy-les-Moulineaux, tél. 554-92-80.

(Publicité)

Une très bonne idée pour l'apéritif
un KRITER cassis
(Kriter Brut de Brut en ajoutant un doigt de cassis).

willy hairline COIFFURE MIXTE
10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tél. : 260.63.68.
De lundi au samedi de 10 h à 19 h
30, rue Feydeau 75002 Paris. Tél. : 236.33.57.

RAYMONDE LESCUR
Femmes **soldes** Hommes
Centre Maine-Montparnasse - Paris 15ème
125, rue de Sévres - Paris 6ème

Sulka
CHEMISIER-TAILLEUR
SOLDES
2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

Le Monde des PHILATÉLISTES
DANS le numéro de juillet-août 72 pages
LE TOUR DE FRANCE HORS DE FRANCE ET LA PHILATÉLIE
Initiation à la philatélie
En vente dans les kiosques 11 F

Enchères d'enfer à Monte-Carlo

L'héritage de Florence Gould, dans la griserie du snobisme.

LES ventes des collections Florence Gould à Monte-Carlo ne comptent pas comme des jours de gloire dans l'histoire du marché de l'art. Marteaux d'ivoire battants, il restera, après cette dispersion à tour de bras de plus de 2 000 lots en cinq jours, le souvenir d'un formidable succès commercial, orchestré avec maîtrise par les managers de Sotheby. Cette machine à vendre les œuvres d'art, depuis quelques mois sous pavillon américain, a tiré des poches des amateurs et des néophytes un total de 103 millions de francs, 25 % de plus que les estimations les plus optimistes.

Bien des acheteurs n'ont pas hésité à forcer les enchères pour le seul plaisir de s'offrir un souvenir de la belle Américaine, ou tout au moins un lot de consolation puisé dans les réserves des autres collections vendues dans la foulée et qui constituaient, en fin de compte, la majeure partie des seize vacations qui se sont succédées du 24 au 28 juin dans les salons du Sporting d'hiver, sur la place du Casino. C'est dire la part du snobisme qui fait surpayer des pièces de second choix.

Il est certain que de nombreux lots ont été enlevés dans la griserie propre aux grandes ventes internationales, griserie exaltée à Monte-Carlo à deux pas des salles de jeu.

Au hasard des enchères on attrapait au vol un plateau « à l'imitation de la terre cuite d'après Houdon » à 9 500 francs, une « petite banquette raccourcie » à 70 000 F — quatre fois l'estimation — une Vierge donnée du quatorzième siècle au visage resculpté à 100 000 F, une paire de fauteuils de bureau rehaussés dans un canapé à 145 000 F (sur estimation à 60 000 F !). Une grenouille chinoise du dix-huitième siècle, récemment transformée en porte-cigarettes, s'est enflée à 350 000 F, et deux pochettes « en porcelaine moderne à l'imitation de la famille verte » ont trouvé preneur à 55 000 F, plus cher que des pièces authentiques. On se demandait parfois si les enchérisseurs ne confondaient pas, dans cette ambiance surchauffée, époque et style, restaurations et Restauration !

Certes, des meubles et objets exceptionnels réveillaient l'appétit des véritables connaisseurs, mais dans l'ensemble la « succession Florence Gould » avait moins de tenue que le « Bel ameublement » de la « Collection de M. X » et appartenait à divers amateurs, selon la formule des ventes composées. On peut s'étonner d'un tel saucissonnage dans des ventes de prestige, mais, selon les organisateurs, il fallait, une fois le marché enlevé à la rivalité Christie's, vendre le tout le plus vite possible. Ce fut en effet un tour de force, un véritable travail de commando, de démanteler la totalité du contenu de la villa El Patio dans les premiers jours de l'année, de dresser l'inventaire, de préparer les catalogues et de lancer une campagne de presse en faisant jouer le nom de la riche Américaine comme un miroir aux alouettes. La qualité des expertises s'en est sans doute ressentie. De même pour « M. X », le collectionneur, obligé — pour des raisons financières — de vendre au plus vite. Quelle aubaine de pouvoir accrocher son wagon à la locomotive Florence Gould, la belle héritière, par l'intermédiaire de son cher mari, d'une bonne partie de la fortune de Jay Gould, le roi des chemins de fer américains.

C'est ainsi qu'on a vu défiler des tableaux en tous genres après un extraordinaire *Saint Sébastien* de Joachim Wtewael

à 6 200 000 F ! et un *Guerchin* à 1 400 000 F. Il serait fastidieux d'énumérer les bons numéros et les moins bons pour les porcelaines chinoises, les bibelots, les verres gravés, ou les tapis ; il fallait que tout y passe, y compris le linge de maison et les robes, distillé lot par lot dans un catalogue baptisé « Contenu général de la villa El Patio ». Paradoxalement les livres se sont moins bien vendus, alors que c'est justement dans ce domaine que Florence Gould avait su le mieux affirmer sa prédilection. Mais les œuvres dédicacées de Marcel Jouhandeau, Paul Morand, André Maurois, Max Jacob ou Serge Lifar — à la *Déesse de la littérature et des arts* — n'ont pas toujours obtenu les prix espérés. Les amateurs qui viennent acheter à Monte-Carlo ne sont apparemment pas des littéraires.

Mais c'est dans l'ameublement et les objets d'art que les prix se sont envolés à des hauteurs insensées pour des lots sans beaucoup d'intérêt. On a vu par exemple des tabourets « en partie d'époque Régence » à plus de 20 000 F et même des tabourets de « style » à 8 500 F, deux fois plus chers que le neuf au Faubourg Saint-Antoine.

On sait que Florence Gould aimait beaucoup les tabourets. Elle en avait fait même un véritable système de conversation, quand elle trônait parmi ses hôtes. Peter Wilson, qui fréquentait la villa de Cannes, raconte à ce propos, dans la préface des catalogues (qu'il écrivit juste avant sa mort), qu'au bout de vingt minutes sur un tabouret on préfère aller s'installer dans une confortable bergère. Florence Gould le savait, ce qui ne veut pas dire qu'elle observait l'étiquette de Versailles en considérant ses invités assis sur des tabourets comme des gens de second rang. Elle les regardait plutôt comme des oiseaux de passage sur un perchoir, qui cédaient bientôt la place à d'autres invités.

L'abondance des tabourets et des sièges, des canapés de tous styles, dont certains sont quand même des merveilles, est plutôt le signe d'une accumulation que d'une harmonieuse composition.

A vrai dire, il n'y a pas de collection Florence Gould. Il y a un mythe Florence Gould. Et une succession Florence Gould, destinée à une fondation médi-



« A aucun moment, on ne sent l'âme d'une collection véritable. »

cale et culturelle en faveur de l'amitié franco-américaine.

Tout le contenu de la villa El Patio provenait d'achats successifs, réalisés par un habile décorateur installé dans la place qui faisait sans doute passer l'amour de l'art. Rien n'était alors plus facile, dans les années 30, de montrer son grand goût en achetant chez les antiquaires de la Côte ou d'ailleurs des meubles, de Louis XIV à Louis XVI, d'époque, en partie d'époque, voire de style. Et pendant plusieurs décennies les

beaux yeux de chatte de la généreuse Florence s'extasiaient sur les trouvailles de ses heureux fournisseurs. Mais à aucun moment, parmi les vestiges aujourd'hui dispersés, l'on ne sent l'âme d'une collection véritable.

Qu'importe, l'attrait du nom a suffi pour créer l'événement et ramener les plus gros acheteurs du monde, amateurs, collectionneurs ou marchands, et le site de Monaco a fait le reste.

« Ce rocher du haut duquel on peut cracher dans l'eau de

toutes parts », disait méchamment Saint-Simon qui n'aimait pas les Grimaldi, est devenu une des premières places fortes du monde où se négocient les antiquités et les œuvres d'art.

C'est Peter Wilson, toujours lui, qui eut l'idée de faire de Monaco la véritable « french connection » des œuvres d'art, au bord de l'Hexagone, tout près de l'Italie et à portée d'avion des grandes capitales européennes.

Le 25 mai 1975, la vente des collections des barons Guy de

Rothschild et Alexis de Rédé donnait le coup d'envoi, avec des meubles provenant du château de Ferrières et de l'hôtel Lambert. D'entrée de jeu, 20 millions de francs tombaient sous le marteau de service de M^{re} Marie-Thérèse Escourt-Marquet, une des deux huissiers de Monaco, seuls habilités à prononcer les adjudications en Principauté. D'autres ventes ne cessèrent dès lors de se succéder : bijoux, argenterie, art nouveau, art déco ou meubles de prestige. Une fois de plus, les commissaires français s'étaient fait doubler. Enfin, M^{re} Tajan, d'origine monégasque, réussit à faire prendre pied sur le rocher à la première étude française — Adèle-Picard-Tajan — qui obtint en 1976 l'autorisation de vendre aux enchères, toujours sous les coups de marteaux placides de M^{re} l'huissier de service. Ce fut d'abord une belle vente de collection de monnaies, avec l'expert M. Jean Vinchon, puis des ventes de Daum et de Gallé, puis de meubles classiques, qui attirèrent un public toujours plus nombreux de grands amateurs internationaux fortunés.

Entre-temps, les grands antiquaires avaient eu aussi l'idée d'utiliser les grands salons du Sporting d'hiver... pendant la saison d'été. Le mérite en revient à un marchand d'origine italienne, Adriano Ribolzi, installé à deux pas du Sporting, qui suggéra aux frères Bellini, fondateurs de la Biennale des antiquaires de Florence, de créer également une biennale sur la terre bénie de Monte-Carlo. L'écrit climatique du Sporting se prêtait à cette expérience, qui, dès juillet 1976, connut un vif succès, aussi bien par les affaires réalisées par les grands spécialistes du passé, auxquels s'étaient joints les joailliers parisiens et quelques galeries d'art, que par le nombre des visiteurs éblouis par la qualité des œuvres et l'éclat des diamants. Les antiquaires installés de longue date à Monte-Carlo — ils sont une bonne trentaine — boudèrent d'abord l'arrivée des grands frères de Paris, de Londres, de Florence et d'ailleurs, mais le déferlement par milliers d'amateurs bourrés de fortes devises fit oublier les premières rancœurs. Une autre organisation vient d'instaurer, dans le Hall du Centenaire, avenue Princesse-Grace, « la première exposition-vente de meubles et objets anciens, sous le haut patronage de SAS le prince Albert de Monaco ». D'autre part, un « conseil en objets d'art », M. J.-M. Moulière, organise, le plus souvent le dimanche, également dans le Hall du Centenaire, des petites ventes qui attirent un public de plus en plus large. Ce n'est pas tout. Voici que Christie's, l'éternelle rivale de Sotheby, prépare à son tour son entrée à Monte-Carlo. Un bureau est en cours d'installation au Park-Palace, et l'on n'attendait plus que la nomination d'un directeur choisi dans l'entourage du prince, sans qui rien ne se fait en principauté.

Les dernières ventes du Sporting ont démontré que les acheteurs de tableaux anciens n'hésitaient pas à se rendre à Monte-Carlo, pourvu qu'on leur propose des œuvres de qualité, alors qu'en ce domaine le marché semblait uniquement réservé à Londres ou New-York. De plus, les ventes à grand spectacle ont pour effet de « faire sortir la marchandise », c'est-à-dire de solliciter les détenteurs de biens artistiques en leur assurant sur place les plus hauts prix d'adjudication. Telle est la force attractive du fameux petit rocher qui draine tant de fortunes.

FRANÇOIS GERSANT.

Le parrain américain

LE chairman de Sotheby s'intéresse à l'art, bien sûr, mais sans trop s'y enfoncer. Il est venu voir à Monte-Carlo comment tournait la machinerie. Il se serait volontiers offert les deux carnes en porcelaine de Meissen adjugées 120 000 francs, mais ses affaires l'attendaient à Washington. Il habite dans un décor moderne parmi des meubles chinois d'un style dépouillé et de confortables sièges et canapés anglais ; il aime les tableaux des peintres américains modernes, les impressionnistes et les petits objets de porcelaine qui garnissent de nombreuses vitrines.

Mais parlons plutôt business. C'est là qu'Alfred Taubman exprime avec le plus de plénitude sa puissante personnalité.

« Avez-vous cherché à vous donner une nouvelle ossée sociale en rachetant Sotheby ? »

« C'est une affaire parmi onze autres entreprises dont j'ai la responsabilité. J'ai dû prendre ma décision en trois jours. Il fallait donner une réponse avant des

échéances irréversibles. N'allez surtout pas croire que j'ai versé 82 millions de livres sterling par amusement personnel... Art is business. Le marché de l'art, c'est aussi les affaires. »

— Sotheby n'est-il pas aujourd'hui votre enfant chéri ?
— Sotheby est un vieil enfant de deux cent quarante ans qui se porte bien et que j'ai l'intention de fortifier. J'ai saisi une occasion intéressante à un moment où cette affaire était en difficultés financières, mais je savais que le redressement était déjà amorcé. J'ai pris cette décision sans aucune angoisse. Maintenant, j'ai la charge de 1 400 emplois qui s'ajoutent à l'ensemble des 15 000 personnes qui travaillent dans mes entreprises.

— Considérez-vous votre investissement comme récupérable en quelques années ?

— Impossible à dire. Cela dépend de facteurs trop complexes. Dans ce domaine, il est difficile de

faire des prévisions à longue échéance. Mais les premiers résultats sont très encourageants. A New-York, notre chiffre d'affaires a déjà doublé en un an. Nous disposons d'une organisation bien structurée, dotée d'une grande capacité d'expansion. Notre intention est de développer chacun de nos bureaux et d'en ouvrir d'autres dans le monde entier, notamment en Allemagne de l'Ouest où nous n'avons pas encore pris pied. J'envisage aussi de mettre en œuvre de nouveaux moyens promotionnels. J'examine enfin la possibilité de donner des facilités financières aux acheteurs, avec un système de garanties couvertes par des compagnies d'assurances spécialisées.

— Quelles sont vos rapports avec les différents directeurs de bureaux mis en place par Sotheby ?

— Mon principe est de donner à chacun l'entière responsabilité de sa propre organisation. En ce qui concerne Paris et Monte-Carlo, c'est un véritable plaisir de

travailler avec des gens aussi compétents, et je suis heureux de le dire. Dans l'ensemble de mes affaires, j'essaie d'appliquer le principe de la synergie — ce qui consiste à coordonner les efforts des hommes de confiance mis en place à la direction de chaque entreprise pour atteindre la plus grande productivité possible. Entouré de conseillers et d'avocats, je demande à chacun d'innover, de lancer des nouvelles idées pour élargir sans cesse les tréneaux occupés. Chaque entreprise doit s'inspirer du succès des autres et développer elle-même les moyens promotionnels les plus efficaces.

En ce qui concerne le marché de l'art, je pense qu'il tient une place particulière, mais qui reste liée à l'ensemble de l'économie mondiale. En attirant et en déplaçant des capitaux, il joue un rôle très important, un rôle stabilisateur dont je suis l'évolution avec un intérêt plus intense. C'est aussi une des raisons de ma décision de racheter Sotheby. »